This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

LIBERTÉ
PATRIE
DON FAIT À LA
Bibliothèque Cantonale
en 1837,
par feu le général
Frédéric César de la
Harpe
SIBER

PRÉCIS

HISTORIQUE

DES

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS

POLITIQUES ET MILITAIRES

QUI ONT AMENÉ

LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

Je crois avoir prouvé qu'en Europe, comme en France, ce qui est ancien c'est la liberté, ce qui est moderne c'est le despotisme; et que ces défenseurs des droits des nations, qu'on se plaît à représenter comme des novateurs, n'ont pas cessé d'invoquer le passé. Quand cette vérité ne serait pas évidente, il n'en résulterait qu'un devoir plus pressant d'inaugurer le règne de la justice qui n'aurait pas encore été mis en vigueur; mais les principes de liberté sont tellement gravés dans le cœur de l'homme, que, si l'histoire de tous les gouvernemens offre le tableau des efforts du pouvoir pour envahir, elle présente aussi celui de la lutte des peuples contre ces efforts.

Considérations sur la Révolution Française.
Par Mme. de Stael, t. III, chap. I.

Cet Ouvrage se trouve aussi au Palais-Royal, chez les libraires suivans:

DELAUNAY;
PELICIER;
LADVOCAT;
PONTHIEU;

Et à la librairie constitutionnelle des frères BEAUDOUIN, rue de Vaugirard, n°. 36.

A BRUXELLES,

Chez WAHLEN et Ce. imprimeur-libraires;
Et chez les principaux libraires de France et d'Europe.

DE L'IMPRIMERIE DE FAIN,
PLACE DE L'ODÉON.

PRÉCIS

HISTORIQUE

DES

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS

POLITIQUES ET MILITAIRES

QUI ONT AMENÉ

LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

Par M. Louis Tullian.

> Il importe de répéter à tous les partisans des droits qui reposent sur le passé, que c'est la liberté qui est ancienne, et le despotisme qui est moderne.
>
> *Considérations sur la Révolution Française.*
> Par Mme. de Stael, t. I, chap. II.

BIBLIOTHÈQUE DE F. C. DE LA HARPE

PARIS,
A LA LIBRAIRIE UNIVERSELLE
DE P. MONGIE AINÉ,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N°. 18.
1821.

LIBERTÉ ET PATRIE
BIBLIOTHÈQUE DE CANTONAL

AVANT-PROPOS.

Le désir de juger par moi-même des causes qui ont amené le changement important que l'imprévoyance, les fautes, et les crimes de quelques hommes ont rendu nécessaire dans le gouvernement de l'Espagne, m'a décidé à quitter la retraite que j'avais choisie, depuis quatre ans à Bruxelles, pour me rendre à Madrid. La noble cause de la liberté, fondée sur le respect des lois divines et humaines, est devenue tellement solidaire entre tous ceux qui l'ont embrassée, que tout ce qui tend, dans les deux mondes, à son affermissement et à son triomphe, est aujourd'hui le premier de leurs devoirs, et qu'il n'est point de sacrifices qui ne doivent leur paraître faciles pour l'accomplir. Mais combien ce devoir ne de-

vient-il pas encore plus obligatoire et plus sacré, à l'aspect des odieuses et dégoûtantes calomnies que la haine, le mensonge et les passions les plus lâches, ne cessent d'entasser sous la plume de quelques écrivains, qui se font un jeu de trahir impudemment la vérité dans toutes les pages de leurs méprisables libelles, et de présenter comme une sédition criminelle, l'effort le plus généreux et le plus régulier auquel ait pu se porter un peuple, pour briser le joug de la superstition la plus honteuse et de l'oppression la plus insupportable !

La révolution, aussi grande qu'inattendue, qui s'est opérée, au commencement de 1820, dans le gouvernement de la péninsule Espagnole, et qui, peu de mois après, a été si glorieusement imitée dans les États de Naples, et plus récemment dans ceux de Portugal, a été considérée, par quelques hommes trompés, superficiels, ou de mauvaise foi, comme l'effet d'une intrigue militaire, sans racines dans l'opi-

nion nationale. C'est cette assertion, évidemment imprudente ou calomnieuse, que je m'attacherai à détruire dans cet ouvrage, quoique les faits y aient déjà impérieusement répondu, et que l'Espagne, tout entière sous les armes, ne soit pas moins disposée aujourd'hui à faire respecter le grand œuvre de sa régénération politique, qu'elle ne le fut, en 1812, au prix de tant de sang et avec tant de persévérance et de gloire, à reconquérir son indépendance sur le redoutable guerrier qui, après avoir asservi sa patrie, préparait à l'Europe des chaînes que l'énergie des peuples armés parvint seule à briser, et dont un manque de foi, sans exemple, de la part de quelques princes, sauvés par eux, a été l'unique récompense (1).

---

(1) Avant les actes des congrès de Troppau et de Laybach, ce reproche était sans application à celui des princes du nord qui reconnut le premier, en 1812, la Souveraineté des peuples dans l'existence des Cortès d'Espagne, et dont tous les soins, depuis son avènement au trône,

En effet, par qui, au milieu des défiances, des craintes réciproques, entretenues dans la péninsule par l'union de la tyrannie religieuse et oligarchique, le vœu national pouvait-il donc être exprimé? N'était-ce pas par la seule force qui conservât encore son indépendance? et quelle était cette force, si ce n'était celle de l'armée? Par une subtilité toute spécieuse, de vils écrivains, vendus à l'oligarchie européenne, ont comparé l'armée espagnole aux gardes prétoriennes de l'empire romain; comparaison absurde! Les prétoriens déposaient, égorgeaient les empereurs; ils élisaient leurs successeurs;

---

semblaient tendre à dissiper les ténèbres qui couvraient autrefois son vaste empire, en donnant aux peuples qu'il gouverne une liberté progressive, la seule dont ils puissent encore jouir. Depuis les résolutions émanées de ces congrès, et les événemens auxquels elles ont donné lieu, le prince qui est l'objet de cette note, est devenu justiciable de l'histoire, dont il est rare que les arrêts soient moins sévères que ceux des contemporains.

ils dictaient des lois au Sénat. Loin de là, le premier acte de l'armée espagnole, en proclamant le vœu du peuple, a été de consacrer, par une reconnaissance solennelle, l'autorité constitutionnelle du Chef de l'état, de convoquer les Cortès, et de déposer dans les mains de la nation tous les pouvoirs qu'elle tenait de l'empire des circonstances. Qu'on dise maintenant quel point de comparaison existe entre les insolens et féroces prétoriens, et ces nobles défenseurs de la liberté de l'Espagne, dont le triomphe, vierge de sang, n'a coûté ni un regret ni une larme à leur patrie !

Ce qu'il importerait aux hommes qui gouvernent les états d'approfondir et de méditer, bien autrement que les moyens par lesquels s'opèrent les révolutions, moyens presque toujours hors du domaine de la prévoyance et des calculs humains, ainsi que le prouvèrent en 1789 les événemens de la France, et que l'ont prouvé en 1820 ceux d'Espagne, de

Naples et de Portugal (1), ce sont les causes qui rendent ces révolutions inévitables ; et quoique cette discussion ne soit pas le but du travail que nous avons entrepris, elle nous paraît cependant d'une trop haute importance, et trop essentiellement liée aux événemens que nous allons raconter, pour ne pas occuper ici quelque place.

Le seul aspect de l'Espagne, de ce vaste et puissant empire, tombé, en trois siècles, du faîte de la gloire et de la prospérité, dans l'abîme de l'infortune, suffirait seul pour porter dans tous les bons esprits la conviction profonde que, sans la révo-

(1) Sans doute, les causes qui ont amené ces grands événemens n'ont aucune identité entre elles ; mais partout on apercevait fortement leur existence ; non pas de manière à faire prévoir dans quel instant précis elles agiraient efficacement sur le corps politique, mais à faire juger qu'il était impossible que cette action ne se manifestât pas à un moment plus ou moins éloigné. Certes, à l'instant même où nous écrivons, il y a bien peu d'états, en Europe, sur lesquels, grâce à la présomptueuse ignorance de quelques ministres, il ne fût permis de porter avec assurance le même présage.

lution que vient d'éprouver ce pays, un demi-siècle de plus d'existence du gouvernement qui le régissait, le faisait à jamais disparaître de la liste des états civilisés. Je me bornerai sur ce point à interroger la bonne foi de quiconque aura, comme moi, traversé en divers sens les provinces espagnoles : qu'on dise si, partout, à l'exception de toute la Catalogne, de la Galice, et de quelques points des royaumes de Valence, de Grenade, d'Andalousie et de la province de Biscaye, toutes n'offrent pas l'image de la dépopulation, de l'absence de toute culture, de toute industrie, de tout commerce, de toute civilisation ! Tels sont les fruits amers de l'affreux système adopté, depuis quelques siècles, par le gouvernement de l'Espagne ; et l'on oserait demander si, dans un tel état de choses, une révolution était nécessaire, si elle était légitime ! si, dans l'impuissance ou la mauvaise volonté du gouvernement de mettre un terme à de pareils malheurs, il appartenait à une nation, grande de

sentimens et de souvenirs, mais malheureuse et opprimée, de secouer un joug honteux et barbare! Elle serait coupable, par cela seul qu'elle aurait triomphé dans la plus juste des causes!.... Maintenant baignée dans le sang de ses glorieux défenseurs, si elle eût été vaincue dans cette nouvelle lutte, on oserait lui demander compte du succès de ses efforts! et, ne pouvant attaquer l'éclatante légitimité des motifs qui lui firent prendre les armes, on croirait pouvoir la condamner de les avoir remises aux mains de ses défenseurs naturels!.... Eh quoi! l'assentiment unanime donné par toute l'Espagne aux glorieux événemens de l'île de Léon : son adhésion soudaine aux principes proclamés par quelques bataillons, que dans d'autres temps, un ordre de l'autorité eût suffi pour disperser, et dont toute la force était maintenant d'exprimer le vœu retenu par la terreur au fond de toutes les âmes, ne démontrent-t-ils donc pas assez évidemment que la conscience et la volonté na-

tionales avaient parlé, bien avant que l'armée ne se fût rendue leur interprète? Voilà ce que les faits ne permettent pas de révoquer en doute, et ce qui répond à toutes les objections. Que l'expression du vœu national ait précédé ou suivi l'acte de l'armée, peu importe, si ce vœu a été unanime et spontané, et s'il est démontré qu'il ne pouvait être exprimé autrement. C'est ce que j'ai prétendu établir, avant d'entrer dans les détails des grands événemens qui, en changeant le système de gouvernement des monarchies Espagnole, Napolitaine et Portugaise, doivent influer si puissamment et si heureusement sur toutes les monarchies européennes, en substituant partout, par la seule force de la raison et du temps, l'égalité devant la loi aux priviléges, le système constitutionnel au caprice des gouvernans.

On s'étonnera peut-être du grand nombre de détails, souvent minutieux, répandus dans cet ouvrage, et dont je n'ai pas cru devoir faire grâce au lecteur;

mais que l'on veuille bien considérer que l'ouvrage lui-même n'est pas moins écrit pour les militaires que pour les citoyens, et que les hommes de l'art ne liront pas sans le plus vif intérêt, une foule de circonstances dont il résulte qu'avec les plus faibles moyens, l'armée nationale de San-Fernando, formée de deux divisions, a pu opérer d'aussi grandes choses, et amener un résultat qui, malgré le vœu général de l'Espagne et celui de l'armée, était, selon toutes les vraisemblances, encore éloigné.

Au reste, au moyen de la carte topographique de l'Espagne, la plus ordinaire, pour peu qu'elle ne manque pas absolument d'exactitude dans les détails, il sera facile, même pour la classe de lecteurs la plus étrangère à l'art militaire, de suivre toutes les opérations des armées de l'île de Léon, de Galice, et de la Manche. Les grands résultats, produits par les plus petits moyens, furent, dans tous les temps, ceux qui procurèrent le plus de gloire à

leurs auteurs, et ceux aussi dont le récit attache plus vivement les lecteurs qui cherchent dans l'histoire de grandes leçons ou de grands exemples.

Pour moi, étranger à l'Espagne par la naissance, mais dévoué depuis vingt-cinq ans, par sentiment et par principe, à la noble cause de l'indépendance et de la liberté qu'elle défend avec tant d'énergie et de gloire, et qu'elle ne flétrira jamais, sans doute, par aucun des excès déplorables auxquels cette belle France, à qui j'appartiens, a dû tous ses malheurs: j'ai voulu, en m'isolant de toutes les opinions qui partagent encore, en Espagne, les amis de la liberté (mal nécessaire, inévitable dans toutes les grandes commotions politiques, et qu'il faut bien se garder de confondre avec les crimes des factions), préparer parmi mes concitoyens, à la gloire du peuple espagnol, les matériaux d'un monument, d'autant plus durable qu'il n'aura pour base que l'impartialité la plus absolue : le dévouement

le plus sincère à la cause de la liberté, et de l'ordre sans lequel la liberté est impossible : et qu'enfin, aucun autre intérêt n'en aura inspiré la pensée, que celui qui unit entre eux, sur tous les points de la terre, les hommes libres, amis des lois et de la vérité. Si j'ai rempli ce but : si j'obtiens en Espagne, dans ma patrie, et dans le reste de l'Europe, l'assentiment et le suffrage des hommes dont je viens de parler, et pour lesquels, seuls, je me suis proposé d'écrire, je ne croirai pas avoir fait un voyage inutile.

Paris, le 18 mars 1821.

N. B. Le changement de ministère qui vient d'avoir lieu en Espagne, serait, en lui-même, un événement presque sans intérêt, si le roi, par cette mesure évidemment hors de son caractère craintif et irrésolu, et qui ne peut être attribuée qu'aux inspirations du conseil secret par lequel ce prince est entraîné d'erreur en erreur et de faute en faute, ne s'était placé dans une position toujours plus fausse à l'égard de la nation. Le renvoi des ministres avait été déjà tenté plusieurs fois;

c'est à ce but, avoué par elle, que tendaient, depuis long-temps, tous les efforts de la faction anti-constitutionnelle qui forme, autour de Ferdinand, une nouvelle *Camarilla*. Il est donc très-probable que, dans l'impossibilité de se placer eux-mêmes dans le ministère (car la seule apparence de cette prétention, dans les hommes de ce parti, déterminerait une crise violente dont ils sont très-décidés à ne pas courir les chances), les ennemis de l'ordre constitutionnel se sont crus trop heureux d'avoir pu décider le roi à former une nouvelle administration, quelle qu'elle fût; l'essentiel, pour eux, était de se délivrer de celle qui gouvernait. L'avenir nous apprendra où les aura conduits cet instant de demi-triomphe; mais ils seraient certainement perdus si, prenant quelque confiance dans leurs forces, par le succès de cette intrigue, ils voulaient en faire l'essai. Comme les anciens ministres s'étaient faits, dans la classe des libéraux les plus exaltés, un grand nombre d'ennemis, qu'ils devaient beaucoup moins sans doute aux fautes très-réelles qui peuvent être justement imputées à quelques-uns d'entre eux, qu'à l'impossibilité où se trouvent les hommes publics de satisfaire toutes les prétentions personnelles, l'éloignement de ces ministres, à l'égard desquels l'opinion des amis de la liberté, unie surtout le reste, était divisée, ne sera probablement pas une cause de troubles, à moins que cette circonstance ne se complique avec d'autres causes. Quoi qu'il en soit, les ministres qui se retirent, s'ils ne sont pas sans reproche comme administrateurs, le sont du moins comme citoyens et comme hommes d'état; les intérêts de leur patrie leur ont été constamment chers; ils les ont défendus, à l'égard de

l'étranger, avec un admirable courage et la plus noble persévérance : et l'Espagne ne compte pas de citoyens plus fidèles, plus dévoués à sa liberté, à son indépendance, à son bonheur, et à sa gloire. Au reste, les amis de la liberté paraissent être d'accord sur la probité politique des nouveaux ministres, dont les premiers actes ne tarderont pas à faire connaître si cette opinion est fondée. En dernier résultat, il est d'autant moins possible que le changement de ministère influe défavorablement, en ce moment critique mais sans nul danger pour l'Espagne, sur la situation de ce pays, que les Cortès étant assemblés, et tous les yeux étant ouverts sur les démarches de la cour ainsi que sur les actes des ministres, on peut dire, avec vérité, que c'est la nation qui fait elle-même ses affaires ; or, la France sait, par l'expérience des premiers temps de sa révolution, expérience qui a coûté bien cher à son repos, mais qui, en élevant au plus haut point sa gloire militaire et sa puissance, a si cruellement humilié l'orgueil et trompé l'espoir de ses insolens provocateurs, que lorsque les nations font leurs affaires elles-mêmes, les intrigues de cabinet sont de peu d'importance, et que les grandes trahisons réussissent rarement ; d'ailleurs, des entreprises de cette nature, exigeant presque toujours beaucoup d'audace et de complices, présentent à ceux qui les tentent des chances tellement imminentes de périls, que l'on peut affirmer qu'il ne se trouverait pas en Espagne, dans toute la faction servile, dix hommes d'un caractère assez énergique pour les braver.

PRÉCIS

HISTORIQUE

DES

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS

POLITIQUES ET MILITAIRES

QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

Entrainé par une de ces conceptions insensées que le génie de la liberté semble tenir en réserve pour confondre les desseins du despotisme et amener l'affranchissement des peuples, le cabinet de Madrid, abhorré en Espagne, où on lui demandait compte du sang des Porlier, des Lacy, des Vidal, et de tant d'autres victimes, moins illustres, répandu sur les échafauds : sans considération chez l'étranger, à qui sa marche chancelante et contradictoire n'inspirait que le mépris, avait formé, dès ses premiers pas dans la carrière du gouvernement, le projet d'asservir, par la force des armes, des colonies justement insurgées con-

tre la tyrannie qui pesait depuis long-temps sur elles, et qui, depuis le nouveau règne, était devenue tout-à-fait insupportable. Dans l'excès de son délire, il osait leur proposer, en récompense de leur soumission, et à l'instant même où tout annonçait que leur cause allait triompher de tant d'efforts conjurés contre elles, d'abaisser leurs drapeaux victorieux devant les chefs inhabiles et cruels, envoyés pour les combattre, et de partager l'humiliation et les fers de leurs concitoyens du continent, qui, dès lors, ne s'occupaient que des moyens de briser le joug de leurs oppresseurs, et de reconquérir les antiques droits qui avaient élevé si haut, et pendant si long-temps, la gloire et la prospérité de leurs ancêtres. Dans ces conjonctures, s'éleva sur l'un des points les plus reculés de la capitale, un cri de liberté (1),

---

(1) On a beaucoup répété que, sans la réunion des troupes destinées à l'expédition d'Amérique, la révolution d'Espagne n'aurait pas eu lieu; il est incontestable qu'elle n'eût pas eu lieu à la même époque et par les mêmes moyens; mais il ne l'est pas moins que, dans la disposition actuelle des esprits, tous les hommes éclairés de l'Espagne jugeaient cette révolution inévitable et prochaine. Si la cause qui l'a produite n'eût pas existé, une autre se serait présentée. L'une des grandes

qui, prompt comme l'éclair, retentit bientôt d'une extrémité à l'autre du vaste empire espagnol, et détruisit, jusque dans ses fondemens, cet édifice gothique et sacrilége, élevé par la tyrannie, la superstition et l'ignorance, et dont la longue et sanglante existence semblait accuser l'éternelle justice. C'est le tableau de cette lutte, aussi terrible que glorieuse, que nous allons exposer aux yeux de nos lecteurs; mais avant de commencer le récit de ces faits immortels, où la nation et l'armée rivalisèrent de courage et de vertu, et dont l'éclat rejaillit également sur toutes deux, il importe de reprendre de plus haut les événemens, et de remonter jusqu'à l'époque à laquelle Ferdinand, élevé par le peuple espagnol sur le trône constitutionnel fondé par les Cortès, venait, par les perfides conseils de ses courtisans, de détruire le titre le plus auguste de sa puissance, et de déchirer, de ses mains, le pacte

---

erreurs de quelques-uns des ministres qui dirigent aujourd'hui les destinées de l'Europe, est de croire qu'une grande révolution est le résultat de telle ou telle circonstance. L'étincelle qui produit l'explosion du magasin à poudre, ne peut-elle donc y pénétrer que d'une manière ?

d'après lequel la nation s'était engagée à lui être fidèle.

Du moment où le conseil privé du roi eut résolu, contre les colonies espagnoles, la guerre d'extermination qui a précipité sa ruine, tous les plans conciliateurs qui, seuls, pouvaient, en épargnant l'effusion du sang, amener un résultat favorable, furent repoussés avec opiniâtreté, et leurs auteurs regardés comme des novateurs dangereux que l'autorité devait désormais considérer en ennemis. On n'examina pas la légitimité des réclamations des Américains; et la terreur qu'inspiraient de plus en plus, dans le nouveau monde, les excès de la double tyrannie qui accablait la métropole et le reste de l'Espagne, ne parut, aux yeux des oppresseurs, qu'une rébellion qu'il fallait étouffer dans le sang de ceux qui l'avaient allumée, et contre laquelle il importait, sans perdre un moment, de réunir et de diriger toutes les forces d'une monarchie qui sortait des plus horribles convulsions, et dont le premier soin eût dû être de calmer toutes les haines, de réconcilier tous les cœurs, de vivifier toutes les branches de l'administration, et de rendre à l'industrie et au commerce, épuisés par la guerre la plus terrible mais la plus glorieuse,

cette protection et cette liberté qu'appelaient tous les vœux et que réclamaient tous les intérêts.

Autant le projet d'anéantir l'insurrection américaine, par la force, était déraisonnable et tyrannique, autant furent violentes et perfides les instructions données aux généraux, et les moyens employés par ceux-ci pour les exécuter.

Toutefois ce n'était pas seulement la nation qui regardait avec horreur la guerre impie qui s'apprêtait; les troupes chargées de soumettre les malheureux Américains au joug qui pesait sur elles-mêmes et que, dès lors, elles eussent voulu pouvoir briser, ne voyaient pas sans une inquiétude secrète les dangers de plus d'un genre auxquels elles allaient être exposées. On craignait l'influence d'un climat ardent et malsain; les privations, les incommodités et tous les hasards d'une longue navigation; le genre de combats qu'on allait avoir à soutenir avec des peuples presque étrangers à la civilisation, mais braves et déterminés à sacrifier leur vie au maintien de leur indépendance. Comme si le gouvernement eût voulu écarter de lui une responsabilité qu'il prévoyait devoir lui être un jour si funeste, il abandonna au sort le soin

de désigner les régimens qui devaient faire partie de l'expédition. Plusieurs de ces corps se soumirent, quoique avec une extrême répugnance; d'autres refusèrent formellement d'obéir; on employa inutilement à leur égard, les séductions et les menaces; ils se montrèrent inébranlables; il fallut les désarmer; et pour y parvenir on eut besoin de recourir à la ruse et à la force. On obtint par ces moyens une apparence de retour à l'ordre et à l'obéissance; on en profita avec plus d'adresse que de prévoyance; et bientôt, grâces à l'activité du général Abadia, inspecteur des troupes expéditionnaires, on vit s'élever dans les murs de Cadix, une armée considérable, également remarquable par sa discipline et sa beauté. En même temps, le port se remplissait de bâtimens nationaux et étrangers, destinés à transporter en Amérique ces victimes malheureuses d'une politique imprévoyante et cruelle. Les frais de l'expédition étaient immenses; on vida les caisses des quatre royaumes d'Andalousie; on exigea un emprunt; on mit une contribution de 25 francs sur toutes les boutiques de la péninsule; enfin, tous les efforts étaient prodigués, comme s'il ne fût resté aucun doute sur le succès de ce vaste plan. Ce

fut au général don Pablo Morillo que fut confié le commandement suprême des forces de terre et de mer. Cet homme, qui, des emplois militaires les plus obscurs, s'était élevé par sa bravoure aux premiers grades de l'armée, manquait absolument d'instruction ; il était surtout dépourvu des qualités nécessaires pour réussir dans des entreprises de la nature de celle dont il venait d'être chargé. Nul homme n'avait moins que lui l'esprit de conciliation et de sagesse, sans lequel le plus brillant courage ne peut rien. Prodigue de son sang comme de celui de ses soldats, il eût cru s'humilier en négociant avec ses ennemis ; et lorsque la nécessité l'a contraint d'avoir recours à ce moyen, instrument aveugle et dévoué des ordres d'un gouvernement perfide et sanguinaire, il a trop souvent prouvé, par sa conduite, qu'il ne voyait dans les négociations qu'une ressource pour s'assurer les mêmes résultats que ceux que lui eût donné la victoire, et que, ces résultats obtenus, il se croyait affranchi de toute fidélité à ses engagemens. D'après le caractère connu du général Morillo, le choix d'un tel homme, en faisant juger d'après quels principes allait commencer la guerre contre les colonies, était sans doute de l'augure le plus sinistre ; mais

les instructions ministérielles de la métropole devenant de jour en jour plus cruelles et plus impolitiques, ses conséquences ont dépassé tout ce qu'il avait été possible d'en redouter.

Cependant, les généreux habitans de Cadix, qui, dans une occasion antérieure, avaient développé avec un si haut degré d'énergie, les principes libéraux dont ils étaient animés, ne pouvaient voir avec indifférence l'heureuse occasion qui s'offrait à eux de lever l'étendard de la liberté, et de détruire l'œuvre de la force, par la force même qui l'avait établi; et il n'est pas douteux que si, saisissant une circonstance aussi favorable, un homme d'un grand caractère se fût mis tout à coup à la tête de ces troupes, humiliées, exaspérées du traitement ignominieux qu'elles éprouvaient, la révolution n'eût éclaté dès ce moment. Il n'en fut pas ainsi, et cet honneur qui, dans des circonstances aussi décisives, semblait devoir être le partage d'un seul individu, fut réservé à quelques négocians, amis de la liberté, qui ne craignirent pas de se compromettre pour sauver leur pays. On circonvint le général Morillo; on s'empara de son esprit; on parvint à le décider à se faire initier dans une des nombreuses sociétés secrètes qui

existaient alors à Cadix, et se composaient des citoyens les plus recommandables. De grandes difficultés, pour l'entretien et la solde de l'armée, renaissaient à tout instant; un million de piastres fut offert pour subvenir à ces besoins; bientôt on fit au général, des ouvertures qui ne furent pas repoussées; enfin, tout faisait concevoir les plus heureuses espérances, lorsque les prêtres ayant manifesté quelques soupçons sur les principes religieux de Morillo, celui-ci en fut à peine instruit, que, jugeant combien de tels bruits pouvaient lui devenir funestes : cédant aux mortelles frayeurs qui s'étaient emparées de lui, et tenant surtout à conserver le poste important qui lui était confié, il résolut de rentrer, à tout prix, en grâce avec des ennemis aussi dangereux. On vit alors, par une espèce d'amende honorable que les circonstances firent généralement considérer comme une transaction honteuse entre le clergé et lui, le général en chef d'une grande armée, un cierge à la main, suivre une procession à laquelle il ordonna à son état major d'assister. Ce spectacle qui, dans d'autres temps, et surtout dans les mœurs espagnoles, eût paru la chose du monde la plus simple, inspira de vives alarmes aux amis de la liberté; ils avaient pu

juger assez bien le fond de l'âme et de la pensée de Morillo, pour n'attribuer des démonstrations aussi étrangères à ce qu'ils supposaient être ses vrais sentimens qu'à une ambition profonde, réfléchie, et capable de tout sacrifier au succès de ses vues. Dès lors, ils résolurent de cesser toutes communications avec l'homme auquel ils avaient eu l'imprudence de se livrer; néanmoins, tout se borna à la rupture des négociations; on ne se vit plus; et l'expédition partit.

Cependant, loin de s'affaiblir par les dangers auxquels on venait d'échapper, l'amour de la patrie, le désir de sa délivrance, s'affermissaient dans toutes les âmes; malgré la surveillance, tous les jours plus active, de l'autorité civile et de celle de l'inquisition, les sociétés secrètes continuaient à se propager, quoique plus lentement. Déjà leurs travaux prenaient ce triple caractère d'unité, d'énergie et de prudence, si nécessaire dans les grandes entreprises; leurs réunions étaient même souvent protégées par la force militaire destinée à s'y opposer; bientôt Grenade devint le centre de toutes leurs opérations. Ce fut dans cette ville que prit naissance la société à laquelle se rattachèrent ensuite toutes les autres; ses ramifications ne tar-

dèrent pas à s'étendre jusqu'aux points les plus reculés de la péninsule, et elle compta pour chefs plusieurs des personnages les plus distingués de la monarchie, dont quelques-uns avaient constamment repoussé, avec horreur et mépris, l'offre qui leur avait été faite, par les tyrans, de partager avec eux la tyrannie. A Grenade, les réunions étaient présidées par le Capitaine général de la province, le comte de Montijo, si connu par les persécutions inouïes que l'inquisition lui a fait éprouver. Un grand nombre de magistrats, de militaires de tout rang, de membres du clergé, de chefs d'administration, de fonctionnaires publics, et même de personnes attachées par état à la cour, et dont quelques-unes étaient assujetties à un service assidu auprès de la personne du roi, faisaient partie de ces assemblées, auxquelles l'Espagne allait devoir bientôt sa liberté.

Madrid, la Corogne, Valence, Cadix et Murcie, se distinguèrent surtout par de plus grands efforts pour soutenir et éclairer l'esprit public : multiplier les initiations, et propager de toutes parts les principes généreux dont la seule manifestation devait frapper de mort la tyrannie. En un mot, tout annonçait que, bientôt, il ne se trouverait pas dans la péninsule un seul

homme, estimé de ses concitoyens, qui n'appartint à cette grande famille, dont les liens étaient d'autant plus intimes, que les persécutions des Inquisiteurs et des Capitaines-généraux, tous les jours plus injustes et plus cruelles, ne faisaient acception ni de sexe, ni d'âge, et portaient partout la terreur et le désespoir.

C'est dans ces circonstances qu'éclata en Galice la conspiration de Porlier, connu en Espagne sous le nom de *Marquésito*. Ce général, d'abord bien reçu de Ferdinand, lorsque ce prince était rentré en Espagne en 1814, n'avait pas tardé à concevoir un vif mécontentement de la tournure qu'avaient prise les affaires de ce pays, par le refus, fait par lui, de reconnaître la constitution proclamée en 1812, à Cadix, par les Cortès. Porlier avait écrit de Madrid au comte de Toreno (1) son beau-frère, qui, en ce moment même, venait de quitter les Asturies, où sa sûreté personnelle était menacée, pour se rendre en Portugal, une lettre dans laquelle, en s'exprimant sur le compte de Ferdinand dans les termes les moins ménagés, il engageait son beau-frère à quitter l'Espagne;

(1) Aujourd'hui membre des Cortès.

gémissait sur la perte de la liberté, et proposait divers moyens pour la rétablir. Cette lettre, interceptée par le gouvernement, fut mise sous les yeux du roi, qui ordonna que Porlier serait arrêté sur-le-champ, et conduit au fort de San-Anton en Galice, pour y être détenu comme prisonnier, pendant un espace de temps qui ne fut pas déterminé.

Tous ceux à qui les excès du nouveau gouvernement avaient fait prendre parti parmi les mécontens, s'empressèrent d'aller rendre visite au général, et lui communiquèrent les projets que formaient depuis long-temps les meilleurs citoyens, pour s'affranchir d'un joug qui devenait de plus en plus intolérable. Il y souscrivit avant qu'on lui eût encore indiqué quel serait le chef du projet qui lui était annoncé. Ce chef était Lacy, capitaine général de la Galice, qui venait alors d'être mandé à la cour, pour s'expliquer sur les accusations qui s'élevaient contre lui, et les projets qui lui étaient imputés. En quittant la Galice pour obéir aux ordres qui l'appelaient à Madrid, Lacy avait déclaré qu'on pouvait compter sur lui pour se mettre à la tête de l'insurrection; mais le gouvernement de Ferdinand ayant jugé à propos de révoquer ce général de ses fonctions de Capitaine géné-

ral de Galice, et de l'envoyer en quartier (1) à Valence, dès lors, toutes les communications entre la Galice et lui s'étant rompues par l'extrême sévérité avec laquelle le gouvernement surveillait les correspondances, tous les yeux se tournèrent sur Porlier, pour lui succéder dans les desseins formés par les amis de la liberté. Celui-ci accepta sans réserve les propositions qui lui furent faites; et dès lors il ne fut plus question que de s'assurer des dispositions des chefs des corps qui avaient été sous ses ordres, et qui étaient alors dispersés sur plusieurs points de la Castille et des montagnes de Santander. On trouva le moyen d'instruire Lacy de tout ce qui se passait; et on l'invita à seconder, de son côté, les efforts qu'on allait tenter en Galice. Sur ces entrefaites, arriva dans ce pays la nouvelle d'un mouvement qui venait d'éclater à Cadix; cette circonstance décida les bons citoyens de Castille, de Galice, de Valence, et de Catalogne, à tenter un soulèvement par lequel ils espéraient intimider le gouvernement, en faisant connaître leurs forces; tout était prêt pour l'exé-

(1) Cette expression répond à peu près en espagnol au mot français *en disponibilité*.

cution de ce plan, lorsqu'on apprit le débarquement de Napoléon à Cannes; dans la crainte de paraître d'intelligence avec celui qu'ils considéraient comme l'oppresseur de leur patrie et de la liberté, les citoyens se réunirent, et, d'un accord unanime, déclarèrent : « Que les » plus justes motifs leur faisaient un devoir » de ne pas lier l'exécution de leur plan à l'é» vénement dont toute l'Europe était alors » occupée. » Pour donner une juste idée de l'esprit qui animait, à cette époque, le gouvernement espagnol, il n'est pas inutile de rapporter une circonstance qui serait à peine croyable, si tout ce qu'il y a de plus ridicule et de plus absurde ne trouvait quelquefois place dans la tête de certains ministres, et si elle ne donnait une idée de l'apathie et de la faiblesse qui présidaient alors aux délibérations du cabinet de Madrid; un membre de ce cabinet (M. de Cevallos) proposa sérieusement : « Qu'après avoir inutilement employé tous les » moyens de salut, on mit l'Espagne sous la » protection de la Vierge. » Quel que fût encore le fond d'idées superstitieuses répandu dans la multitude, on rit généralement de cette proposition, et l'armée, qui trouvait d'autres ressources dans son patriotisme et dans sa valeur,

l'accueillit avec toute l'indignation et tout le mépris qu'elle devait exciter parmi des braves. Bientôt les corps qui devaient opérer la révolution politique, furent envoyés sur la frontière pour s'opposer à une invasion, à laquelle Napoléon était toutefois bien loin de songer; mais, peu après, l'issue de la bataille de Waterloo vint mettre fin aux alarmes du ministère espagnol. Cependant Porlier était toujours prisonnier à San-Anton. Quatre bataillons et une batterie d'artillerie, sur lesquels les amis de la patrie pouvaient compter, composaient alors toutes les forces de la Galice. Sous prétexte d'aller prendre les bains, Porlier sollicita et obtint une liberté provisoire. Si cette demande eût été refusée, sa délivrance par la force était certaine, et peut-être cette circonstance eût-elle été un bonheur, en produisant sur-le-champ un grand mouvement qui, probablement, eût électrisé tous les esprits et entraîné tous les cœurs. A peine en liberté, Porlier se mit à la tête du soulèvement produit par l'unanimité des vœux des citoyens et de l'armée. Le 21 septembre 1815, il publia un manifeste adressé à la nation (1), et le même jour, par une pro-

(1) Voyez pièces justificatives.

clamation aux soldats, respectueuse envers le Roi, mais pleine de dévouement à la constitution, il déclara : « qu'il prenait les armes pour rendre la liberté à la patrie. » En même temps les cinq autorités de la Corogne, les seules de toute la Galice sur lesquelles on ne pût pas compter, furent mises en arrestation par ordre du général ; la constitution fut proclamée, aux acclamations des habitans ; et le soir, la ville fut spontanément et unanimement illuminée. A peine les chefs des troupes en garnison à Santiago, eurent-ils appris cet heureux événement, qu'ils envoyèrent à la Corogne deux officiers déguisés en paysans, pour demander deux cents hommes avec lesquels ils étaient assurés de décider le reste de la garnison de cette ville. Cependant, l'archevêque de Santiago, les chanoines, et le commandant Pezzi, Italien de naissance, mais étranger aux nobles sentimens d'indépendance qui ne cessent d'animer sa patrie, se réunirent au premier bruit, et, à force de prières et de menaces, parvinrent à faire déclarer une partie des troupes en faveur de la tyrannie. Aussitôt, sans perdre un instant, ils publient un ordre du jour dans lequel ils désignent Porlier et ses amis, comme des factieux et des traîtres. Ils s'avancent sur la route, et

CANTON DE VAUD BIBLIOTHÈQUE CANTONALE LIBERTÉ ET PATRIE

arrêtent, avec deux pièces de canons, un bataillon qui allait se réunir au général. Pendant ce temps, l'archevêque et Pezzi font distribuer leurs proclamations; mais la troupe reste encore incertaine sur le parti qu'elle doit prendre. Instruit de tout ce qui se passe, Porlier, néanmoins, n'abandonne pas son projet, et part, le 24 septembre, à minuit, avec 800 hommes et quatre pièces d'artillerie. Cependant, dans l'intervalle du 21 au 24, les chanoines, les agens de la cour et leurs nombreux complices, avaient distribué des sommes considérables d'argent aux troupes. N'ayant rien pu obtenir des officiers, qui restèrent constamment fidèles à l'honneur et au devoir, ces misérables parvinrent à séduire un petit nombre de sous-officiers; mais c'était plus qu'il ne leur fallait pour assurer l'exécution du plan qu'ils avaient conçu. Arrivé à une distance de trois lieues des troupes royales, Porlier fit faire halte à ses soldats, et entra lui-même, avec plusieurs de ses officiers, dans une hôtellerie voisine pour y prendre quelque repos. A deux heures de la nuit du 25 au 26 septembre, un bruit confus s'élève dans le camp; quelques voix se font entendre : « *vive* » *le Roi, notre Seigneur, à bas les traîtres.* » A ce cri, qui indiquait assez de quel côté était

la trahison, et quels étaient les corrupteurs, un misérable nommé *Chacon*, sergent de marine, paraît à la tête de 60 grenadiers qui entrent dans la maison; plusieurs officiers sont tués en se défendant; l'infortuné Porlier, à moitié nu, avait sauté par une fenêtre et s'était caché entre quelques arbustes où il fut bientôt découvert et saisi. Enchaîné avec ses amis, ils furent traînés dans les cachots de l'inquisition, d'où ils ne sortirent que pour aller à la mort. Près de monter à l'échafaud, Porlier écrivit à sa femme une lettre touchante, dans laquelle il la priait de faire graver cette épitaphe sur son tombeau:

« Ici reposent les cendres de D. Juan Diez Porlier, ancien général des armées espagnoles. Il fut heureux dans tout ce qu'il entreprit contre les ennemis extérieurs de sa patrie, et mourut victime des discordes civiles. Hommes sensibles à la gloire, respectez les cendres d'un patriote malheureux. »

Nous ne nous arrêterons pas sur l'horrible procédure qui conduisit à la mort un général estimé et d'excellens citoyens. Elle est connue de l'Europe entière, à qui elle a inspiré une horreur unanime contre le gouvernement sanguinaire qui opprimait alors l'Espagne, et faisait la honte de l'humanité. Honneur à la

courageuse assemblée qui, en plaçant Porlier et Lacy au premier rang des citoyens qui ont bien mérité de leur patrie, a si noblement fait la part des victimes : mais qu'elle n'oublie pas qu'il lui reste encore un devoir sévère, mais non moins sacré à remplir : c'est de faire aussi la part de la justice !...

La malheureuse issue de la conspiration de Porlier ne découragea pas les amis de la liberté; on attribuait généralement cette déplorable catastrophe au caractère trop confiant, et à l'imprudente franchise de l'infortuné général, qui n'avait pas su préserver son armée des séductions des chanoines de Santiago ; et quoique, depuis cette époque, la tyrannie eût multiplié ses agens sur tous les points de la Péninsule, et révoqué tous ceux d'entre eux sur lesquels elle ne croyait pas pouvoir compter absolument, les hommes courageux qui avaient résolu de périr en se dévouant à la sainte cause de la patrie, proportionnèrent leur énergie et leurs efforts à la violence de leurs persécuteurs, et comprirent enfin combien il leur importait de placer leur confiance dans des chefs militaires, déjà connus par leurs services, estimés de la nation, et chers à l'armée. Sous ce double rapport, les hommes que distinguait alors l'opi-

nion publique, étaient les généraux Lacy, et O'Donnel, comte de l'Abisbal.

Ces deux chefs s'étaient brouillés, sans se connaître personnellement, quand ils commandaient deux armées qui agissaient simultanément dans l'Est de la péninsule, à l'époque de la guerre contre Napoléon. Une rivalité malheureuse s'était établie entre eux; et lorsqu'il ne s'agissait que de concourir au salut de l'état par une parfaite unanimité de sentimens et d'opérations, l'amour-propre, plus puissant que la voix de la patrie, avait jeté entre ces deux hommes les germes d'une haine qui, dans les circonstances actuelles, pouvait devenir funeste à la cause de la liberté. On savait même que des circonstances postérieures avaient augmenté cet éloignement. Lacy, impétueux, franc, loyal, avait, après le retour de Ferdinand, désapprouvé, avec un courage digne de son noble caractère, les mesures qu'on avait embrassées pour detruire le système constitutionnel adopté par l'Espagne. Sans espoir de ramener à ses sermens et à ses véritables intérêts un prince auprès duquel la vérité avait perdu tout accès, et qui s'enfonçait tous les jours davantage dans l'abîme que l'ignorance, l'adulation et le fanatisme avaient creusé sous

ses pas, il s'était retiré à Barcelone (1) où il ne cessait de s'occuper des moyens de rétablir les institutions que le despotisme avait renversées par la violence. Il avait entretenu des correspondances avec Porlier; on a vu qu'il avait long-temps agi de concert avec lui; mais quand l'explosion de Galice avait eu lieu, rien n'était encore prêt dans la Catalogne. Tous les soins de Lacy durent donc être alors de soustraire à la connaissance du gouvernement les intelligences qui avaient existé entre lui et le malheureux général qui venait de périr victime de la plus infâme procédure. Il parut y avoir assez bien réussi; et soit conviction, soit manque de preuves, soit que le gouvernement ne se crut pas encore assez fort pour frapper un coup d'état de cette importance sur un des généraux qui avaient rendu

---

(1) Il est à remarquer, pour éclaircir ce qui a été dit précédemment sur le lieu de la résidence de Lacy, que ce général, après avoir obtenu du roi l'autorisation de se rendre en Catalogne, reçut en route un contre-ordre pour revenir à Valence, où une instruction fut dirigée contre lui, à raison de l'adhésion qu'il avait donnée au système constitutionnel; le procès jugé, Lacy était revenu en Catalogne.

d'aussi éminens services à la cause de l'indépendance nationale; soit enfin qu'il ne pensât pas que l'instant d'agir fût encore arrivé, Lacy, qui avait ajourné ses projets, et qui s'était rendu à Madrid pour se concerter avec ceux qui pourraient en hâter l'exécution, jouit d'une grande sécurité dans cette capitale où son séjour demeura ignoré, quoique son départ de Catalogne n'eût pu l'être.

Le général O'Donnel se trouvait alors dans cette ville. Nommé capitaine général de l'Andalousie depuis le rétablissement de Ferdinand, il avait embrassé et servi avec chaleur, dans ces fonctions, la cause du despotisme. Ambitieux, mais souvent imprévoyant, il avait dépassé, plus d'une fois, dans l'exécution des mesures de rigueur prescrites aux capitaines généraux, les instructions même de la cour; et la ville de Cadix tremblait sous son pouvoir. Afin de se concilier de plus en plus la confiance et la faveur du gouvernement, il fit publier par ses créatures qu'on devait à ses soins et à son activité la découverte d'une conspiration dirigée contre l'autorité royale, mais qui n'avait probablement existé que dans son imagination. Au milieu d'une nuit il fit battre la générale, établir deux pièces de canon dans une belle

place qui sert de promenade aux paisibles habitans de Cadix, et installer une grand-garde de cavalerie dans un des cafés qui ornent cette place. Pour donner plus de vraisemblance aux bruits qu'il avait fait répandre, O'Donnel avait eu soin de s'assurer de la personne de plusieurs citoyens dont la haine pour la tyrannie était plus particulièrement connue. Il exila les uns, jeta les autres dans les prisons, et se rendit à Madrid pour y solliciter le prix du grand service qu'il venait de rendre, et sur lequel la cour, qui croyait alors avoir besoin de lui, et quelle que fût son opinion sur les faits qu'il avait dénoncés, voulut bien ne pas se montrer difficile. Cette inexplicable conduite n'effraya pas les amis de la liberté; ils persistèrent à ne voir dans les démarches d'O'Donnel qu'un plan profondément combiné pour dissimuler ses vrais sentimens. Leur confiance fut toujours la même. Ils entrèrent en négociation avec lui, lui rappelèrent l'enthousiasme avec lequel il avait, l'un des premiers, prêté serment à la constitution, et réussirent à l'enchaîner tout-à-fait à eux par les mêmes expressions dont il s'était servi lui-même, lorsqu'il avait annoncé à l'armée qu'il commandait la promulgation du code politique. Enfin, après de nouveaux pourparlers,

dans lesquels il se montra fermement résolu à embrasser la cause nationale, on obtint de lui qu'il se réconcilierait avec Lacy, lequel, de son côté, toujours disposé à sacrifier ses ressentimens à l'intérêt de la patrie, accueillit avec empressement toutes les ouvertures qui lui furent faites, et témoigna une joie aussi vive que sincère d'acquérir dans O'Donnel un ami utile, dévoué aux mêmes intérêts, et dont l'influence pouvait être d'un si grand avantage à la cause commune.

Cette réconciliation, à laquelle les amis de la liberté attachaient avec raison un si haut degré d'importance, eut lieu à Madrid, dans une réunion nombreuse, et fut précédée par l'initiation du général O'Donnel. Cette circonstance est trop étrange, elle peint d'une manière trop frappante le caractère de cet homme, qui, après avoir causé de si grands malheurs à l'Espagne, a pris une part si décisive aux derniers événemens qui lui ont rendu la liberté, pour ne pas mériter une attention particulière. Certes, ce ne fut pas un spectacle ordinaire pour l'observateur attentif, que celui d'un ancien agent du despotisme; de l'homme qui, naguère, était le persécuteur de quiconque pensait à rétablir, dans sa patrie, la

constitution acceptée et jurée par elle : introduit, presque nu et les yeux bandés, au milieu d'un grand nombre de personnes, dont il ne connaissait ni les noms ni la qualité, mais dont il ne pouvait ignorer que plusieurs avaient à lui reprocher les rigueurs exercées contre des amis, des parens, et peut-être contre elles mêmes. Ce fut cette confiance, qui, pouvant le perdre, le sauva, en inspirant une parfaite sécurité dans ses intentions à venir, comme elle semblait interpréter d'une manière favorable les motifs de sa conduite passée. Un jeune capitaine d'artillerie (de ce corps dont le courageux et patriotique dévouement a contribué depuis si puissamment à la liberté de l'Espagne) présidait la séance. Il fit connaître au prosélite « qu'il ne s'agissait pas d'une vaine cérémonie; qu'on exigeait de lui le serment de servir la cause de la liberté, avec autant et plus de zèle qu'il n'en avait mis à la poursuivre; que la moindre indiscrétion ou rétractation serait punie de mort, par des moyens assurés que la société avait à sa disposition; enfin, que s'il se repentait de s'être engagé si avant, il était encore temps de reculer; et que, dans ce cas, on n'exigeait rien autre chose de lui que la réserve qu'on avait lieu d'attendre d'un mili-

taire et d'un homme d'honneur. » O'Donnel n'hésita point : il déclara qu'il persistait dans les résolutions qui l'avaient amené dans l'assemblée; justifia comme il put la conduite qu'il avait tenue à Cadix; l'expliqua par la nécessité où il avait été de dissimuler ses vrais sentimens aux yeux de la cour; s'engagea, par les sermens les plus sacrés, à concourir de tous ses moyens au rétablissement de la liberté; et demanda avec empressement d'être initié à des mystères qui lui étaient encore inconnus.

A l'instant où la lumière lui fut rendue, il vit Lacy, qui se précipita dans ses bras; « Tout est oublié, » s'écria ce brave général, « les mêmes sermens nous lient, nous marcherons au même but : la liberté de la patrie. » — Oui, » répondit O'Donnel, « soyez le premier, c'est un honneur qui vous est dû : mais je serai le second, et je me soumets à tout ce que mes nouveaux amis exigeront de moi. » Aussitôt après que ce serment eut été reçu par l'assemblée, elle se réunit dans un banquet fraternel, où des toasts multipliés ratifièrent les sentimens qu'on venait d'exprimer. Celui que porta O'Donnel fut : « Au succès de la révolution par laquelle le général Lacy doit rendre la liberté à l'Espagne. » Pour se faire une juste idée de

l'esprit qui régnait alors parmi les citoyens et la plupart des corps militaires, il suffira de remarquer que tout ceci se passait dans le quartier le plus bruyant et le plus populeux de la capitale; non loin de la garde, et à une époque où les délations avaient rempli les cachots de victimes!

Ce fut peu de temps après la séance mémorable que nous venons de rapporter, que le général Lacy partit pour se rendre à Barcelone, où il allait s'occuper de réunir tous les moyens propres à réaliser le vaste projet qu'il avait conçu, et dans lequel il avait pour coopérateurs tout ce que la Péninsule comptait de citoyens éclairés, courageux, et amis de la patrie.

Il s'était retiré, depuis quelque temps, dans un village de la Catalogne, appelé Caldeta, où il prenait les eaux minérales, lorsque, se croyant bien instruit par les diverses correspondances qu'il entretenait dans les provinces, de l'état de l'opinion publique, il jugea que le moment de lever l'étendard de la liberté était enfin arrivé. Le premier confident de son projet fut le lieutenant colonel Quer, en qui il avait remarqué, depuis quelque temps, une analogie de sentimens qui le lui rendait cher, et qui commandait en second un bataillon de troupes légères, placé dans un village prochain. Ce brave militaire communi-

qua le plan aux autres officiers, excepté au colonel, dont on se défiait, et les décida facilement à prendre part à une entreprise dont le but était de rendre la liberté à la patrie, et qui devait les couvrir de gloire. On commença donc, en conséquence, à préparer l'esprit des soldats à l'exécution du plan arrêté. Pendant ce temps-là, Lacy communiquait ses plans au général Milans, patriote dévoué et courageux, et à tous ceux d'entre ses amis qui étaient en garnison à Barcelone, ou dispersés sur divers points de la province. Les réponses qu'il recevait tous les jours, pleines du plus ardent patriotisme et du courage le plus exalté, ne lui laissaient aucun doute sur le succès de ses projets, en lui prouvant de plus en plus que l'esprit de la Catalogne et celui de l'Espagne, toute entière, étaient merveilleusement disposés en faveur de la grande entreprise qu'il méditait. Tout avait réussi selon ses souhaits, dans le bataillon auquel les premières ouvertures avaient été faites, lorsque deux des officiers qui venaient de prêter, avec l'apparence du plus vif enthousiasme, le serment de sacrifier, s'il le fallait, leur vie au triomphe de la plus sainte des causes, conçurent et exécutèrent l'infâme dessein de dénoncer les amis auxquels ils s'étaient

liés. Ce fut au colonel du bataillon qui, ainsi qu'on vient de le voir, avait été mis hors de la confidence, qu'ils déclarèrent tout ce qui leur avait été révélé du plan, et les sermens qu'on avait exigés d'eux. Ces misérables, étrangers à la patrie espagnole, et dont le nom doit être livré à l'exécration des siècles, étaient les lieutenans Appentel et Nandin. Aux premiers détails qui lui sont donnés par ces traîtres, le colonel sort précipitamment de son logement pour réunir son bataillon, et prendre toutes les mesures convenables afin de s'opposer aux projets qui viennent de lui être dénoncés. Quer qui l'avait prévenu, et rassemblait aussi les soldats, mais dans un but différent, se met à leur tête, et voyant qu'une partie de son plan est déjouée, il part avec le petit nombre d'hommes sur la fidélité desquels il peut encore s'assurer, et se dirige vers l'endroit où le général Lacy l'attendait. Le quartier général fut établi, pendant la nuit, dans la maison du général Milans. Le lendemain, quelques soldats d'un autre régiment, et un assez grand nombre d'officiers de la garnison de Barcelone, vinrent se joindre à Lacy; mais tous rapportaient les nouvelles les plus funestes. Dès lors on ne songea plus qu'à passer les Py-

rénées; on se mit en marche, et à une heure après midi, à la voix du lâche lieutenant Cuëro, les deux compagnies qui, jusqu'alors, avaient montré tant de dévouement, se séparèrent de leurs compagnons d'infortune, et retournèrent à leurs drapeaux. Cette trahison fut largement récompensée (1).

Cependant le capitaine général de la Catalogne, Castagnos, instruit de tous ces événemens, avait envoyé le brigadier LLauders sur les lieux pour prendre les mesures convenables et s'emparer des chefs du mouvement. Cet officier, homme d'honneur, mais contraint d'obéir, ne se chargea de cette odieuse commission qu'avec une extrême répugnance, et dans le dessein de tout tenter pour sauver Lacy. Aussitôt qu'il eut acquis tous les renseignemens qui pouvaient guider sa marche, il dirigea plusieurs détachemens vers les montagnes où s'étaient réfugiées ces nobles victimes de la patrie, se mit en route lui-même, et s'empara bientôt de l'épouse et de la fille du général Milans, auxquelles il prodigua tous les soins que leur position exigeait. Le lieutenant colonel Quer, ce digne ami de Lacy, et un autre

(1) Chaque soldat reçut 20 francs, en rejoignant son corps.

officier non moins dévoué, étaient poursuivis dans d'autres directions par le brave et généreux Cabrèra, qui dirigea ses recherches de manière à laisser à ses infortunés camarades tout le temps nécessaire pour lui échapper. L'Espagne n'oubliera jamais que c'est à la prudente conduite que tint Cabrèra, dans cette circonstance où il pouvait se trouver si facilement compromis lui-même, qu'elle doit la conservation des jours de plusieurs excellens officiers, à qui les tyrans se fussent trouvés heureux de faire partager le sort de Lacy. Cependant Milans fuyait à travers les montagnes les plus âpres de la Catalogne; à pied, sans autres compagnons que ses deux enfans en bas âge, qu'il chargeait souvent sur ses épaules, quand il apercevait ou entendait ceux qui étaient à sa poursuite; et tourmenté par l'affreuse incertitude où il était du sort de sa femme et de sa fille. Échappé à des dangers inouïs, et à des privations auxquelles et lui-même et ses enfans avaient été tant de fois prêts à succomber, il arriva enfin à un petit port de mer (1), où il réussit à s'embarquer, et d'où il passa, peu de temps après, à Gibraltar.

---

(1) Arens-Del-Mar.

Pendant que Milans échappait ainsi aux poursuites de la tyrannie, l'infortuné Lacy, exténué de fatigue et de besoin, accompagné seulement de deux officiers qui n'avaient jamais voulu l'abandonner, et n'ayant plus d'espoir que la mort, après avoir vu échouer les plus nobles projets, errait aussi dans les montagnes, mais sur un point opposé. Réfugié dans la maison solitaire d'un laboureur, il s'y croyait en sûreté ; il l'eût été en effet, si sa funeste destinée ne l'avait pas adressé au plus vil des hommes. A peine ce misérable eût-il appris le nom de l'illustre infortuné qui lui demandait un asile, qu'il s'empressa d'aller le dénoncer aux autorités du village le plus voisin. On sonna le tocsin, et quelques paysans accoururent pour s'emparer de lui. A peine furent ils aperçus par les deux officiers qui accompagnaient Lacy, que ceux-ci, perdant la tête et cherchant leur salut dans la fuite, se précipitèrent au milieu des rochers dont la cabane était entourée ; aussitôt les paysans firent feu sur eux ; ce bruit attira le seul détachement que LLauders, informé que Lacy avait trouvé une retraite de ce côté, y eût envoyé, dans l'intention de le protéger s'il en était besoin. Quelle fut sa douleur, lorsqu'accouru lui-même, il vit le gé-

néral entouré de paysans qui lui demandaient son épée, et auxquels il refusait fièrement de la rendre, déclarant « qu'il ne la remettrait » qu'à un militaire. » Déplorable enchaînement des choses humaines ! celui qui professait une plus haute estime pour Lacy : celui qui eût voulu racheter ses jours de la moitié des siens, est celui-là même qui, pour le sauver, a pris les mesures qui le perdent : celui que le hasard amène pour le recevoir prisonnier et le conduire devant les juges assassins qui vont l'envoyer à la mort !... La nouvelle de l'arrestation de Lacy, et son arrivé à Barcelone, jetèrent la consternation dans cette ville. Ce n'est pas dans cet état qu'on y attendait celui que l'on regardait d'avance comme le libérateur de la Catalogne et de l'Espagne, tant paraissait assuré le succès de cette vaste entreprise, pour le triomphe de laquelle les habitans et la garnison formaient d'unanimes vœux. A peine Lacy fut-il arrivé à Barcelone, qu'il fut traduit devant un conseil de guerre immédiatement convoqué. On entendit ses réponses ; mais le jugement qui le condamna à mort ne lui fut point communiqué. Ce jugement, aussitôt après avoir été rendu, fut envoyé à la cour, à la clémence de laquelle le général Castagnos avait

recommandé Lacy. Le conseil privé qui ne pouvait ignorer à quel point Lacy était chéri dans la Catalogne, dont plusieurs villes venaient de députer plusieurs de leurs citoyens auprès du roi, pour intercéder en faveur de l'illustre général, et craignant que la mort de celui-ci ne donnât naissance à de nouveaux troubles, détermina Ferdinand à ordonner que Lacy serait sur-le-champ transféré dans l'île de Majorque, pour y subir sa sentence, à l'instant même où il y débarquerait. Le général, qui ne se croyait condamné qu'à la prison ou à l'exil, n'apprit qu'en mettant pied à terre dans l'île, qu'il devait se préparer à mourir. Arrivé à minuit, le 3 juillet 1817, au fort de Belver, il y fut mis à mort, le 4, à trois heures et demie du matin. Cette nouvelle ne tarda pas à se répandre; l'horreur qu'elle produisit fut universelle; mais ce fut surtout en Catalogne, où Lacy était particulièrement connu, que cette horreur se manifesta d'une manière plus alarmante pour l'autorité. On en conçut de telles craintes à Madrid, que, quoiqu'un grand nombre de personnes impliquées dans la même affaire eussent été arrêtées en même temps que le général, et que plusieurs l'aient été après sa mort, la cour n'a plus osé commencer de

nouvelles procédures contre elles, et la liberté leur a été rendue, immédiatement après le 9 mars 1820.

Tant de revers qui s'étaient si rapidement succédés, loin d'abattre le courage des bons citoyens, n'avaient fait que lui donner un nouveau degré d'énergie et d'audace. Plus la persécution s'attachait à eux, plus ils étaient ingénieux à tromper sa vigilance, et plus aussi leur nombre s'augmentait. Cependant l'activité prodigieuse qui régnait dans leurs travaux finit par en trahir le mystère. Les précautions, si faciles à observer lorsqu'il ne s'agissait de soustraire aux regards de l'autorité qu'un nombre peu considérable d'individus, étaient devenues presque impossibles, depuis que la conspiration était, en quelque sorte, devenue publique; et le gouvernement se vit souvent réduit à fermer les yeux sur des dangers, dont il ne pouvait imputer l'existence qu'à lui-même, mais dont il n'était plus en son pouvoir de se défendre. Aussi, dès lors, son système de persécution, sans avoir rien perdu de sa cruauté, parut-il beaucoup moins assuré dans sa marche. Cependant un officier d'artillerie (1) venait de

(1) Gutierrès-Acuna; il est maintenant membre des cortès.

se rendre en France et en Angleterre, pour se mettre en correspondance avec les libéraux espagnols réfugiés dans ces deux pays. A Londres, il éclaira les écrivains et les journalistes de l'opposition, sur la véritable situation de la Péninsule, et il leur traça le plan qu'ils devaient adopter dans les écrits qu'ils publiaient sur l'Espagne et les articles qu'ils inséraient dans les journaux sur les affaires de ce pays. Le double but de cette importante mission, qui a parfaitement rempli l'objet qu'on avait eu en vue, était d'effrayer les oppresseurs de la nation par la publicité donnée à leurs violences; d'éclairer le reste de l'Europe sur l'affreux despotisme auquel la Péninsule était livrée; et de préparer ainsi les esprits à la grande révolution qui allait s'opérer.

Cependant la ville de Grenade était devenue le foyer des relations qui unissaient plusieurs milliers d'individus. Une correspondance active soutenait l'esprit public, et développait le plan de cette généreuse association. Ainsi l'Espagne, partagée par cette organisation insurrectionnelle, en trois régions, et subdivisée en plusieurs cercles, qui, tous, avaient un nom de convention connu seulement des initiés, offrait le spectacle de deux nations, dont l'une se

préparait, à l'insu de l'autre, de nouvelles destinées. Toutefois cet état de choses n'exista pas long-temps. L'archevêque de Grenade, prêtre fanatique et cruel, épiait depuis long-temps les démarches du capitaine général comte de Montijo, et de ses amis. On parvint à découvrir le lieu où étaient déposées les archives de la société directrice; on s'en empara au milieu de la nuit; et quoique la plus grande partie des noms que l'on trouva sur les registres et dans la correspondance fussent des noms supposés, les révélations que l'on obtint, et ce qu'on pénétra de la vérité, suffirent pour faire arrêter et jeter dans les prisons, sans aucune sorte d'instruction préalable, un grand nombre de malheureux, dont plusieurs furent reconnus plus tard entièrement étrangers à l'association. Le capitaine général fut exilé; un autre personnage, qui occupait un rang élevé et jouissait d'une haute influence dans la société, se réfugia en Italie; l'administrateur général des postes de Grenade, plusieurs chefs militaires, quelques prêtres, et divers employés, furent précipités dans les cachots, dont ils ne sont sortis qu'au mois de février 1820, c'est-à-dire après une captivité de plus de quatre années.

Les événemens qui se passaient à Grenade devinrent le signal d'une persécution générale, et plus barbare, s'il était possible, que celles qui l'avaient précédée. Tous les capitaines généraux des provinces, plus implacables que l'Inquisition elle-même, rivalisaient entre eux de cruauté et de bassesse, pour mériter les regards et les faveurs du ministère, et se faisaient honneur auprès de lui de dénoncer et de faire arrêter quiconque était assez malheureux pour exciter ses soupçons. Au premier rang de ces agens de la tyrannie, on remarqua surtout le sanguinaire Élio, capitaine général de Valence, celui-là même qui, au retour de Ferdinand, avait supplié ce prince de vouloir bien régner *à la manière de ses augustes ancêtres*. Les prisons publiques de cette ville et celles de l'inquisition ne suffisaient plus au nombre des victimes qu'on y entassait journellement. Les couvens furent changés en cachots, et les malheureux qui y étaient renfermés, séparés de leurs familles et privés de toute correspondance avec elles, sans que la moindre formalité judiciaire établît contre eux le plus léger indice de culpabilité, apercevaient d'autant moins le terme de l'affreuse persécution dont ils étaient l'objet, que chaque jour leur amenait de nou-

veaux compagnons d'infortune. D'ailleurs, Élio exécutait avec un tel raffinement de barbarie les ordres dont il était chargé, qu'il était aisé de voir qu'il trouvait une jouissance personnelle dans les maux de ses concitoyens, et que toute pitié était étrangère à son cœur. En peu de temps, l'horreur qu'inspirait ce monstre devint si universelle et si profonde, que le petit nombre d'amis de la liberté, échappés à ses fureurs, résolut d'en faire justice. Déjà ils s'étaient rassemblés afin de concerter le lieu et l'instant favorables pour délivrer Valence de son bourreau, lorsqu'Élio, instruit du lieu de leur réunion, s'y transporta avec une faible escorte. A peine les conjurés le virent-ils paraître, qu'ils ne songèrent plus qu'à se défendre. Un combat obstiné s'engagea, pendant lequel Élio tua de sa main le colonel Vidal, chef de la conspiration, et l'un des hommes les plus dévoués à la cause de la liberté. Le tyran, vainqueur, n'en devint que plus féroce et plus implacable; et, dès le lendemain, ayant fait saisir au hasard quelques malheureux qui lui furent désignés par ses satellites, il les livra à une commission militaire, nommée par lui, qui les condamna à mort sans avoir voulu les entendre, et après leur avoir nommé des défen-

seurs d'office auxquels elle n'avait pas permis de parler. Au nombre de ces victimes fut le jeune Beltran de Lys, fils d'un des plus riches banquiers d'Espagne, quoiqu'il fût constant qu'il ne connaissait aucun des conjurés. Ce malheureux jeune homme, à peine âgé de dix-huit ans, marcha au supplice avec un admirable sang-froid, et refusa avec dignité, mais sans ostentation, d'écouter le prêtre qui s'offrait à l'accompagner. Ayant aperçu en passant le corps de Vidal, placé près du lieu de l'exécution : « Ton sang, s'écria-t-il, aura des vengeurs. » Les cadavres des suppliciés restèrent exposés pendant plusieurs heures. Élio, accompagné de son état major, vint lui-même repaître ses yeux de cet affreux spectacle. En frappant Valence de terreur, le monstre se flattait d'avoir affermi pour jamais la tyrannie : il n'en avait rendu la chute que plus inévitable et plus prochaine.

Pendant que Valence était le théâtre de ces horreurs, le ministre de la guerre Eguia, digne rival d'Élio, poursuivait avec un zèle infatigable le système de persécution adopté par le gouvernement. L'autorité militaire, toujours tyrannique quand elle cesse d'être protectrice, prêta sa police aux vengeances ministérielles ;

et pour que rien ne manquât à l'oppression, les cachots de l'inquisition s'ouvrirent à la voix des agens militaires. Cette circonstance, qui caractérise la réunion de tous les genres de tyrannie, donna lieu à un événement digne d'occuper ici une place particulière. Dans une séance du conseil suprême de l'inquisition, un des juges, le chanoine Riesco, dont le nom mérite d'être conservé à la reconnaissance de ses concitoyens et au respect de la postérité, proposa de renvoyer aux autorités séculières les prisonniers renfermés dans les cachots de l'inquisition. L'inquisiteur général, peu disposé à abandonner ses droits, s'éleva avec une énergie qui tenait de la fureur, contre cette demande, si conforme aux loix de la justice, mais si contraire aux vues ministérielles et aux prétentions du saint-office. Une vive discussion s'étant élevée à ce sujet, Riesco adressa à ses collègues et à l'inquisiteur général les reproches les plus énergiques sur la lâche condescendance avec laquelle ils se prêtaient aux projets criminels des ministres; les accusa de profaner le caractère sacerdotal et l'esprit religieux qui devait diriger toutes les démarches des inquisiteurs, même dans ce que l'organisation vicieuse de cette institution offrait de plus ri-

goureux ; et les menaça de la haine et de la vengeance du peuple espagnol, s'ils persistaient dans le système d'oppression et d'usurpation de tous les pouvoirs qu'ils avaient embrassés. Il les quitta brusquement ensuite, et, ne doutant pas que son courage ne fût présenté au roi comme un acte criminel, il se rendit sur-le-champ auprès de ce prince, se jeta à ses pieds, et après lui avoir rendu compte de ce qui venait de se passer entre lui et ses collègues : « Sire, » s'écria-t-il, « permettez que je ne vive plus » avec ces hommes cruels et intolérans ; ac- » cordez moi la grâce de me retirer, pour le » reste de mes jours, dans la cathédrale dont » je suis chanoine. Ceux qui se disent vos » sujets les plus fidèles provoquent, par leur » conduite, une catastrophe dont les suites » seront incalculables. Vous avez promis l'ou- » bli du passé, et ils cherchent dans la vie de » chaque individu tout ce qui peut rappeler » des souvenirs accusateurs, ou donner prise » à de perfides interprétations. Sire, il n'y a » pas un moment à perdre, si V. M. veut pré- » venir de grands malheurs. » Ferdinand parut frappé de ce courage ; il accorda à Riesco la permission qu'il avait demandée ; mais peu après l'impression qu'avait produite sur lui le

discours de cet homme de bien s'était effacée de sa mémoire, et les barbares conseils de ses flatteurs avaient repris tout leur empire.

Ce fut vers ce temps que se passa, dans les prisons du saint-office, une aventure qui n'avait jamais eu d'exemple dans ces lieux dévoués au désespoir, et auxquels on pouvait si justement appliquer cette inscription que le Dante place sur la porte des enfers :

Lasciate ogni speranza, voi ch'intrate.

Le capitaine Vanhalen, d'origine hollandaise, attaché au service d'Espagne, et particulièrement connu par l'ardeur de son zèle à propager les associations secrètes, avait commencé à semer parmi le peuple de la ville de Murcie, où il était en garnison, quelques-unes de ces idées généreuses dont le développement dans les classes inférieures devait donner tant d'auxiliaires aux amis de la liberté. Son dévouement ne resta pas long-temps impuni ; bientôt dénoncé, il fut conduit en prison. Ses papiers, dont on s'était emparé en l'arrêtant, prouvèrent qu'il était en correspondance avec toutes les sociétés secrètes du royaume. Le double crime dont la tyrannie venait de le convaincre, parut trop important aux autorités locales pour qu'elles osassent prendre sur elles de le sou-

mettre à leur décision; Vanhalen fut transporté, sous une nombreuse escorte, dans les prisons de Madrid, et enseveli dans un des cachots les plus obscurs de l'inquisition. On commença bientôt l'instruction de sa procédure; mais, ayant déclaré, dès le premier instant de son arrestation, qu'il ne s'expliquerait que devant le roi sur les crimes qui lui étaient imputés, et cette demande plusieurs fois renouvelée ayant été mise sous les yeux de Ferdinand, ce prince ordonna que Vanhalen fût conduit devant lui. Le supplice d'une captivité rigoureuse, et la presque certitude d'une mort cruelle et prochaine, n'avaient point abattu son courage: loin de demander sa grâce, il n'employa l'instant d'entretien qui lui était accordé qu'à découvrir au roi l'abîme profond dans lequel il était entraîné par ses ministres. Il déclara : « qu'en effet, l'Espagne, toute entière, était couverte de sociétés secrètes ; que les persécutions, les emprisonnemens et les échafauds, étaient vainement employés pour les détruire; qu'aucune puissance humaine ne réussirait à les empêcher d'atteindre le but qu'elles s'étaient proposé; que ceux qui composaient ces sociétés n'avaient nullement le projet d'attenter à la vie du roi, ni même aux prérogatives de son rang

et de sa dignité ; qu'en le plaçant sur un trône dont les lois seraient le soutien, et qu'affermiraient la confiance et l'amour des peuples, on ne voulait en effet que donner à son pouvoir un plus haut degré de stabilité ; enfin, que, pour obtenir un aussi heureux résultat, il suffirait peut-être que, de son choix libre, le roi consentît à se mettre à la tête des sociétés, et à se pénétrer de leur esprit ; qu'il demandât à la cour de Rome la révocation des censures qu'elle avait prononcées contre elles ; qu'il s'affranchît surtout de l'influence intéressée et sanguinaire de ses conseillers ; que ce serait véritablement alors que le roi d'Espagne pourrait disposer d'une armée invincible, qu'il fallait désespérer sans doute de rendre à la servitude, mais qui, par cela même qu'elle serait libre, serait aussi plus dévouée et plus fidèle. » Ferdinand parut plus surpris qu'irrité d'un langage auquel ses ministres ne l'avaient pas accoutumé. Le caractère de ce prince s'est montré tellement inexplicable, tellement contradictoire dans toutes les circonstances de sa vie, que nous n'oserions décider si la bienveillance avec laquelle il traita Vanhalen fut l'effet d'une compassion généreuse, ou d'une dissimulation pro-

fonde (1). Ce qui est positif, c'est qu'il s'informa, avec l'apparence du plus tendre intérêt, des privations qu'il éprouvait dans sa prison, et qu'apprenant qu'il avait l'habitude de fumer, il lui fit envoyer une des caisses de cigarres de la Havane réservées pour son propre usage. Qui n'eût cru qu'une telle attention était le présage de la clémence du prince et de la liberté de Vanhalen ? Qu'il était loin toutefois d'en être ainsi ! Pendant que l'on se plaisait à concevoir les plus heureuses espérances sur l'issue de cette affaire, les ministres de Ferdinand en pressaient la décision avec activité ; déja même,

---

(1) Des personnes auxquelles il nous est impossible de ne pas accorder une grande confiance, nous ont assuré que, dans l'audience que Ferdinand accorda à Vanhalen, celui-ci l'effraya tellement, par des révélations relatives aux projets de certains individus contre sa personne, que ce prince pensa véritablement lui devoir de la reconnaissance. Nous sommes loin d'adopter cette version, qui transformerait Vanhalen en dénonciateur ; nous ne pourrions néanmoins que prendre une opinion peu favorable d'un militaire qui continuerait à rester attaché à un service étranger (Vanhalen est aujourd'hui colonel de cosaques au service de Russie), lorsque la patrie qui l'a adopté, rendue à la liberté, aurait besoin du courage et des bras de tous ses enfans.

les amis de Vanhalen venaient d'être instruits par une jeune fille, servante du concierge, qu'il y avait tout à craindre pour les jours de cet officier. Cette enfant, qui avait saisi quelques mots, négligemment prononcés devant elle, avait réussi à parvenir jusqu'à la lucarne qui éclairait le cachot dans lequel il était renfermé; elle l'instruisit du danger dont il était menacé; et lui fit passer du crayon et du papier.

Ce fut ainsi que Vanhalen parvint à lier une correspondance à l'extérieur, et à faire connaître que, pour peu qu'il fût aidé, les moyens d'évasion seraient possibles. On lui répondit: « qu'il pouvait disposer du bras et de la bourse de ses amis. » Une grande récompense fut offerte à l'intéressante messagère; on traça un plan topographique des rues qui environnaient la prison; un modèle de ce plan fut remis à chacun des amis de Vanhalen, et l'on marqua les points sur lesquels seraient postés ceux qui devaient concourir à son exécution. D'accord sur tout, il ne s'agit plus que de fixer l'instant. C'était en hiver; le jour arrivé, sept heures du soir sonnent, et le premier détachement, placé à quelques pas de la porte principale de la prison, voit arriver un homme en robe de chambre et en pantoufles. Un instant suffit

pour lui faire endosser un uniforme étranger. Enfin, après avoir fait de longs détours dans les rues de Madrid, afin de dépister ceux qu'on aurait pu mettre à la poursuite du prisonnier, celui-ci fut conduit dans un asile impénétrable, où il trouva cinq mille francs en or, que lui fit remettre le généreux comte de Montijo, et des passe-ports pour sortir d'Espagne. Il se rendit aussitôt en Portugal; passa de là en Angleterre; et prit ensuite la route de la Russie, où l'on vient de voir qu'il a pris du service. Le secret avec lequel fut conduite toute cette affaire est d'autant plus remarquable, et fait d'autant plus d'honneur au caractère et au patriotisme espagnol, que, du moment qu'il eut été décidé que Vanhalen resterait plusieurs jours à Madrid pour se soustraire aux recherches qu'on savait avoir lieu aux environs de cette ville, tous les membres des sociétés secrètes, instruits de sa retraite, voulurent le voir et le virent en effet, sans qu'une seule indiscrétion ait été commise, sans même qu'il soit venu à la pensée du proscrit et de ses amis qu'elle pouvait l'être ! Nous ne croyons pas que l'histoire d'aucun temps et d'aucun peuple offre l'exemple d'une confiance plus sublime et plus admirablement justifiée !...

Ce fut pendant le séjour que Vanhalen fit

dans Madrid, en attendant l'instant favorable pour s'échapper, qu'il raconta aux nombreux amis qui ne cessaient de le visiter, les détails de sa merveilleuse évasion. Ils sont tellement authentiques et paraissent tellement romanesques, que nous ne croyons pas devoir en priver la curiosité de nos lecteurs; puisse quelque victime de la tyrannie en faire un jour son profit!

Instruit par sa jeune confidente de la disposition précise de la prison, qu'il avait rapidement traversée en y entrant, il avait fait demander par le concierge, pour l'heure convenue avec ses amis, quelque objet dont il dit avoir besoin. Au moment indiqué, le concierge arrive, apportant l'objet demandé. Pendant qu'il le posait sur une table, Vanhalen, jeune et très-vigoureux, saisit cet homme, à l'instant où celui-ci y songe le moins, le jette sur son lit, l'entortille sous les couvertures, sort par la porte qu'il avait laissée ouverte, la ferme sur lui, traverse les difficiles détours dont il s'était fait faire plusieurs fois la description par la jeune servante; et, d'après les instructions de celle-ci, au lieu de suivre la route qui conduit à la porte extérieure, qu'il lui aurait été impossible de franchir, il se dirige vers l'habitation du

concierge, dont la famille, composée seulement de sa femme et de sa fille, s'occupait des soins du ménage. Ces deux femmes furent tellement épouvantées de cette apparition inattendue, que ni l'une ni l'autre ne songèrent à mettre obstacle aux projets de Vanhalen, lequel profita de cet effroi pour s'échapper par la porte qui conduisait de la chambre du concierge au dehors. Cependant les deux femmes, revenues de leur premier saisissement, étaient rentrées dans la prison pour y chercher leur mari et leur père. Sans lumière au milieu de ces vastes et sombres corridors, elle ne purent réussir que long-temps après à retrouver la route du cachot de Vanhalen, d'où le nouveau prisonnier se serait vainement épuisé à crier, sans parvenir à se faire entendre, tant ce cachot était éloigné de tout secours.

Il semble que tant de faits qui s'accumulaient sur tous les points du royaume, et dont Ferdinand était journellement informé, auraient dû éclairer ce prince sur ses dangers personnels et sur ceux de la monarchie; mais, par une fatalité cruelle, et dont nous laissons à la postérité le soin d'assigner les véritables causes, sa confiance dans ses perfides conseillers semblait s'accroître avec les frayeurs dont ils l'obsé-

daient. Les ministres, uniquement occupés du soin de n'admettre parmi eux que des hommes aussi méchans qu'eux-mêmes, mais n'étant pas toujours d'accord sur les moyens de faire le mal, se divisaient souvent, ce qui amenait des mutations dans le conseil (1). Toutefois, ils ne manquaient jamais de se réunir dans un intérêt qui leur était commun, lorsqu'il s'agissait de donner un successeur au ministre qui venait d'être écarté. Si le nouveau candidat ministériel n'appartenait pas à leur faction, ces hommes cruels se hâtaient de prévenir contre lui Ferdinand, lequel, livré à des idées superstitieuses et à de continuelles terreurs, était tout à la fois leur protecteur et leur esclave. Cependant il arrivait quelquefois que ces criminelles intrigues étaient déjouées, et que des circonstances imprévues donnaient au monarque de grandes et salutaires leçons, dont il aurait dû profiter pour le bonheur de l'Espagne et pour le sien. Parmi ces étranges anomalies, le fait suivant mérite une place distinguée dans l'histoire.

Dans un de ces momens, malheureusement trop rares et trop courts, où Ferdinand, effrayé du

---

(1) Il y a eu trente-trois ministres dans l'espace de six ans.

spectacle des malheurs publics, et entraîné par sa conscience, cherchait de bonne foi, mais avec toute la pusillanimité de son caractère, un homme digne de sa confiance, on ne sait ni comment ni par qui lui fut suggérée l'idée de porter au ministère de grâce et justice le vénérable prêtre Abad-y-Queypo, nommé à l'évêché de Mechoacan : homme également connu par l'austérité de ses mœurs, la sagesse de ses principes, la pureté de sa doctrine, et les persécutions injustes qu'il avait éprouvées en Amérique. Personne sans doute n'était moins fait pour entrer dans une cour fanatique, corrompue et cruelle, que ce nouveau Las Casas ; tout en lui annonçait un pasteur des premiers siècles de l'église. Il sourit quand on lui fit connaître cette nomination inattendue, et se rendit à l'instant chez le roi, auquel il dit dans toute la simplicité de son âme : « Qu'il allait prendre la tâche difficile de servir S. M. dans le ministère dont elle venait de l'honorer, mais à condition qu'elle prendrait sur-le-champ deux mesures qu'il croyait d'une extrême importance : la première, de rappeler tous les bannis pour délits politiques ; la seconde, de promulguer immédiatement la constitution décrétée par les Cortès en 1812. » Le roi le prit

pour un fou; il fut aussitôt congédié, mais on le laissa, par pitié, vivre dans la capitale. Cependant, ce qui n'avait paru qu'un acte de folie aux yeux de Ferdinand, fut considéré, quelque temps après, par l'inquisition de Madrid, comme un attentat contre les lois divines (1). Elle résolut de faire comparaître le digne évêque devant son tribunal, et donna l'ordre de s'assurer de sa personne. Quand les sbires du saint office lui signifièrent la commission dont ils étaient chargés, Queypo leur répondit « que sa qualité d'évêque le plaçait hors de la juridiction du tribunal qui les envoyait, et qu'il n'obéirait jamais à ses commandemens. » Voyant toutefois que ces agens étaient décidés à user de tous les moyens pour suivre leurs instructions, il leur conseilla d'employer la violence puisqu'il était résolu à ne céder qu'à elle; ceux-ci s'étant aussitôt mis en devoir d'agir, Queypo

(1) Nous n'examinerons pas ici si l'acte de l'inquisition ne fut pas provoqué par le ministère lui-même; il est permis de le supposer de la part de gens à qui tous les attentats étaient familiers, mais qui, après l'espèce d'absolution donnée par le roi aux propositions de Queypo, n'osaient pas entreprendre, en leur nom, contre ce vénérable prélat, une procédure criminelle.

se coucha par terre. Les sbires l'enlevèrent, le mirent sur leurs épaules, et le portèrent dans une voiture. Enfermé dans les prisons du saint-office, il se refusa, avec la plus héroïque persévérance, à répondre aux questions des juges dont il ne voulut jamais reconnaître l'autorité. Loin de se laisser abattre par le malheur, il adressa aux inquisiteurs les lettres les plus énergiques pour leur reprocher la profanation qu'ils exerçaient envers le caractère épiscopal. Il leur faisait craindre « le danger de soulever contre eux tous les évêques d'Espagne, et même d'irriter la cour de Rome par une persécution qui menaçait les plus hautes dignités de l'église. » Il y déclarait « que rien ne lui était plus cher que l'accomplissement de ses devoirs, mais qu'il croirait manquer à tous ceux que son rang lui imposait, s'il avilissait l'autorité dont il était revêtu, en la soumettant à un tribunal désavoué par la raison et par l'Évangile. » Toutes ces lettres étaient terminées par le serment de ne céder ni aux menaces ni aux tourmens. Les inquisiteurs conçurent qu'ils ne feraient jamais fléchir un homme de cette trempe. Si c'eût été une victime ordinaire, on l'aurait probablement ensevelie pour toute sa vie dans les cachots; mais l'Espagne entière avait les yeux fixés sur les

destinées de ce prélat illustre, dont la vertu était universellement admirée, et à qui son dernier dévouement et la persécution dont il était l'objet, venaient d'acquérir une nouvelle gloire. Pour la première fois l'inquisition se trouva forcée de céder à l'opinion publique, et Queypo sortit triomphant de sa prison. Il continua de vivre à Madrid dans le petit cercle d'amis qu'il avait honorés de son choix. Sa piété douce et tolérante, sa pauvreté, son admirable stoïcisme, étaient la censure la plus amère de la cour de Ferdinand; aussi ne cessa-t-il jamais d'être craint de ceux qui, sous le nom de ministres et d'inquisiteurs, opprimaient alors la nation espagnole. Néanmoins son repos fut désormais respecté; l'estime et le respect de tous les gens de bien formaient autour de lui un rempart que le fanatisme et l'arbitraire n'osèrent plus attaquer. Choisi par le peuple, lors des événemens du 9 mars 1820, pour être membre de la junte extraordinaire, qui, jusqu'à la réunion des Cortès, devait surveiller les démarches de la cour, il fut ensuite nommé député à cette assemblée. Il est à regretter que son extrême surdité ne lui ait pas permis d'accepter cette honorable preuve de

la reconnaissance et de l'estime de ses concitoyens.

Cependant le ministère espagnol, ainsi qu'il arrive toujours dans les gouvernemens faibles et désorganisés, devint bientôt le jouet de la politique étrangère, et ce fut le cabinet de Saint-Pétersbourg, celui qui, par son éloignement de l'Espagne, sa position géographique, et ses intérêts politiques, paraissait devoir rester plus particulièrement étranger aux affaires de ce pays, qui exerça, sur la cour de Madrid et le caractère personnel de Ferdinand, une influence presque exclusive. Les relations de ces deux gouvernemens étaient devenues très-intimes, depuis l'ouverture de la dernière campagne de Russie. Les Cortès, enfermés à Cadix, avaient envoyé un ambassadeur à l'empereur Alexandre. Ce négociateur traversa l'Espagne (alors occupée par les Français), la France, l'Allemagne, et arriva à St.-Pétersbourg, où il reçut d'abord un accueil fort équivoque. Quelques mois s'écoulèrent avant que la cour de Russie consentît à reconnaître ses pouvoirs; mais cette reconnaissance eut lieu aussitôt que l'empire russe se vit envahi par les troupes françaises. Dès ce moment, Alexandre, qui depuis quatre ans admirait en secret les hé-

roïques efforts de l'Espagne pour s'affranchir du joug étranger, écrivit aux Cortès, et proclama, avec enthousiasme, la légitimité du gouvernement espagnol, et celle de la constitution en vertu de laquelle ce gouvernement existait. Après le retour de Ferdinand, en 1814, ce prince, aux yeux duquel on assure que la perfidie d'un autre cabinet venait de se dévoiler à Valence (1), se hâta de resserrer, avec Alexandre, des liens dont il attendait le plus

---

(1) Il passe pour constant en Espagne, mais nous ne donnons d'autre garantie de ce fait, qu'un bruit public généralement répandu, que, par suite des difficultés élevées par le duc de Wellington, au nom du ministère britannique, sur la reconnaissance de la légitimité de Ferdinand, que le noble duc contestait, en se fondant sur l'abdication de Bayonne, ce prince, pour mettre fin à ces discussions, s'était vu dans la nécessité de payer à l'Angleterre un tribut annuel. On ajoute que, pendant les six années qui viennent de s'écouler, des sommes immenses d'argent ont été envoyées en Angleterre par Gibraltar et Lisbonne. On va même jusqu'à désigner le duc de San-Carlos, alors ministre de Ferdinand, comme ayant été le négociateur et le signataire de ce traité. Ainsi donc, dans un moment où tant de questions inintelligibles occupent et partagent les esprits, il ne serait pas impossible, en admettant que ces bruits fussent

utile secours pour l'affermissement de son trône. Ces deux princes s'écrivirent plusieurs lettres remplies de témoignages d'estime et d'affection; et quoique nous soyons fondés à croire qu'Alexandre, qui, vers la même époque, en proclamant en France les principes d'une philosophie éclairée, les droits des peuples, et les maximes d'une sage liberté, venait de s'élever à une si grande hauteur dans l'opinion de tous les hommes éclairés de l'Europe, qui tôt ou tard assigne la véritable place des princes; quoique, disons-nous, nous soyons fondés à croire que ce prince eût désapprouvé le rétablissement du gouvernement arbitraire en Espagne, les relations qui s'étaient établies entre les deux états, et auxquelles une politique et des intérêts nouveaux prêtaient alors une plus grande activité, se resserrèrent tellement de jour en jour, que l'influence du ministre russe devint toute-puissante à la cour de Madrid. Dès lors il fut aisé de juger que les plus grands intérêts se traitaient entre les deux princes. Ce ministre était le

---

fondés, de savoir à peu de chose près, quel est, en Angleterre, le prix fixe, mis par les ministres de ce pays, à la reconnaissance de la *légitimité* des rois.

bailli de Taticheff, qui, par le zèle et l'intelligence avec lesquels il avait servi les intétérêts de la Russie, dans les différentes missions qu'il avait précédemment remplies à Naples et en Sicile, s'était élevé à la confiance la plus intime d'Alexandre. La souplesse de son caractère, une ambition sans bornes, un désir insatiable d'honneurs et de dignités; l'habitude de ces recherches minutieuses et puériles qui, dans les cours de l'Orient, passent pour de la grandeur; mais surtout un ton d'assurance et de supériorité, d'autant plus facile à soutenir dans une cour ignorante et faible, que tout tremblait en Espagne au seul nom de l'empereur de Russie : telles furent les qualités qui ne tardèrent pas à donner au bailli de Taticheff une influence qu'aucun autre ministre étranger n'exerça jamais dans les cours de l'Europe. Ce ministre fit d'abord quelques essais de sa prépondérance auprès du cabinet espagnol, qu'il trouva entièrement dévoué. Bientôt plusieurs individus obtinrent des places sur sa recommandation; ses favoris reçurent des pensions; des ordres furent adressés aux tribunaux pour donner une attention particulière aux procès auxquels il paraissait prendre un intérêt spécial. Doué d'une grande pénétration,

et accoutumé, par l'expérience, à bien juger les hommes, M. de Taticheff eut bientôt connu et apprécié le caractère de Ferdinand; dès lors il employa, avec une grande persévérance, tous les moyens propres à s'en rendre maître, et à l'enchaîner à son système. On avait fait parvenir aux oreilles de ce prince des bruits alarmans sur les dispositions des cabinets étrangers à son égard; on lui avait persuadé que la France et l'Angleterre allaient demander, d'un ton menaçant, la rentrée dans leur pays des Espagnols constitutionnels qui, fuyant les persécutions de ses ministres et les cachots de l'inquisition, s'étaient réfugiés dans ces deux états; on l'avait effrayé, en lui disant que les principes adoptés par les souverains et consacrés par la sainte-alliance, étaient opposés à l'arbitraire qu'il venait de rétablir; que Charles IV allait réclamer dans le congrès de Vienne ses droits à la couronne d'Espagne, usurpés par lui; et que, soutenu par tout le parti libéral européen, ce prince ne tarderait pas à se présenter sur les frontières à la tête d'une puissante armée. Enfin, on ne cessait de lui répéter que « les diatribes violentes, les expressions d'horreur et de mépris dont les feuilles étrangères étaient journellement remplies contre son gouvernement,

n'étaient autre chose que l'expression de la pensée personnelle des souverains à son égard.» Quelque invraisemblables, quelque absurdes que dussent paraître de telles suppositions, elles n'en produisaient pas moins, sur l'esprit d'un prince accessible à tous les genres de terreurs, une impression profonde dont le ministre russe savait tirer le parti le plus habile. Il saisissait avec adresse toutes les circonstances où il voyait Ferdinand plus préoccupé des craintes qu'il avait quelquefois eu l'art de faire naître lui-même, pour mettre en avant le nom d'Alexandre comme une sorte d'égide qui devait préserver sa couronne de tous les dangers dont il la croyait menacée. Enfin, il avait tellement amené ce prince au point de ne plus trouver de consolation et d'espoir que dans ses entretiens, qu'il arrivait souvent à Ferdinand de le faire appeler aux heures les plus avancées de la nuit, pour prendre de lui des renseignemens sur les affaires de l'intérieur de son royaume, et les intrigues de sa cour, dont il supposait avec raison que Taticheff était beaucoup mieux instruit que lui-même. C'est dans ces entretiens, pendant lesquels ce ministre, en paraissant vouloir les calmer, redoublait les frayeurs du roi, que ce prince, naturellement dissimulé,

lui ouvrait toute son âme, lui confiait les alarmes dont de lâches courtisans venaient de remplir son imagination, et se plaisait à recevoir de la bouche même du ministre russe l'assurance positive qu'Alexandre ne l'abandonnerait jamais. Le rusé diplomate sut mettre à profit tant de confiance et de faiblesse ; il reçut des mains du monarque subjugué des marques solides de bienveillance ; tous les individus appartenant à la légation, furent décorés de la croix de Charles III ; et Taticheff lui-même fut créé chevalier de la Toison-d'Or ; chose inouïe jusque-là pour un ministre du second ordre.

M. de Taticheff avait à son service, en qualité d'agent pour les affaires de détail, un espagnol nommé Antonio Ugarte, qui avait débuté à Madrid par le métier de portefaix. Autant la taille et les forces physiques de cet homme convenaient à ce métier, autant sa complète ignorance, ses manières ignobles et brutales, et les préjugés de son éducation, le rendaient peu propre aux affaires d'un ordre élevé. Ugarte n'était en rapport à Madrid qu'avec les employés inférieurs des tribunaux et des bureaux, auprès desquels quelques personnes, qui lui portaient intérêt, l'avaient quelquefois chargé de la suite

de leurs affaires. Ses idées n'étaient jamais sorties du cercle étroit de la routine et de la chicane. Lorsque M. de Taticheff était arrivé à Madrid, Ugarte, qui avait été chargé de vendre les meubles de son prédécesseur M. de Strogonoff, avait reçu du nouveau ministre l'ordre d'en acheter d'autres pour lui-même, et de négocier sur la place quelque lettres de change du gouvernement russe. Jamais il n'était sorti, à l'égard de M. de Taticheff, de cet état d'extrême infériorité, et quelquefois même, il lui était arrivé d'attendre dans la loge du portier, avec lequel il s'entretenait comme camarade, que leur maître commun le fît appeler pour rendre compte des commissions dont il avait été chargé dans la journée. Toute l'ambition d'Ugarte se bornait alors à obtenir, par la protection du ministre, un emploi très subalterne. Tout à coup, cet homme devient l'ami de son protecteur; il est introduit, par lui, auprès des ministres espagnols, auxquels il est recommandé comme un des meilleurs serviteurs du roi; on va plus loin; on l'installe dans le cabinet même de Ferdinand comme l'homme le plus capable de diriger ce prince dans les conjonctures difficiles où il se trouve.

En prenant possession de la faveur, la pre-

mière opération d'Ugarte, inspiré par M. de Taticheff, fut la perte d'un grand nombre de de personnes, dont plusieurs, par l'influence qu'elles exerçaient sur l'esprit du roi, pouvaient mettre obstacle au succès de ses nouvelles vues. Trois listes de proscription furent dressées : présentées à ce prince, et signées par lui, sans la moindre hésitation. La nécessité d'intimider les amis de la liberté était le prétexte de ces odieuses rigueurs, car Ugarte, instrument docile de Taticheff, n'avait pas manqué, dès sa première entrevue avec Ferdinand, d'annoncer « qu'il serait l'ennemi le plus ardent et le plus implacable des Constitutionnels ; qu'instruit de leurs plans perfides, il était convaincu que les dispositions les plus sévères, et les exemples les plus effrayans, étaient seuls capables d'arrêter dans sa marche une faction qui ne rêvait qu'athéisme et république. » Ces odieuses et ridicules calomnies, qui, en justifiant toutes les frayeurs du roi, s'accordaient si bien avec elles, concilièrent en peu de temps à Ugarte toute la confiance de son nouveau maître, et l'élevèrent au plus haut degré de la faveur. Néanmoins, soit qu'il ne pût vaincre la timidité naturelle que lui inspirait le sentiment de sa complète nullité, soit qu'il redoutât d'entrer en rivalité

ouverte avec des courtisans fiers, puissans, et qui ne verraient pas impunément un homme de néant attenter à leurs droits, il ne parut pas aspirer à monter plus haut. Satisfait d'être consulté sur les affaires les plus graves, de nommer et de chasser les ministres, et d'être l'âme de ce qu'on appelait alors la *Camarilla* ou conseil secret du roi (1), il se borna à jouir de son crédit et à trafiquer de sa protection, avec toute l'insolence et toute la rapacité d'un valet parvenu.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail dégoûtant de toutes les basses et cruelles intrigues dont la cour d'Espagne fut le théâtre, à cette funeste époque. Plusieurs factions, toutes plus obscures, plus méprisables les unes que les autres, se disputaient la confiance du prince et la direction des affaires. La supériorité resta néanmoins à ce qu'on appelait alors la faction russe, dont Taticheff était l'âme et Ugarte l'instrument. Incapable de hautes vues d'ambition, et seulement dévoré de la soif des

(1) Ce conseil exerçait une police secrète sur les opinions, disposait des places et des décorations, et décidait de toutes ces mesures précipitées, imprudentes, antinationales, qui ont enfin provoqué, en Espagne, la chute du régime de l'arbitraire.

richesses, ce favori songea bientôt à abandonner à ses nombreux rivaux les affaires générales du gouvernement, dont il ne s'inquiétait guères, et créa, pour lui seul, une branche d'administration non moins féconde en produits métalliques qu'en influence et en pouvoir. Tels furent les commencemens de cette fameuse expédition, dont la première pensée fut le germe de la liberté.

La suite presque continuelle de revers essuyés par l'armée de Morillo : l'enthousiasme toujours croissant avec lequel les nouveaux gouvernemens qu'on voyait éclore tous les jours en Amérique marchaient à la conquête de leur indépendance : l'acquisition qu'ils venaient de faire d'un auxiliaire aussi important que lord Cochrane : les secours que les États-Unis, et les amis de la liberté, en Angleterre, ne cessaient de faire passer aux insurgés américains : rien ne pouvait dessiller les yeux des stupides conseillers de Ferdinand. Ceux mêmes qui, parmi ces derniers, désiraient la chute de la faction russe, et prévoyaient l'avantage qu'elle allait retirer de l'organisation d'une expédition nouvelle, s'obstinaient avec acharnement à proposer l'emploi de la force armée. Ce fut ainsi qu'Ugarte se vit bientôt à la tête d'une

immense comptabilité, qui embrassait l'armement et l'équipement de dix-huit mille hommes; l'équipement de tous les bâtimens nécessaires à leur transport; et la foule de détails de tout genre qu'exigeait une aussi vaste entreprise. Les ministères reçurent du roi l'ordre de remettre entre les mains du favori toute la partie administrative de l'expédition; une Junte fut formée à Cadix, pour exécuter ses ordres; et ce fut lui qui nomma tous les individus qui devaient diriger la marche de cette immense machine. Taticheff soutenait toujours son protégé dans l'esprit du roi; il écrivit à sa cour pour l'engager à prendre une part active dans l'expédition, et à la fortifier de ses secours. En effet, on dut aux instances de ce ministre l'arrivée de plusieurs vaisseaux et frégates russes, achetés, argent comptant, par l'Espagne; mais, dès le lendemain du jour où les uns et les autres furent entrés dans le port de Cadix, les vaisseaux furent reconnus incapables de soutenir une longue navigation (1).

(1) La vérité historique exige que nous ajoutions que, du moment où Alexandre eut connaissance de ce fait, il ordonna l'envoi immédiat d'autres vaisseaux, sans exiger aucune augmentation dans les sommes précédemment stipulées pour les paiemens. Il falloit punir le Coupable, si l'on eût été sincère et bon Chrétien.

Cependant l'armée se réunissait ; on instruisait les corps, et l'élite des militaires espagnols en faisait partie. Ce rapprochement de tant d'hommes qui portaient au fond du cœur une même pensée; dont plusieurs se connaissaient dès long-temps; et qui, pour la plupart, membres des sociétés secrètes existantes sur tous les points de l'Espagne, avaient déjà pris une part plus ou moins active, plus ou moins ignorée à tous les projets enfantés par la haine du despotisme, devait naturellement amener des résultats qu'un gouvernement doué de quelque pénétration eût facilement calculés, et dont la moindre prévoyance eût éloigné le danger. A cette époque, tous les partis exerçaient les uns sur les autres une surveillance extraordinaire ; chacun d'eux attendait, comme la nouvelle d'un triomphe ou d'une défaite, le nom du chef que la cour allait donner à cette armée, à laquelle se rattachaient tant d'espérances. Il semblait que, d'une circonstance relative seulement à un grand intérêt général, dépendît la destinée de chacun. Telle était la situation des esprits à l'instant où la nomination d'O-Donnel, (que nous désignerons désormais sous le seul nom de comte de l'Abisbal, pour le distinguer de ses frères), fut connue. L'impression

qu'elle produisit fut profonde. La faction des oppresseurs et des courtisans avait une confiance aveugle dans ce général ; les amis de la liberté se rappelaient avec espoir les engagemens de longue main qu'il avait contractés avec eux ; tous les yeux étaient donc fixés sur lui, lorsqu'on le vit arriver à Cadix.

La conduite que tint le comte de l'Abisbal, depuis qu'il eut pris le commandement en chef de l'armée, parut entièrement différente de celle qui, à une époque antécédente, lui avait aliéné tous les amis de la liberté. La confiance de ceux-ci s'accrut même à un tel point, que, plaçant désormais en lui leurs plus chères espérances, ils résolurent, non-seulement de lui faire part de leurs projets, mais encore de lui en confier l'exécution. Ce fut le respectable patriote Aréjula, l'un des plus savans médecins de l'Europe, qui fut chargé de faire au général les premières ouvertures. Elles furent parfaitement accueillies.

Ambitieux, rempli d'audace, jaloux de reconquérir une réputation à laquelle tant d'incertitudes, de faiblesses, et d'actes plus pénibles à caractériser, avaient porté de mortelles atteintes, le comte de l'Abisbal embrassa avec une sorte d'enthousiasme l'heureux moyen qui

venait de lui être offert de se réhabiliter dans l'estime de ses concitoyens; et bientôt la nouvelle de sa détermination, quelque mystérieusement qu'elle eût été répandue, remplit de joie toute l'armée; on se la communiquait comme un événement de haute importance; il semblait, en quelque sorte, que, de l'opinion d'un seul homme allait dépendre l'existence de la patrie. Bientôt, le feu de l'insurrection se répandit d'autant plus rapidement dans l'armée, que, remplie du feu sacré de la liberté, elle ne voyait qu'avec une horreur secrète qu'elle était destinée à la combattre dans le nouveau monde, et à porter à des concitoyens généreux et braves, les fers dont elle brûlait elle-même d'affranchir son pays. Presque tous les officiers qui la composaient étaient jeunes, ardens, dévoués. Convaincus que le général en chef était l'âme de l'entreprise, et que le premier cri de liberté déciderait la levée en masse de l'armée, leur valeur et leur amour-propre étaient également flattés de concourir à d'aussi grands événemens.

Tout était donc disposé pour agir, et peut-être l'Abisbal était-il résolu lui-même à remplir des engagemens aussi solennellement jurés, lorsqu'un moment suffit pour opérer dans les

affaires le changement le plus extraordinaire et le plus fatal. Le général Sarsfield, déjà connu par la valeur qu'il avait déployée dans la précédente guerre ; homme d'un caractère dur et sombre ; étranger à la société comme à l'intrigue, arriva, chargé du commandement de la seconde division, dont le quartier général était à Xérès de la Frontera. Sa présence doubla la confiance de l'armée ; personne ne paraissait plus propre que lui à seconder les grands mouvemens qui se préparaient ; on se félicitait de servir sous un homme qui offrait à la cause de la liberté d'aussi éclatantes garanties ; toutefois, à peine eut-il pris le commandement, qu'on reconnut combien il importait, dans des conjonctures aussi décisives, qu'il ne restât aucune apparence d'incertitude sur les véritables sentimens du général ; dans cette vue, les colonels don Bartholome Gutierres (1) et Don Antonio Roten, accompagnés du lieutenant colonel José Grases, qui l'avaient connu en Catalogne, se rendirent auprès de lui à Xérès, et l'entretinrent, mais vague-

(1) Il s'est distingué depuis dans l'insurrection de l'île de Léon, et dans l'assemblée des cortès dont il est membre.

ment et sans entrer dans aucun détail, des plans projetés. Sarsfield parut d'abord ne rien comprendre à ces premières ouvertures; mais les officiers espagnols s'étant expliqués plus clairement, il montra un grand empressement à concourir à l'exécution d'aussi généreux desseins, et déclara : « qu'il les considérait comme justes; qu'il se trouverait heureux de leur prêter son bras; que personne n'avait aimé, respecté et regretté plus que lui le général Lacy; que la cause pour laquelle il avait succombé était sacrée; que les institutions qu'il destinait à l'Espagne devaient assurer le bonheur de ce pays; qu'enfin il était prêt à s'engager personnellement, et à signer cette promesse. » Ces paroles, prononcées avec une effusion de cœur encore plus éloquente qu'elles, convainquirent pleinement les officiers; ils rendirent compte à leurs amis du succès de leur négociation; et, tous ensemble, s'accordèrent à concevoir les plus heureuses espérances. En effet, dès ce moment ils convinrent de considérer Sarsfield comme le véritable chef de l'entreprise, dans le cas où le comte de l'Abisbal chancellerait dans ses résolutions.

Cette prévoyance était d'autant mieux fondée, que la conduite de cet officier général,

d'abord si rassurante, inspirait maintenant de nouveaux soupçons. Il venait de répondre par un refus formel aux propositions des principaux agens de l'insurrection projetée; on le voyait envelopper constamment de mystère ses correspondances avec la cour; en un mot, le souvenir des événemens de 1814 était redevenu présent à tous les souvenirs; et les amis de la liberté avaient repris, sur son caractère et la solidité de ses résolutions, des défiances qu'il n'était plus en leur pouvoir de vaincre, et qui devenaient doublement malheureuses dans un moment où l'union la plus parfaite, la confiance la plus intime, devaient régner entre tous les membres de cette grande et patriotique association. Le général Sarsfield lui-même ne paraissait pas étranger aux inquiétudes qui lui étaient manifestées; mais, sans accuser la conduite du comte de l'Abisbal, il paraissait vouloir se réduire au rôle de conciliateur. C'est dans ce dessein qu'il se rendit deux fois à Cadix. Il eut une première conférence avec le général en chef, le 6 juillet 1819; et le même jour, à son retour qui eut lieu à onze heures du soir, par *Puerto Santa-Maria*, il donna les espérances les plus consolantes et les plus positives à tous les chefs des corps, cam-

pés à la Vittoria, qui l'attendaient à son passage.

Le lendemain 7, Sarsfield retourna à Cadix pour une nouvelle conférence, et revint à Xérès dans le même après-midi. On l'attendait comme la veille; et cette seconde entrevue, par la manière dont il en rendit compte à ceux qu'il appelait *ses amis les plus chers*, ne leur parut pas moins rassurante que la première.

Il importe ici de remarquer deux choses également essentielles; d'abord, c'est que le premier entretien de Sarsfield et du comte de l'Abisbal avait eu lieu en présence du colonel don Felipe Arco-Aguero, parent de ce dernier, et dont les sentimens patriotiques, si bien connus et si bien éprouvés, répondent qu'il ne s'y passa rien de contraire à l'intérêt de la grande association; en second lieu, que le second de ces entretiens n'eut point de témoins; d'où il faut conclure que c'est seulement dans celui-ci que les deux généraux résolurent de dissoudre l'entreprise, et de faire arrêter ceux d'entre les officiers qu'ils connaissaient pour en être les chefs. Ce fut au surlendemain de cette seconde entrevue que les généraux fixèrent l'exécution de leur projet; voici comment les choses se passèrent; toutefois il nous paraît

nécessaire, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de donner ici une idée topographique de la situation de l'armée expéditionnaire, au 7 juillet. Les bataillons de Soria, de Valence, des Asturies, d'Aragon, des Canaries, des Guides, et le premier de Catalogne, étaient campés sur la promenade de la Vittoria, à Puerto Santa-Maria, avec la brigade d'artillerie à pied, faisant partie de l'armée expéditionnaire. Le général Sarsfield se trouvait à Xérès avec plusieurs régimens de cavalerie; le comte de l'Abisbal était à Cadix, avec les bataillons du roi, du prince, de la princesse, et de Guadalajara. Le deuxième de Catalogne et celui d'Amérique formaient la garnison de la ville de San-Fernando. L'escadron d'artillerie volante était à Puerto-Réale, et les bataillons de Séville et de Malaga, à San-Lucar.

Les bataillons campés à Puerto-Réale avaient l'ordre de se former, comme de coutume, à quatre heures du matin, pour travailler en ligne. A minuit, arriva la nouvelle que le comte de l'Abisbal venait de sortir de Cadix avec les corps de la garnison, après avoir donné ordre qu'on proclamât la Constitution décrétée en 1812 par les Cortès; et que, le lendemain, la table de pierre

fût placée (1). Cette nouvelle fut à peine répandue, que les sentimens les plus contraires s'emparèrent des esprits; les uns se livraient à l'espérance, tandis que les autres, plus pénétrans, ne pouvaient se défendre d'une vive inquiétude, et que, se rappelant toutes les circonstances précédentes, ils soupçonnaient le comte de l'Abisbal de cacher, sous cette apparence de dévouement à la liberté, des projets entièrement contraires aux promesses qu'il avait faites. Arco-Aguero, qui faisait partie du campement en qualité de chef d'état major, se hâta de faire part de ces craintes au général Sarsfield, sur lequel se portaient toutes les espérances, et le pressa d'accourir le plus promptement possible. Cependant ceux des chefs des corps et officiers qui étaient instruits du projet du comte de l'Abisbal, se réunissaient, afin de prendre les mesures qui devaient en assurer l'exécution; tandis que les autres, également convoqués, mais dans la crainte de se voir enveloppés à tout instant, témoignaient une grande hésitation; cette incertitude régnait même parmi les soldats.

Les corps, défilant avec lenteur, se dirigeaient

---

(1) C'est cette table qui a été connue depuis sous le nom de *Pierre de la constitution*.

vers la plaine de Palmar, qui est à une très-petite distance de la promenade de la Vittoria, où campaient les troupes, afin d'y occuper leurs positions ordinaires. L'inquiétude était peinte sur tous les visages, lorsque, tout à coup, on vit la cavalerie s'approcher par la route de Xérès. Le général Sarsfield qui la dirigeait fit faire halte, et ordonna de crier *vive le roi*; cet ordre fut exécuté, sur-le-champ, dans toute l'étendue de la ligne. Au même instant, parut du côté opposé le comte de l'Abisbal, suivi de toute la garnison de Cadix, à l'exception du bataillon *du roi*, qui faisait le service de cette ville, et de celui d'*Amérique* qu'il avait laissé à l'île de Léon. L'arrivée inattendue du général en chef, qui exerçait un grand ascendant sur l'esprit des troupes, produisit des impressions diverses, et l'on attendait avec une anxiété profonde quel serait le résultat de tout ce qui se passait, lorsque l'Abisbal, après avoir parcouru rapidement les bataillons, faisant répéter à tous le cri de *vive le roi*, appela tous leurs chefs autour de lui, et leur déclara qu'ils étaient prisonniers. De quelque manière que soit considérée cette affaire, et en admettant, comme l'a affirmé depuis le comte, dans sa défense, que rien ne fût encore prêt pour l'exécution du plan, et que le mou-

vement projeté fût de la plus haute imprudence à entreprendre dans la conjoncture présente, les noms des généreux guerriers qui se dévouèrent alors pour l'affranchissement de leur patrie, ont des droits trop sacrés au respect et à la reconnaissance des hommes libres, pour que nous ne les consacrions pas ici ; si la publicité des grands crimes inspire une horreur salutaire, celle des grandes actions leur enfante des imitateurs.

Voici les noms de ces premières victimes de la liberté : Don Demetrio O'Daly, 1er. commandant du bataillon des Canaries ; le lieutenant colonel Don Lorenzo Garcia, 1er. adjudant du même bataillon ; le colonel Don Antonio Quiroga, 1er. commandant du 1er. bataillon de Catalogne (1) ; le colonel d'Aragon, Don Antonio Roten ; le lieutenant colonel Don Alexandro Benisia ; le colonel Don Joachimo Ponte, commandant la brigade d'artillerie ; le colonel Don Felipe de Arco-Aguero (2), adjudant général de l'état major de l'armée ; don Ramon Labra, commandant du bataillon des guides ; Don Juan Peman, capitaine du même bataillon ; les commandans du 1er. et 2e. de

(1) Aujourd'hui général, et membre des cortès.

(2) Aujourd'hui général, et membre des cortès.

Soria, Don Salvador Berrio et Don José Malpica; ceux de Valence, Don Sébastiano de Velasco et Don José Cendrera; enfin les deux commandans des Asturies Don Santos S^n.-Miguel, et Don Evariste S^n.-Miguel, son frère. Il est remarquable que quelques-uns de ces officiers n'appartenaient pas même à la conjuration.

A peine ce coup d'état fut-il exécuté, que le comte de l'Abisbal fit distribuer une ration de vin à tous les corps qui se trouvaient au camp. Il exila sur divers points les capitaines des bataillons des Asturies, des Canaries, et 1er. de Catalogne; ordonna aux corps qui l'avaient suivi de retourner à Cadix; et resta, de sa personne, à Puerto, avec le bataillon de la princesse, destiné à la garde des prisonniers, auxquels toute communication fut interdite, et qui, après avoir été envoyés, sous une nombreuse escorte, dans une caserne située dans la ville, furent, peu après, transferés dans diverses forteresses. Le brigadier O'Daly, le colonel Roten et le capitaine Peman, allèrent à l'île de Léon; Arco-Aguero, les deux San-Miguel et Labra, au château de San-Sébastiano de Cadix; le colonel Ponte et le lieutenant colonel Benisia, à celui de Santa-Catalina de la même ville; Quiroga, Bessio, Velasco, Cendrera,

Malpica et Garcia, au couvent de San-Augustino del Puerto. La justice et la vérité exigent que nous ajoutions qu'ils y furent traités avec les plus grands égards, et y jouirent d'une telle étendue de liberté, que presque tous parvinrent bientôt à s'échapper; et qu'on a vu, depuis, un grand nombre d'entre eux, à la tête des divers corps de l'insurrection.

Ainsi échouèrent en un moment, à la voix du comte de l'Abisbal, qui, à la gloire d'être le libérateur de sa patrie, préféra, dans cette circonstance, la honte d'être le complice de ses oppresseurs, les généreux projets dont un jour de plus pouvait voir l'accomplissement.

En nous exprimant avec cette austère franchise sur un général qui, depuis, a rendu à la liberté d'éminens services, il est de notre devoir de ne pas taire les motifs par lesquels il a lui-même expliqué sa conduite. Si l'évidence de ces motifs nous paraissait incontestable, nul doute que le jugement que toute l'Espagne a porté sur le comte de l'Abisbal, ne fût beaucoup trop rigoureux; mais, encore alors, resterait-il à savoir, si, dans la funeste alternative de se démettre de ses emplois ou d'être parjure à ses engagemens et de trahir la confiance de ses nobles amis (quelles que fussent d'ailleurs

ses intentions pour l'avenir), le premier parti n'était pas celui que lui prescrivait l'honneur. Nous ne préjugerons pas cette question; la conduite du comte de l'Abisbal, depuis cette époque, a effacé de grands torts; elle peut désormais en effacer de plus grands encore. Peut-être aussi est-il juste d'observer que, se voyant perdu sans ressource, dans le cas où il eût été prévenu auprès de la cour, par Sarsfield, lequel n'eût pas manqué de saisir cette occasion pour l'accuser d'être d'intelligence avec les conjurés, le comte de l'Abisbal, se croyant assez fort pour se rendre maître des événemens, avait jugé que, par cette rigueur apparente, il pouvait sauver à la fois, et ses amis, et leurs projets, et lui-même.

Quoi qu'il en soit, à la suite de ces événemens, l'Abisbal se rendit à Madrid, où, malgré les défiances de la cour, il fut comblé de ses faveurs; et quoiqu'on eût exigé de lui la démission de sa place de général en chef de l'armée expéditionnaire, il passa pour être destiné à remplir de plus hauts emplois; néanmoins, l'opinion publique s'était entièrement retirée de lui; il vivait isolé et en quelque sorte abandonné au milieu de la capitale.

Cependant l'exaspération des esprits était au

comble; loin d'être intimidés par les rigueurs qui venaient d'être déployées, tous ceux d'entre les officiers qui, moins compromis, portaient toutefois dans leur âme les mêmes principes que leurs malheureux camarades, se sentaient animés de plus en plus du désir de les délivrer et de les venger. Il n'en est pas des projets formés pour affranchir la patrie d'un joug ignominieux, tel que celui qui opprimait alors l'Espagne, comme des entreprises ordinaires; dans celles-ci les exemples rigoureux intimident, épouvantent; dans celles-là, au contraire, dix conjurations déjouées et punies ne font que rendre plus certain le succès de la onzième. L'histoire en présente mille preuves; à l'Espagne était réservée la gloire d'en offrir une nouvelle.

A l'abattement, à la consternation qui s'étaient d'abord emparés de l'armée, succédèrent la douleur et l'indignation de se voir si lâchement trahie; mais le sort qui attendait les prisonniers enflammait surtout le courage de leurs amis; il ne leur était pas permis de douter qu'il ne restât plus, pour l'Espagne et pour eux-mêmes, d'autres moyens de salut que dans la suite et le triomphe de leurs projets. De toutes parts, leurs correspondances leur annon-

çaient que, dans l'impossibilité d'agir par elle-même, la nation fondait sur eux seuls toutes ses espérances; que sur tous les points de l'Espagne une parfaite unanimité de vœux régnait entre les citoyens et l'armée; qu'enfin, partout on se disposait à répondre au signal donné par elle. Il n'en fallait pas tant pour porter le dévouement de ces braves jusqu'au dernier degré de l'enthousiasme; mais tous les corps de l'armée étant alors disséminés, les entrevues devenaient beaucoup plus rares; l'on ne pouvait se communiquer les nouvelles du dehors qu'avec des difficultés extraordinaires; et il était plus embarrassant encore de se concerter sur les mesures à prendre, afin que tout marchât d'accord. Ainsi se perdait beaucoup de temps, mais ce mal était sans remède.

A cette époque, se déclara dans l'île Gaditane cette terrible épidémie qui, dans peu de temps, exerça les plus terribles ravages sur l'armée. Ce fléau qui commença dans la ville de San-Fernando, et se communiqua avec la plus effrayante rapidité à celle de Cadix, força d'abandonner un moment les intérêts de la patrie pour ne s'occuper que du salut des individus. Nous ne retracerons point ici la longue suite de scènes déplorables dont la ville de Cadix et ses

environs donnèrent journellement l'épouvantable spectacle, pendant un espace de trois mois (1); après quatre ans, leur souvenir glace encore d'effroi ceux qui en furent les témoins. Cette calamité força le nouveau général en chef, comte de Caldéron, de sortir de Cadix avec son état major; et toute communication fut rigoureusement interdite avec la place.

Le bataillon de Soria qui y était demeuré, perdit la plupart de ses braves officiers, presque tous compromis dans les derniers événemens; et le bataillon lui-même fut réduit à moins de 400 hommes.

---

(1) Août, septembre et octobre 1819.

AFFAIRES

DE

L'ILE DE LÉON.

La contagion s'étant déclarée dans la plupart des villes de la province maritime, il devint indispensable d'en faire sortir tous les corps de l'expédition, qu'on y avait envoyés lors de la dislocation de l'armée. L'emplacement que l'on choisit pour cela fut celui de Las-Corredèras, près Alcala de Los-Gazules. Ce fut une véritable fête pour cette armée, séparée depuis le 8 juillet, à l'occasion des funestes événemens dont nous venons de rendre compte, de se trouver réunie pour la seconde fois. Dès lors se renouèrent les liens auxquels la patrie, les sermens et l'amitié avaient imprimé un caractère si solennel et si auguste.

Convaincus, ainsi que nous l'avons dit plus haut, qu'il n'y avait de salut pour l'Espagne, pour leurs amis prisonniers, et pour eux-mêmes,

que dans le succès de leur entreprise ; mais, devenus plus prudens par le fatal résultat de leurs premières confidences à Sarsfield, ils ne s'ouvrirent qu'indirectement, à demi, et avec une extrême circonspection, à un petit nombre de chefs; et après avoir mûrement calculé la gravité des circonstances, et le parti auquel il leur convenait de s'arrêter, ils résolurent d'élire pour leur général le brave colonel don Antonio Quiroga, qui, non moins dévoué, mais plus heureux que ceux de ses anciens compagnons d'armes qui avaient suivi Porlier à l'échafaud, ou partagé la proscription des généreux complices de Lacy, après avoir servi leurs projets, était maintenant prisonnier à Alcala de Los Gazules. On donna pour chef d'état major à Quiroga le colonel don Felipe de Arco-Aguero, détenu lui-même dans le château de San-Sébastian, de Cadix. Dès lors, malgré les dangers qui s'offraient à eux de toutes parts, mais qui ne purent jamais ni intimider ni affaiblir leur courage, ces dignes et infatigables enfans de la patrie reprirent leurs travaux avec une activité nouvelle.

Les bataillons dont le patriotisme et l'énergie étaient plus prononcés et inspiraient une plus grande confiance, étaient ceux des Astu-

ries, de Séville, de la Couronne et d'Espagne; toutefois on ne comptait guère moins sur les autres, dont les officiers étaient également dévoués.

Dans ces circonstances se présenta un homme qui, sans avoir reçu de grands talens de la nature, et sans avoir beaucoup acquis par l'éducation, était cependant doué d'un caractère tel, que loin d'être découragé par les obstacles qui pouvaient s'opposer à l'exécution d'un plan, une fois arrêté par lui, il ne trouvait dans ces obstacles même qu'un nouveau motif de s'y attacher plus fortement; cet homme était don Raphaël del Riego, nommé adjudant de l'état major de l'armée expéditionnaire. Arrivé au camp quelques jours avant le fatal 8 juillet, il avait été initié dans tous les secrets de la conjuration, et personne ne s'était dévoué à cette sainte cause avec plus de ferveur, de courage et de persévérance. Particulièrement lié avec Arco-Aguero et les deux frères San-Miguel, dont l'un (Évariste) a montré depuis que la plume de l'historien ne lui était pas plus étrangère que l'épée du soldat, le danger de ses amis ajoutait encore un nouveau degré d'énergie à l'enthousiasme qui lui était naturel. Triompher ou périr était désormais la seule

alternative qui s'offrit à Riego. Obligé de fixer pendant quatre mois sa résidence à Bornos, pour y rétablir sa santé, une intrigue adroite avait profité de ce temps pour le séparer de l'état major, et le faire nommer commandant en second du bataillon des Asturies, où il comptait, parmi les officiers, un grand nombre d'amis aussi dévoués que lui-même. Ce fut le 8 novembre 1819 que, convalescent et très-faible encore, Riego prit possession de cet emploi. Peu de jours s'étaient écoulés, et déjà ses amis avaient prêté entre ses mains le serment de faire entendre, au premier signal, le cri de la liberté.

En peu de temps l'effervescence des esprits s'accrut à un point extraordinaire. Riego, ne connaissant ni fatigues ni dangers, et sans cesse occupé du soin d'allumer dans toutes les âmes le feu patriotique dont la sienne était embrasée, se portait partout où sa présence était nécessaire. Quiroga, non moins zélé pour la cause de la liberté, mais prisonnier au couvent de Santo Domingo de Alcala de Los-Gazules, d'où il ne tarda point à s'évader, n'épargnait, dans sa position, ni soins, ni efforts, ni correspondances, pour concourir au même but. On ne travaillait pas avec moins d'ardeur

à Cadix, en faveur de la même cause. Plusieurs des négocians les plus riches de cette ville avaient des intelligences actives avec les chefs militaires, et il est à remarquer que ces intelligences ne furent jamais interrompues, même à l'époque la plus difficile pour l'armée, c'est-à-dire, lorsqu'elle était enfermée dans l'île de Léon, et que la police la plus soupçonneuse et la plus sévère s'exerçait à Cadix. Ces excellens citoyens envoyèrent alors des sommes considérables aux bataillons insurgés, et tentèrent plusieurs fois de provoquer, dans l'intérieur de la place, des soulèvemens au moyen desquels ils espéraient, ainsi qu'on le verra dans le cours de cet ouvrage, en ouvrir les portes à Quiroga.

Don Antonio Alcala Galiano, fils du célèbre amiral de ce nom, et nommé secrétaire de la légation espagnole à Rio-Janeiro, se trouvait alors à Gibraltar, attendant une occasion favorable pour se rendre à sa destination. Particulièrement lié avec les chefs de l'insurrection, il avait tracé une partie du plan, et avait consacré ses soins et sa fortune à en assurer le succès. Ses talens oratoires, son activité, son intelligence, rendirent alors d'éclatans services à la liberté; et à peine l'armée se fut-elle empa-

rée de l'île, qu'il abandonna Gibraltar et se réunit à ses amis. Nommé secrétaire de la junte de gouvernement, il en dirigea les opérations, et mérita ainsi une place distinguée parmi les citoyens qui se sont fait remarquer à cette époque, par un dévouement plus sincère et des services plus utiles.

Enfin, après d'innombrables travaux, pressés par l'état, tous les jours plus affligeant, de Madrid et des provinces, sur lesquels le bras de fer du despotisme s'appesantissait de plus en plus, les chefs de l'entreprise, d'accord avec leurs amis de Cadix, fixèrent le premier jour de l'année 1820, pour faire déclarer l'armée, en commençant par les bataillons sur la fidélité et le dévouement desquels on comptait davantage. Le bataillon des Asturies, depuis Las-Cabezas, et celui de Séville depuis Villa-Martin, devaient se diriger sur Arcos, sous les ordres de Riego, pour surprendre le général en chef, comte de Calderon, et son état major. Les bataillons d'Espagne et de la Couronne, sous les ordres du colonel Quiroga, devaient se porter rapidement, depuis Alcala et Medina, au pont de Suazo; s'en emparer par un coup de main; entrer à San-Fernando; et se présenter ensuite devant la Cortadura et

Cadix, dont il était convenu que les portes leur seraient ouvertes.

Le capitaine Oltra, du régiment de Canaries, parcourut plusieurs cantonnemens de l'armée, et arriva jusqu'à Ossuna, où se trouvaient un escadron volant et une brigade d'artillerie à pied. On va juger combien étaient redoutables les obstacles que l'insurrection avait à surmonter : le bataillon des Asturies, cantonné à Las-Cabezas, était entouré de trois quartiers généraux; celui de la cavalerie de l'armée, commandée par le général Ferraz, à Utrera; celui de la seconde division d'infanterie, aux ordres du brigadier Michelena, à Lebrija; et celui du général en chef de l'armée, à Arcos. Le général Cruz-Murgeon se trouvait un peu plus loin. Les grandes pluies qui commencèrent le 28 décembre, ne permettaient pas de faire sortir les bataillons des villages, sous le prétexte de passer des revues d'armes, ou de faire des promenades militaires; d'ailleurs, les routes étaient presque impraticables; cependant il fallait agir. Dans des circonstances aussi critiques, Riego ne vit d'autre moyen, pour exécuter son plan avec sûreté, que de faire entourer par des factionnaires le village de Las Cabezas, pendant que ses bataillons défileraient au dehors; de faire

circuler à tout instant le mot d'ordre dans ses lignes, et de ne permettre à qui que ce fût de sortir. Ce fut en ce moment, qu'après avoir communiqué son dessein au lieutenant colonel don Fernando de Miranda, et au capitaine Valcarcel, second adjudant de son bataillon, qui l'approuvèrent sans hésiter, il se décida à promulguer la Constitution politique de la monarchie, déjà jurée à Cadix, en 1812.

Enfin arriva le premier jour de l'année 1820, époque de glorieuse mémoire pour le peuple et l'armée; et à neuf heures du matin se fit entendre le premier cri qui devait affranchir la patrie. Riego, à la tête de ses officiers, proclama, à haute voix, la Constitution, et mérita, par ce trait d'un courage dont il donna le premier exemple et sans lequel les fers de l'Espagne ne seraient pas encore brisés, d'être considéré comme le premier libérateur de son pays. Les officiers et les soldats répondirent, par leurs acclamations, à ce cri généreux, et l'on n'entendit plus à Las Cabezas de S^n.-Juan, que des cris de joie, des félicitations à Riego, et des vœux pour la liberté et la prospérité de la patrie. Riego nomma provisoirement alcades constitutionnels, don Diego Zuloeta le jeune, et don Antonio Zuloeta Beato, lesquels, ayant

immédiatement pris possession de leurs charges, s'occupèrent, avec la plus efficace activité, de pourvoir à la subsistance de l'armée.

Néanmoins, il devenait urgent de quitter le village où l'on pouvait être entouré à tout instant; et le bataillon, plein d'enthousiasme, faisant retentir l'air de félicitations à l'armée expéditionnaire et à la patrie: jurant à ses officiers une éternelle obéissance et un inviolable dévouement, se mit en marche à trois heures de l'après midi, se dirigeant sur le quartier général. Le village demeura cerné; il était trop essentiel de n'en laisser sortir personne qui pût informer le général en chef de ce qui se passait, pour qu'une précaution de cette importance pût être négligée. Ce ne fut que quatre heures après que le bataillon en fut sorti, que la troupe qui avait été chargée de cette consigne, se retira.

Une circonstance contribua à répandre de bonne heure la nouvelle des heureux événemens qui venaient d'avoir lieu à Las-Cabezas. Peu de temps avant que la Constitution n'eut été proclamée dans ce village, un domestique de don Juan de Dios Mendizabal, envoyé de Xérès par don Vicente Beltran de Lys, celui-là même dont le fils avait été un an auparavant vic-

time de la férocité d'Élio, y était arrivé avec une charge d'eau-de-vie et une de fromages, destinées aux troupes. Cet homme, dont les opinions et la fidélité étaient parfaitement connus de Riego, obtint la permission de revenir chez son maître, par Arcos, et raconta sur toute la route les étonnans événemens dont il venait d'être témoin.

Le 2 janvier, à deux heures du matin, le bataillon des Asturies, parti la veille de Las-Cabezas, arriva, après une marche de onze heures, à la métairie du Téral, à un quart de lieue d'Arcos, où l'attendaient quelques officiers, tous instruits du projet de surprendre le quartier général, et qui, réunis à quelques autres qui se présentèrent successivement, conduisirent les officiers et le détachement dans les maisons où les chefs devaient s'arrêter. Le bataillon fit halte à peu de distance du village, attendant des instructions de la part des officiers chargés de conduire le bataillon de Séville, qui devait faire son entrée de l'autre côté du pont. Cependant le temps s'écoulait, et rien n'annonçait l'arrivée de ce bataillon. Déjà même les cloches commençaient à sonner et le chant des coqs annonçait le jour, lorsque Riego, connaissant tout le danger de sa position, et craignant que quelque erreur ou quelque malentendu ne lui

fit perdre en un moment le fruit des mesures les mieux combinées, ordonna aux officiers chargés d'exécuter les arrestations, d'avancer promptement; le lieutenant Bustillos était chargé de l'arrestation du comte de Caldéron, général en chef; Miranda, de celle du général Fournas, chef de l'état major; et l'adjudant don Balthazar Valcarcel devait s'assurer de la personne du général Salvador.

Riego suivait de près les détachemens qui accompagnaient ces officiers et quelques autres chargés de commissions du même genre. Avec cinq compagnies, il se forma en colonne serrée sur la petite place, à l'entrée de la ville, laissant sur la hauteur qui la domine de ce côté le reste du bataillon qui escortait les équipages, et qui, par ce moyen, se trouvait disposé à faciliter une retraite, s'il en était besoin. Ces compagnies furent placées en face de la Corrédera; et deux postes avancés, à l'extrémité des deux rues, devaient couvrir l'arrière-garde. A peine ces dispositions étaient-elles exécutées, que plusieurs coups de fusil se firent entendre. Riego, empressé d'en connaître la cause, laissa le commandement du bataillon à son lieutenant; traversa rapidement les rues avec ses sapeurs; et arriva devant la maison occupée par le comte

de Calderon, au moment où celui-ci, après s'être long-temps refusé à ouvrir sa porte, malgré les vives instances de Bustillos, venait enfin de se décider à se rendre : ce qu'il fit avec sang-froid et dignité. On apprit aussi quelle était la cause des coups de fusil qui avaient été entendus : il paraît qu'alarmé d'un mouvement qu'il croyait avoir remarqué de la part de la garde du général en chef, le lieutenant de grenadiers D. Miguel Pérez avait ordonné de faire feu. Cette erreur, qui pouvait avoir les suites les plus graves, coûta la vie à deux soldats des guides, attachés à la garde du général en chef. Les autres arrestations ordonnées, s'exécutèrent avec la même précision ; et tous les prisonniers ayant été réunis dans la maison du comte de Calderon, furent conduits à la métairie du Péral, les uns en voiture, les autres à pied, sous l'escorte de la 5e. compagnie de chasseurs des Asturies. Cependant le bataillon de Séville, si long-temps attendu à Arcos, était arrivé à l'heure indiquée au château de Fain ; mais, par une de ces erreurs, si ordinaires dans les momens de trouble, il ne put entrer que lorsque les arrestations eurent été faites. Les deux corps (1) témoignèrent une

(1) Asturies et Séville.

vive joie en se voyant réunis. Après avoir été proclamé commandant général, Riego nomma chef de son état-major le lieutenant colonel Don Fernando de Miranda. On songea ensuite à donner du repos aux troupes, sans exposer leur sûreté, car le bataillon des guides qui, ainsi qu'on vient de le voir, se trouvait au quartier général, ne s'était pas encore entièrement prononcé, ce qui rendait indispensables une surveillance plus attentive et de plus grandes précautions. Toutes ces choses ayant été réglées de la manière la plus convenable, on se hâta d'en instruire le général Quiroga, dont la présence et le concours allaient devenir si nécessaires à la suite des opérations.

Il y avait dans le bataillon des guides, comme dans tous les corps de l'armée, un grand nombre de braves qui, n'ignorant pas que leurs premiers devoirs étaient envers la patrie, mais n'ayant pas été encore en position de se prononcer hautement, avaient cependant servi la cause de la liberté avec autant de zèle que de succès, en préparant l'esprit des soldats aux grands événemens qui venaient de s'accomplir : tels étaient les officiers Pinto, Valle, Solana, Corral, Combe, et un grand nombre d'autres qui contribuèrent puissamment à décider leurs

camarades et leurs soldats à réunir leurs drapeaux à ceux des Asturies et de Séville. Ce fut par leurs soins que le bataillon des guides s'étant formé sur la place, dans la matinée du 2 janvier, donna son adhésion à la conduite des deux autres bataillons, auxquels on annonçait alors que ceux d'Espagne et de la Couronne venaient aussi de se joindre, sans toutefois que rien confirmât encore cette heureuse nouvelle.

Ainsi donc, c'était seulement avec trois bataillons, dont l'un n'offrait d'autre garantie de sa fidélité qu'une adhésion récente et peut-être équivoque, que Riego, maître du quartier général ennemi, mais entouré d'une armée de 12000 hommes, prenait l'héroïque et inébranlable résolution de rendre la liberté à son pays! Sans doute le vœu de l'Espagne, toute entière, le soutenait dans cette sublime entreprise; sans doute l'immense majorité des officiers de l'armée expéditionnaire partageait ses sentimens; mais combien n'était-il pas à craindre, qu'accoutumés à une discipline rigoureuse, et cédant à l'habitude de l'obéissance, les soldats n'écoutassent la voix des chefs que leur avait donnés le despotisme, de préférence à celle de la patrie! Placé entre la mort ou le triomphe, aucune de ces considérations n'arrêta Riego, dont tous les

pas etaient marqués par l'établissement des autorités constitutionnelles. Il se fit remettre par l'intendant de l'armée, Don Domingo de Torres, une somme de 11,000 duros, la seule qui fût alors en caisse pour subvenir aux besoins d'une armée de 12,000 hommes. Le reste de la journée fut employé à faire connaître aux corps, déjà compromis, les motifs de la révolution qui venait de s'opérer, et à les convaincre que leur salut dépendait d'un attachement inviolable à leurs nouveaux sermens. Cependant il était nuit, et l'on n'avait encore au quartier général aucune nouvelle du mouvement qui avait dû être exécuté sur le pont Suazo, par les bataillons d'Espagne et de la Couronne, commandés par le général Quiroga. Dans l'attente de ces nouvelles, Riego ordonna au lieutenant Don Antonio Miro, accompagné du capitaine de Séville Don Francisco Osorio, du lieutenant du même Don Ignacio Sylva, et de l'adjudant Don Baltazar Valcarcel, d'aller au-devant de ces bataillons, à la tête d'un détachement des Asturies, de Séville et des guides, afin que la présence et l'union de ces trois corps attestassent, mieux que ne pourraient le faire tous les discours, la vérité de ce qui venait de se passer.

Tant d'agitation d'esprit et de fatigues, ren-

daient lente et difficile la convalescence de Riego; néanmoins, ayant été instruit par quelques officiers du 2e. bataillon d'Aragon, en ce moment à Bornos, des dispositions favorables de ce corps; et l'un de ses capitaines (Don Félix Zuasnabar, qui s'était déjà rendu à Arcos avec sa compagnie) ayant confirmé au général que sa présence suffirait pour entraîner le bataillon tout entier, Riego, toujours infatigable, sortit le jour suivant, 3 janvier, à trois heures du matin, avec un détachement de 300 hommes, afin d'achever de décider le bataillon à se prononcer pour la cause nationale. Il arriva à la pointe du jour, à peu de distance de Bornos; plaça sur la hauteur qui domine le village une avant-garde déployée en bataillon; et distribua le reste de sa troupe dans des postes d'où l'on pourrait s'opposer plus facilement à quelque attaque inattendue. Toutefois, ne pouvant résister à son impatience naturelle, il s'avança jusqu'au village, suivi seulement d'un chasseur des Asturies et de deux ordonnances de cavalerie. Aussitôt le commandant du bataillon d'Aragon, Don Juan Llanos, accompagné de son lieutenant Valledor, se présenta à lui. Riego les reçut avec considération et bienveillance, et accorda au commandant, qui témoignait dé-

sirer de ne pas se mettre à la tête de son bataillon, afin de n'être obligé de se prononcer ni pour ni contre ce qui allait se passer, la permission de rester à Arcos. Les officiers Valledor, Alonzo, Arrevillaga, Mogrobejo, Sanchez, Zuasnabar, Sorrazabal, et quelques autres, se rendirent de leur côté dans cette ville, et parvinrent à disposer si favorablement la troupe, que, dès le lendemain matin, le bataillon, unanimement déclaré en faveur de la cause nationale, sortit de ses logemens au bruit de la générale, en témoignant un enthousiasme inexprimable; ce qui ne contribua pas faiblement à augmenter la joie causée par cet heureux événement, c'est que, la nuit même qui l'avait précédé, une somme de 16,000 duros, envoyée par le ministère de la guerre, était entrée dans les coffres de l'armée. Dans l'ivresse d'un pareil succès, Riego s'empressa d'en faire part à son chef d'état major, don Fernando de Miranda, lequel ordonna, sur-le-champ, toutes les dispositions nécessaires pour faire faire une réception brillante à son général, par tous les corps, formés en bataille dans les rues de la Corredera. L'entrée de Riego eut lieu au milieu des acclamations universelles, et tous les cœurs s'ouvraient à l'espérance, en voyant réunis

quatre des meilleurs corps de l'armée, sous les ordres d'un chef si franchement dévoué à la liberté et à la gloire de la patrie.

Pendant qu'au quartier général tout semblait prendre une tournure aussi favorable, et que, dans la ville d'Arcos, les autorités civiles et militaires, les officiers isolés de l'armée, et les employés des finances, prêtaient serment à la Constitution, on éprouvait une vive inquiétude de ne recevoir aucune nouvelle du mouvement des bataillons d'Espagne et de la Couronne. Ces deux corps, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, se trouvaient à Médina et Alcala de los Gazulès, et devaient faire leur mouvement dans la nuit du 1er janvier, sous les ordres du général Quiroga, lequel, encore prisonnier au couvent de San-Domingo, était cependant assuré d'être libre au moment où il voudrait l'être. L'extrême gonflement des rivières avait forcé de suspendre toute tentative pour les traverser, et de remettre cette opération jusqu'à la moitié du jour suivant. Le bataillon d'Espagne, qui se trouvait en cantonnement à Alcala, sortit alors pour prendre position à une demi-lieue de la ville; et le général Quiroga, devenu libre, fut reçu sous les drapeaux avec les plus vives démonstrations de joie. Aussitôt, ainsi qu'on en était

convenu, il fut proclamé Général en chef, et se dirigea sur Médina, où l'attendait le bataillon de la Couronne, pour se réunir à lui. Les deux corps ne perdirent pas un instant pour se porter sur le pont de Suazo; mais les pluies considérables des jours précédens avaient rendu les routes tellement impraticables, que les soldats s'enfonçaient dans la boue jusqu'au genou, perdaient leurs souliers, et avançaient à peine, au milieu de la confusion et du désordre presque toujours inséparables des expéditions nocturnes. Enfin, au lieu d'arriver à Suazo le 3, à la pointe du jour, afin de n'être pas aperçue, la troupe ne put, après les plus grands efforts, y arriver qu'à neuf heures. Par une contrariété nouvelle, quelques renforts des guides, et d'autres corps qui attendaient sur la route le général Quiroga, pour se mettre sous ses ordres, changèrent d'idée en ne le voyant point arriver; la situation du général devenait ainsi de plus en plus critique; il se crut découvert; s'il l'eût été, rien ne pouvait le sauver. L'imprévoyance et la négligence des autorités et des chefs de San-Fernando, dont aucun n'était à son poste, écartèrent de lui ce nouveau danger.

Le capitaine du bataillon de la Couronne, Don Michel Badenas, s'avança avec les compa-

gnies des grenadiers de son corps, désarma le poste avancé de Portazgo, qui formait le cordon de santé, et arriva, sans s'arrêter, au pont Suazo, dont il emporta en un moment la position. Le bataillon de la Couronne suivit de près celui d'Espagne, et tous deux marchèrent, réunis, sur la ville de San-Fernando, dont ils se rendirent maîtres. Quiroga fit arrêter, sur-le-champ, M. de Cisneros, ministre de la marine, alors en commission à l'île de Léon (1), et occuper les postes de Torre-Gorda et de la métairie del Orio; mais comme, après une marche de nuit si fatigante, il était impossible d'aller plus avant, il résolut de donner quelques instans de repos à ses soldats; d'ailleurs, ce général se croyait certain que Cadix s'empresserait de lui ouvrir ses portes à l'instant où l'on y apprendrait que San-Fernando était en son pouvoir.

Cependant le temps pressait, et personne ne venait de Cadix. La force des deux bataillons était alors, en tout, de 1300 hommes, et il est à remarquer que celui de la Couronne se composait presque tout entier de recrues. On n'avait guère plus de confiance dans le dépôt du ba-

(1) Le lecteur a remarqué, sans doute, dès le commencement de cet ouvrage, que San-Fernando et l'île de Léon sont les deux noms d'une même ville.

taillon de San-Fernando, qui était de 400 hommes. Si l'on eût voulu occuper tous les postes importans, il eût fallu beaucoup de monde pour les défendre ; ainsi les circonstances ne permettaient pas à Quiroga, quoiqu'il fut maître de la position de San-Fernando (qui n'était pas même fort avantageuse), de marcher à main armée sur Cadix, malgré les nombreuses intelligences qu'il avait dans cette place.

Dans une telle incertitude, et à l'approche de la nuit, le général, instruit qu'il n'y avait dans la Cortadura ni troupes ni artillerie en état de faire feu, chargea le capitaine de la Couronne, Don José Rodriguez, qui ne connaissait pas le terrain et n'avait point de guides, de s'approcher de cette position ; mais cet officier ayant été reçu par une assez vive fusillade qui lui tua trois hommes, fut contraint de rétrograder. Cette circonstance malheureuse ne permit plus au général Quiroga de douter que Cadix n'eût été mis en état de défense, et lui prouva que les amis de la liberté, sur l'assistance desquels il avait compté, n'étaient pas assez forts pour lui en ouvrir les portes. Cependant le courage des défenseurs de la patrie semblait s'accroître avec les difficultés, et se

montrait supérieur à tous les obstacles. Le bataillon de Soria était fort affaibli; les officiers sur lesquels on comptait le plus avaient succombé à la violence de l'épidémie; les chefs n'étaient pas sûrs; les intérêts étaient changés. Le projet de Quiroga ayant échoué, le général Campana, qui commandait à Cadix, profita de l'incertitude et de l'instant de découragement qui s'était emparé des esprits, pour porter ses troupes à la Cortadura. Il éleva à trois piécettes par jour (1) la solde de la milice urbaine; et réussit, à force d'activité, d'espionnage et de rigueur, à comprimer les efforts des amis de la patrie, qui ne servaient pas la liberté, dans l'intérieur, avec moins de zèle, d'énergie et de persévérance, que ne le faisaient, au dehors, les chefs militaires.

Inquiet de ne point voir paraître Quiroga, Riego se décida, dans la matinée du 3, à se porter au-devant de ce général, avec les quatre bataillons des Asturies, de Séville, des guides et d'Aragon. Il se dirigea, en conséquence, vers Médina et Alcala de Los-Gazules; son intention était de réunir ses forces aux corps d'Espagne et de la Couronne, dans le cas où

(1) Trois francs, monnaie de France.

quelque circonstance imprévue n'eût pas permis à ceux-ci de se mettre en mouvement. Un autre motif, d'un grand intérêt, le déterminait à prendre cette résolution ; le bataillon du Prince, qui se trouvait à Ximena, et celui d'Amérique, alors à Bejer, étaient déjà compromis; il s'agissait d'achever de les entraîner. Toutefois, les officiers ayant reconnu l'impossibilité de traverser la rivière Majaceite, devenue très-forte par les pluies, firent observer qu'il serait à la fois plus sûr et plus avantageux de se diriger sur Xérès, afin d'intercepter le courrier de Cadix à Madrid, ce qui, dans la situation présente des choses, pouvait donner d'excellentes lumières, et offrait des avantages bien plus positifs que l'acquisition de deux bataillons, qui ne pouvaient manquer de suivre en peu de temps l'impulsion qui venait d'être donnée. Riego se rendit à la justesse de ces observations, changea l'ordre, et suspendit la sortie jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

C'est alors qu'on apprit ce qui s'était passé à San-Fernando; et, sur-le-champ, Riego, après avoir dépêché à Quiroga son adjudant Don Santiago Perez, pour lui donner connaissance de sa marche, partit lui-même à la tête de ses bataillons pour se rendre à Xérès. Les généraux

prisonniers suivaient à cheval, les routes étant tellement dégradées qu'il était impossible de les conduire en voiture; du reste on mit une attention particulière à leur rendre tous les égards, à leur prodiguer tous les soins que commandaient le rang qu'ils avaient occupé, et surtout leur situation actuelle. Les troupes firent halte dans la métairie de la Pegnuela, après quoi elles continuèrent leur marche pour Xérès, où elles arrivèrent le 5 janvier, à huit heures du matin, proclamant partout, sur leur passage, CONSTITUTION ET LIBERTÉ.

La nombreuse population de Xérès, accoutumée, comme toute l'Espagne, à la souffrance et à la servitude, témoignait un étonnement profond de l'audace de ses libérateurs. Ce qui se passait était même tellement éloigné de toutes les probabilités, de toutes les conjectures, qu'il semblait à chacun que ce fût un rêve; et, dans la crainte de la vengeance des capitaines généraux et des cachots de l'inquisition, on n'osait encore expliquer ses vœux qu'en secret, et par l'expression de satisfaction et d'espoir qui brillait sur tous les visages. Un habitant de Xérès fut néanmoins plus hardi que ses concitoyens : Don Manuel-Rafael-Pol de Quimbert, n'écoutant que son ardent patrio-

tisme, et sans calculer les suites d'une démarche qui devait le perdre si la cause de la liberté venait à succomber, déclara hautement son attachement à la Constitution, et montrant à Riego un exemplaire de cet acte solemnel : « Je l'ai gardé six ans enterré, s'écria-t-il, pour le rendre à la lumière dans ce jour de gloire, si ardemment désiré par tous les amis de la patrie. »

En arrivant à Xérès, Riego avait donné l'ordre de s'assurer de la personne du général Sarsfield; mais celui-ci, effrayé du sort réservé à tous les traîtres, avait disparu dès la nuit précédente. Après avoir fait faire halte à sa troupe sur la place de l'arsénal, le commandant se rendit lui-même au télégraphe, pour annoncer au gouverneur de Cadix l'arrivée de la division, et lui intimer l'ordre de rendre la place, le déclarant responsable de tous les événemens auxquels sa résistance pourrait donner lieu. Il alla ensuite à l'hôtel de ville, et nomma des alcades constitutionnels provisoires, lesquels, après avoir prêté serment dans les mains du chef de l'état major, reçurent l'ordre de faire, dès le lendemain, promulguer solennellement la constitution. L'après-midi du même jour, le lieutenant du bataillon de la Couronne

apporta à Riego des nouvelles de Quiroga. Enfin, à quatre heures on se remit en route, aux acclamations du peuple qui, revenu de sa première surprise, faisait entendre d'unanimes vœux pour les succès de l'armée. Quoique de toutes parts l'esprit public éclatât avec enthousiasme en faveur de la paisible révolution qui s'opérait, on jugea convenable néanmoins, pour éloigner jusqu'aux moindres prétextes de troubles, de ne pas faire traverser la ville aux généraux prisonniers, et de diriger leur marche en dehors, sous l'escorte des compagnies de chasseurs des Asturies et de Séville, commandés par le capitaine don Roque de Arismendi, lequel attendait, à un quart de lieue, le reste de la division, qui n'arriva à Puerto Santa-Maria que fort tard et excédée de fatigue.

La troupe venait d'être casernée, et le commandant général, avec son état major, s'était retiré pour prendre quelque repos, lorsqu'entre une et deux heures du matin, on vit paraître tout à coup O-Daly, Arco-Aguero, Labra, les deux frères San-Miguel, et Marin, échappés cette nuit même, après six mois de détention, du château de San-Sébastiano. Leur fuite avait été favorisée par un excellent citoyen de Cadix, nommé Don José Diaz Im-

brecht, qui avait mis un bâtiment à leur disposition; et par le capitaine Don Rafael Montès, commandant le détachement chargé de leur garde, lequel, par l'effet du dévouement le plus rare, avait voulu éclairer lui-même leur fuite, et s'exposer, avec eux, à toutes les chances de danger qu'elle présentait. Débarqués à une heure après minuit, dans la baie de Santa-Catalina, sans savoir si la garnison de la ville était amie ou ennemie, la nécessité de prendre un parti les avait décidés à marcher en avant, quel que fût le péril attaché à cette détermination. Le premier poste avancé qu'ils rencontrèrent éclaircit leurs doutes, et mit un terme à leurs cruelles incertitudes; à peine eurent-ils appris l'arrivée de Riego, suivi de ses fidèles bataillons, qu'ils volèrent à son logement.

Nous tenterions inutilement de peindre ici l'ivresse qui remplit toutes les âmes au moment d'une réunion si peu espérée: au milieu de circonstances si glorieuses pour la patrie: lorsque tout présageait que son affranchissement était inévitable et prochain: et sur la place même où, six mois auparavant, une fatalité cruelle avait renversé les généreux projets conçus pour la sauver. Que de questions aussitôt interrompues que commencées! que de protesta-

tions de réunir tous leurs efforts, de tout sacrifier pour la liberté ! On ne cessait de s'embrasser que pour s'embrasser encore ; des larmes de joie coulaient de tous les yeux ! Pas un mot, pas un sentiment de vengeance ! L'avenir le plus consolant s'offrait à tous les regards ; il n'y avait, dans toutes les âmes, de place que pour le bonheur, pour l'espérance, pour la patrie !

Au point du jour, les San-Miguel et Don Ramon de Labra furent réinstallés dans leurs emplois. A dix heures, la division se réunit au camp de la Vittoria ; là, de solennelles actions de grâces et les vœux les plus ardens pour l'indépendance, la liberté et la prospérité de l'Espagne, furent adressés au Tout-Puissant, dont le nom, prostitué jusque-là par des ministres sanguinaires et de sacriléges inquisiteurs à tous les excès de la tyrannie et de la superstition, n'était invoqué maintenant que par des hommes libres.

A la suite de cet acte religieux, le Commandant général se rendit à l'hôtel de ville, où l'on procéda à l'élection provisoire et au serment des alcades constitutionnels. Un peuple immense, pénétré de respect, et constamment

uni à tous les sentimens de l'armée, assistait à cet imposant spectacle.

A quatre heures de l'après-midi, la division se mit en marche pour se rendre à San-Fernando; mais la pluie, qui tombait par torrens, obligea la plus grande partie des officiers et des soldats à s'arrêter à Puerto-Reale, pour y passer la nuit. Néanmoins, Riego, suivi de son état major, et toujours accompagné des généraux prisonniers, poursuivit sa route jusqu'à San-Fernando.

Le 7 au matin, le reste de la division, qui n'avait point été inquiété par le feu de la Caracca, arriva, par petits détachemens, à l'île de Léon, après avoir perdu toutefois pendant la nuit, par la désertion, un nombre assez considérable de soldats, dont la plupart appartenaient au corps des Guides.

Les bataillons rassemblés sur la place de la ville de San-Fernando, et qui manifestaient tous la joie la plus vive et le patriotisme le plus ardent, étaient au nombre de sept : 1°. les Asturies; 2°. Séville; 3°. Espagne; 4°. la Couronne; 5°. second d'Aragon; 6°. Guides; 7°. le bataillon du dépôt, qui, s'étant enfin décidé à se réunir aux premiers, avait pris le nom de *Vétérans Nationaux*. Cette pe-

tite armée n'avait ni cavalerie, ni artillerie.

Dans la nuit du 7, les principaux chefs de l'insurrection se réunirent chez Quiroga, pour régler définitivement le plan d'après lequel on devait agir, et organiser l'état major général. D. Antonio Quiroga fut, de nouveau, reconnu pour général en chef; D. Rafael del Riego fut élu commandant général des troupes existantes, qui devaient former la première division; laissant pour la seconde les bataillons, déjà compromis, qu'on attendait d'un moment à l'autre. Le colonel D. Felipe de Arco-Aguero fut nommé chef de l'état major général, et le commandant en second du bataillon des Asturies, D. Évarista San-Miguel, second chef de l'état major. Le commandant en second de Soria, D. Fernando de Miranda, fut maintenu dans le grade de chef d'état major de la première division, sous les ordres de Riego.

Des sept bataillons ou première division, se formèrent deux brigades; la première, composée des bataillons des Asturies, de la Couronne, des Guides et des Vétérans Nationaux, ayant pour chef D. Santos San-Miguel, premier commandant des Asturies, et pour chef d'état major le lieutenant d'artillerie D. Manuel Bustillos; la seconde, composée des ba-

taillons de Séville, Espagne et Aragon, commandée par le lieutenant colonel D. Geronimo Valle, lequel reçut pour chef de son état major le capitaine D. Andrèz Bazan.

Il devenait indispensable de remplir les places vacantes dans les bataillons, surtout celles des commandans. On y parvint de la manière suivante : Dans le bataillon des Asturies, D. Santos San-Miguel, qui conserva le commandement particulier de ce bataillon, quoique élu commandant de la brigade, et D. Anselmo Inunigarro; dans celui de Séville, D. Antonio Muniz et D. François Osorio; dans celui d'Espagne, D. Fernando Argaïz et D. Manuel Fonfreda; dans celui de la Couronne, D. José Rodrigues Vera et D. Mariano Chavès; dans celui d'Aragon, D. Lorenzo Garcia et D. Francisco Sabater; dans celui des Guidès, D. Ramon Labra et D. Roque de Arismendi; enfin, dans les Vétérans Nationaux, D. Francisco Valdès et et D. Pablo Vives.

Le 8, on promulgua solennellement la Constitution; et une lettre adressée au roi, en forme de manifeste, sous la date du 7 janvier 1820, contenant les motifs qui avaient fait prendre à l'armée la généreuse résolution de ne déposer les armes qu'après avoir obtenu le réta-

blissement du code politique solennellement juré, sept ans auparavant, par la nation, fut rendue publique. Cette lettre, signée du général en chef Quiroga, est également remarquable par son énergie, sa dignité, sa modération, et l'excellence des principes qu'elle proclame (1).

Ces premiers soins remplis, on nomma les autorités constituées; et, conformément à la loi, on établit la pierre constitutionnelle sur la place publique. Dès le matin, les rues étaient remplies d'un peuple immense. L'espérance et le bonheur brillaient sur tous les visages; citoyens et militaires, tous étaient confondus; tous s'applaudissaient également de voir renaître les jours de gloire de l'Espagne, et contemplaient avec ravissement le spectacle auguste et consolant qui leur en promettait le retour.

Peu de jours après parut la déclaration de l'Armée (2); cette pièce acheva de faire connaître à l'Espagne combien les intentions des chefs de cette armée étaient étrangères à toute ambition personnelle. Dès lors, tous les voeux, jusque là incertains et divisés, se réunirent en sa faveur, et elle devint l'objet

(1) Voyez pièces justificatives.

(2) Voyez pièces justificatives.

de toutes les espérances et de toutes les conversations, à l'instant même où le gouvernement, par une suite de l'absurde système de conduite qu'il avait embrassé, s'obstinait à garder le silence le plus profond sur les grands événemens qui occupaient alors tous les esprits.

On a déjà remarqué que la situation de la ville de San-Fernando, sans être une position militaire de premier ordre, suffisait cependant pour mettre les troupes nationales à l'abri d'un coup de main. Elle avait, en outre, l'avantage de procurer tous les vivres et toutes les munitions nécessaires; enfin, on pouvait y instruire commodément les recrues qui arrivaient de toutes parts. On observait aussi, avec une vive satisfaction, que le caractère moral des soldats se fortifiait par l'espérance de voir bientôt Cadix ouvrir ses portes à l'armée nationale.

Toutefois, les obstacles qui s'opposaient à cet heureux événement semblaient devenir tous les jours plus difficiles à surmonter. Le gouverneur de la ville et le général Campana, dont le nom est devenu à jamais exécrable depuis les massacres du 9 mars 1820, redoublaient de vigilance et de rigueur. La garde urbaine semblait faire cause commune avec les agens de la tyrannie; et le corps de la marine, qui, certes,

n'avait aucun motif d'aimer le système oppressif qui le ruinait, se montrait l'un des plus empressés à le défendre. En peu de temps, la Cortadura fut couverte d'hommes et de canons. De tous les dépôts qui se trouvaient à Cadix, l'on forma un bataillon qui prit le nom de *Loyaux de Ferdinand VII*. La police multiplia ses agens et redoubla de surveillance ; en un mot, tout espoir de succès fut encore une fois perdu pour les amis de la patrie.

Dans ces conjonctures malheureuses, les bataillons d'infanterie reçurent l'ordre de s'éloigner de la position de l'île, et l'on apprit en même temps que le général D. José O'Donnel, capitaine général d'Algesiras, et frère du comte de l'Abisbal, venait de sortir de cette ville, réunissant à lui le bataillon du Prince, et publiant contre les troupes de l'insurrection une proclamation véhémente. D'un autre côté, le général Freyre, qui avait refusé autrefois le commandement de l'armée royale, venait maintenant de l'accepter. Tout prenait donc, à l'égard des défenseurs de la cause nationale, un aspect hostile et menaçant. Circonscrite dans l'étroite enceinte de l'île de Léon, la révolution restait stationnaire. Il était d'autant plus à craindre que, trompés dans

l'espérance qui leur avait été si souvent donnée de voir le mouvement insurrectionnel s'étendre rapidement sur tous les points de la péninsule, les soldats ne perdissent courage et n'abandonnassent les drapeaux de la liberté, que les proclamations, publiées à Cadix, leur promettaient le pardon, en leur présentant leurs chefs comme des factieux. A ces justes motifs d'alarme, s'en réunissaient d'autres qui n'étaient pas moins fondés; les soldats avaient éprouvé de grandes fatigues; presque toutes leurs marches s'étaient exécutées pendant des pluies continuelles, et sur des routes presque impraticables; les casernes étaient incommodes et en fort mauvais état. Néanmoins, loin qu'aucune de ces craintes se réalisât, jamais les soldats n'avaient paru plus résignés, plus fermes dans leurs résolutions, plus dévoués à leurs chefs, plus inébranlables dans la volonté de sacrifier leurs jours au triomphe de la liberté, à la gloire et au bonheur de la patrie.

Le 9 au soir, on reçut la nouvelle que l'escadron et la brigade d'artillerie, avec le bataillon léger des Canaries, venaient de Fuentes et d'Ossuna, dans le dessein de se joindre à l'armée nationale. Le général en chef Quiroga décida que le commandant général Riego ferait une

sortie, dans le but de protéger leur entrée à San-Fernando : ce qui fut exécuté à la pointe du jour du 10, avec une colonne de 1200 hommes, composée du bataillon de la Couronne, tout entier, et de diverses compagnies des Asturies, de Séville et d'Aragon. A la nouvelle de la marche de Riego sur Puerto Santa-Maria, la cavalerie qui se trouvait dans la ville prit la fuite, et fut poursuivie par les tirailleurs, fort au delà du Palmar, après l'échange de quelques coups de fusil. Sur le pont de Santi-Pétri, un intrépide chasseur du bataillon de Séville, nommé Navarro, d'un patriotisme et d'un courage également exaltés, s'étant présenté à l'ennemi en qualité de parlementaire, en fut très-maltraité; cet acte de dévouement fut récompensé par le grade de sergent.

L'enthousiasme que manifestèrent les habitans de Puerto Santa-Maria, délivrés de leurs premières terreurs, est impossible à concevoir. Ils s'abandonnaient à une joie qui tenait du délire, et se précipitaient sur Riego, pour lui arracher des mains les proclamations qu'il distribuait. Lui-même leur parlait avec une vive émotion, et ses discours étaient écoutés avec un puissant intérêt. De toutes parts on n'entendait que des vœux pour que l'Espagne, tout

entière, se décidât pour la cause de la patrie.

Le commandant général, après avoir joui avec délices d'une scène aussi touchante, ordonna que des rafraîchissemens fussent distribués aux troupes, et disposa sa retraite sur Puerto-Réale, sans que l'ennemi parût vouloir y apporter aucun obstacle.

Le 12 janvier, la Constitution fut promulguée à Puerto Santa-Maria; et dans la même nuit, le général Quiroga transmit au commandant Riego l'ordre de marcher sur Medina et Alcala, où le commandant général du camp de San-Roque, dont il a été déjà question, se trouvait alors avec quelque cavalerie, distribuant des libelles et des proclamations contre les troupes armées pour la liberté. Riego partit dès le lendemain matin, aux cris de joie et aux applaudissemens des habitans, qui, mêlés dans les rangs des soldats, confondaient avec eux leurs vœux, leurs transports et leurs acclamations.

Arrivé à Medina, toutes les autorités civiles et militaires s'empressèrent de préparer des logemens à leurs libérateurs; et, en peu d'instans, deux couvens furent disposés pour recevoir les officiers et la troupe.

Forcé de séjourner à Medina le 14, par les pluies abondantes qui avaient rendu impossi-

ble le passage des ruisseaux, et dégradé les routes, Riego avait donné, à minuit, l'ordre à son aide de camp D. Baltazar Valcarcel, de se diriger, avec les compagnies de grenadiers et la 5e. des Asturies, sur Vejer, où se trouvait le bataillon d'Amérique, pour y remettre au commandant de ce corps, une lettre par laquelle il l'engageait à se joindre à la colonne; mais un ordre du général en chef, reçu à sept heures du matin, changea les projets du commandant général, lequel ordonna sur le champ à Valcarcel de contremander les dispositions déjà faites, et de se diriger sur San-Fernando. Voici les motifs de l'ordre de Quiroga :

L'escadron d'artillerie et le bataillon léger des Canaries, qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, venaient se réunir aux troupes de l'île, avaient fait leur entrée, le 10, à San-Fernando, sept heures après que le général Riego était sorti de cette ville. L'arrivée de ces corps qui, quoique exténués de fatigue et diminués par les désertions, témoignaient un dévouement sincère et donnaient l'espoir de nouvelles acquisitions, excita des transports de joie. L'escadron d'artillerie était réduit à environ cent hommes à cheval, sans pièces, mais il avait à sa tête son digne commandant Lopès Bagnos, qui répon-

dait de sa bravoure et de sa résolution. Le bataillon des Canaries, fort d'un peu plus de cent vingt hommes, était sous les ordres de son commandant en second D. Francisco Bermudo. Le plus grand nombre des officiers de la brigade à pied, avec le reste de la troupe, entrèrent aussi le même jour dans la ville.

Le général en chef Quiroga, et la plupart des officiers des troupes nationales, connaissant bien tous les dangers de leur situation, désiraient vivement que la marche des affaires prît un caractère plus décidé. Les nouvelles qui arrivaient de l'armée royale étaient de nature à inspirer les plus justes alarmes. On apprenait que les préparatifs de défense y redoublaient de jour en jour; et quoique les dispositions des troupes nationales parussent de plus en plus favorables au succès de la cause, les Chefs, qui ne se faisaient aucune illusion sur l'instabilité naturelle des affections humaines et qui n'ignoraient pas combien cette instabilité est plus à craindre parmi les soldats, dont les plus généreux sentimens peuvent être si facilement égarés, ne voyaient pas sans inquiétude qu'il se passait peu de jours où l'on ne trouvât affiché sur les murs de la ville, quelque exemplaire des proclamations perfides répandues

avec profusion par les généraux de Cadix. Peu satisfaits de l'emploi des moyens politiques et militaires, le ministère et les agens de la tyrannie résolurent d'essayer l'usage des armes spirituelles; et, sans examiner jusqu'à quel point ils allaient avilir le caractère épiscopal, en le rendant l'instrument des viles intrigues qu'ils prétendaient opposer à l'accomplissement du vœu le plus cher de l'Espagne, ils réussirent à déterminer l'évêque de Cadix à publier, contre l'armée nationale et ses nobles desseins, une pastorale remplie de sophismes, d'injures, de mensonges, et tout-à-fait indigne d'un ministre des autels.

Cependant la nécessité de se rendre maître de la Caracca avait été reconnue par les chefs de l'armée nationale. Il était évident que tant que cette forte position resterait au pouvoir de l'ennemi, le flanc de l'armée serait à découvert, et que toute communication serait impossible entre Puerto-Réale et San-Fernando. Le général Quiroga et les autres chefs, membres de la junte militaire (1), décidèrent en consé-

(1) Cette junte était ainsi composée : Le général en chef Quiroga; le commandant général Riego; les chefs O'Daly, Arco-Aguero, Lopez-Bagnos, et D. Évarista San-Miguel; ce dernier remplissant aussi les fonctions

quence, une attaque de nuit sur la Caracca, dont on ne pouvait espérer de s'emparer que par un mouvement rapide et imprévu. Le lieutenant de frégate D. Francisco Guiral, second adjudant major de l'armée nationale, homme actif, laborieux, infatigable, reçut l'ordre de disposer les chaloupes, et de faire tous les préparatifs nécessaires pour cette expédition, qui devait partir du pont de Suazo.

Le 12, à neuf heures du soir, l'on rassembla secrètement, au quartier de *Pabellones*, 400 hommes, pris dans les bataillons des Guides, des Asturies et d'Aragon. On jugea ce petit nombre suffisant pour assurer le succès de l'entreprise, et on leur donna pour chef le premier commandant d'Aragon, D. Lorenzo Garcia. Ils commencèrent à défiler à dix heures, dans un profond silence, et arrivèrent au pont de Suazo, où les attendait le géneral Quiroga. Celui-ci, après les avoir harangués quelques instans, leur fit donner de l'eau-de-vie; à onze heures du soir, ils s'embarquèrent sur les chaloupes préparées à cet effet, et se dirigèrent vers la Caracca. Cette entreprise était

---

de secrétaire. Quelques jours après, un grand nombre de citoyens, choisis parmi les habitans de la ville et ceux qui arrivaient de Gibraltar, en furent élus membres.

aussi importante que difficile ; mais un seul hasard heureux et l'obscurité de la nuit pouvaient en assurer le succès. L'un et l'autre se réunirent en faveur de la petite armée, et les Vétérans arrivèrent à la Caracca, sans avoir été aperçus des batteries qui les auraient facilement exterminés. Cependant un seul canonnier les ayant distingués dans l'obscurité, poussa des cris qui répandirent bientôt l'alarme. Les troupes de l'intérieur se rassemblèrent aussitôt pour se former, mais avec une confusion et un désordre faciles à imaginer. Le brave capitaine Combé, qui commandait les grenadiers des Guides, profita avec intrépidité de ce moment de tumulte, pour s'avancer le sabre à la main. Suivi des siens, il vole, il se précipite dans le fort, embrasse l'officier qui mettait ses soldats en bataille, et, en quelques instans, quatre cents hommes se rendent maîtres de l'arsenal de la Caracca.

Le général en chef et ceux des officiers supérieurs qu'on avait mis dans le secret de l'expédition, et qui étaient demeurés à San-Fernando, attendaient avec une vive inquiétude le résultat de l'attaque. Sept coups de canon étaient le signal qui devait en apprendre le succès. Une heure et demie après le départ de la petite division, des cris de joie se font entendre, et

annoncent que le fort est rendu. Une demi-heure s'écoule encore, et sept coups de canon viennent confirmer cette heureuse nouvelle. Par cette conquête, la garnison de la Caracca, composée de quatre cents hommes, dont cent vingt du bataillon de Soria; même nombre à peu près du régiment de Valençay; le reste du corps des Loyaux qu'on venait de former à Cadix; le vaisseau de la marine royale le *San-Juliano*, de 74; quelques chaloupes canonnières et quatre cents hommes qui les montaient, tombèrent au pouvoir de l'armée nationale. Le lendemain 13, ces troupes furent transportées à l'île de Léon. Le bataillon d'Espagne fut désigné pour former la garnison de la Caracca.

Le succès dont venait d'être couronnée cette attaque hardie, acheva de convaincre qu'il fallait imposer à l'ennemi par beaucoup d'audace. Les chefs de la junte résolurent donc de tenter sur la Cortadura une attaque de nuit, par surprise, et tout-à-fait semblable à celle qui venait de mettre Caracca au pouvoir des soldats de la liberté. Toutefois, cette seconde entreprise leur parut trop grave pour rien décider avant l'arrivée du commandant général Riego, qui, ainsi qu'on l'a déjà vu, venait d'être rappelé par le général Quiroga, et revenait de

San-Fernando, avec ses troupes; car lui seul était jugé capable d'exécuter un projet de cette importance.

Ce commandant reçut donc, en conséquence, du général en chef, l'ordre de se diriger sur l'île, où il arriva dans la nuit du 14, après une marche pénible sur des routes détrempées par la pluie qui ne cessait de tomber depuis dix-huit jours, et à travers des ruisseaux tellement grossis, que les soldats avaient de l'eau jusqu'au genou. Les souliers de la plupart de ces braves étaient restés dans la boue; enfin, vaincue par la fatigue, mais jamais par l'ennemi, cette petite troupe était maintenant hors de service. Les compagnies conduites par Valcarcel, après avoir eu à combattre, outre les rigueurs et les incommodités de la saison, quelques partis d'infanterie et de cavalerie qui s'étaient mis à leur poursuite, n'entrèrent dans la ville que le lendemain. Une circonstance particulière fera connaître l'esprit qui animait les officiers de l'armée nationale.

Le lieutenant de grenadiers des Asturies, Don Antonio Ben, après avoir prodigué toutes les expressions du plus profond mépris, au commandant de la cavalerie ennemie, lui

porta un défi personnel, que ce dernier n'accepta pas.

L'attaque de la Cortadura devait avoir lieu le 15, à trois heures du matin, et s'effectuer par trois colonnes; l'une devait se porter du côté de la chaussée, et les deux autres du côté de la plage. Tous les préparatifs étaient faits, lorsque le commandant général Riego reçut l'ordre de se mettre en marche à la même heure, avec ses troupes, pour servir de réserve à celles qui étaient destinées à l'attaque. En effet, il partit, et après avoir passé le Péage, il fut invité par le chef d'état major qui venait au-devant de lui, à se rendre à Torre-Gorda, petite forteresse située sur la plage, où les colonnes se mettaient en bataille. Là, après les avoir haranguées, il les fit partir, et, marchant à leur tête, les dirigea sur la Cortadura. Jusque-là tout promettait le succès le plus heureux; mais plusieurs circonstances contribuèrent à faire échouer l'entreprise. D'abord le mouvement des colonnes fut trop retardé; les échelles longues et pesantes embarrassaient la marche; les guides des colonnes, qui ne connaissaient pas le terrain et ne savaient de quel côté de la Cortadura devait se faire l'escalade, donnèrent de fausses directions, et ajoutèrent

encore au désordre ; enfin, pour comble de malheur, Riego, entraîné par son impétuosité naturelle, et voulant descendre sur la plage, tomba du mur qui la sépare de la chaussée. L'élévation était d'environ vingt pieds, mais heureusement le fond était de sable, et cette circonstance lui sauva la vie. S'étant relevé, il chercha vainement une issue ; ayant appelé du secours, les soldats des Asturies lui présentèrent une échelle au moyen de laquelle il remonta sur la chaussée. Il ordonna alors aux colonnes de se diriger sur la gauche ; et s'étant un peu avancé, il rencontra le commandant D. Francisco Osorio, avec 80 tirailleurs. Les indications de ce brave officier lui ayant fait concevoir la difficulté d'une pareille opération, surtout avec des soldats non accoutumés à ce service, et voyant d'ailleurs approcher le jour, il ordonna la retraite, comptant sur l'approbation du Général en chef, qui la lui donna en effet.

L'agitation de la marche, et la préoccupation de son esprit à l'instant de sa chute, n'avaient pas permis à Riego d'en bien juger les conséquences. Ce ne fut qu'au retour, et en rentrant dans son logement, qu'il put en reconnaître la gravité. Obligé de se mettre au lit, une forte enflure, accompagnée de vives douleurs, se ma-

nifesta à une jambe ; mais les secours de l'art furent administrés si à propos et avec tant d'habileté, que, dès le cinquième jour, tous les symptômes avaient disparu, et qu'il était rendu à ses exercices ordinaires.

Le mauvais succès de la tentative faite sur la Cortadura, loin de décourager les esprits, ne fit que les enflammer davantage : un revers dont le hasard était la seule cause, et auquel l'ennemi n'avait eu aucune part, ne paraissait pas en être un. L'armée de San-Fernando ne fit donc que sentir, de plus en plus, la nécessité de s'emparer d'une position aussi essentielle ; et, pour y réussir, tous les sacrifices lui semblaient faciles. D'ailleurs, ce n'était que par cette conquête qu'on pouvait espérer d'arborer l'étendard national sur les murs de Cadix ; et il n'y avait rien dont l'armée ne se sentît capable pour atteindre un résultat qui, dans les conjonctures où se trouvait alors l'Espagne, décidait véritablement du sort de la guerre.

L'exécution de ce beau plan était donc le constant objet des pensées de Quiroga, de Riego, et des autres chefs ; on s'en occupait sans cesse, et on ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient en assurer le succès. Espions, négociations, tout était mis en

œuvre. Le second adjudant d'état major, Don François Guiral, qui commandait le vaisseau le *San-Juliano*, employait tous ses soins à mettre ce vaisseau en état de servir. Il était décidé que, pendant que la Cortadura serait attaquée par la droite et par le centre, le *San-Juliano* et les chaloupes canonnières feraient feu sur le flanc gauche. C'était un spectacle nouveau, et que le seul amour de la patrie pouvait offrir, que celui de ces chaloupes canonnières montées par des officiers d'artillerie, tous étrangers à ce service, mais qui, par un dévouement et une intrépidité sans exemple, conservaient à celles-ci un constant avantage dans toutes les affaires qui avaient lieu entre elles et les canonnières ennemies. Malgré tant de motifs d'espérer les plus favorables résultats d'une attaque, tentée sur une position si faible et toutefois si nécessaire, l'agitation continuelle de la mer dans cette baie, rendant impossible, à cette époque de l'hiver, la coopération de la marine, força d'ajourner à un autre temps l'exécution d'un projet auquel était attachée l'occupation de Cadix.

Dans cet intervalle, on s'occupa avec plus de soin de l'organisation intérieure de l'armée et de l'établissement de la discipline. On travail-

lait à former l'éducation physique et morale des soldats; on éclairait les citoyens de la ville sur leurs plus chers intérêts; on les invitait à s'armer pour les défendre ; on fit adopter par l'armée la cocarde rouge et verte. Souvent on convoquait la milice pour célébrer des fêtes religieuses et patriotiques; on expédiait sans cesse des proclamations et des manifestes à la nation, au reste de l'armée, au peuple de Cadix, aux grenadiers provinciaux campés en face de l'armée nationale; en un mot, rien n'était oublié de ce qui pouvait enflammer les esprits, et les porter à des actions grandes et généreuses.

Un travail de la plus haute importance occupait alors toutes les pensées du Général en chef; c'était de mettre les diverses positions de l'île hors d'attaque et de surprise. Ce travail présentait des difficultés d'autant plus grandes, qu'il s'agissait de couvrir et de défendre une enceinte spacieuse avec une force effective de 5100 hommes, dont il fallait déduire les malades, les soldats employés dans des commissions particulières, et cette partie de troupes qui, quoique prononcée pour la cause de la liberté, ne pouvait cependant pas être employée, sans imprudence, dans les

avant-postes. Le bataillon de Soria et les *Loyaux*, faits prisonniers à la Carracca, désertaient peu à peu; enfin, soldats et officiers, tous disparurent dans les postes avancés du camp de Soto.

Le 21 janvier, sur quelques avis reçus de Cadix, Riego se disposait à s'embarquer, de nuit, à Gallinéras, avec quatre cents hommes choisis, portant avec eux des échelles, et tout ce qui était nécessaire pour tenter une escalade sur Cadix; déjà il se dirigeait du côté du bastion des Martyrs. Un espion portugais, qui entretenait des intelligences dans la place, s'était proposé pour conduire cette petite expédition, lorsqu'on fut instruit au camp, par les fidèles habitans de Cadix qui avaient constamment l'œil ouvert sur les mouvemens de l'intérieur, que toute entreprise tentée pendant cette nuit, sur ce point, échouerait nécessairement, parce que, dans la crainte d'un coup de main, une garde très-forte venait d'être placée dans toutes les positions voisines des Martyrs. Cette circonstance indiquait assez combien les chefs devaient être en garde contre les rapports qui arrivaient au camp; ces rapports étant, pour la plupart, évidemment commandés et soldés par les Généraux de Cadix, lesquels entrete-

naient au milieu de l'armée nationale, des espions et des agens, dont l'unique soin était d'avertir l'ennemi de ses dispositions, afin de les faire avorter.

Sur ces entrefaites, le colonel D. Nicolas Santiago y Rotalde, qui était alors à Cadix, informa secrètement le Général en chef et la Junte, « qu'il était sur le point d'exciter, dans la journée du 24, à la tête des matelots catalans et des contrebandiers, une insurrection dans la ville; mais que le bruit ayant été répandu que les troupes nationales effrayées s'étaient renfermées dans San-Fernando, il convenait de se porter contre Puerto Santa-Maria, afin d'intimider l'ennemi par l'audace de cette agression à laquelle il était loin de s'attendre. » On décida donc, pour donner au colonel Santiago les moyens d'exécuter son projet, que Riego se mettrait à la tête d'une colonne de 900 hommes, choisis dans les Asturies, la Couronne, les Guides et les Canaries, conduisant avec elle un obusier, et qu'il partirait le 24, à une heure du matin, afin de faire coïncider ainsi l'attaque de Puerto avec l'insurrection projetée.

Les ennemis occupaient cette ville avec une force de cavalerie très-supérieure en nombre à toute l'infanterie de l'armée nationale. Arrivée

au pont de bateaux de San-Pedro, celle-ci le trouva coupé ; l'officier de cavalerie ennemie qui commandait un détachement sur la rive opposée, abandonna son poste, sans vouloir, toutefois, écouter les propositions que lui faisaient les soldats de la liberté, pour l'engager à se réunir à eux. Le commandant général s'occupait de rétablir le pont; mais à peine commençait-il à exciter les soldats, que trois d'entre eux, du bataillon des Asturies et de celui des Guides, sans songer à la rigueur du froid, qui était alors très-vif, se précipitèrent dans l'eau, à la vue des ennemis, et ramenèrent vers leurs bataillons une petite barque et la grande barque du pont, que l'ennemi en avait séparée. Alors la colonne effectua son passage, et poursuivit vivement la cavalerie ennemie, qui prit la fuite avec une telle précipitation, qu'elle n'eut pas même le temps d'emmener avec elle la barque du pont de San-Alexandro, également construit en bateaux. Ce dernier pont ayant été rétabli par les habitans, qui, malgré les violentes menaces que leur adressaient les dragons, accouraient pour prêter secours aux Asturies et aux Guides, la colonne entra dans la ville, au milieu des démonstrations de joie et des applaudissemens du peuple.

Cependant l'ennemi, dont toute la force se composait de cavalerie, ayant reçu des renforts de cette arme et quatre pièces d'artillerie, retourna à Puerto Santa-Maria. Le chasseur Manuel de Castro, domestique du commandant général, qui s'était avancé à une distance de 200 pas, arrêta lui seul, pendant plus de dix minutes, dix cavaliers; et les premières balles de cette cavalerie, dont la valeur et l'adresse étaient si renommées, passèrent sur sa tête et sur celle de Riego. Enfin, l'ennemi se décida à faire une charge. La compagnie de chasseurs des Asturies, qui gardait la barrière de la Vittoria, commença le feu avec une telle vivacité, qu'elle l'obligea de se retirer, après lui avoir blessé quatre hommes. Le commandant des Canaries, avec une partie de son bataillon, soutenait les chasseurs, observant en même temps les colonnes de cavalerie qui se portaient sur la ville, par le flanc gauche des bataillons nationaux.

Le commandant général qui voyait le but de sa mission parfaitement rempli, et qui croyait avoir laissé au colonel Santiago tout le temps nécessaire pour effectuer l'insurrection qu'il devait opérer dans Cadix, donna le signal de la retraite, et la fit exécuter avec le plus grand ordre. Aussitôt qu'il eut passé le pont, il le

coupa, ainsi que l'avait fait l'ennemi. A peine eut-on fait quelques pas, qu'on vit plusieurs boulets de canon passer sur la colonne, mais sans y causer aucun dommage. Les Vétérans Nationaux, réunis avec la compagnie de chasseurs de la Couronne qui couvraient le pont de San-Pedro, et avec 300 hommes qui protégeaient la retraite de Puerto-Reale, où ils se trouvaient dans le dessein de faire des vivres, retournèrent, le 24, à San-Fernando, où ils arrivèrent à huit heures du soir, sans avoir éprouvé le moindre échec, et avec l'heureuse conviction et la confiance intime qu'ils pouvaient désormais se mesurer avec avantage, en pleine campagne, avec les troupes royales.

Le jour suivant, 25, on fut instruit à San-Fernando, du triste résultat du mouvement excité à Cadix par le colonel Santiago y Rotalde; de sa fuite; et de l'arrestation de plusieurs officiers impliqués dans la même affaire.

La défense de Cadix avait pris, depuis quelque temps, un caractère de fermeté qu'elle n'avait pas eu jusque-là, car les oppresseurs de l'Espagne reconnaissaient maintenant de quelle importance il était pour eux de conserver en leur pouvoir ce boulevart de leur parti. Les chefs des corps qui formaient la garnison de cette place, craignaient de se compromettre;

et le bataillon des Guides, qui en faisait partie, et qui était commandé par l'infâme Gabarre (1), ne respirait que haine et vengeance contre les défenseurs de la liberté.

L'espoir de s'emparer de l'importante position de Cadix s'éteignait ainsi de jour en jour dans l'armée de San-Fernando. Il était impossible d'en concevoir le dessein à force ouverte, et une triste expérience démontrait qu'on ne pouvait espérer d'être plus heureux par les intrigues ou les négociations.

Cependant l'armée du général Freyre s'organisait; personne n'osait se prononcer hautement pour la cause de la liberté; et tous les efforts des meilleurs citoyens se réduisaient à exciter de temps à autre quelques mouvemens, afin de paralyser, autant qu'il était en leur pouvoir, les mesures hostiles dirigées contre l'armée nationale. Au reste, la situation de cette armée était vraiment extraordinaire. Vingt-cinq jours de révolution, pendant lesquels elle n'avait ni perdu ni gagné un pied de terrain, étaient un véritable phénomène militaire et politique. Il n'était plus possible de prolonger le séjour à San-Fernando, sans s'ex-

(1) Cet homme est l'un de ceux qui dirigèrent et exécutèrent les massacres de Cadix, au 10 mars 1820.

poser à un blocus qui eût pu produire sur l'armée les effets les plus funestes. Faire une sortie générale n'offrait pas de moins grands inconvéniens ; c'était abandonner un point d'appui très-important, en s'exposant, en campagne découverte, aux chances de nombreuses désertions, que rendait très-probables la qualité de soldats dont se composaient les divisions, où l'on comptait un grand nombre de recrues et d'hommes faibles ou douteux.

Riego présenta un projet d'après lequel ces deux inconvéniens perdaient beaucoup de leur gravité : c'était de faire une sortie avec les corps les plus braves et les plus éprouvés, et de laisser au reste la garde de San-Fernando. Par ce moyen, les divers points de l'île ne restaient pas sans défense, tandis que la colonne mobile, par des marches rapides et d'heureuses manœuvres, pouvait rassembler des vivres : faire circuler des proclamations et des manifestes : enflammer l'esprit public : achever d'attirer à elle les corps chancelans déjà compromis : imposer à l'ennemi, et lui prouver que ce n'était pas la frayeur, ainsi que la malveillance se plaisait à le répandre, qui avait retenu l'armée nationale renfermée dans ses cantonnemens.

Ce projet, le mieux conçu que l'on pût présenter dans les circonstances difficiles où l'on se

trouvait alors, fut unanimement embrassé. C'est pour en suivre les développemens et les résultats, si funestes à la fois et si glorieux à ceux qui l'exécutèrent, mais si importans et si utiles pour la cause nationale, que nous allons laisser pendant quelque temps l'île de Léon. Cette campagne de Riego, entreprise à travers des forces ennemies presque toujours fort supérieures aux siennes, et au milieu de populations accoutumées à trembler sous leurs oppresseurs, est trop remarquable, et par elle-même et par ses conséquences, pour ne pas occuper une place particulière dans le récit des grands événemens qui ont décidé de la liberté de l'Espagne, et ne pas fixer toute l'attention de l'historien.

Ce fut le 27 janvier 1820, que, en conformité du plan conçu et présenté par lui-même, Riego sortit de San-Fernando avec la célèbre Colonne dont il avait le commandement, et qui se composait du bataillon des Asturies; de celui de Séville, moins la compagnie de grenadiers; du bataillon des Guides; de deux compagnies du régiment de Valençay; et de quarante chevaux; en tout 1500 hommes. Il prit sa direction sur Chiclana, dont il passa la barque le même jour, à midi.

Sans s'arrêter dans ce village, qu'elle traversa aux cris mille fois répétés de *Vive la Constitu-*

tion! la Colonne marcha jusqu'à Conil, où elle passa la nuit. A son approche, le village avait été abandonné par les autorités civiles, et ce fut là que, pour la première fois, on put juger de l'effroi qu'inspiraient au peuple le despotisme et l'audace de ses tyrans. En effet, personne n'ignore que ce peuple était animé des sentimens les plus patriotiques; mais la terreur enchaînait ses facultés à un tel point, que cette terreur, jointe à l'idée que les troupes nationales n'étaient ni les plus fortes ni les plus nombreuses, et que dans une lutte aussi inégale elles devaient nécessairement succomber, comprimait tous ses mouvemens, et le faisait agir contre ses plus chères affections et les premiers de ses intérêts.

Le 28, la Colonne se porta sur Vejer, où elle fut reçue au carillon de toutes les cloches. Le 29, la Constitution fut promulguée dans ce village, et l'on y recueillit quelques sommes en effets et en valeurs métalliques; mais elles étaient si modiques qu'elles suffisaient à peine à satisfaire à quelques-uns des plus pressans besoins qu'éprouvaient les soldats de la patrie.

Cette situation de sa troupe, et la proximité où elle se trouvait de la ville d'Algésiras, déterminèrent Riego à entrer dans cette place. Il

était vraisemblable qu'en se prononçant pour la liberté, Algésiras en deviendrait le second boulevart, et que l'on trouverait dans Gibraltar les ressources nécessaires pour subvenir à tout ce qu'exigeait une aussi vaste entreprise, commencée avec d'aussi faibles moyens. La Colonne partit donc en effet de Vejer, le 31 de janvier; campa cette nuit sur les coteaux de Arretin; traversa le jour suivant les âpres collines de Ojen; et entra le 1er. février, à sept heures du soir, et après la marche la plus pénible, dans les murs d'Algésiras, où elle fut accueillie avec les plus vives démonstrations de joie, et par une telle affluence de peuple, qu'il était permis d'espérer que toute la ville allait se prononcer hautement en faveur de la cause nationale. Toutes ces espérances se réduisirent néanmoins, pendant cette nuit, à d'inutiles cris et à des vœux stériles. Le 2, on publia une proclamation, dans l'espoir d'électriser le peuple, et des édits furent affichés pour le maintien du bon ordre; mais tout enthousiasme paraissait éteint, car, suivant leur perfide coutume, les ennemis du bien public, habiles à porter leurs coups dans les ténèbres, avaient sourdement répandu ici comme ailleurs, « que les défenseurs de la

liberté étaient en beaucoup plus petit nombre que leurs ennemis ; qu'ils seraient infailliblement vaincus ; et que les imprudens qui auraient embrassé leur cause seraient sacrifiés. » Ces menaces, sans cesse répétées, avaient influé à tel point sur les esprits, et la terreur dont elles avaient frappé les citoyens les plus décidés, était si profonde, que personne n'osait se déclarer.

Le gouverneur anglais de Gibraltar, sans instructions de son gouvernement, ne se montrait guère plus enclin à embrasser la cause de la liberté espagnole. La frégate *la Sabine*, un brigantin de guerre, et les troupes stationnées dans l'Isle Verte (1), empêchaient les communications de la place avec la Colonne ; cependant les amis de la liberté, partout unis et partout alliés, lui envoyèrent mille paires de souliers qui ne lui parvinrent qu'avec d'extrêmes difficultés ; mais les espérances flatteuses qu'elle avait fondées sur la coopération de cette ville, ne tardèrent pas à s'évanouir.

La situation de la Colonne était critique, sans doute, mais il était tout-à-fait impossible qu'elle se retirât alors d'Algésiras. Elle man-

(1) Nom d'une île située à un quart de lieue d'Algésiras.

quait de souliers, de chevaux, et d'argent, et l'on ne pouvait obtenir toutes ces choses en un jour. Les retards indispensables pour se les procurer étaient donc absolument sans remède; enfin, la patience et le courage triomphèrent de tous les obstacles, et ces braves défenseurs de la liberté obtinrent, pour eux et pour leurs frères d'armes, restés à San-Fernando, presque tous les secours qui leur étaient nécessaires.

Cependant, quoique le général D. José O'Donnel approchât rapidement avec ses troupes, et occupât déjà les villages de San-Roque, de Los-Barrios, et de Tariffa, le calme profond que montrait la Colonne, dans Algésiras, lui imposa; et, malgré la supériorité de ses forces, surtout en cavalerie, il n'osa point l'attaquer. Tout indiquait néanmoins un engagement prochain. Le général Riego était décidé à marcher sur l'ennemi, et déjà toutes ses dispositions étaient faites pour exécuter ce projet, lorsqu'une lettre du général en chef, qui lui faisait connaître ses inquiétudes et lui témoignait le désir qu'il vînt au plus tôt se réunir à lui, changea ses résolutions, et le força de renoncer à son plan d'attaque. Dans un moment où des intérêts, peut-être plus sacrés et plus pressans, réclamaient le concours de Riego, c'eût

été sans doute, de sa part, une imprudence inexcusable que de s'engager dans une action dont il était impossible de prévoir les résultats; ainsi, ayant déjà obtenu les secours qu'il avait sollicités, il résolut de retourner immédiatement à San-Fernando, par Véjer ou Médina. Le dimanche 6 février, une messe solennelle, à laquelle assistèrent le commandant général, les chefs et officiers de toute la Colonne, qui était elle-même sous les armes, fut célébrée au milieu de la place, où les individus nouvellement incorporés, qui n'avaient point encore juré fidélité à la constitution, prêtèrent ce serment sous les drapeaux du bataillon des Asturies. A la suite de cette cérémonie, un religieux dominicain prononça un sermon analogue à la circonstance, et dans lequel, après avoir fait sentir tous les avantages du régime constitutionnel, il exhortait avec chaleur les soldats « à rester inébranlablement attachés à une aussi noble entreprise; à braver pour elle tous les dangers et toutes les fatigues; à s'imposer enfin tous les sacrifices pour demeurer fidèles à des sermens aussi saints. » Le recueillement, l'enthousiasme religieux avec lesquels fut écouté ce discours, et les acclamations qui le suivirent, prouvèrent assez que toute la

Colonne était animée des sentimens vraiment patriotiques, vraiment religieux que venait d'exprimer le vertueux ministre de l'Évangile.

La Colonne partit le 7 février d'Algésiras, traversa sans obstacle les collines de Ojen, et campa cette nuit près de l'hôtellerie del Francès, à l'entrée des plaines de Taïbilla.

Le lendemain 8, à cinq heures du matin, elle se remit en marche et entra dans les plaines dont nous venons de parler; à six heures, on vit descendre un corps de cavalerie d'une des collines situées à la gauche du front de la colonne. Les tirailleurs de ce corps échangèrent quelques coups de fusil avec ceux de l'armée nationale, tandis que cinq autres corps, formant ensemble environ 800 chevaux, étaient aperçus sur les hauteurs, s'étendant de droite à gauche. Quoiqu'entourée de cavalerie, et dans une plaine qui rendait beaucoup plus redoutables les attaques de cette arme, la Colonne ne fut pas intimidée un seul instant. Le commandant général donna l'ordre de faire halte, et, avec les trois bataillons des Guides, de Séville et des Asturies, il forma trois colonnes serrées, en échelons, et disposées à recevoir vigoureusement toute attaque tentée sur elles. Les équipages et les munitions furent placés sur la

droite, à la hauteur de la queue du bataillon de Séville; et les compagnies de chasseurs de ce bataillon et de celui des Asturies, sous les ordres du lieutenant colonel D. Roque de Arismendi, couvraient l'arrière-garde. Les compagnies de chasseurs de Valençay et des guides, commandées par le commandant D. José Gurrea, étaient en tirailleurs à l'avant-garde. Ces dispositions faites, la Colonne continua sa marche avec calme et lenteur. On n'entendait au milieu d'elle d'autres cris que ceux de, *Vive la Constitution*, répétés avec transport dans tous les rangs : et, suivant l'habitude qu'elle en avait prise, elle entonna le chant patriotique et guerrier composé pour elle à Algésiras.

Le calme imposant avec lequel la Colonne se présentait pour la première fois au combat, et affrontait d'aussi immenses périls, étonna l'ennemi, qui, fier de sa supériorité numérique, ne s'attendait, sans doute, ni à tant d'audace, ni à tant de sang-froid. Ses bataillons demeuraient immobiles, et gardaient un profond silence; ses tirailleurs, repoussés par les soldats de la patrie, se repliaient, tandis que la Colonne, après avoir poursuivi tranquillement sa route au milieu de la plaine, large d'environ deux lieues, arriva

au pied du coteau d'Arretin ; se forma en bataille, opposant son front à l'ennemi ; et, après avoir reçu une legère ration d'eau-de-vie, continua sa marche, et fut passer la nuit à Vejer, sans qu'aucun obstacle lui eût été opposé.

C'était là que Riego avait résolu de faire les dispositions nécessaires pour se porter sur San-Fernando ; mais les avis qu'il reçut, sur le nombre de troupes ennemies cantonnées à Chiclana, à Medina et à Puerto-Reale, le forcèrent de suspendre son mouvement. Les divers émissaires envoyés par lui à Quiroga, pour informer ce général et s'assurer eux-mêmes, de l'état des choses, ne revenaient pas ; l'un d'entre eux était tombé au pouvoir des ennemis, et ses dépêches lui avaient été enlevées ; des détachemens de cavalerie qui se trouvaient en vue de Vejer, donnaient, dans leurs communications parlementaires avec les soldats de l'armée nationale, les renseignemens les plus défavorables sur l'état des affaires de cette armée ; et quoi qu'il ne fallût ajouter que peu de foi à ces rapports, dont le but manifeste était de jeter le découragement dans les esprits, néanmoins Riego n'ignorait pas qu'une force de plus de 6000 hommes était chargée d'empêcher sa réunion avec le reste

de l'armée nationale, renfermée dans l'île. La Colonne demeura trois jours à Vejer, et, pendant ce temps, elle fit des réquisitions de chevaux, et parvint à se procurer les fonds qui lui étaient alors si nécessaires. Le 11, après le service divin, qui fut célébré sur la place, le supérieur de la Mercy prononça un éloquent discours sur l'utilité des institutions libérales; et le soir, il y eut un banquet militaire auquel furent invités un certain nombre de sergens, de caporaux et de soldats; on y exécuta des airs guerriers; on y chanta des hymnes patriotiques; le commandant général et le corps des officiers, y servaient à table; et ce spectacle de la plus douce fraternité, donnait à cette fête l'aspect le plus extraordinaire et le plus touchant. La journée se termina par des danses *Asturiennes*, où tous les rangs étaient confondus, et qui, en identifiant en quelque sorte les soldats avec la cause qu'ils défendaient, achevèrent d'enflammer leurs âmes du plus saint enthousiasme. Pendant les trois nuits des 9, 10 et 11 février, l'épouse de l'Alcade donna aux officiers, des bals où les dames de Vejer, brillantes de beauté et de patriotisme, ne contribuèrent pas faiblement à affermir ces jeunes défenseurs de la liberté dans la noble

résolution qu'ils avaient prise d'affranchir leur patrie ou de périr.

Dans des circonstances aussi critiques, le commandant général ne jugeant pas à propos de tenter de se réunir au Général Quiroga, une Junte de chefs, convoquée par lui, convaincue des dangers auxquels la Colonne était exposée, décida qu'elle devait rétrograder, dans le dessein d'attirer sur elle l'attention de l'ennemi, de fatiguer sa cavalerie, dans des pays âpres et dénués de ressources; et attendre ensuite une conjoncture favorable pour effectuer le projet de réunion avec l'armée de San-Fernando. Gimèna de la Frontera fut le point désigné pour la direction des forces patriotiques, et la Colonne se mit en mouvement le 12 février, vers dix heures du matin. Aucun obstacle ne contraria sa marche pendant toute cette journée, et la nuit, elle campa à une lieue et demie de Alcala de los Gazules, au pied de la colline del Gualcarro. Le jour suivant elle contiuuait sa route, lorsque des avis reçus en chemin, déterminèrent le commandant général à se diriger sur la droite, et à passer la nuit dans le village de Los-Barrios, d'où il se rendit à San-Roque dans la journée du 14.

Comme le principal objet de la mission de Riego

était de s'appuyer sur le patriotisme des citoyens, il devait profiter de toutes les circonstances et de tous les moyens qui pouvaient réveiller dans les cœurs l'amour de la patrie. Les nombreux amis que l'armée nationale comptait dans Gibraltar, indiquaient la ville de Malaga comme devant être le théâtre de grands événemens, du moment que cette armée s'y présenterait. Des lettres anonymes, reçues de cette ville, donnaient aussi les plus brillantes espérances. Errer à travers les montagnes, exposée à tout instant à des périls sans gloire, n'avait, en résultat, rien d'honorable ni d'utile pour l'armée; tout contribua donc à décider le commandant général à se rendre sur-le-champ à Malaga.

La Colonne partit le 15, et passa la nuit à Estepona (1), d'où elle continua sa marche le 16, pour arriver à Marbella.

---

(1) Un fait militaire dont l'histoire des temps anciens et modernes présente peu d'exemples, se passa dans le trajet San-Roque à Estepona. Un faible corps de cavalerie précédait la Colonne, pendant cette marche; en arrivant à la métairie située sur la rive droite de la petite rivière de Guadiato, on fut informé qu'un détachement de la cavalerie ennemie était dans une métairie de la rive opposée; aussitôt le sous-lieutenant de l'escadron d'artillerie volante, D. Ramon Ortis, partit avec cinq

L'extrême rapidité de la marche de la Colonne, mit dans la nécessité de diriger par mer les malades ; ceux qui ne pouvaient plus soutenir la fatigue de la route ; et certaines munitions, dont le transport par terre présentait de grandes difficultés.

Depuis l'instant où la Colonne était sortie de Marbella, le vent avait été constamment contraire ; elle avait toujours les chaloupes en vue, mais celles-ci ne pouvaient la suivre. Le commandant général ordonna que des signaux leur fussent adressés, pour qu'elles se rendissent à la côte, et que les deux compagnies de chasseurs des Asturies et de Séville qui formaient l'arrière-garde, protégeraient l'embarquement des hommes et des munitions. La Colonne fit halte à peu de distance.

L'avant-garde du général D. José O'Donnel,

---

cavaliers pour reconnaître le terrain ; et ayant appris que ce dernier point était occupé par quarante hommes, il s'avança, avec une incroyable audace, et, par un stratagème qui honore également sa présence d'esprit et son intrépidité, il réussit à faire prisonniers un capitaine ayant rang de lieutenant-colonel, un lieutenant, et quarante soldats du régiment de Lusitanie, qui, certes, ne s'attendaient guère à être surpris par cette poignée d'hommes.

qui ne cessait de la poursuivre, arriva sur ces entrefaites, et commença à harceler l'arrière-garde de ces compagnies. Le commandant général, ne perdant pas de vue son objet principal, leur avait ordonné de n'en venir aux mains sous aucun prétexte; mais, soit excès d'ardeur de la part de son commandant Don Roque de Arismendi : soit que ce commandant lui-même n'eût pu retenir l'impétuosité de ses soldats : ceux-ci s'engagèrent tous, et repoussèrent l'ennemi jusqu'à une montagne qui se trouvait à quelque distance de là. Aussitôt, le commandant général envoya quatre compagnies de Séville au secours de l'arrière-garde ; et expédia en même temps à la Colonne l'ordre de rétrograder, et de prendre une position qui la mît en état de se porter partout où les circonstances rendraient sa présence nécessaire. Les ennemis se repliaient de plus en plus. Le feu ayant alors cessé, Riego pensa que l'ennemi n'avait eu d'autre projet que de retarder sa marche, pour se donner le temps de l'attaquer ensuite avec plus d'avantage. Plus fortement décidé à suivre son premier projet, il fit remettre la Colonne en route, plaçant toujours à l'arrière-garde les quatre compagnies de Séville, pour renforcer les chasseurs.

L'ennemi revint alors avec impétuosité sur cette arrière-garde, et recommença le combat. Elle soutint l'attaque avec la plus grande fermeté; se retira en continuant le feu, sur l'ordre qu'elle en reçut du second commandant du bataillon de Séville, D. Francisco Osorio; et vint à l'entrée de la nuit se réunir à la Colonne; l'ennemi conserva ses postes.

Cette affaire coûta à l'armée de l'indépendance, cent hommes, dont le plus grand nombre restèrent égarés au milieu d'une obscurité profonde, et dans un pays sauvage dont les chemins leur étaient inconnus; elle fit aussi quelques prisonniers. Parmi les officiers blessés, se trouvait le commandant patriote Don Roque de Arismendi, mort depuis à Tariffa, de la suite de ses blessures; le lieutenant de chasseurs du bataillon de Séville, Don Domingo Tirado, resta mort sur le champ de bataille.

Le retard qu'éprouva la marche de la Colonne fut en effet le dommage le plus considérable qu'elle éprouva, en ce qu'ayant été forcée de traverser, au milieu d'une nuit très-obscure, les collines fort élevées qui sont au bord de la mer et qui conduisent au village de Franguirola, elle ne put arriver dans ce village que le 18,

vers deux heures après minuit. Il n'y a que ceux qui connaissent par eux-mêmes les pays escarpés et presqu'impraticables qui étaient à tout instant le théâtre des opérations de l'armée nationale, qui peuvent se faire une juste idée des difficultés qu'elle avait à vaincre à chaque pas.

La plus grande partie des soldats de l'arrière-garde rejoignit la Colonne au point du jour, et elle continua sa marche à six heures du matin, ayant le général O'Donnel à son arrière-garde, et attendue par le gouverneur de Malaga, qui se disposait à la combattre, à la tête de sa garnison sous les armes; toutefois il n'y avait aucun moyen de reculer. D'ailleurs, telles étaient les couleurs favorables sous lesquelles les habitans de Gibraltar, affectionnés à la cause nationale, avaient peint aux chefs de l'entreprise l'esprit public et le patriotisme des citoyens de Malaga, que rien ne pouvait ni décourager, ni effrayer l'armée. Quoiqu'une température, constamment pluvieuse, et les aspérités du terrain, empêchassent de donner aux mouvemens de la Colonne toute la promptitude nécessaire, elle passa, le soir, sous les yeux de l'ennemi, et avec une incroyable audace, le ruisseau de Malaga. Les soldats

après avoir été exposés toute la journée à une pluie continuelle, avaient alors de l'eau jusqu'au genou, et entonnaient, suivant leur coutume et avec leur enthousiasme ordinaire, le chant guerrier d'Algésiras.

De ce ruisseau à la ville il y avait encore trois quarts de lieue, et il était impossible d'y arriver avant la nuit; le passage était difficile et dangereux; mais le courage des soldats était parvenu à un tel point de résolution et d'énergie, que rien désormais ne pouvait ni l'intimider, ni l'abattre. La garnison de Malaga était en position hors des portes; la colonne s'avança pour l'attaquer; le feu commença bientôt de l'un et de l'autre côté, par les tirailleurs; tandis que la Colonne, formée en bataillon serré, s'avançait l'arme au bras. Tant d'audace surprit et arrêta les ennemis; ils battirent en retraite, et se retirèrent à Vélès Malaga, tandis que les défenseurs de la liberté entraient en vainqueurs dans la ville; il était alors huit heures du soir.

Toutes les rues étaient brillamment illuminées; mais, soit que la frayeur qu'avait inspirée le combat ne fût pas encore dissipée; soit que le découragement, qui, depuis si long-temps, s'était emparé des esprits, ré-

sistât encore à la victoire que venait de remporter l'armée nationale; soit que l'on craignît un retour de la fortune; soit, enfin, que les terreurs adroitement semées par les ennemis de la patrie, et dont nous avons parlé ailleurs, eussent pris ici beaucoup d'empire : peu de personnes osèrent se montrer dans les rues, et l'on se borna à faire entendre quelques *Vivat* par les fenêtres, sans rien témoigner de cette ardeur et de cet enthousiasme dont les citoyens d'Algésiras avaient d'abord paru pénétrés.

Le 19, une proclamation fut publiée, et l'accueil qu'elle reçut donnait lieu d'espérer que le peuple allait se décider promptement et prendre les armes, lorsqu'on aperçut, à midi, des corps ennemis qui se dirigeaient sur Malaga. Riego, qui sentit que tout le fruit de son expédition était perdu s'il abandonnait la ville, résolut de les attendre dans les murs, et distribua ses troupes dans le petit château, le quartier du Nouveau-Monde, la place de la Mercy, et les issues des rues les plus prochaines.

En ce moment, une proclamation venait d'être imprimée, et, dans les places publiques, on commençait à la lire à haute voix; toutefois, les habitans qui l'écoutaient avec plaisir et en témoignaient leur approbation, ne se portè-

rent à aucun mouvement. Pendant que ceci se passait, les ennemis entraient dans la ville, où aucun autre bruit ne se faisait entendre, que celui des portes qui furent toutes fermées en un instant, et de la fusillade des gardes avancées, qui se repliaient. Trois fois la Colonne fut attaquée sur la place de la Mercy, et trois fois l'ennemi fut repoussé. Un petit nombre de cavaliers patriotes, suivis de quelques soldats d'infanterie, commandés par le vaillant D. Antonio Porras, adjoint à l'état major, les chargèrent avec furie, le sabre à la main, jusques sur la place de l'Hôtel de Ville. La nuit survint et mit fin aux hostilités; les défenseurs de la patrie la passèrent dans les mêmes postes qu'ils occupaient, dès la veille au soir; les ennemis, qui avaient éprouvé une perte considérable, et qu'on supposait encore aux portes de la ville, s'étaient retirés à plus d'une demi-lieue. Le commandant général qui n'était point encore instruit de cette dernière circonstance, réunit un conseil de guerre, dans lequel, après avoir pesé les avantages et les inconvéniens qu'offrait l'alternative de se préparer à une nouvelle attaque pour le lendemain, ou de sortir, en ordre, de la place, il fit observer que, d'ailleurs, effrayée par la présence de l'ennemi, il n'était plus possible d'espérer que

la ville s'armât. Cette considération frappa le conseil; on se décida à la retraite; et le 20 février, à cinq heures et demie du matin, la Colonne prit la route de Colmenar, sans être inquiétée par l'ennemi.

La faute commise dans cette journée, par quelques officiers qui, pendant la nuit précédente, s'étaient séparés de la Colonne, fut la principale cause de la désertion qui se mit depuis dans ses rangs. Une semblable conduite, dans des hommes à qui leur position faisait un devoir de servir d'exemple, ébranla la fidélité de ceux qui n'avaient pas autant de raisons de montrer la même force d'âme et la même vertu. Le peuple espagnol et l'armée les connaissent, et ce juste châtiment suffit à leur punition.

Il est essentiel d'observer que, jusque-là, aucun corps ennemi ne s'était rallié aux drapeaux de l'armée nationale; que quelques-uns de ceux sur lesquels elle comptait comme auxiliaires, s'étaient battus contre elle; que, par suite des causes que nous avons eu souvent occasion d'indiquer, aucune ville, aucun village ne s'étaient encore prononcés ouvertement; que ceux qui, au fond de l'âme, étaient les plus dévoués à la cause de la patrie, se bornaient à former

des vœux pour son triomphe ; que l'espoir de propager le feu de la liberté était presque évanoui; qu'en un mot, l'armée ne pouvait compter encore sur d'autre terrain que celui qu'elle occupait, ni sur d'autre patrie qu'elle-même. Qu'on joigne à cela la connaissance qui lui parvenait, à tout instant, des procédés infâmes et cruels dont on usait envers ses prisonniers; l'isolement où elle était du monde entier ; l'ignorance où la mettait de tout ce qui se passait autour d'elle, le manque absolu d'espions sûrs, quoique très-bien payés : circonstance qui s'explique par l'effroi que portait partout l'armée d'O-Donnel, et le peu d'espoir de succès qu'inspiraient les efforts des amis de la patrie.

Le Commandant général songea un moment à marcher de Colmenar vers Grenade ; mais les troupes du général Eguya (1) se portaient déjà sur Loja, et la funeste expérience de ce qui venait de se passer à Malaga, n'était pas de nature à faire entreprendre des tentatives de même genre ; d'ailleurs, les soldats étaient excédés de

(1) Ce général s'est rendu odieusement célèbre sur un plus grand théâtre qu'Élio, comme l'un de ses rivaux les plus ardens en cruauté; on sait qu'il avait été ministre de la guerre ; il commandait alors en chef le royaume de Grenade.

fatigue; ils manquaient absolument de souliers, et la plupart d'entre eux n'avaient que la chemise qu'ils portaient. Il fallut donc se résoudre à suivre la route d'Antequera, où la Colonne arriva le 2, à dix heures et demie du soir.

Le commandant général prit les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour se faire fournir les objets dont la Colonne avait un plus pressant besoin; mais quelque célérité qu'il y mît, l'absence du corrégidor et des autres autorités, à qui la crainte d'être compromis avait fait prendre la résolution de se retirer de la ville, apporta d'inévitables retards à cette opération, qui ne put être terminée que dans le courant du 22; on éprouva surtout une plus grande difficulté à se procurer des souliers dont il se trouvait alors une fort petite quantité dans les magasins d'Antequera.

Pendant la matinée du 23, on fit des réquisitions de chevaux; vers midi, on aperçut quelques corps ennemis qui s'avançaient lentement par la route de Malaga. Le commandant général donna aussitôt l'ordre aux bataillons de se former sur une hauteur située derrière les capucins, et qui domine la ville; mais ces bataillons ne lui présentant que de très-faibles moyens, il les fit retirer, et diri-

gea la Colonne sur la route del Campillo, d'où elle repartit le 24, à deux heures du matin.

Le même jour, à huit heures, elle se remit en marche, et entra, à quatre, à Canete la Real.

La fatigue, produite par tant de marches forcées, et tant d'autres causes morales ou physiques, avaient réduit la Colonne à neuf cents hommes; cette perte, et l'isolement où elle était de toute nouvelle, rendaient nécessaire la plus extrême circonspection dans ses mouvemens.

Le jour suivant, le commandant général se porta avec la Colonne sur Ronda, dans le dessein de chercher, dans la partie la plus âpre de ce pays de montagnes, un théâtre de guerre analogue à ses forces et à ses moyens; à une lieue de cette ville, on apprit que huit cents hommes de l'avant-garde d'O'Donnel étaient campés en avant des portes, après avoir fait une marche forcée de 11 lieues; Riego jugeant que l'intérêt national et l'honneur ne lui permettaient pas de reculer, résolut de les attaquer.

Le feu commença donc avec l'acharnement et la vigueur accoutumés. Les tirailleurs de la Colonne mirent promptement en déroute ceux de l'ennemi; quelques-unes des compagnies de de celui-ci, qui occupaient les hauteurs de la

droite, ne tardèrent pas à les abandonner; et, toutes ensemble, poursuivies l'épée dans les reins, par le bataillon de Séville, se virent bientôt dans la nécessité de rentrer dans la ville de Ronda, et de se réfugier de l'autre côté du pont, situé sous le Fajo (1). Le bataillon des Asturies, avec celui des guides, presque réduit à rien, était demeuré à la porte pour protéger la retraite et le peu de cavalerie qui restait encore. Les deux compagnies de Valençay, sorties de San-Fernando avec le reste de la Colonne, n'existaient plus, par l'effet des désertions qui avaient eu lieu à Canete la Réal, et presque sous les yeux des braves et fidèles compagnons de leurs travaux et de leurs fatigues.

La position qu'avaient prise les ennemis, était inexpugnable; tous les efforts du bataillon de Séville, et surtout de ses braves chasseurs commandés par le capitaine Don Jose Urbina, furent infructueux; on pensait, d'un autre côté que le reste de la division d'O'Donnell viendrait se réunir avec son avant-garde, aux forces contre lesquelles on avait alors à com-

(1) Nom d'un précipice escarpé et très-profond qui traverse la ville.

battre; cette considération obligea le commandant général à sortir de Ronda cette nuit même; mais il n'exécuta ce projet qu'après s'être fait donner des rations de pain, de vin, et de poisson, ainsi que des souliers et des alpargates (1).

La Colonne se mit donc en marche à huit heures du soir, prenant la direction de Grazalema; elle campa sur la hauteur qui se trouve à moitié distance des deux villages; et entra le 26, à huit heures du matin, dans celui qui était fixé pour sa destination.

Grazalema, forte de sa nature, offrait à l'armée nationale, un abri assuré contre un coup de main. Le bon accueil qu'elle reçut de l'alcade et des habitans, tous dévoués à la patrie, engagea les chefs à y donner quelque repos aux soldats. L'intérêt qu'inspiraient à ces bons citoyens, leurs fatigues, leurs peines, et la cause auguste pour laquelle ils étaient armés, ne pouvait être ni plus sincère ni plus tendre; aussi les défenseurs de la patrie, accueillis par eux avec tant de franchise et de fraternité, en ont-ils conservé le souvenir le plus reconnaissant.

Dans cet intervalle, on reçut une lettre du

(1) Sorte de chaussure de chanvre ou de jonc.

capitaine des dragons du roi, Don Carlos Osorno, qui, étant à Moron, séparé de son régiment, offrait d'armer et de réunir à la Colonne tous les dragons qui se trouvaient dans ce village, pourvu que l'on protégeât le recrutement de chevaux qu'il se proposait de faire. On annonçait aussi que les colonels des régimens de Mayorque et de Valençay, montraient le plus vif intérêt pour la cause nationale et le plus ardent désir de faire cause commune avec elle.

Cette flatteuse perspective d'une acquisition qui devait influer si puissamment sur l'esprit des troupes, découragées par un si long isolement, détermina Riego à se résigner à courir toute les chances de la fortune, et à se porter du côté où se trouvait Osorno. Les affaires du parti étaient alors en si mauvais état, qu'un événement extraordinaire pouvait seul les rétablir.

La Colonne se mit donc en route le 1er mars, à deux heures après midi, après avoir reçu, à Grazalema, du drap gris pour faire un pantalon à chaque soldat, de la toile pour une chemise, et une quantité considérable de souliers. Elle marcha toute la nuit, et arriva à Puerto-Serrano le 2, à sept heures du matin. Après

avoir pris deux heures de repos, elle repartit, et arriva à midi à Montellano.

L'officier du bataillon de Valençay, chargé d'assurer les logemens, était occupé à les préparer dans ce village dont le régiment de Mayorque venait de sortir depuis une heure. Les retards inséparables d'une marche de nuit, le passage des ruisseaux, et le mauvais état des routes, ne permirent pas à la Colonne d'arriver assez à temps pour se concerter avec ce régiment. L'attachement du colonel de Valençay pour la cause nationale faisait espérer de le voir arriver d'un moment à l'autre à Montellano; mais il semblait décidé qu'à la seule armée de San-Fernando seraient réservés les travaux, les fatigues, les sacrifices, et la gloire.

Ce colonel, au lieu de se rendre à Montellano, se replia sur Arahal, et ne donna qu'une réponse vague à l'invitation du commandant général qui, étranger à tout sentiment d'ambition personnelle et uniquement occupé de l'intérêt de la patrie, lui offrait, ainsi qu'il l'avait déjà fait à tous les officiers d'un grade supérieur, de prendre le commandement de la Colonne. D'un autre côté, le capitaine Osorno demandait des secours pour équiper son corps,

Le commandant général décida donc qu'on irait jusqu'à Moron, où la Colonne arriva le 3, un peu après midi.

Les dragons démontés de divers régimens qui se trouvaient dans ce village, au nombre de deux cents, prirent parti sous les drapeaux de la liberté, et furent mis sous les ordres du capitaine Osorno (1). On commença aussi à s'occuper de monter la cavalerie; et le commandant général mit ses soins et son activité accoutumés, à faire réussir une opération si essentielle pour l'armée. Vers la nuit, ce travail était déjà fort avancé, mais pas encore achevé. D'ailleurs, il était indispensable d'attendre au lendemain, si l'on voulait réunir les deux cents hommes de cavalerie, dont la coopération allait rendre à la Colonne sa première force et son premier éclat.

---

(1) Le capitaine Osorno n'avait jamais fait partie de l'armée nationale; la situation de la Colonne n'offrait pas une brillante perspective; elle avait éprouvé une diminution fort considérable; son isolement et l'abandon dans lequel elle se trouvait étaient extrêmes; le calcul des probabilités était bien loin d'être en sa faveur; cependant le capitaine Osorno n'hésita point à partager son sort. Ce trait est héroïque, et il n'est pas un Espagnol, ami de sa patrie, qui ne l'apprécie dignement.

Le 4 mars au matin, des avis annoncèrent que l'avant garde du général O'Donnel, commandée par le général Martinez, était arrivée à Montellano. Sa force était peu considérable, et n'annonçait pas le dessein d'attaquer. Les postes avancés, qu'on apercevait à une lieue et demie de Moron, étaient aussi très-faibles, et ne paraissaient être là que pour observer. L'opération du recrutement continuait avec zèle et rapidité, et on se flattait de la voir se terminer sans que les ennemis s'y opposassent. Martinez n'aurait point attaqué; mais l'état des choses changea absolument par l'arrivée d'O'Donnel, avec le reste de sa division. Les troupes patriotiques étaient en bataille sur la place et dans les casernes. Une grand'garde de soixante hommes d'infanterie et de quinze cavaliers, aux ordres du deuxième commandant de Séville, Don Francisco Osorio, soutint avec intrépidité et sang froid l'attaque commencée par les troupes ennemies, et donna ainsi à la Colonne le temps de prendre position dans le château, et sur la montagne qui est située derrière, dans la direction du nord.

L'énorme différence qui se trouvait dans le nombre des assaillans et de ceux qui étaient attaqués, rendait inutile à ceux-ci l'avantage de

leur position. En peu d'instans, les ennemis occupèrent le village, et essayèrent d'envelopper la Colonne des deux côtés; il était pressant d'abandonner le château, ce qui se fit avec ordre de la part des constitutionnels, et perte de celle de l'ennemi. La montagne sur laquelle ce château est appuyé n'était pas plus susceptible d'être défendue; la colonne dut donc se replier en suivant la direction des montagnes. Dans cette situation, elle se forma en bataillon carré, et se retirait lentement, ayant à ses flancs et à son arrière garde ses tirailleurs, qui repoussaient et rendaient inutiles les perpétuels efforts de l'ennemi pour l'entamer et l'envelopper.

L'ardeur des troupes royales était grande, et leur nombre tellement supérieur à celui des défenseurs de la cause nationale, qu'elles comptaient deux fois plus de tirailleurs, que la Colonne entière ne comptait de soldats. Deux des bataillons ennemis, ainsi déployés, faisaient contre elle le feu le plus vif. Toutefois, un tel acharnement ne fit pas mollir un seul instant sa constance et son courage; son mouvement continuait avec ordre; et ses tirailleurs, en harcelant sans cesse l'ennemi, contenaient les impétueux efforts qu'il renouvelait à tout instant. La cavalerie de celui-ci chargea deux fois,

et fut repoussée avec beaucoup de perte par la Colonne, qui soutint toujours ses attaques avec la même intrépidité. La nuit qui survint ne suspendit pas le feu; mais s'apercevant à la fin que leurs efforts étaient inutiles, et que rien ne pouvait faire dévier la Colonne de la direction qu'elle avait prise vers les montagnes, les troupes royales renoncèrent à la poursuivre, et le feu cessa entièrement.

La Colonne continua sa marche, après avoir fait une perte considérable, en morts, en blessés, et en prisonniers. Au nombre des blessés, était le capitaine de Séville Don Nicolas Charneco, qui mourut quelques jours après des blessures, qu'il avait reçues dans le petit château; le premier commandant du bataillon de Séville, Don Antonio Alugniz; le second commandant de ce corps, Don Francisco Osorio; le premier adjudant du bataillon des Asturies, Don Luis de Castro; et le capitaine du même corps, Don Felipe Carroseli. Un assez grand nombre d'officiers furent faits prisonniers à l'attaque du petit château. Don Ramon Ortiz l'avait été dans une découverte précédente, pendant laquelle il avait aussi reçu une blessure; le capitaine Osorno avait été pris dans le village de Moron. Ces dignes offi-

ciers, traînés dans la prison publique, y furent traités comme de vils brigands ; enchaînés comme tels, et dirigés sur Séville. Ils arrivèrent en cet état à Utrera, où leur liens leurs furent ôtés. Enfermés dans les cachots de Séville, ce ne fut que lorsque la Constitution fut proclamée dans cette ville, qu'ils recouvrèrent leur liberté.

La Colonne ayant continué à marcher toute la nuit, arriva à Villanueva de San-Juan, le 5 mars, à cinq heures du matin ; elle était alors réduite à quatre cents hommes. Les pertes qu'elle avait éprouvées le jour précédent, la consternaient, sans doute, mais ne la décourageaient pas : sa retraite de Moron avait été aussi glorieuse pour elle qu'une victoire ; et ce ne fut qu'à sa constance, à sa résolution, à l'héroïsme de son courage, et peut-être à l'admiration qu'il avait inspirée, qu'elle dut de n'avoir pas été entièrement détruite dans cette dernière affaire.

Deux heures après qu'elle fut arrivée à Villanueva, elle reprit sa marche, sans avoir éprouvé d'obstacle pendant toute cette journée, et entra à Gilena, où elle passa la nuit.

Le 6, elle continua son mouvement, à sept heures du matin ; traversa sans s'arrêter le village d'Estepa, et ne s'arrêta pas davantage au

pont de Don Gonzalo, situé à deux lieues de distance d'Estepa. La cavalerie qui était à Ossuna venait à la poursuite de la Colonne; l'avant-garde de cette cavalerie, forte de 60 chevaux, arriva au pont de Don Gonzalo, quelques instans après les troupes nationales, et commença une vive fusillade avec les tirailleurs qui étaient à l'entrée du bois d'oliviers situé à peu de distance du village. Quelques fantassins, qui venaient en croupe des cavaliers, furent aperçus alors faisant feu sur ces mêmes tirailleurs; mais les soldats de la Colonne les repoussèrent avec leur courage accoutumé, tandis qu'elle-même, formée en bataillon carré, continuait sa route. Les cavaliers persistèrent dans leur projet, mais toujours aussi infructueusement; et, en trois lieues de chemin qui séparent le pont de Don Gonzalo du village d'Aguilar, ils ne cessèrent pas un moment de se fusiller avec les chasseurs, qui néanmoins rendirent toujours leurs efforts inutiles.

La Colonne arriva à Aguilar, le 6, à la nuit tombante; et, après avoir fait une halte d'une heure, à la sortie de ce village, pour prendre une ration de pain et une autre de vin, elle continua sa marche sur Montilla, où elle passa la nuit. A la lecture de ce qui précède et de ce

qui va suivre, il est impossible de ne pas reconnaître que tout espoir de salut était dès lors perdu pour ces braves ; qu'ils en jugeaient ainsi eux-mêmes ; et qu'il ne s'agissait plus, pour eux, que de vendre chèrement leur vie, et d'illustrer les derniers instans de leur noble carrière par quelques faits éclatans, qui, par malheur, ne pouvaient plus être d'aucune utilité à la patrie.

Le 7, à trois heures du matin, la Colonne partit de Montilla, dans le dessein de traverser le Guadalquivir, et de s'enfoncer ensuite dans les montagnes. On ne savait sur quel point on devait passer la rivière ; mais le pont de Cordoue étant le plus prochain, le commandant général décida, qu'à tout événement, on marcherait de ce côté : la Colonne suivit cette route avec le dévouement le plus exalté, et résolue à braver les nouveaux dangers qui s'offraient à elle.

Le régiment de cavalerie de Santiago était dans cette ville, mais presque entièrement démonté. Soixante-dix ou quatre-vingts soldats sortirent pour se placer vers la rive gauche du Guadalquivir, dans le dessein apparent d'empêcher la Colonne d'entrer dans la ville : toutefois, à son approche, ils se replièrent, et prirent le chemin d'Ecija. Les autres partis d'infanterie

qui se trouvaient à Cordoue, avec les officiers-payeurs et autres qui étaient en commission, ne prirent parti ni pour ni contre, et la Colonne arriva enfin à la tête du pont, qu'elle passa sans opposition, entonnant, suivant sa coutume, le chant guerrier d'Algésiras.

Il est impossible d'exprimer l'admiration et l'étonnement que témoignèrent les habitans de Cordoue, au moment où la Colonne, qui n'était plus forte alors que de trois cents hommes, entra dans leurs murs. Les rues étaient remplies de personnes qui, par leur silence et la surprise qui se peignait dans leurs regards, exprimaient, bien mieux qu'elles n'auraient pu le faire par leurs paroles, ce qui se passait au fond de leurs âmes, et le sentiment que leur faisait éprouver l'intrépidité de ces guerriers. Cordoue étant une ville très-populeuse, capitale d'un royaume très-étendu, et chemin militaire de Madrid en Andalousie, il est évident que si les forces qui s'y trouvaient alors réunies eussent voulu agir de concert contre la Colonne, elle eût cessé d'exister dès cet instant. Nous trouvons dans ce fait, et dans la suite de ce récit, la preuve la plus irrécusable de l'union intime de sentimens, d'affections, et d'intérêts qui régnait entre le peuple, l'armée,

et cette poignée de braves qui s'étaient dévoués les premiers pour leur pays.

La troupe, toujours en chantant, traversa les rues de la ville pour se rendre au couvent de San-Pablo, où elle fut casernée pendant la nuit. Le commandant général fut reçu par la municipalité avec les plus grands égards, et tout ce qui était nécessaire à la troupe lui fut abondamment fourni. Bientôt les habitans de la ville firent entr'eux une collecte, et remirent au général Riego, pour subvenir aux besoins de sa petite armée, une somme de cinquante mille réaux (12,500 francs).

Le jour suivant, 8, ce faible bataillon de trois cents hommes, que nous continuerons d'appeler l'*Armée Nationale*, puisqu'en effet il représentait la nation entière dont la voix allait bientôt se faire entendre, partit à sept heures du matin, et, prenant la route de la montagne, il fit sept lieues, après quoi il passa la nuit dans une hôtellerie éloignée d'Espier d'environ une lieue.

Le 9, il se remit en marche à quatre heures du matin, et arriva à Espier, à sept; il en repartit à midi, pour aller passer la nuit à Belnez. Le 10, il se dirigea sur Fuente-Ovejuna, où il fut rendu à deux heures après midi. Le

jour était sombre et pluvieux ; la troupe était trop peu nombreuse pour occuper toutes les routes qui conduisaient au village, et le mettre entièrement à l'abri d'une surprise. Le même jour, à quatre heures de l'après midi, on apercut des corps de cavalerie et d'infanterie qui se portaient aux environs de ce village, du côté de Cordoue. Riégo donna aussitôt l'ordre de battre la générale, et forma sa troupe à l'extrémité opposée, mais sa force était tellement réduite, qu'elle ne lui permettait maintenant d'opposer aucune résistance à l'ennemi. Cependant celui-ci n'entra pas dans le village sans que les tirailleurs eussent fait sur lui un feu assez vif. La colonne se mit en retraite; mais la pluie qui tombait par torrens, les chemins, toujours plus impraticables, et le manque total de chaussures, ne lui permirent d'arriver, au village de Azuaga, qu'à une heure après minuit.

Après trois heures de repos, réduite à un aussi petit nombre, et s'affaiblissant à chaque pas par la maladie, la fatigue et le découragement que produisait la désertion, elle se mit néanmoins en marche pour se rendre à Berlanga, où elle entra à sept heures du matin. Elle continua ensuite sa route par Villagarcia, distant de quatre lieues de ce dernier village, et fit halte à Bien-

vienida, où elle arriva à quatre heures du soir.

Là finirent les travaux et l'existence de cette colonne célèbre qui planta en Espagne le premier étendard de la liberté. La fortune devait sans doute de meilleures destinées à son dévouement, à son patriotisme, à son étonnante valeur, et surtout à ses immenses sacrifices; mais toutes les circonstances s'étaient réunies contre elle, et il était moralement impossible qu'il en fût autrement; partout elle avait eu à combattre des forces triples des siennes; elle s'était vue souvent abandonnée, dans les conjonctures les plus critiques, par quelques lâches officiers qui s'étaient unis à son sort par les sermens les plus sacrés; elle avait fait la guerre dans le pays le plus sauvage, forcée de se disséminer sans cesse pour faire face à tous ses ennemis; elle finit, il est vrai, par succomber; mais ce ne fut qu'après avoir glorieusement rempli le grand but qu'elle s'était proposé, celui de propager dans le midi de l'Espagne les principes d'indépendance et de liberté constitutionnelle qui lui avaient mis les armes à la main. Toute sa conduite fut constamment en harmonie avec cette héroïque destination. Partout où elle se présenta, elle remplaça par l'ordre constitutionnel avoué par la nation, l'anarchie tyran-

nique qui était alors le seul gouvernement de l'Espagne. Partout les propriétés, la liberté des citoyens furent respectées par elle; partout elle observa, à l'égard des prisonniers faits sur l'ennemi, les lois sacrées de l'humanité, si lâchement violées par les troupes royales à l'égard des siens; en un mot, elle se montra, pendant toute la durée de sa mission, digne de la sublime cause qu'elle défendait.

Enfin, réduite à une poignée de braves, elle était maintenant dans l'impossibilité d'attaquer comme dans celle de se défendre. Llréna, Fuente-Cantos, Los Santos et plusieurs autres villages dont elle était environnée, étaient remplis de troupes qui se montraient acharnées à la ruine de cette poignée de braves qui déposèrent leurs armes et se séparèrent de leur drapeau, à l'instant où ce drapeau allait flotter sur toute l'Espagne. Cependant, dans d'aussi tristes circonstances, il fallait prendre un parti, et le prendre promptement; car la réunion des débris de la Colonne semblait n'avoir plus d'autre but que de tenir rassemblées contre elle les forces de l'ennemi, sans aucune utilité pour la patrie. D'ailleurs, le soulèvement de la Galice, dont nous allons rendre compte, après avoir jeté un dernier coup d'œil sur l'île de

Léon, et qui a influé d'une manière si directe sur la révolution qui s'opérait à Madrid, à l'instant même où, dans le midi de l'Espagne, la cause de la liberté semblait succomber avec ses défenseurs, appelait ailleurs les pensées et les efforts de ceux qui lui avaient dévoué leurs bras et leurs existences. Réunis sous de nouveaux drapeaux, ils allaient donc continuer leur noble entreprise, mais dans d'autres lieux et sous de nouveaux chefs. Cette détermination fut unanimement arrêtée chez le Commandant général, par tous les officiers qui s'y trouvaient alors réunis, et dont la conduite a été, jusqu'à ce dernier moment, un modèle de résignation, de dévouement et de courage. La ville de San-Fernando ou celles de la Corogne, furent les points de réunion que s'indiquèrent mutuellement les patriotes, vaincus mais non découragés, et qui venaient de donner à l'univers l'un des plus nobles exemples que puisse offrir l'amour de la patrie. L'instant où ces dignes guerriers se séparèrent, fut aussi attendrissant que leur courage à supporter toutes les privations et tous les malheurs avait été stoïque : ils s'embrassèrent en répandant les larmes des héros, et pour se réunir plus tôt qu'ils ne l'espéraient; car, à cette époque, l'Espagne ne paraissait pas présenter encore des espérances de salut

bien prochaines, et toutefois, l'aurore de la liberté était déjà levée sur elle!

Cependant la division de l'armée nationale, restée à San-Fernando, après la sortie de la colonne mobile, et se trouvant réduite à un peu plus de trois mille hommes, était obligée de redoubler d'activité et de vigilance pour se mettre en garde contre toute surprise, et fournir, avec un si petit nombre de soldats, à tous les services que sa situation rendait indispensables. On songea à suppléer, par l'art, à la faiblesse numérique des troupes : on fortifia les batteries et les positions qui étaient mal défendues; on construisit, dans la barrière, une batterie nouvelle de six pièces de seize avec un obusier; on en établit une de huit, du même calibre, au moulin de Santi-Petri, sur la baie; une de quatre, dans les carrières de pierre; et deux autres, de même calibre, dans le petit bras de mer de *Herrera* et dans la métairie de l'Osis. Une batterie de dix-huit, sous le nom de Daviz et Vélarde, fut placée à la gauche de la barrière; enfin, deux autres de seize, dont l'une, appelée d'Urrutia, fut élevée à Santi-Petri, et l'autre, dans la position connue sous le nom de Las-Gallineras; chacune de ces dernières n'était armée que de deux pièces.

Toute la façade du chateau de Torre-Gorda

fut remise à neuf, et le château lui-même fut réparé, pour servir de dépôt à l'artillerie. Des habitations furent disposées pour les officiers et les troupes, et, afin que toutes ces positions n'eussent point à craindre une surprise de la part de la garnison de Cadix, l'on construisit, dans la chaussée, une demi-redoute dans laquelle on mit une pièce de vingt-quatre et deux de seize. On établit aussi, dans le moulin de Santi-Bagnès, trois batteries à fleur d'eau, dont l'une de quatre pièces de seize; l'autre, de deux pièces de vingt-quatre; et une dernière d'une pièce de douze. Les batteries de Santi-Bagnès se joignirent avec la demi-redoute de la chaussée, par le moyen d'un canal qu'on établit dans les salines, et auquel aboutissaient plusieurs autres canaux qui fournissaient constamment de l'eau. Les communications, pour faire parvenir les munitions aux troupes, avaient lieu par un chemin construit derrière ces canaux, depuis la demi-redoute du chemin jusqu'à la vieille chaussée où est situé le château de Torre-Gorda. Enfin, on éleva un parapet avec des feux qui croisaient le chemin et la plage, couvrant celle-ci avec des chevaux de frise en fer, jusqu'au point où arrive la mer dans son reflux. La plage était défendue par une batterie de deux pièces de huit, construite au pied de Torre-Gorda, et

en communication avec le fossé du château; et les chevaux de frise étaient flanqués d'un parapet, disposé pour protéger le feu de l'infanterie.

Le chef d'état major général Don Felipe de Arco-Aguero, et le commandant général de l'artillerie Don Miguel Bagnos, dirigèrent tous ces travaux avec le zèle, l'activité et l'intelligence qui les distinguent éminemment.

Le temps qui s'écoula entre la sortie de la Colonne mobile, de l'île de Léon, et le triomphe de la liberté, ne fut pas remarquable par les opérations militaires de la division de l'armée nationale restée dans cette ville. La faiblesse des moyens de cette armée (1) ne lui permettait pas de faire des sorties contre un ennemi beaucoup plus fort qu'elle; mais ce qui fait bien connaître l'incertitude, le désordre et la division qui régnaient dans les conseils de l'ennemi, c'est qu'avec des moyens aussi supérieurs, jamais il n'ait osé attaquer, avec toutes ses forces, la vaste enceinte occupée par l'armée nationale, alors même qu'elle n'avait pu faire encore aucun des travaux nécessaires à sa sûreté. Ce n'est pas que plusieurs fois l'ennemi n'ait tenté quelques attaques partielles; mais elles

(1) On vient de voir qu'elle ne s'élevait maintenant à guère plus de trois mille hommes.

furent constamment repoussées avec une telle intrépidité, qu'il avait fini par se décider à n'en plus essayer de nouvelles. Nous nous bornerons à indiquer quelques-unes de celles qui parurent plus sérieuses.

Le 29 janvier, la garnison de Cadix sortit de la Cortadura, et s'avança vers Torre-Gorda, dont les batteries la forcèrent à une prompte retraite. Les jours suivans, elle essaya de nouvelles attaques; mais elles n'eurent jamais plus de succès; et tout se bornait, entre les deux armées, à des engagemens journaliers parmi les tirailleurs, et à des escarmouches d'avant-postes.

Le 31 du même mois, l'armée nationale ayant mis en mer, du côté de la baie, cinq chaloupes canonnières, elles furent aussitôt enveloppées par celles de l'ennemi, en beaucoup plus grand nombre; au même instant commença des deux côtés un feu très-vif, et, après la plus intrépide résistance de la part du bataillon d'Espagne qui était à bord, mais cédant à l'extrême supériorité du nombre, une chaloupe tomba au pouvoir de la marine de Cadix. Les chaloupes ennemies s'approchèrent tellement dans cette affaire, que leurs boulets arrivaient jusqu'au cimetière; les batteries de l'armée nationale, placées à Cagno de Herrera, et qui n'étaient com-

posees que de pièces de campagne, n'ayant pas assez de portée pour les atteindre, l'avantage de cet engagement demeura à la marine royale. le sous-lieutenant du bataillon d'Espagne, D. Carlos Sotto, fait prisonnier dans l'action, fut enfermé dans un des cachots de Cadix, où il ne lui fut point donné de lit, et où il manquait presque d'alimens.

Cependant l'armée du général Freyre s'approchait peu à peu de l'île, dont la correspondance avec la colonne mobile avait été interceptée dès le commencement de février. Le quartier général ennemi s'établit à Puerto Santa-Maria; le général Cruz-Mourgeon se plaça à Chiclana avec ses troupes, et toute son armée campa dans la forêt de pins qui est en face de Puerto-Réal.

Le 8 février, D. Francisco Benitez, habitant de l'île, sortit du Péage, et fit prisonniers quatre cuirassiers ennemis.

Le 15, les dispositions de l'ennemi semblaient annoncer l'intention de faire une attaque générale et décisive. Des troupes, sorties de Cadix, marchèrent en avant, tandis que des chaloupes canonnières et de grandes barques, pleines de soldats, menaçaient d'opérer un débarquement. Le général Freyre, à la tête de quelques colonnes, s'avança par la route du

pont de Suazo; mais toutes ces démonstrations n'eurent aucun résultat, et les troupes royales se retirèrent sans que, de part et d'autre, un seul coup de fusil eût été tiré.

Le 19 du même mois, quelques tirailleurs nationaux, composés de grenadiers de Séville et de soldats des Canaries, ayant le flanc couvert par les chaloupes canonnières de l'île, sortirent par le pont de Suazo, et arrivèrent jusqu'à l'épaulement construit sur le chemin de Puerto-Réal, vis-à-vis la batterie du Péage. Les ennemis prirent la fuite en désordre, et jetèrent l'alarme dans le camp de la forêt de pins; l'armée nationale se retira après avoir détruit l'épaulement, sans avoir éprouvé d'autre perte que celle d'un soldat du bataillon d'Espagne, blessé dans une chaloupe.

Tandis que l'on construisait la batterie de Santi-Bagnès, dix chaloupes canonnières ennemies, et plusieurs bombardes se disposèrent à l'attaquer; une pièce de canon de 16, la seule qui fût montée, secondée par l'artillerie du château de Torre-Gorda, les repoussa, et les força de s'éloigner, avec perte d'une chaloupe; la marine nationale n'éprouva aucun dommage. Lorsque, quelques jours après, la batterie put contenir cinq pièces montées, les ennemis voulurent essayer une seconde attaque; mais ils fu-

rent reçus avec une vigueur, proportionnée aux nouveaux moyens de défense que la batterie venait d'acquérir.

Ces attaques, vraies ou simulées, se renouvelaient continuellement, l'intention de l'ennemi étant de profiter de quelque circonstance favorable; mais la vigilance des soldats de la liberté était extrême, et, depuis le général en chef jusqu'au dernier officier, tous déployaient la plus active et la plus constante vigilance.

Cependant, toute communication avec l'intérieur était rigoureusement interceptée. Les nouvelles de la colonne mobile commençaient à manquer entièrement, ou, si quelques bruits se répandaient sur sa marche, c'étaient toujours les personnes les plus intéressées à sa ruine qui les faisaient circuler. Une garnison nombreuse et formidable occupait alors la place de Cadix; on ne remarquait dans l'armée de Freyre aucun indice qui donnât l'espérance de la voir se rattacher à la cause de la patrie; la nation entière, frappée de stupeur, paraissait être muette à l'appel de ses défenseurs; et le sort de ceux-ci n'avait rien que de sombre et de funeste dans l'avenir.

Si l'on réfléchit que trois mille hommes, seuls, isolés, étaient bloqués par des forces cinq fois plus considérables; que ces hommes étaient des

soldats regardés, jusqu'à ce moment, comme d'aveugles instrumens de la tyrannie; que ces soldats étaient attaqués par tous les genres de séductions et d'intrigues; qu'on ne cessait de leur représenter leurs chefs et leurs officiers comme des factieux, des parjures, traîtres à leur roi, rebelles à leur pays, et qui les entraînaient à une ruine inévitable : on se convaincra que, pour avoir résisté à tant de piéges réunis, à tant d'intérêts ligués contre la patrie, il fallait que ces trois mille hommes fussent doués d'une justesse d'instinct et d'une rectitude de jugement bien extraordinaires; d'une pénétration bien rare; d'une âme vraiment héroïque; en un mot, d'un caractère tel qu'on en rencontre peu, même dans les classes supérieures de la société.

Jamais, pendant cette crise, le peuple entier de la ville de San-Fernando ne chancela un moment dans sa fidélité à la cause de la patrie; le blocus, dont les résultats pouvaient lui devenir si funestes, ne donna naissance à aucune plainte, à aucun désordre. Les alcades et les autres magistrats constitutionnels redoublèrent d'activité, de zèle, de vigilance, pour porter remède à mille maux que les circonstances rendaient inévitables; l'harmonie, l'affection, la confiance qui régnaient entre les troupes et les citoyens, ne furent pas altérées un seul instant; la Junte

suprême de gouvernement, installée le 3 février, dans la ville de San-Fernando, se dévoua au maintien du bon ordre; les citoyens se montrèrent toujours héroïques, et furent, en tout, dignes de leurs défenseurs.

Arriva enfin ce jour de bonheur et de gloire, où le Peuple espagnol, dont un concours de circonstances malheureuses avait fermé jusque-là les oreilles aux cris de ses plus dignes enfans, manifesta hautement son désir et son irrévocable volonté de les imiter. La Galice se rappela son ancienne gloire; le 21 février, elle se prononça solennellement, et la ville de la Corogne devint le second boulevard de la liberté espagnole. Peu de jours suffirent ensuite pour faire déclarer les Asturies, l'Arragon, et plusieurs autres provinces. On apprenait à tout instant que la Constitution venait d'être proclamée sur les points les plus opposés de la péninsule; unanimité précieuse, qui prouve assez combien l'Espagne était mûre pour la liberté. Toutefois, pour en exprimer le vœu, il fallait qu'elle fût déjà affranchie de la terreur que lui inspiraient les tyrans : c'est là, surtout, le grand, l'immense service que lui a rendu l'armée, et c'est sans doute aussi celui que l'olygarchie européenne lui pardonne le moins.

Lorsque les autorités militaires de Cadix fu-

rent instruites de ce grand mouvement général, elles parurent enfin se décider à le suivre, et un ordre du général Freyre, qui arriva lui-même de Puerto Santa-Maria, dans cette place, afin de rendre, si ce n'est plus légitime, au moins plus solennelle, par sa présence, la promulgation de la Constitution, annonça que cette fête, qui devait être le triomphe et qui fut le tombeau de tant d'amis de la liberté, serait célébrée à Cadix, le 10 du mois de mars.

La plume nous échappe des mains, à l'horrible récit qui nous reste à faire; continuons néanmoins à remplir la tâche, souvent si facile et si belle, et maintenant si pénible, que nous nous sommes imposée. C'est surtout en ce moment, qu'en attendant la tardive vengeance des hommes, notre âme a besoin de reconnaître que l'immortalité du crime est un des supplices que la Providence a réservés au coupable!

Le général Quiroga, désirant prendre part à une solennité si vivement appelée par les vœux des généreux habitans de Cadix, fit connaître ce vœu au général Freyre, qui l'agréa, et joignit à sa réponse une invitation formelle. En conséquence, Quiroga chargea une députation de l'armée nationale, composée du chef de l'état major général Don Felipe de Arco-Aguero,

du commandant général de l'artillerie Don Miguel Lopez-Bagnos, et du citoyen Don Antonio Alcala Galiano, accompagnés de l'adjudant Don Ygnacio Sylva, d'assister, au nom de l'armée et au sien, à cette auguste cérémonie. A peine étaient-ils arrivés à Torre-Gorda, précédés d'un trompette et de trois ordonnances, qu'ils rencontrèrent une foule immense d'habitans de Cadix, qui, instruits de la solennité qui se préparait pour le lendemain, venaient se réunir à leurs frères de San-Fernando. La cocarde nationale attachée à leurs chapeaux, leurs acclamations affectueuses, la satisfaction qu'exprimaient leurs regards, les expressions de reconnaissance qu'ils prodiguaient à leurs libérateurs, tout annonçait la paix et la plus douce fraternité. Observateurs fidèles des lois de la guerre, les députés de l'armée pensèrent, malgré les vives démonstrations de joie dont leur présence était l'objet, qu'il était de leur devoir de faire reconnaître leur qualité de parlementaires; ils se rendirent donc à la Cortadura, précédés par le trompette, pour y présenter le titre de leur mission aux autorités de la place; on leur répondit « qu'ils seraient reçus *comme amis.* » Cependant la foule augmentait sans cesse, et les cris de joie, les *vivat*

cent fois répétés, à la Constitution, à l'armée nationale et à ses chefs, éclataient de toutes parts. Entrés dans la ville, les commissaires de l'armée libératrice y furent reçus, par les citoyens, avec un enthousiasme difficile à décrire; les uns étendaient leurs manteaux sous leurs pieds; les autres leur jetaient des fleurs qu'on répandait aussi en abondance du haut des balcons; ceux-ci plaçaient des guirlandes sur leur passage; ceux-là, les yeux baignés de larmes de joie, se précipitaient dans leurs bras, et les pressaient sur leur sein. Ce fut au milieu d'un tel cortége qu'ils arrivèrent à la maison du général Freyre, qui les accueillit avec une politesse froide, et leur exprima le désir que l'armée conservât ses positions, alléguant « que l'entrée des troupes de l'île de Léon, dans la place, pourrait être un prétexte de désordres et de troubles, et amener des rixes funestes avec celles qui étaient sous son commandement. » Un des députés ayant répondu « que les soldats de l'armée nationale étaient aussi modérés que vaillans, et qu'ils savaient respecter la discipline, » Freyre répliqua vivement « qu'il croyait que les soldats de son armée avaient droit aux mêmes éloges. » Il paraît, par l'empressement que témoignait le général pour le prompt retour

des députés à San-Fernando, qu'il était bien loin d'éprouver la sécurité qu'il affectait; toutefois ceux-ci étaient disposés à satisfaire au désir qu'il venait de manifester, lorsque plusieurs décharges de mousqueterie s'étant fait entendre, ils virent le peuple se porter en foule et dans le plus grand désordre vers la maison du général, demandant à grand cris du secours contre la troupe qui faisait feu sur les citoyens. La réponse du général fut celle-ci : « Soyez tranquilles, mes enfans, ce n'est rien; n'ayez pas peur. » Cependant le tumulte allait toujours croissant; le bruit de la mousqueterie s'approchait et devenait plus vif; enfin, le général se décida à sortir, paraissant vouloir arrêter le désordre qui devenait de plus en plus effrayant. Il n'en fit rien néanmoins; bien loin de là, il autorisa, par sa présence et son silence, les atrocités et les barbaries qui suivirent immédiatement, et dont nous donnerons bientôt l'épouvantable détail.

Lorsque cette scène d'horreur commença, les députés, d'après le conseil qu'ils en reçurent de Freyre lui-même, se retirèrent sur une terrasse de sa maison, d'où, se traînant de toits en toits et sans être aperçus, ils allèrent chercher un asile qu'ils trouvèrent enfin dans une maison à

peu de distance de celle du général. L'un deux, Galiano, s'étant séparé de ses collègues, pour se réfugier chez un ami, se vit entouré des assassins, dont, par bonheur, il ne fut pas reconnu, et entra dans un café où il passa quelques heures. Sorti de là, mais toujours environné des assassins qui seuls, dans ces affreux momens, remplissaient les rues de Cadix, il parvint à la maison occupée par les généraux Villavicencio et Campana, et rencontra le général Freyre chez ce dernier ; il réclama en vain les droits attachés à son caractère ; on les lui contesta long-temps ; et lorsqu'enfin il fut impossible de ne pas les reconnaître, on lui déclara « qu'on ne pouvait lui accorder la protection des lois, dans un instant où toutes les autorités étaient méconnues et n'avaient aucun moyen de se faire obéir ; » il alla donc chercher auprès d'un ami la protection et la sûreté que lui devaient ses ennemis ; et après une nuit cruelle, passée dans les plus mortelles inquiétudes, il parvint, par l'effet du hasard le plus heureux, dans la matinée du 11, à retrouver ses compagnons. Réunis tous quatre, ils résolurent de réclamer énergiquement, du gouvernement de Cadix (si toutefois il était possible de donner le nom de gouvernement à la sanglante anarchie à laquelle la ville était livrée), les droits

sacrés des parlementaires. On leur envoya pour réponse un officier qui, l'épée nue à la main et à la tête de vingt soldats, dont les armes étaient chargées, pénétra dans l'asile où ils étaient retirés, et les fit saisir comme de vils brigands. Ce misérable, indigne de l'uniforme qu'il avait l'honneur de porter, ne cessa d'insulter ses prisonniers, jusqu'au château de San-Sébastian, où il avait ordre de les conduire. Enfermés dans cette forteresse, depuis la soirée du 11 jusqu'à celle du 14, ils y furent privés de toute communication entre eux, mais sans cesser de demander au gouverneur du château la permission d'être réunis, afin de pouvoir concerter ensemble, et en sa présence, leurs réclamations contre l'odieux abus de pouvoir dont ils étaient victimes. Enfin, le 14 au soir, et lorsque les événemens de Madrid étaient déjà connus à Cadix, depuis plus de trente heures, on les fit sortir du cachot, et leur captivité fut convertie en une simple détention, dont l'objet n'était plus que de pourvoir à leur sûreté personnelle.

A la réception du courrier qui avait apporté l'importante nouvelle de ces événemens (car ce serait se tromper étrangement que d'attribuer à la générosité ou au remords des assassins l'adoucissement qu'éprouva la situation des ommissaires), on était venu leur annonçer

« qu'ils allaient être traités en prisonniers de guerre, et échangés pour un nombre égal de généraux retenus à San-Fernando. » On devine facilement quel eût été leur sort dans le cas où l'issue des événemens de Madrid eût été favorable à la tyrannie! A cette déclaration, sur les motifs de laquelle ils ne pouvaient plus se méprendre, ils se bornèrent à répondre « qu'ils feraient connaître la conduite qu'on avait tenue à leur égard; » Toutefois, les nouvelles de Madrid se succédant alors à tout moment, et ne laissant plus de doute sur le triomphe complet de la cause constitutionnelle, les généraux de Cadix, tremblans au souvenir du passé, épouvantés à la pensée de l'avenir, cherchaient vainement, dans les ordres qu'ils avaient reçus, les motifs d'éluder la terrible responsabilité qui pesait sur leurs têtes, et c'est au salutaire effroi dont ils furent frappés, que les députés de l'armée durent la liberté qui leur fut rendue le 16 mars, au point du jour. On les fit embarquer dans la petite rade située en face du château de San-Sébastian, pour les renvoyer à San-Fernando, sans les faire passer par Cadix, où il n'était que trop probable que leur présence, en rappelant tous les forfaits commis le 10, rallumerait l'indignation générale contre les abominables agens de la tyrannie, dont le

sceptre sanglant venait enfin d'être brisé. Au moment où ils rentrèrent à San-Fernando, les députés reçurent de telles marques d'intérêt et d'affection, que bientôt tous les maux qu'ils venaient de souffrir furent oubliés.

Les événemens, personnels aux parlementaires de l'armée, occupent une place trop importante dans la funeste époque dont nous retraçons l'histoire : ils sont trop essentiellement liés au système de perfidie et de cruauté alors adopté par la cour, pour que nous ayons cru pouvoir nous dispenser de les rappeler dans tous leurs détails. Nous allons maintenant présenter le tableau général des circonstances qui précédèrent, accompagnèrent, et suivirent cette épouvantable catastrophe.

Le jeudi 9 mars 1820, à onze heures et demi du matin, on vit entrer à Cadix, par la porte de Séville, le général D. Manuel Freyre; capitaine général de l'Andalousie, et général en chef de l'armée royale, lequel, depuis l'organisation de cette armée, visitait la place pour la seconde fois. Sa physionomie paraissait animée d'une joie égale à celle qu'inspiraient sa présence et les motifs présumés de son retour. Peu de temps après son arrivée, ce général, accompagné du capitaine général de la marine Villavicencio, se présenta en cos-

tume de grande cérémonie, sur la place San-Antonio, où s'étaient formés des groupes plus nombreux que ceux qui s'y réunissaient de coutume, pendant les jours de fête. On s'entretenait de tous côtés, du jour heureux où la Constitution allait être publiée. De vifs applaudissemens partaient des groupes, et s'adressaient aux deux généraux, pendant que, continuant leur promenade, ils souriaient à la multitude qui se pressait sur leur passage. L'allégresse allait toujours croissant. Quoiqu'il fût trois heures moins un quart, heure à laquelle les généraux et les personnes les plus distinguées se retirèrent pour se mettre à table, la place resta constamment remplie de monde; partout on voyait les mêmes groupes, partout on retrouvait les mêmes entretiens. Les uns avaient oublié l'heure du dîner; les autres allaient se mettre à table et revenaient aussitôt, impatiens d'apprendre des nouvelles et de communiquer celles qu'ils avaient apprises. Les choses se passèrent ainsi jusqu'à quatre heures et demie; alors les généraux se présentèrent sur un balcon, donnant sur la place de San-Antonio et la rue de Linarès; le peuple, en les voyant, poussa des cris de joie, sans proférer toutefois le mot de *Constitution*. A ces vives démonstrations le général en chef répondit : « Demain

au soir; » et comme tout le monde gardait le silence, il continua ainsi : « Le peuple de Cadix est éclairé : j'espère que ceci ne sera point une occasion de troubles il faut que tous les ressentimens s'apaisent, qu'il n'y ait point de sang répandu; divertissez-vous, mes amis : » à ces paroles, dont la feinte douceur cachait de si exécrables desseins, le peuple répondit par des acclamations réitérées et les cris de « Oui, oui, mon général. » Alors le bruit des cloches de San-Antonio se fit entendre et fut suivi de nouveaux *vivat* à la Constitution et au général en chef. La joie, déjà si vive, devint universelle et ressembla au délire. « Divertissez-vous, mes amis, répétaient les généraux Freyre et Villavicencio, » mais que ce soit sans désordre. » — « Oui, oui, tout se passera en fêtes » répondait cette foule de citoyens confians et généreux, dont la dernière heure allait sonner. Cependant le peuple, dans son empressement, demanda quelques instans après « que la cérémonie eut lieu le soir même, et que la pierre Constitutionnelle fût placée sur-le-champ. » — « Cela ne se peut, répliqua le général, » tous les préparatifs ne seront terminés que demain, afin de donner à cette imposante solennité toute la pompe nécessaire; mais jusque-là, je vais

faire placer une pierre provisoire. Satisfait par cette réponse, le peuple réclama la mise en liberté immédiate, de tous les individus arrêtés par suite de leurs opinions. Le général, à qui tous les genres de mensonge, comme de perfidie, étaient devenus faciles, affirma « que l'ordre en avait été donné, et que tous étaient libres. » Peu d'instans eussent suffi pour le convaincre d'imposture; mais le peuple crut à sa parole, et Freyre était bien certain que le jour suivant, à la même heure, personne ne lui demanderait compte de l'exécution de sa promesse!.. Pendant toute la nuit du 9 au 10, des transports d'allégresse éclatèrent sur tous le points de la ville; les magasins demeurèrent ouverts; le peuple parcourut les rues, élégamment tapissées; l'illumination générale dura jusqu'au jour; et le lendemain, avant le lever du soleil, les communications furent ouvertes entre Cadix et San-Fernando. Une foule immense de citoyens de Cadix, les uns en calèche, les autres à cheval, et le plus grand nombre à pied, s'empressèrent d'aller embrasser des amis auxquels ils désiraient depuis si long-temps de se réunir. C'est sur cette route que se rencontrèrent les députés de l'armée qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, se rendaient à Cadix, et les habitans de cette ville qui allaient presser dans

leurs bras leurs frères de San-Fernando. Déjà le journal de Cadix, du 10 mars, avait annoncé l'heure à laquelle la Constitution serait promulguée; les jours pendant lesquels la ville serait illuminée; et publié le programme des fêtes qui devaient être célébrées à cette grande époque. Déjà s'élevaient dans les rues et sur la place San-Antonio les échafaudages destinés à placer les magistrats chargés d'annoncer au peuple le rétablissement de ses libertés; toutes les autorités étaient invitées; et, qui le croirait? les consuls des puissances étrangères furent appelés à venir sanctionner, par leur présence, l'un des plus horribles attentats qui aient ensanglanté les annales humaines (1).

Freyre donna ordre à toutes les troupes de rester dans leurs casernes, et, sous aucun pré-

---

(1) Si les consuls fussent arrivés quelques instans plus tôt, il est probable que, dans l'impossibilité de faire reconnaître leur caractère par une soldatesque ivre de vin et altérée de sang, ils auraient partagé le sort des infortunés habitans de Cadix. Nous avons sous les yeux une lettre de cette ville, datée de cette époque, dans laquelle on annonce que le consul de France avait demandé une satisfaction. Si ce fait est vrai, il est présumable qu'on n'aura point donné de suite à cette demande.

texte, il ne fut permis aux officiers et aux soldats de se répandre dans la ville; on avait un trop grand intérêt à séparer de la joie commune ceux qu'on destinait à devenir, dans quelques instans, les bourreaux de leurs paisibles concitoyens. Cet ordre fut observé pendant toute la journée du 9, et durant ce temps, des patrouilles, composées de la milice de Séville, dont l'union avec les citoyens ne fut pas troublée un seul moment, maintinrent dans la ville un ordre si parfait, que ni les cafés, ni les magasins, ni les lieux de divertissement à l'usage du peuple, ne furent fermés pendant 28 heures; et que, dans cet intervalle, aucune personne de l'un et de l'autre sexe ne commit le plus léger désordre.

Le 10 mars, à dix heures un quart du matin, au moment où toute la population de Cadix, livrée à l'espoir des nouvelles destinées de la patrie et transportée du plus saint enthousiasme, était rassemblée dans les rues et sur les places pour assister à la promulgation de l'acte constitutionnel, indiquée pour onze heures, on vit, tout à coup, sortir de la caserne de la Bombe, semblables à des lions furieux, et ivres pour la plupart, les soldats du bataillon des Guides, au nombre de quatre cents, faisant feu de tous côtés, sur la foule, et sur les

habitans que l'horreur d'un tel spectacle faisait accourir à leurs balcons. Ils assassinaient les citoyens, aux cris de *vive le roi*, pendant que ceux des soldats qui étaient restés dans les casernes, poussant les mêmes cris et montrant la même fureur, faisaient également feu, du haut des toits de ces casernes, formés en terrasses et revêtus de parapets. Les soldats qui étaient sortis des quartiers se dirigèrent par la place de la Verdad, et les rues à droite de celle San-Antonio, continuant à égorger tout ce qui se trouvait sur leur passage, et massacrant indistinctement hommes, femmes, enfans, vieillards. Les malheureux ouvriers qui élevaient les échafaudages sur la place, et qui étendaient les tapisseries devant les maisons, tombèrent les premiers sous les coups de ces brigands, qui paraissaient ne ralentir un moment leurs assassinats, que pour dépouiller les cadavres de leurs victimes. Tous ceux des habitans à qui on en laissa le temps, se réfugièrent dans les premières maisons qui s'offrirent à eux. Cependant les officiers qui présidaient à cette épouvantable boucherie, vinrent chercher les généraux Freyre et Villavicencio, dans la maison où ils étaient renfermés, rue de Linarès, et les en firent sortir, pour les conduire chez les généraux Çampana et Valdès, logés dans les

mêmes casernes d'où venaient de sortir, quelques instans auparavant, et aux mêmes cris de *vive le roi*, le régiment des Guides, et le bataillon d'assassins connu sous le nom de la *Lealtad*, suivi des milices de Xerès, destinées à le seconder dans l'exécution des massacres. Le colonel Capacète et son fils terminèrent cette scène d'horreurs en s'emparant des clefs de la ville, qu'ils apportèrent au pavillon habité par Valdès, quoiqu'un nombre considérable de citoyens fût encore hors des portes. Ce fut dans ce pavillon que se réunirent ensuite les généraux, et leurs exécrables complices, les chefs et officiers des hordes de brigands que nous venons de nommer. Après avoir donné le matin, à la Cortadura et à l'escadre, des ordres pour laisser librement communiquer les habitans de Cadix et ceux de l'île, ils changèrent tout à coup ces instructions, et prescrivirent de remettre les forts et la ville dans le même état de défense qu'auparavant. Le général Villavicencio partit à une heure pour la Cortadura, d'où il monta à bord; Freyre ne quitta Cadix qu'à quatre heures du soir, pour retourner à Puerto Santa-Maria.

Un feu de file ou de peloton, tel que pourrait le faire une troupe de mille hommes, avait duré depuis dix heures un quart du matin jus-

qu'à une heure de l'après midi; les cris de *vive le roi*, qui paraissaient être le mot d'ordre des bourreaux, s'étaient mêlés, pendant les massacres, aux gémissemens des blessés et aux derniers soupirs des mourans.

Les assassinats continuèrent pendant trois heures; mais les brigandages se prolongèrent au delà de vingt-quatre. Les soldats, divisés par pelotons de huit, dix, et quinze hommes, se répandirent alors dans tous les quartiers de la ville, menaçant à tout instant de l'incendier; enfonçant les portes des maisons pour les piller : et rançonnant, la baïonnette sur la poitrine, ceux que les besoins de la vie forçaient encore à se trouver dans les rues. Plusieurs personnes qui n'avaient point d'argent sur elles furent impitoyablement égorgées par ces cannibales; le nombre des habitans qui rachetèrent leurs jours de leur bourse fut considérable, parce que, outre ceux dont nous venons de parler, un grand nombre de ceux qui s'étaient refugiés dans les maisons de leurs amis, ayant cru pouvoir en sortir avec sûreté, aussitôt qu'ils avaient vu que le feu avait cessé, étaient tombés ainsi entre les mains des soldats.

Quoique des patrouilles, composées des autres corps de la garnison, parcourussent les rues, il fut cependant impossible d'arrêter le

désordre avant l'après midi du samedi 11; ce même jour, vers le soir, une proclamation, affichée sur les murs de la ville, et dont le but était de rejeter sur les prétendues provocations des paisibles et infortunés citoyens, les forfaits inouïs qui venaient de se commettre, annonça que tout était tranquille, interdit à tous les habitans de porter une arme, soit offensive, soit défensive; leur défendit de circuler dans les rues, après huit heures du soir, sans passeport de leur commissaire de quartier; et ordonna que les cafés et les boutiques seraient fermés à sept heures. Cette proclamation, qui n'eût été que ridicule, si ce mot pouvait trouver place au milieu d'un tel désastre, fut suivie d'un ordre du jour plus horrible, s'il est possible, que les forfaits même de la veille. Dans cette pièce, vraiment remarquable par la franchise de sa scélératesse et l'excès de son audace, l'abominable Campana, né lui-même à Cadix, rendait de solennelles actions de grâces aux troupes qui venaient de se baigner dans le sang de ses concitoyens sans défense (1). Le soir, ces mêmes troupes furent réunies sur la place San-Antonio, pour y jurer fidélité au roi!!!

(1) Pièces justificatives.

Le nombre des citoyens qui perdirent la vie dans cette affreuse journée fut de quatre cent trente-six; soixante-seize furent blessés, et plusieurs d'entre ces derniers moururent quelques jours après, à l'hospice de San-Fernando (1).

Un voile, impénétrable depuis dix mois à la justice, mais transparent pour l'opinion publique, soustrait encore à la vengeance de la nation espagnole les véritables auteurs des massacres de Cadix, dont les Freyre, les Campana et les Valdès, furent les atroces mais aveugles instrumens; ce même voile, qu'il ne nous appartient pas de lever, mais qui sans doute ne tardera pas à l'être, est étendu sur les conspirateurs de Valence, d'Avila, de Burgos, dont quelques-uns, dit-on, prétendent se justifier en compromettant le nom le plus auguste; les véritables Espagnols sont consternés de tant d'impunité et d'audace; ils ne peuvent se dissimuler qu'elle doit encourager à de nouveaux attentats les ennemis de la liberté et de l'ordre

---

(1) Quelque considérable que soit ce nombre, il l'eût été bien davantage si les soldats, qu'on avait pris soin d'enivrer pendant la nuit, eussent tiré d'une main plus sûre; mais par bonheur toutes les balles portèrent très-haut, ainsi qu'on l'a vérifié depuis.

constitutionnel ; ils se demandent s'il existe en Espagne d'autre inviolabilité que celle de la personne royale : or, cette personne étant un être abstrait, qu'aucune loi, aucun soupçon même ne peuvent atteindre, nous oserons demander, à notre tour, dans l'intérêt d'une nation si digne de conserver la liberté qu'elle a conquise, quelle est la cause inconnue qui, en retenant depuis si long-temps le bras de la justice, levé sur des hommes également coupables envers la patrie qu'ils trahissent et le monarque qu'ils calomnient, provoque ces vengeances populaires, d'exécrable mémoire, dont la France, à l'une des plus funestes époques de sa révolution, donna l'exemple au monde (1).

Mais il est temps de détourner nos regards du sanglant spectacle qu'offrait la malheureuse

---

(1) Les massacres des premiers jours de septembre 1792. Personne n'ignore que les hommes barbares qui dirigèrent ces épouvantables événemens, avaient enflammé l'imagination de la multitude, en lui persuadant que les tribunaux de cette époque se refusaient à condamner quelques hommes qui, à la suite de la révolution du 10 août, lui étaient désignés comme ses ennemis. C'est surtout à cette cause qu'il faut attribuer la criminelle indifférence avec laquelle la population de Paris, forte de

ville de Cadix, livrée à toutes les horreurs d'une place prise d'assaut, pour les reporter sur le théâtre de la gloire des libérateurs de l'Espagne.

---

plus de huit cent mille âmes, vit exécuter, pendant six jours, sous ses yeux, par un petit nombre d'assassins, et au nom de la liberté, des forfaits inouïs, qui, à trois, et vingt-trois années de distance (1795 et 1815), furent imités dans d'autres villes de la France (Lyon, Marseille, etc.), par une faction qui se disait royaliste, en égorgeant, sans jugement, des milliers de Français, au nom du roi de France!

AFFAIRES
DE GALICE.

Depuis la mort funeste, mais glorieuse, de l'infortuné général Porlier, les amis de la liberté, qu'une cour perfide et cruelle croyait avoir épouvantés par l'appareil des supplices, poursuivaient, en Galice, avec une inébranlable persévérance, leurs héroïques desseins pour renverser la tyrannie. Malgré les obstacles de tout genre qu'apportait le gouvernement à la circulation des nouvelles, elles se propageaient néanmoins avec une étonnante rapidité, d'une extrémité de la péninsule à l'autre. Du moment qu'on eût appris, à la Corogne, les événemens qui s'étaient passés à l'île de Léon, dans les premiers jours de janvier 1820, on ne songea plus qu'à seconder, par tous les moyens, des projets aussi généreux, aussi hardis, et dont l'exécution était environnée de

tant de périls. La conviction profonde où l'on était que si le plus parfait accord ne s'établissait pas sur-le-champ entre tous les amis de la patrie, cette nouvelle entreprise aurait le sort de celles qui l'avaient précédée, décida à presser de plus en plus le soulèvement de toute la province de Galice; toutefois, la destruction d'un gouvernement fondé sur une obéissance de plusieurs siècles, et fortifié par la terreur, n'était une chose ni prompte ni facile à effectuer; par malheur, la marche des opérations était lente, parce que, pendant le cours des six dernières années qui venaient de s'écouler, on avait vu avorter dès leur naissance le germe des plus nobles projets, et que, maintenant, chacun craignait de se compromettre; il était donc nécessaire de compter sur un grand nombre d'individus, inaccessibles à la crainte, pleins de confiance les uns dans les autres, et décidés à tout; il ne l'était pas moins que les réunions clandestines ne se rassemblassent qu'avec un profond mystère, et que la surveillance des autorités fût déçue; enfin, il était indispensable de réunir en un seul point tout ce que la prudence et la prévoyance humaine peuvent inspirer dans des conjonctures aussi importantes. D'ailleurs le

temps pressait, et les nouvelles qui parvenaient d'Andalousie n'étaient pas rassurantes; l'arrivée du général Vénégas alarmait les uns, rassurait les autres, et décourageait ceux qui, en plus grand nombre que tous les autres, croyaient que sa présence pourrait mettre obstacle à l'exécution de projets déjà si avancés.

Ce général, qui, chargé des ordres de la cour, n'était cependant parti de Madrid qu'avec une extrême répugnance, avait déjà appris à Villa Franca del Bierso, une partie des projets qui se tramaient à la Corogne, et on ne lui avait pas même laissé ignorer qu'on l'attendait dans cette ville pour s'assurer de sa personne; mais, soit qu'il n'accordât pas une entière confiance à ceux qui lui avaient fait ces communications, soit qu'il ne voulût pas manifester d'avance des craintes qui pouvaient n'être pas fondées: ou peut-être (ce qui paraît plus vraisemblable), qu'il eût formé le dessein de prévenir, par des moyens de conciliation, l'exécution des plans dont on venait de l'instruire, il est certain qu'il continua sa marche jusqu'à Betanzos, ou il arriva le 20 février au matin, sans manifester le moindre soupçon. Là, il demanda au colonel du régiment provincial de Betanzos D. Heraclio Alaïz, s'il n'y avait rien de nouveau à la

Corogne; question mystérieuse qui échapa à sa circonspection ordinaire, car ses craintes augmentaient de plus en plus en approchant de la capitale de la province. Toutefois, le colonel, instruit de tout ce qui se passait, par les amis de la liberté, qui comptaient sur lui pour l'exécution de leurs plans, et qui leur avait promis toute son assistance, parvint à dissiper les inquiétudes du général, avec tant de finesse et de sagacité, que celui-ci n'hésita plus à continuer sa route.

Tel était, en ce moment, l'état des choses à la Corogne. Plusieurs habitans du Ferrol, de Vigo, de Betanzos, d'intelligence avec cette ville, n'attendaient que le signal convenu pour seconder les opérations de leurs amis, en levant au même instant l'étendard national, et appelant sur divers points, par cette importante diversion, un ennemi qui pouvait disposer de forces et de ressources beaucoup plus considérables qu'eux.

Le général arriva dans l'après-midi; le soir, plusieurs officiers se réunirent pour déterminer le temps, le lieu, et les moyens à prendre pour faire éclater la conjuration. Après avoir aplani quelques difficultés, et s'être entendus avec plusieurs des citoyens les plus dévoués

de la ville et des villages voisins, ces braves militaires, certains qu'ils seraient soutenus par le peuple tout entier, et assurés de l'assentiment secret du général, qu'on savait désirer au fond de son cœur l'établissement du gouvernement constitutionnel, se séparèrent jusqu'au lendemain, jour désigné pour rendre la liberté à l'Espagne, ou du moins, et à tout événement, si des obstacles imprévus venaient s'opposer à ce grand dessein, pour donner à leurs frères d'Andalousie des secours que leur situation leur rendait si nécessaires.

Malgré les imminens dangers attachés à exécuter, pendant le jour, une entreprise de la nature de celle dont il s'agit ici, les conjurés de la Corogne, qui n'ignoraient pas ces dangers, mais qui ne pensaient pas qu'un dessein juste, tramé pour rendre la liberté à la patrie, dût être conduit comme une de ces conspirations vulgaires, enfantées par l'ambition ou la vengeance, résolurent de donner un exemple tout-à-fait nouveau dans l'histoire, et à leur démarche un caractère imposant de justice. Ils ne voulurent point surprendre insidieusement les dépositaires de l'autorité, mais réclamer hautement, et comme une chose sacrée, les droits d'un grand peuple, indignement usurpés par

quelques tyrans. Ce fut donc l'heure de midi, et l'instant où les chefs et les officiers de la garnison se rendraient auprès du général Vénégas, pour le complimenter sur son arrivée, qu'ils choisirent pour mettre leurs projets au jour.

Quoique tous les officiers ne fussent pas dans le secret de cette conjuration, l'esprit de l'armée était trop bien connu pour qu'il fût permis de douter qu'au moment où elle éclaterait, tous ne fussent jaloux de concourir à la gloire de défendre la liberté nationale. Cependant, si, contre toute attente, il en était quelques-uns d'assez lâches pour s'opposer à une aussi glorieuse résolution, il fut décidé, qu'à l'instant même, on prendrait les mesures les plus énergiques et les plus efficaces pour rendre leur résistance inutile, et surmonter tous les obstacles.

Le 21 février, à midi, pendant que les chefs des corps et les officiers se rendaient au palais, pour saluer le Général, un murmure confus, présage trop souvent funeste des grandes commotions politiques, annonça que l'heure était arrivée où la Galice allait secouer le joug du plus honteux esclavage, et que, pour y parvenir, les citoyens et l'armée n'avaient plus d'autres moyens à prendre que ceux qu'avaient

embrassés leurs généreux devanciers de l'île de Léon.

Le grand salon du palais était rempli de militaires de tout grade, et le général Vénégas, ne portant pas d'épée ce jour-là, contre son usage, recevait leurs hommages sans défiance. Le second commandant de la province, Don Nicolas Llano-Ponte, n'était pas présent; cette circonstance, qui n'était en effet que le résultat du hasard, ne pouvait cependant être vue avec indifférence, dans un moment où les troupes, incertaines sur le parti qu'elles auraient à suivre, la présence d'un Général pouvait renverser, en un instant, toutes les mesures qui auraient été prises. Par bonheur, il arriva qu'à peine cet homme eut été instruit, dans la rue, de ce qui se passait au palais, que, loin de courir à la défense du Capitaine-Général, il ne songea qu'à se sauver lui-même.

Il avait été convenu, pour signal du mouvement, qu'un demi-quart d'heure après que le corps d'officiers serait entré dans le salon, les citoyens, qui étaient avertis, feraient entendre sur la place les cris de : *Vive la Nation, vive la Constitution.* Cependant le temps s'écoulait et l'on n'entendait rien : Alors le lieutenant colonel D. José Aranda sortit du cercle, se pré-

senta à l'un des balcons inférieurs du palais, qui donne sur la place, et fit, avec son mouchoir, un signe aux citoyens rassemblés; il répéta ce signe par trois fois, avant d'être compris, et ce ne fut qu'à la dernière que s'écriant lui-même : « Vive la Nation, vive la Constitution, » et engageant le peuple à répéter ces paroles avec lui, elles retentirent unanimement, et à plusieurs reprises, sur tous les points de la place, pendant qu'un grand nombre de citoyens s'étaient approchés des soldats de la garde du Général, pour les envelopper. Cette circonstance fut sur le point d'amener les événemens les plus fâcheux, car la sentinelle et deux soldats ayant déjà fait feu, on était sur le point d'en venir aux mains. Néanmoins, ce premier accident n'eut aucune suite. A l'instant, les citoyens José Varela et José Régal, secondés de quelques autres, s'emparèrent des armes, et parvinrent à enfermer dans le corps-de-garde l'officier qui le commandait ainsi que les soldats, à l'exception de ceux qui étaient en sentinelle dans la partie supérieure du palais.

Le général apprit alors, par un adjudant de la place, que la garde était en désordre. En même temps parurent armés, à la porte du salon, l'habitant Juan Viniegra suivi de Manuel Varéla.

A ce signal convenu, le colonel d'artillerie Don Carlos Espinosa, qui se trouvait dans ce salon, met l'épée à la main; à l'instant il est imité par tous ceux qui l'entourent, et dont la plupart, ignorant la cause de tout ce mouvement, attendaient avec inquiétude le dénouement d'une scène aussi extraordinaire. Pendant que ceci se passait, les habitans, armés de sabres et de pistolets, arrivaient de tous côtés dans le salon, poussant les cris de « *vive la Constitution.* » La sentinelle voisine de la porte essaya de faire feu; mais son arme lui ayant été arrachée par un officier des volontaires d'Aragon, celui-ci entra dans le salon l'arme au bras, et proclamant le triomphe de la cause constitutionnelle. Au milieu de cette scène, le général Vénégas voulut porter la main à son épée; mais, s'apercevant qu'il ne l'avait pas, il rentra chez lui. Le gouverneur de la place s'étant avancé en même temps, et ses dispositions paraissant équivoques, il reçut une légère blessure et fut désarmé.

Espinosa, suivi du lieutenant colonel d'artillerie D. Ramon y Bagnès, et de quelques autres officiers, entra alors dans l'appartement du général, et lui fit connaître « que la volonté du peuple et de la garnison étaient unanimes; »

ajoutant « que sa personne était universellement estimée et respectée, et que, pour obtenir la confiance générale, il n'avait besoin que de se mettre à la tête des troupes, et proclamer immédiatement la Constitution, que le peuple et l'armée demandaient à grands cris. » Enfin, Vénégas se décida à descendre à la porte du palais, accompagné d'Espinosa et des autres officiers, pour se convaincre par lui-même du vœu du peuple.

A peine eut-il vu le petit nombre de personnes qui se trouvaient sur la place, que, se remettant de son premier trouble, et se tournant vers Espinosa, il lui dit : « je ne vois point ici le peuple; on vous a trompé, Espinosa. — On ne m'a point trompé, mon général, reprit Espinosa, et si vous ne prêtez vous-même serment à la Constitution, je ne réponds pas qu'on ne manque au respect qui vous est dû. — Bon! ajouta Vénégas, ceci n'est qu'un moment d'effervescence; reconduisez-moi dans mon appartement. »

Trop faible pour se résoudre à donner l'ordre de jurer le maintien de la Constitution, Vénégas, dont les talens, les connaissances, et les intentions sont dignes des mêmes éloges, fut ramené dans sa chambre, où il fut retenu

prisonnier avec le gouverneur de la place ; les colonels et commandans des régimens de Grenade et de Castille ; le colonel du 2e. légers d'Aragon ; et le brigadier colonel d'artillerie Don Andrés Lavina, qui remit volontairement son épée. On battit la générale, et les officiers se rendirent, du palais à leurs quartiers respectifs, où ils étaient attendus par leurs camarades et plusieurs sergens, qui, tous, ayant mérité par leur fidélité à la patrie d'être instruits de ce qui se tramait pour elle, étaient maintenant occupés à former les troupes. On comptait parmi les braves qui contribuèrent le plus au succès de la journée, plusieurs de ceux qui, après avoir servi sous les ordres de Porlier, avaient été arrêtés comme prévenus d'intelligences avec ce général. Un lieutenant du régiment de Grenade demeura, pendant quarante-huit heures, de garde aux portes de la ville, pour empêcher d'en sortir quelques individus ennemis déclarés de l'ordre constitutionnel. Ce qui est digne d'une remarque particulière, c'est que, dans tout ce mouvement, pas la moindre somme d'argent ne fut répandue parmi les soldats ; il avait suffi de leur faire connaître la justice de la cause qu'ils avaient à défendre, et tous s'étaient portés à la servir avec un égal enthousiasme.

L'ordre ayant été donné de rassembler les troupes sur la place qui venait de recevoir le nom de *la Constitution*, le premier officier qui s'y rendit fut Don Lorenzo Alonzo, capitaine du deuxième bataillon d'Aragon, amenant avec lui quarante hommes du même corps, qu'il avait réunis dans son quartier; Grenade et Castille le suivirent; le régiment d'artillerie, obligé d'atteler ses pièces, ne put arriver que plus tard.

Don José Aranda, qui, dans la journée du 21 février, avait si puissamment contribué à enflammer le courage des soldats : qu'on rencontrait partout, presqu'en même temps : et dont le zèle était infatigable, vit à peine les troupes réunies sur la place, qu'il courut aux prisons pour briser les fers des officiers encore détenus par suite de la tentative malheureuse de Porlier; ils étaient dix. Un citoyen arrêté avec eux pour la même cause fut également mis en liberté.

Accompagné d'une foule considérable, le colonel d'artillerie Espinosa, qui dirigeait toutes les opérations de cette journée, s'avance l'épée à la main et sans chapeau, vers l'atelier de la marine, s'empare des armes, et les distribue aux habitans. De retour sur la place, il est unanimement proclamé, par le peuple et par les

troupes, Commandant général de la province et de l'armée. Tous les yeux étaient fixés sur lui ; on admirait son activité, son zèle, l'énergie de son patriotisme, et chacun se félicitait de lui obéir. Pour lui, inaccessible à toute ambition personnelle, il ne songeait qu'à rendre à la patrie ses droits perdus, et, quoiqu'il recût avec reconnaissance les témoignages de la confiance publique, il alla chercher lui-même celui qu'il jugea plus digne et plus capable que lui de commander. Il crut l'avoir trouvé dans le colonel Don Félix Alvarès Acebedo, qu'il avait connu, depuis long-temps, dans les réunions secrètes qui avaient préparé la révolution ; il engagea vivement la troupe à l'élire pour son général, et l'assura que ce colonel était véritablement l'homme qui convenait aux circonstances. Au même instant, et en preuve de la sincérité de ses discours, il remit entre les mains du colonel le commandement qu'il tenait lui-même du choix du peuple. Acebedo fut aussitôt reconnu par la troupe, en qualité de général, et, en peu de temps, la Nation put se convaincre que l'élévation de cet homme respectable était une obligation nouvelle qu'elle avait contractée envers Espinosa, dont la conduite, dans la journée qui venait de s'écouler, avait

été un modèle de toutes les vertus qui font les grands citoyens.

Revêtu du commandement, Acebedo, qui, jusque-là, n'avait paru qu'un homme ordinaire, déploya une force d'âme, une précision d'idées, une éloquence et une énergie qui excitèrent une admiration et un étonnement universels, et firent avouer à tous qu'il était digne du choix qui avait été fait de lui.

Néanmoins, cette foule d'officiers, à qui le service de la patrie ne permettait pas de connaître le repos, ne le cédait en zèle et en patriotisme ni à Espinosa ni à Acebedo. Ceux-ci, s'occupaient à renforcer les postes; ceux-là, à répartir les armes; les autres, à enflammer l'enthousiasme du peuple et de l'armée. Tous étaient, en quelque sorte, des sentinelles avancées et vigilantes, fixant un œil pénétrant sur tout ce qui se passait autour d'elles, et prêtes à se porter partout où leur présence serait nécessaire.

Dans cet état de choses on éprouvait le besoin d'un gouvernement qui, réunissant en lui toute la force de celui qui venait d'être détruit, fût en état de diriger avec fermeté la marche des affaires, et de réprimer tous les désordres auxquels les révolutions donnent presque tou-

jours naissance, et qui, sous le voile de l'intérêt national, ne tarderaient pas à bouleverser l'état. La Corogne, en passant du despotisme à la liberté, offrit le spectacle des vertus les plus héroïques, et le bon esprit du peuple trompa toutes les ambitions particulières. Un habitant ayant demandé qu'on lût à haute voix la liste de toutes les personnes propres à occuper une place dans le gouvernement, cette liste fut lue, et tous ceux qui y étaient portés méritèrent l'approbation générale. Ainsi furent nommés membres de la Junte suprême de gouvernement D. Pedro Agar, président; D. Felix-Alvares Acebedo, commandant général; D. José Maria del Busto, fiscal de l'audience de Galice; D. Xavier Martinez, marquis de Valladarès; D. Manuel Lattre, lieutenant colonel, et commandant du second bataillon des volontaires d'Aragon; D. Carlos Espinosa, colonel d'artillerie; D. Joachim Freyre, capitaine de vaisseau; D. Estanislas Pegnafiel, et D. Juan-Antonio de la Vega, propriétaire et négociant à la Corogne. Les places de premier et de second secrétaires de la Junte furent données à D. Pedro Sanches Boado et à D. Jayme Quiros.

A peine la Junte suprême fut-elle installée, que, reconnaissant avant tout la nécessité de

rétablir l'ordre, elle publia sur-le-champ une proclamation que l'on peut considérer comme un modèle de raison, de sagesse, de patriotisme et de véritable politique (1).

Les troupes, accompagnées de leurs officiers, se retirèrent à leurs quartiers respectifs; les gardes furent renforcées; et la vigilance, sans laquelle les plans les mieux conçus échouent presque toujours, fut redoublée sur tous les points. Sans perdre de temps on procéda à la nomination des commandans de la place, dont les emplois étaient vacans par l'absence ou l'arrestation de ceux qui les occupaient précédemment. D. Melchior de la Concha fut élu gouverneur de la Corogne; D. Juan Manuel Ausel, lieutenant de roi; et sergent major, le lieutenant colonel D. Jose Joaquin-Ayestaran, lequel a conservé cet emploi jusqu'au 11 mars. Toutes les autres fonctions civiles et militaires furent confiées à des citoyens et à des officiers dont le patriotisme et les talens étaient également éprouvés.

A l'entrée de la nuit, le capitaine général Vénégas, le gouverneur de la place, et les colonels et commandans désignés plus haut,

(1) Voyez pièces justificatives.

accompagnés d'un détachement de trente volontaires d'Aragon, et d'habitans armés, à la tête desquels marchaient Acebedo et Espinosa, furent transférés au château de San-Anton.

Acebedo désigna deux officiers (Marqueli et Aranda) pour aller chercher, à Betanzos, le président D. Pedro de Agar, qui, relégué dans cette ville par le précédent gouvernement, était dans une profonde ignorance de ce qui se passait dans la capitale de la province. A cette commission on en joignit deux autres, adressées au colonel Alayz et au doyen du conseil de cette ville, par lesquelles ils étaient chargés de faire arrêter le corregidor de Betanzos, notoirement connu par son opposition au système constitutionnel, et qui, dans les temps horribles qui venaient de finir, s'était montré le persécuteur implacable de tous les amis de la liberté.

A huit heures du soir, les deux officiers montèrent en voiture, et se mirent en route, suivis de la compagnie de chasseurs de Castille, et de plusieurs habitans, armés et à cheval: ces courageux citoyens étaient les mêmes qui avaient attaqué la garde du palais.

La nuit était ce que sont en hiver les nuits de la Galice; il pleuvait sans cesse; et il était

nécessaire de donner quelque repos à la troupe et aux citoyens qui l'accompagnaient. Il fut à peine possible de trouver ce jour-là à dîner pour tant de monde. Cette circonstance, et les inconvéniens de la nuit, ne leur permirent pas d'arriver à Betanzos avant deux heures du matin ; quelques bruits, vaguement répandus sur la route, leur avaient même causé une sorte d'inquiétude. Deux officiers, qui faisaient partie du détachement, s'avancèrent un peu, afin de décider une compagnie d'Aragon, qui se trouvait là, à se réunir au reste du bataillon : ce qu'elle fit sans hésiter.

Au lieu d'entrer dans la ville, la troupe se mit en bataille sur la place, et quelques officiers se retirèrent chez le colonel Alayz, qui s'empressa de faire donner aux soldats tout ce qui leur était nécessaire. De là ils allèrent s'assurer de la personne du corrégidor, qui, d'après l'avis qu'il en avait reçu la veille au soir, de l'auditeur Cid, avait cru devoir instruire la cour de ce qui se passait à la Corogne. Lorsque la troupe fut arrivée au quartier des volontaires d'Aragon, il ne s'agit plus que de lui donner le repos dont elle avait tant de besoin. Les volontaires, considérant que depuis quinze heures leurs compagnons d'armes étaient

accablés de fatigues et de sommeil, s'empressèrent tous, par le plus touchant accord, de céder leurs chambres aux chasseurs.

Tandis que les soldats se reposaient, les officiers chargés des pouvoirs de la Junte se rendirent à la maison du président, don Pedro Agar, chez lequel ils se firent introduire, quoique la nuit fût déjà fort avancée. Celui-ci, rempli de joie aux nouvelles qu'il apprenait, accepta les hautes fonctions qui lui étaient déférées, avec le même zèle et le même dévouement qu'il avait, quelque temps auparavant, rempli celles de régent des Espagnes; et se décida à se mettre en route sur-le-champ. Il était déjà jour lorsqu'on partit pour revenir à la Corogne. Les volontaires d'Aragon se réunirent à ceux de Castille, et quelques officiers, conduits par le capitaine Cayuela, s'avancèrent pour arrêter l'auditeur Cid, qu'on savait être caché dans une maison de campagne attenante à Betanzos. Le président Agar était avec le colonel Marqueli, dans la voiture, où se trouvait aussi le corrégidor de Betanzos, qu'on venait de faire prisonnier.

On s'arrêta pour dîner, dans le bourg, où l'on attendit Cayuela, qui n'arriva que tard, parce que, outre l'auditeur Cid, qu'il voulait et ne put

arrêter, il espérait, mais aussi inutilement, pouvoir se saisir d'un domestique du général D. Llano Ponte. Rien de nouveau ne se passa pendant le reste du voyage, jusqu'au faubourg de la Corogne, où un peuple immense attendait, avec l'impatience la plus vive, l'arrivée de D. Pedro Agar. D'aussi loin qu'on l'aperçut, les noms de père de la patrie, de protecteur du peuple, lui furent prodigués; on détela les mules qui traînaient sa voiture, et, par une de ces démonstrations de respect, de reconnaissance et d'amour, excusables peut-être à l'égard de quelques grands citoyens, mais toujours indignes d'hommes libres, cette voiture fut traînée à bras jusqu'au palais du gouvernement, après avoir traversé les rues remplies d'un concours prodigieux de citoyens, au son de la musique militaire, de l'artillerie et des cris de joie, qui, en célébrant le triomphe de la liberté, adressaient les vœux les plus touchans à l'homme vénérable, dont les ennemis même étaient contraints d'admirer la vertu.

Dès que la voiture fut arrivée à la porte du palais, Agar en fut enlevé. Porté, dans les bras de ses concitoyens, jusque dans le salon, il fut appelé à grands cris sur le balcon du palais, par le peuple, qui ne se lassait pas de con-

templer les traits de cet homme de bien.

Ce même jour, la Junte suprême, dont la présidence par *intérim* avait été confiée à Acebedo, décida que toutes les autorités civiles, leurs subordonnés, les chefs de la finance, leurs employés, et les supérieurs des communautés de San-Francisco, San-Agustin et Santo-Domingo, seraient admis à prêter devant elle le serment prescrit.

Non moins pénétrée de l'importante nécessité d'étendre et d'affermir dans tout le reste de la province les bienfaits de la liberté dont jouissait la capitale, la Junte décida que le commandant général Acebedo partirait le lendemain, à la tête d'une colonne volante, pour se rendre à Santiago, et faire promulguer la Constitution dans cette ville, où l'on n'ignorait pas que se réunissaient, comme dans un quartier général, les nombreux efforts des ennemis de la patrie, à la tête desquels était le marquis de San-Roman, commandant d'armes à Santiago, et dont on retrouvera plus d'une fois le nom dans la suite de cet ouvrage.

Pour remplir ce but, Acebedo échauffa l'esprit de ses soldats, par une proclamation énergique, bien différente, par la loyauté, la franchise et la modération des sentimens qu'elle ex-

primait, de celles que quelques autres généraux, serviles agens d'un ministère cruel, ignorant et corrompu, adressaient dans le même temps à leurs troupes, pour les porter à défendre le despotisme.

Tout ce qui se passait à la Corogne fut immédiatement connu des villages voisins, et, comme il arrive toujours à mesure que les distances s'éloignent, les nouvelles prenaient, selon les désirs ou les intérêts de chacun, un caractère tout-à-fait différent. La Corogne fondait ses plus grandes espérances sur son union avec le Ferrol. En effet, elle ne tarda pas à les voir se réaliser, et depuis lors, elle regarda comme presque surmontés, tous les obstacles qui pouvaient encore s'opposer au succès de son audacieuse entreprise. Il est à remarquer que, du moment où il s'est agi du rétablissement de la liberté nationale, les relations existantes entre ces deux pays, se sont resserrées de plus en plus, et ont acquis enfin un tel degré d'intimité, que la destinée d'une de ces villes est constamment devenue commune à l'autre. La preuve incontestable de ce fait est dans les persécutions éprouvées par les habitans les plus recommandables du Ferrol, à la suite de la funeste issue des projets de Porlier;

dans les événemens du jour de la Saint-Joseph; dans la joie qui éclata au Ferrol, aux premières nouvelles de la généreuse insurrection de San-Fernando; et, surtout, dans l'étroite liaison qui, pour briser au même instant et sur différens points, les chaînes de la tyrannie, s'était formée, depuis le 13 janvier 1820, jusqu'au jour où la Corogne a proclamé son affranchissement, d'une part entre le lieutenant colonel D. Tomas Metzger, et les citoyens D. José Moscoso et D. José Monge, habitans du Ferrol: et de l'autre, les colonels Espinosa, Acebedo, et le marquis de Valladara (de la Corogne), par l'entremise du respectable ami de la liberté D. Manuel Vicente Gil, lieutenant du régiment de Burgos.

Pour ne laisser aucune incertitude sur le succès de l'entreprise, il importait de préparer avec adresse l'opinion en faveur du gouvernement qu'il s'agissait de rétablir. Le moyen qu'on adopta fut grand, généreux, et digne de la noble cause qu'on défendait. Au lieu de l'or de la corruption, on se bornait à afficher les proclamations du général Quiroga, dans les lieux les plus apparens de la ville, et à répandre à la main, dans les quartiers les plus populeux, d'où elles parvenaient aussitôt à la

connaissance des habitans et des soldats, toutes les nouvelles qui arrivaient d'Andalousie. Par ce moyen, les esprits étaient préparés doucement, et n'attendaient que le moment favorable pour se soustraire au joug barbare et honteux dont l'Espagne était accablée. Plus ce moment approchait, plus les citoyens distingués et les officiers dévoués à la patrie, enflammaient les esprits de la multitude et de l'armée. En un mot, dans les quatre derniers jours qui précédèrent le 21 février, plusieurs officiers, venant du Ferrol, et arrivés à la Corogne pour s'assurer de l'état des choses, se convainquirent tellement que tout était sur le point d'éclater, qu'ils retournèrent en toute hâte au Ferrol, pour donner cette importante nouvelle à leurs compagnons d'armes. Personne n'ignore que, vers le même temps, les plans étaient déjà presque publics à la Corogne, et qu'on y lisait sur toutes les physionomies l'impatient désir de voir arriver le moment tant souhaité.

Le 22 février, le major général don Fernando-Freyre réunit tous les chefs du département de la marine dans la maison du capitaine général. Le même jour, le colonel de Burgos, don Juan-Rafael-Lasala, pérora long-

temps ses soldats, afin de faire changer d'opinion ceux d'entre eux qui s'étaient montrés amis de la liberté. C'est dans l'espoir de parvenir au même but, qu'on différa d'un jour la promulgation de la Constitution. Sur ces entrefaites les membres du conseil de ville, les officiers de Burgos, ceux qui avaient été impliqués dans l'affaire de Porlier, les citoyens Monge, Moscoso, Rioboo, le marquis de San-Saturnino, don Juan-Yglesias, et un grand nombre d'artisans et d'ouvriers de toutes classes, préparaient, pour le lendemain, le soulèvement général du Ferrol.

En effet, le 23 février, à midi, une grande partie du peuple, les officiers de toutes armes, sergens, caporaux, soldats, se réunirent en foule vis-à-vis de l'hôtel de ville; là, le citoyen Monge donna lecture de plusieurs déclarations et du premier manifeste de la Junte de la Corogne. On proclama la Constitution avec le plus grand enthousiasme; et, dans cette même séance, le peuple demanda qu'il fût immédiatement formé une Junte qui correspondrait avec la Junte suprême de la Corogue, et obéirait à ses ordres. Le conseil de ville, animé d'un très-bon esprit, et qui n'avait besoin que d'une légère impulsion, se décida à l'instant

même; et, à peu d'instans de là, on vit flotter le drapeau national à l'une des fenêtres de l'hôtel de ville. Pendant que le peuple se livrait ainsi anx transports de la joie la plus franche, les officiers de Burgos se rendirent à leurs casernes pour instruire leur colonel Lasala, qui se mourait de frayeur, de la volonté du peuple, de la détermination du conseil de ville, et de l'ordre donné par celui-ci, que lui, colonel, se rendît sur-le-champ à l'hôtel de ville; ce qu'il fit à l'instant même.

Aussitôt, le peuple, ayant à sa tête le drapeau national, se porta aux casernes, où se trouvait rangé en bataille le régiment de Burgos, ayant à sa tête le colonel Don Juan de Dios de Alguer, vers lequel Monge s'avança en lui demandant, au nom du peuple « de faire sortir le régiment avec la musique; » à quoi le colonel ayant consenti de fort bonne grâce, le régiment sortit en témoignant la plus vive joie, et unissant ses transports à ceux du peuple.

Ce corps a des droits particuliers à la reconnaissance et aux éloges des amis de la patrie, par le dévouement qu'il témoigna à la cause constitutionnelle, dans cette journée et dans celle qui l'avait précédée.

L'enseigne de vaisseau D. Joachim Lal-

lave, qui, malgré l'extrême délicatesse de sa complexion, venait de rendre, dans cette nouvelle circonstance et au péril de sa vie, les plus importans services à la liberté, reçut du peuple les témoignages les plus sincères d'intérêt et de reconnaissance; et, chose merveilleuse, cet officier qui, long-temps poursuivi par suite de l'affaire de Porlier, et enfermé à l'hôpital, avait été abandonné par les médecins, et dont naguère la santé ne laissait plus d'espoir, se trouva rétabli tout à coup par une sorte de prodige, recouvrant ainsi, à la fois, la liberté et la santé, qu'il avait perdues toutes deux pour la patrie.

La Junte, ayant été établie par le concours de la puissance civile et militaire, on conduisit les troupes devant l'hôtel de ville, pour faire reconnaître, par elles, cette nouvelle autorité, et faire prêter en même temps à celle-ci le serment de fidélité à la Constitution. Tout le temps que dura cette imposante cérémonie, les batteries de la place, des arsenaux et des châteaux, ne cessèrent de saluer par des salves. La Constitution fut ensuite publiée et affichée dans toute la ville, et une illumination générale termina la journée.

La Junte dépêcha à la Junte supérieure de

la province le capitaine du régiment de Burgos, D. Pedro Hidalgo, également connu par sa vaillance et l'énergie de son caractère; cet officier partit immédiatement dans la chaloupe du capitaine général.

Le jour suivant, l'on organisa et l'on arma la milice nationale. L'après-midi, toutes les autorités, tous les chefs, les corporations et les communautés de la place, prêtèrent serment à la Constitution, et des actions de grâce furent rendues au Tout-Puissant, dont la main était si visiblement empreinte dans la résurrection de l'Espagne. Le digne capitaine général du département de la marine, Don Francisco Melgaredo, ne se montra pas seulement empressé à jurer fidélité à l'acte constitutionnel, mais il prescrivit encore à tous les employés sous ses ordres de remplir, à l'instant, ce devoir, et de reconnaître, dans les circonstances actuelles, la Junte de la Corogne comme l'unique autorité légitime.

Le capitaine Hidalgo arriva à la Corogne le 23 février, entre dix et onze heures de soir, apportant la nouvelle de tout ce qui venait de se passer au Ferrol : cette nouvelle fut reçue avec une joie d'autant plus vive, par les habitans de la Corogne, qu'ils considéraient avec raison

la révolution du Ferrol comme une importante victoire remportée sur le despotisme, et une garantie nouvelle pour eux-mêmes. Aussi le détail de ces événemens fut-il à l'heure même publié dans toute la ville, à la lueur des flambeaux et au son des instrumens. Aussitôt que toute la ville en eut été informée, toutes les maisons furent illuminées spontanément, et les citoyens se félicitèrent réciproquement, comme si quelque chose d'heureux fût personnellement arrivé à chacun d'eux. La Junte suprême de la Corogne, reconnaissant aussi que les événemens du Ferrol devaient influer puissamment sur l'esprit des troupes, fit partir, sans perdre un instant, un courrier, avec des dépêches adressées au commandant Acebedo, sorti de la ville le matin même, à la tête d'une colonne, pour se rendre à Santiago. Comme D. Joachim Blanco Maldonado, gouverneur du Ferrol, s'opposait opiniâtrement à ce que la Constitution y fût promulguée, la Junte suprême avait décidé que ce gouverneur serait provisoirement remplacé dans ses fonctions, par le colonel d'ingénieurs, San-Agustin Marqueli, lequel partit le jour suivant, également chargé des ordres de la Junte suprême pour le conseil de ville et la Junte provisoire du Ferrol.

Si l'empressement avec lequel les habitans

du Ferrol concoururent au rétablissement du régime Constitutionnel contribua puissamment à affermir la révolution qui s'opérait en Espagne, il est juste d'avouer que les habitans de la ville de Vigo, par une conduite pleine d'énergie et de patriotisme, ne contribuèrent pas moins au succès de cette révolution, en faisant prononcer les troupes qui formaient sa garnison, en faveur de la cause de la liberté.

Aussitôt que le maréchal de camp Don José Ymas, commandant général de la province de Tuy, avait été informé des événemens de l'île de Léon, il avait pris les mesures qu'il avait jugées les plus convenables pour s'assurer de l'obéissance et de la tranquillité des villes et villages sous son commandement, et particulièrement de celles de Vigo. Dans cette vue, il avait fait conduire quelques pièces d'artillerie et quelques obusiers au château de San-Sébastian, point qu'il regardait comme très-important, pour contenir la population de la ville. En ce moment, était arrivé, à Vigo, le major de la compagnie de grenadiers de Santiago, D. Manuel Llorente, qui était convenu avec le lieutenant colonel du deuxième bataillon de Castille, D. Ramon Noboa, d'instruire exactement ce dernier de tout ce qui se passerait à la Corogne, et de lui transmettre ses lettres par

l'intermédiaire de D. Juan Fontenla, chirurgien de la compagnie de grenadiers.

A l'instant où ce même Llorente eut avis, à Santiago, de ce qui s'était passé, le 21 février, à la Corogne, il s'empressa d'envoyer à Vigo D. Diego Perez Acosta, lequel arriva dans cette ville le 23 au matin. Il instruisit Noboa des événemens de la Corogne, et celui-ci s'enferma toute l'après-midi avec les officiers dans lesquels il avait le plus de confiance, afin de concerter les moyens de frapper le coup projeté, à l'instant où neuf heures du soir sonneraient. En effet, à l'heure indiquée chacun se trouvait à son poste; et Noboa, accompagné de douze officiers, se rendit à la maison du commandant général, où, une heure après, toutes les autorités étaient déjà mises en arrestation, sans qu'il eût seulement été nécessaire de tirer l'épée. Lorsqu'on eut pris quelques mesures de précaution et de sûreté, et laissé quelques officiers en sentinelle, les autres se rendirent dans leurs quartiers, pour informer les sergens, caporaux et soldats de ce qui venait de se passer, et les disposer à soutenir ce qui avait été fait; parmi ces derniers, tous n'avaient pas une égale énergie, mais leurs braves officiers parvinrent à dissiper les inquiétudes et les craintes des plus timides, et couronnèrent ainsi leur entreprise, par le succès le plus brillant.

Le capitaine Noboa, unanimement appelé, par les officiers, au commandement du bataillon, et désirant employer, sans retard, les forces dont il pouvait disposer à quelque objet utile aux intérêts présens, qui se compliquaient de plus en plus, envoya quarante hommes, commandés par un officier, à la ville de Cangas, pour aider aux opérations que devait diriger le chirurgien Fontenla. Le capitaine D. Bernardo Echanuce fut chargé, en même temps, d'aller s'emparer du trésor de Tuy, ce qui réussit parfaitement; et le sous-lieutenant D. Romualdo Agnado eut ordre de se rendre dans le village de Redondela, dans le but de faire connaître, sur tous les points, le mouvement opéré à la Corogne et au Ferrol. Les autres officiers firent des patrouilles pendant toute la nuit, accompagnés de plusieurs habitans; une de ces patrouilles intercepta une dépêche du comte de San-Roman, par laquelle ce général ministériel prescrivait de mettre les milices sous les armes, et de prendre les mesures de prévoyance et de vigueur les plus énergiques, afin de contenir ceux qu'il lui plaisait d'appeler des factieux.

Le lendemain, le commandant Noboa décida que le conseil de ville cesserait immédiatement ses fonctions, et serait remplacé par celui de 1814. Il fit ensuite passer des ordres à tous les

détachemens qui parcouraient les campagnes pour y maintenir l'ordre, afin que ceux-ci se réunissent aussitôt à Vigo, ce qu'ils exécutèrent ponctuellement. Instruit que, d'après les ordres de San-Roman, les milices de Tuy et de Pontevedra devaient se rassembler, il envoya le capitaine D. Roque-Haguire dans cette dernière ville, avec le dessein de prévenir cette réunion: d'ouvrir une communication avec la Corogne, et de proclamer la Constitution, à Pontevedra. Cet officier, qui n'avait avec lui que cinquante hommes, arriva à Pontevedra le 26, au point du jour; mais la ville s'était prononcée contre la tyrannie, dès la veille dans l'après-midi, et les troupes qui s'y rendaient pour presser cet heureux événement, servirent seulement à achever de décider ceux dont les résolutions étaient encore incertaines.

Le colonel des milices de Tuy, D. Pedro Angel Marco-del-Pont, qui avait été nommé commandant général et intendant de la province de Tuy, par une Junte formée dans le palais épiscopal de cette ville, demanda, le 26, sept cents rations de pain aux villages des alentours. Noboa, qui en fut instruit, se mit en marche dans la même nuit, avec tout ce qu'il put réunir de forces, pour s'opposer aux projets de

D. Pedro. Il surprit ses postes avancés, entra dans la ville, et y vit le colonel à la tête de cent miliciens armés, tous formés en bataille, mais n'ayant pas un seul officier dans leurs rangs. Il entra aussitôt en pourparler avec lui, et, après une longue conférence, tous deux convinrent que le colonel renverrait les miliciens chez eux, et que l'ordre en serait donné immédiatement et à l'endroit même où ils se trouvaient alors; qu'il ne serait laissé à Tuy que les compagnies de grenadiers et de chasseurs nécessaires au maintien de l'ordre public; et que, dans cette situation respective, on attendrait les ordres de la Junte suprême.

Le colonel D. Pedro accompagna ensuite Noboa au conseil de ville, et contribua beaucoup à vaincre la répugnance qu'éprouvaient le président et les autres membres de ce conseil, qui se refusaient absolument à proclamer la Constitution. Toutefois, ayant obtenu que cette proclamation serait faite, Noboa retourna le même jour à Vigo, avec sa troupe, laissant le commandement de Tuy au colonel; mais dès le lendemain matin, celui-ci, manquant à sa parole d'honneur et trahissant des engagemens sacrés pour tous les hommes, mais qui doivent l'être plus particulièrement encore pour des mili-

taires, se mit en marche avec son régiment pour aller joindre le comte de San-Roman. On a généralement attribué au clergé (et cette opinion est la nôtre) le changement aussi subit qu'inattendu qui s'opéra alors dans les résolutions du colonel D. Pedro, et qui ne put être expliqué autrement que comme le résultat d'une de ces transactions de conscience dont les hypocrites savent, au nom du ciel, tirer un parti si favorable à leurs intérêts. En effet, personne n'ignore, et trop d'exemples prouvent que ce corps, surtout dans ce qu'on appelle le haut clergé, a sacrifié constamment, et souvent sous les prétextes les plus frivoles, les intérêts de la société à ceux de son ambition, de son avarice, et de son agrandissement personnel.

Cependant diverses sorties avaient lieu en même temps et sur différens points. Le bataillon de Castille, divisant ses forces selon que la nécessité l'exigeait, se porta successivement à Bayona, à Puente Aréas, et particulièrement à l'île Aroza, où il apprit que l'archevêque de Santiago faisait embarquer des sommes considérables pour le Portugal. A Vigo, les habitans se montraient de plus en plus dévoués au système constitutionnel, et plus reconnaissans en-

vers les troupes, dont le dévouement prenait tous les jours une nouvelle énergie. Une souscription pour les vêtir fut ouverte par le conseil de ville, et un grand nombre d'excellens citoyens, parmi lesquels on remarqua le nom de José Mathos, Portugais de naissance, s'empressèrent de contribuer pour des sommes considérables.

La ville de Pontevedra, par son patriotisme et son attachement aux principes constitutionnels, n'a pas moins de droits à la reconnaissance nationale, que celles de la Corogne, du Ferrol, et de Vigo. Un détachement, composé d'un sergent, d'un caporal, et de douze soldats du 2e. bataillon des Volontaires d'Aragon, sous les ordres du capitaine D. Juan Montanaro, et du lieutenant D. José Castan, se trouvait dans cette ville, à l'époque des événemens que nous venons de rapporter. Le sous-lieutenant de grenadiers D. Diego Perez Acosta, qui se rendait à Llégo où l'envoyait le major Llorente, alors à Santiago, les informa, vers le soir du 22, de tout ce qui était arrivé la veille, à la Corogne. Le commandant du détachement, Montanaro, qui désirait vivement seconder les projets de ses braves compagnons, mérita, dans cette circonstance, des éloges par-

ticuliers, pour la franchise avec laquelle il instruisit les soldats de tout ce qui se passait, sans leur laisser même ignorer les dispositions hostiles du comte de San-Roman, afin qu'ils ne se décidassent que d'après eux-mêmes, sur le parti qu'ils avaient à prendre; et pour se mieux convaincre de leurs véritables sentimens, il exagéra les obstacles qu'ils avaient à vaincre, et les périls auxquels ils allaient s'exposer; cette noble conduite fut récompensée par un plein succès; un moment suffit pour décider ces braves, et leur digne chef partagea avec eux la gloire dont les couvrit la promptitude de leur détermination.

Dans la matinée du 25, Montanaro apprit par D. Francisco Soqueiros, capitaine du Provincial (1) de Pontevedra, que la Constitution venait d'être promulguée à Vigo; ce même officier l'informa, de la part du chirurgien D. Juan Fontenla, que celui-ci s'occupait à réunir plusieurs soldats et habitans de la Péninsule

(1) Ce nom est donné en Espagne aux régimens fournis par les provinces. Ces régimens, qui se composent d'agriculteurs, ne se rassemblent que sur une convocation spéciale; hors ce cas, les soldats vaquent aux travaux de la campagne, comme s'ils n'étaient point enrégimentés.

del Morazzo, et que, s'il le jugeait convenable, il se rendrait, le lendemain, à Pontevedra, pour y réunir ses efforts aux siens, et proclamer la Constitution. Montanaro lui répondit par le même capitaine, « que ce secours lui était inutile; que la force de son détachement était suffisante, et que le soir même cette publication aurait lieu; que toutefois, s'il désirait venir, ce fût sans délai, et seulement avec ses soldats. » Dès trois heures après midi, Séqueiros était déjà de retour, conduisant un petit détachement du second bataillon de *Vitoria;* mais ayant considéré combien cette force serait faible, dans le cas où quelque opposition viendrait à se manifester, il avait amené à Montanaro un secours de deux cents habitans, choisis parmi les six cents que Fontenla avait à sa disposition, et dont la plupart avaient déjà fait la guerre (1).

Sur ces entrefaites, Montanaro fut invité à se rendre à l'hôtel de ville, où se trouvaient

---

(1) Il est à propos d'informer que Fontenla n'a jamais eu de rapports qu'avec *les habitans*, et que c'est seulement *parmi ceux-ci* qu'il a trouvé tous les élémens nécessaires pour organiser ses plans. Cette remarque nous paraît d'autant plus indispensable, qu'elle prouverait

réunis, avec le conseil, les autres autorités de la place, le commandant d'armes, et plusieurs habitans notables. On lui demanda quelle était la force de son détachement, qu'il porta à cinquante hommes, (quoiqu'elle ne fût en effet que de douze,) dans le dessein d'inspirer aux habitans plus de sécurité, et d'audace contre leurs oppresseurs. Il apprit que le Colonel du Provincial, qui était aussi commandant d'armes, avait reçu du comte de San-Roman l'ordre de faire marcher sur Orenze, où ce général se dirigeait lui-même, la force qui était à sa disposition, ainsi que d'y faire transporter les armes et les uniformes du régiment de milices, et de donner les instructions nécessaires pour que les soldats de ce corps se rassemblassent dans cette ville. Montanaro s'opposa vivement à ces mesures, sous le prétexte que la force armée était nécessaire pour maintenir la tranquillité à Pontevedra, ajoutant « que les autorités devaient rester réunies, afin de prendre au besoin, et

---

évidemment si, d'après ce qu'on a déjà vu et ce qui va suivre, cette preuve avait encore besoin d'être faite, que les citoyens n'ont pas été plus étrangers que l'armée au grand mouvement national qui a rendu à l'Espagne sa liberté.

avec plus de célérité, toutes les mesures de prudence qui paraîtraient convenables. » Après quelques débats, ces propositions furent adoptées, et l'on sortit ensuite pour chercher le lieutenant Castan, alors occupé à décider les habitans à seconder les projets des amis de la patrie. Ces deux officiers instruisirent de leur projet tous ceux du régiment provincial de Pontevedra, afin qu'ils missent la troupe sous les armes, prêtassent main forte aux dispositions qu'on allait prendre, ou enfin, qu'à tout événement, ils l'empêchassent de sortir et de servir les vues secrètes du comte de San-Roman. Toutes ces choses arrêtées, Montanaro, qui venait d'être prévenu que Fontenla se trouvait déjà dans les environs, sortit pour conférer avec lui. En ce moment, l'officier du régiment de Vitoria, D. Pedro Zubieta, avec la petite force qu'il commandait, vint trouver le détachement d'Aragon, et tous ensemble, réunis avec Fontenla, moins 200 habitans qui étaient restés dans le camp de San-José, entourèrent l'hôtel de ville de Pontevedra, pour préparer le mouvement qui allait se déclarer. Montanaro et Fontenla montèrent alors dans la salle où les autorités étaient rassemblées; et le premier prenant la parole, leur représenta « l'état

déplorable où se trouvait la nation; ses droits méconnus et violés; les désastres qu'elle avait éprouvés pendant les six dernières années; les avantages du gouvernement constitutionnel; la promesse du roi de convoquer les Cortès, restée sans exécution; enfin, la nécessité d'apporter un remède prompt et efficace à d'aussi grands maux. » Après avoir retracé ce tableau avec cette éloquence du cœur que l'amour de la patrie peut seul inspirer, il invita tous ceux qui l'écoutaient à suivre l'exemple de leurs généreux concitoyens de l'île de Léon, de la Corogne et de Vigo, en prêtant, à l'instant même, le serment solennel de maintenir et de défendre la Constitution de la monarchie espagnole, décrétée par les Cortès à Cadix, en 1812. » Fontenla s'efforça d'ajouter de nouvelles forces à ce discours, en déclarant « qu'il était chargé par la Junte suprême de propager dans toute la province les principes de liberté embrassés avec enthousiasme à la Corogne, à Vigo, et dans tout le reste de la province. » Toutefois, un silence profond étant la seule réponse qu'eussent encore obtenue ces généreux citoyens, Montanaro ajouta : « que le peuple désirait, qu'il voulait la Constitution; et que la preuve de ce désir était dans la démarche de

cette foule de citoyens qui avaient voulu l'accompagner, et se réunir à la troupe pour lui offrir, s'il était nécessaire, le secours de leurs bras. » A ce discours, qui rendit le courage aux plus timides (car il en était ici comme partout, la terreur avait glacé toutes les âmes; la destinée des Porlier, des Lacy, était présente à tous les souvenirs, et, dans la crainte d'éprouver un sort pareil, les meilleurs citoyens n'avaient osé, jusque-là, se prononcer), un mouvement universel éclata; toute l'assemblée prit parti pour la cause commune, à l'exception du colonel commandant d'armes, qui essaya de faire entendre quelques observations : mais à l'instant, Montanaro, au nom de la nation, donna l'ordre de s'assurer de sa personne; il descendit ensuite sur la place; et après avoir parlé au peuple pendant quelques instans, il fut interrompu tout à coup par les cris de *Vive la Constitution, vive le roi constitutionnel*, qui éclatèrent de toutes parts et se prolongèrent long-temps. Le conseil de ville, accompagné des deux détachemens et de Montanaro, se rendit aux casernes; et immédiatement, le capitaine Séqueiros, l'adjudant Mucientes, et plusieurs autres officiers, sortirent avec toute la troupe, qui avait déposé ses armes, et procla-

mèrent la Constitution sur les places et dans les rues. Le commandement du régiment fut donné à Séqueiros, et ceux des officiers qui se trouvèrent dans la ville, à l'exception de deux ou trois, se présentèrent à l'instant même pour faire le service. Les deux cents habitans qui étaient restés au camp de San-José furent logés dans les faubourgs ; divers règlemens furent publiés pour le maintien de la tranquillité; et le lieutenant Castan fut dépêché en courrier à Santiago, ou était alors le commandant général Acebedo, pour l'informer des événemens qui venaient d'avoir lieu à Pontevedra.

Le conseil de ville voulut nommer Montanaro commandant d'armes; mais cet officier qui, dans toutes ses démarches, n'avait que le bien public en vue, fit observer « qu'il y avait dans la ville un personnage plus éminent que lui, plus digne à la fois et plus capable de remplir les fonctions qu'on voulait lui confier. » Il désignait ainsi le colonel d'artillerie en retraite D. Fernando Sarabia, homme également distingué par ses connaissances, sa probité sévère, et son amour pour la liberté. Informé du choix qui venait d'être fait de lui, cet officier supérieur se présenta au peuple, et déclara « que

bien que rien ne lui déplût davantage que de commander, il suffisait que, dans des circonstances aussi critiques, on jugeât ses services utiles à la patrie, pour qu'il les lui consacrât sans réserve. » Bien différent en cela de ces hommes timides ou personnels, vampires des révolutions, qui, abandonnant la patrie au jour de ses dangers, ne manquent jamais, lorsque ces dangers sont passés, de solliciter le prix des travaux auxquels ils n'ont pris aucune part, et de l'enlever ainsi aux hommes généreux en qui l'amour de la patrie n'a jamais mesuré ni l'étendue des sacrifices, ni l'ingratitude de leurs concitoyens.

Le 26 février, Montanaro et Fontenla rétablirent à Pontevedra le conseil de ville constitutionnel, élu en 1814. Ce conseil, toutes les autorités, et les officiers, prêtèrent le serment de fidélité prescrit; et tous ensemble travaillèrent, avec un zèle et une persévérance également louables, à consolider le nouveau gouvernement, et à confondre les viles et sourdes intrigues de quelques misérables.

Cependant tous ces événemens répandaient autant de joie à la Corogne, que d'effroi dans l'âme du comte de San-Roman et celle des perfides conseillers du trône, qui voyaient dans leur accomplissement le signe assuré de leur

ruine. L'heureuse révolution de Vigo était considérée par les amis de la patrie comme une victoire non moins importante que celle du Férol, qui, par suite du parfait accord qui régnait parmi les amis de la liberté, avait eu lieu le même jour. Cette révolution produisit surtout ce grand bien, qu'elle empêcha que le comte de San-Roman pût se mettre en communication avec Ymas et D. José Fuente-Pita; on connaît la funeste réputation du premier, désigné dans la gazette de la cour comme devant être nommé lieutenant général lors de la première promotion, à raison des services rendus à la cour à l'époque de la fatale affaire de Porlier.

Ainsi augmentait de jour en jour et graduellement, la force physique du gouvernement constitutionnel, si faible à sa naissance. Il était mathématiquement impossible que des hameaux, des villages, des bourgs, des villes entières, exprimassent leurs sentimens et leurs vœux dans un seul et même instant; un tel accord est hors des possibilités humaines; mais tous suivaient, avec un enthousiasme inexprimable, l'exemple donné par la capitale de la province.

Cependant le commandant en chef Acebedo, à la tête de la colonne volante, repoussait les

ennemis de l'ordre constitutionnel jusqu'aux frontières de la Galice. Néanmoins, apprenant que le comte de San-Roman était retranché à Orenze, il ne jugea pas à propos de l'attaquer avec des forces aussi peu considérables que celles qui étaient à sa disposition, et, en conséquence, le 29 février, une seconde colonne, sous les ordres du commandant général Carlos Espinosa, étant sortie de la Corogne pour venir se joindre à lui, les troupes qui restèrent dans la place furent mises sous le commandement du membre de la Junte suprême D. Manuel Lattre. Le même jour, arriva dans la ville et fut associé aux travaux de la Junte, le sage et vertueux D. Diego Mugnos Torrero, l'un des auteurs de l'acte constitutionnel, et auquel cette seule qualité avait valu, depuis six ans, les persécutions les plus cruelles.

Huit jours s'étaient écoulés sans que l'on sût à la Corogne, si la ville de Lugo, où le clergé exerçait une puissante et funeste influence, s'était enfin décidée à promulguer la Constitution. Il était essentiel de s'emparer de cette ville et de celle de Mondognedo, pour déjouer les plans perfides des ennemis de la liberté. Dans cette vue, la Junte suprême fit sortir, le 1er. de mars, sur Lugo, une troisième colonne volante, sous les ordres du capitaine D. José de la Serna,

qui fut investi des pouvoirs les plus étendus, déclaré indépendant de toutes les autorités, et autorisé à ne rendre compte de ses opérations qu'à la Junte. Celle-ci décida, en même temps, que toutes les troupes éparpillées dans les différens villages, se réuniraient immédiatement sous ses ordres. Cet officier répondit dignement à toutes les espérances qu'on avait conçues de son activité, de ses talens militaires, et de sa prudence.

Cependant la conduite de San-Roman étonnait de plus en plus ceux qui, ayant connu ses anciennes opinions, ne pouvaient concevoir que l'homme qui avait manifesté autrefois tant de haine contre les oppresseurs de l'Espagne, fût devenu maintenant l'un de leurs plus violens satellites. Ce fut le souvenir de ces anciennes opinions qui engagea D. Pedro Agar, en qualité de président de la Junte, et en son propre nom, à écrire à ce général une lettre bienveillante et amicale, mais contenant toutefois, avec autant de modération que de dignité, de justes reproches sur sa conduite actuelle ; San-Roman ne daigna pas même y répondre.

Toute l'Espagne avait alors les yeux fixés sur l'île de Léon et la Galice; cette province et

une partie de l'Andalousie ne reconnaissaient plus le despotisme civil et religieux qui, depuis tant d'années, mais surtout depuis les six dernières, avait opprimé et avili la péninsule. Les troupes étaient divisées; le germe de la guerre civile se développait de toutes parts; c'était sans doute un grand malheur : mais aussi, personne n'ignorait l'importance des motifs qui contraignaient l'armée et la province de Galice à demander un nouveau gouvernement, ou plutôt le rétablissement d'un gouvernement déjà connu de tous les Espagnols; juré, défendu par eux contre l'usurpation étrangère; et regardé comme l'unique terme de leurs malheurs. Il devenait donc nécessaire, qu'à l'exemple de l'armée de San-Fernando, la Junte suprême de Galice fît connaître ses intentions, son but, ses espérances, et jusqu'à ses craintes; qu'enfin, elle proclamât les peuples, souverains arbitres de leurs destinées, et reconnût leurs droits inprescriptibles à se donner le gouvernement le plus propre à assurer leur bonheur. Elle remplit tous ces devoirs par le manifeste qu'elle publia à la Corogne, le 3 mars 1820 (1).

---

(1) Voyez pièces justificatives.

Les généraux et autres individus, enfermés au château de San-Anton, à la suite des derniers événemens, commençaient à donner quelques inquiétudes : non que l'on pensât que du fond de leur prison ils tramaient des projets de subversion de l'œuvre politique, si heureusement commencée, mais parce qu'on ne pouvait douter que leur présence ne fût, pour leurs partisans, un motif perpétuel de coupables espérances. Il n'était pas moins à craindre que ces derniers, profitant du moindre revers éprouvé par les amis de la patrie, dans les combats continuels qu'ils avaient à soutenir, ne rendissent la liberté à des hommes qui, par l'influence dont ils jouissaient dans la province, pouvaient, en un jour, faire perdre, au moins pour quelque temps, le fruit des plus nobles travaux, et rétablir une lutte sanglante entre la superstition et les lumières, la tyrannie et la liberté. Dans une telle situation, il fallait frapper un coup politique, qui, en rendant infructueuses les tentatives de la malveillance, donnât au nouveau gouvernement ce caractère de force et de stabilité, sans lequel la prudence et la sagesse ne peuvent rien.

Le 6 mars, les compagnies de milices de Bétanzos, arrivèrent à la Corogne. Leur entrée dans cette ville fut une fête; la garde nationale, ayant à sa tête sa musique et ses drapeaux, fut recevoir ces braves jusque dans les faubourgs, et rentra en ville avec eux, aux acclamations du peuple. Dans la nuit du 6 au 7, d'après une décision de la Junte supérieure, la plupart des prisonniers du château de San-Anton, furent transférés à bord du brigantin l'Hermosa Rita, capitaine Nicolin, de Galice, sous l'escorte du capitaine de Volontaires de Castille, D. Vermundo Larrainza, l'un de ceux qui, avant et depuis le 21 février, ont rendu les plus éminens services à la cause nationale (1). Parmi ceux d'entre les prisonniers qui ne furent pas compris dans cette mesure, une partie resta dans le château; les autres obtinrent de garder les arrêts chez eux. Le brigantin mit à

---

(1) Les principaux prisonniers étaient au nombre de dix : le capitaine général de Galice, D. Francisco Javier de Vénégas; le lieutenant général Nicolas Llano-Ponte, commandant en second de la province; D. José Escudero y Lison, maréchal de camp et gouverneur de la Corogne; D. Juan Esponseda, brigadier et lieutenant de roi;

la voile le 7, et au lieu d'arriver à Cadix, lieu fixé pour sa destination, il entra à Gibraltar, peu de jours après son départ de San-Anton.

Si nous n'avons presque jamais, dans cet ouvrage, à parler du clergé que comme de l'ennemi le plus implacable et le plus dangereux des institutions libérales, il est de notre devoir de ne pas laisser échapper les occasions, malheureusement trop rares, de rendre à ceux de cet ordre, dont la conduite a toujours été conforme à l'esprit de l'Évangile, et par cela même très-patriotique, la justice à laquelle ils ont droit. De ce nombre est le frère José Verdis, gardien du couvent de San-Francisco, de la Corogne. Les 3 et 10 mars, dans cette même chaire qui avait si long-temps retenti d'injures et d'imprécations contre l'esprit de liberté et de sage philosophie qui avait dicté la loi constitutionnelle, ce digne religieux expli-

---

les brigadiers D. José Nava Campomanès, colonel du régiment de Castille; D. José Carillo de Albornoz, colonel de Grenade; D. Nicolas de Lavaggi, trésorier de l'armée; l'auditeur D. Julian Cid de Miranda; le curé de la paroisse San-Georgio; D. Diego Pérès Delicado; et le père Castro, de l'ordre des dominicains.

qua cette loi avec une clarté, une candeur, une simplicité, dont tous les auditeurs furent émus; il prouva que la liberté est fille de la religion, et que la loi divine, comme la raison humaine, ne reconnaît ni tyrans ni inquisiteurs.

Tandis que les nouvelles que l'on recevait de l'Andalousie, affligeaient profondément les habitans de la Corogne, celles qui parvenaient de l'Aragon, des Asturies, de la Navarre, et de plusieurs autres provinces, ranimaient l'espérance dans le cœur de ces généreux citoyens, et leur montraient le terme prochain des malheurs de la patrie. Chaque jour apportait la certitude consolante que le pouvoir dont s'étaient emparés les sanguinaires conseillers de Ferdinand, était sur le point de leur échapper; leurs dernières fureurs ne présentaient déjà plus que l'agonie du crime expirant; et bientôt, la nouvelle de leur chute arriva à la Corogne, avec celle des funestes projets qu'ils se disposaient à exécuter. Les bulletins de Madrid furent reçus avec un enthousiasme plus facile à concevoir qu'à décrire; presque en même temps toute la Galice en fut informée; et quoique le despotisme n'existât déjà plus pour elle, elle semblait, dans son ivresse, ne

faire dater sa liberté que de l'instant où l'Espagne entière venait de recouvrer la sienne. Heureuse la Galice, heureuse l'Espagne, si ce triomphe n'avait pas été marqué par la déplorable perte de l'un des héros de cette cause sacrée, de ce brave et vertueux Acebedo, qui venait de mourir assassiné sur le champ de bataille, le jour même où des cris de victoire et de joie, partis de Madrid, annonçaient aux Espagnols la fin de leurs calamités et l'aurore des plus beaux jours; toutefois n'anticipons pas sur le récit que nous avons encore à faire, et dont l'événement dont nous venons de parler forme l'un des épisodes les plus pénibles et les plus intéressans : on voit qu'il s'agit des opérations militaires des deux divisions de l'armée nationale de Galice, sous le commandement des colonels D. Felix Alvarès Acebedo, et D. Carlos Espinosa.

La première division de cette armée, si faible en moyens et en ressources, mais si puissante en courage, en patriotisme, et en persévérance, n'était désignée que sous le nom modeste de *Colonne volante*, et se composait seulement de cent dix-sept hommes, du 1er bataillon de Grenade; d'un même nombre du 1er bataillon de Castille; de quarante hommes de la

deuxième légère d'Aragon; de quatre-vingt d'artillerie; et de deux petites pièces de campagne, avec leur train; en tout trois cents cinquante quatre hommes. Elle sortit de la Corogne le 23 février à midi, prenant sa direction vers Santiago. Le 24, au point du jour, un courier qui lui était adressé par la Junte de la Corogne, lui apporta la nouvelle que le Ferrol, à l'imitation de cette ville, avait levé l'étendard de la liberté, et que sa garnison avait juré de verser son sang pour la défense des droits de la nation. Les officiers donnèrent lecture aux troupes des lettres qui annonçaient ces heureuses nouvelles, et le général parcourut les rangs, au milieu des acclamations constitutionnelles les plus vives, et des cris de joie des soldats. On continua ensuite la marche vers Santiago, où l'on a déjà vu que les ennemis de la patrie concentraient leurs forces, et se préparaient à rendre à l'Espagne les fers dont elle s'efforçait de s'affranchir.

Le comte de San-Roman avait son domicile dans cette ville : cet homme qui, en 1815, avait manifesté le désir de se réunir aux amis de la liberté, pour mettre un terme aux malheurs publics, avait changé tout à coup de principes et de conduite, et se déclarait maintenant l'en-

nemi implacable de ceux dont, naguère, toutes les espérances reposaient sur lui.

Ce fut le 22 février, à midi, qu'il apprit la révolution qui s'était opérée la veille à la Corogne; il ne pouvait ignorer qu'elle était l'ouvrage de ses anciens amis et de la garnison toute entière; que la Constitution avait été promulguée avec le plus grand enthousiasme; qu'en un mot, tout annonçait que la province entière allait prendre les armes; il fit ordonner, néanmoins, par ses aides de camp, à tous les chefs des corps, de se réunir à l'instant chez lui; leur apprit les dernières nouvelles de la Corogne, et fit adopter toutes les mesures de précaution, nécessaires pour assurer dans la ville le triomphe de son parti. Ensuite, accompagné des mêmes chefs, il se rendit à l'hôtel de ville, où étaient réunis les membres du conseil avec deux chanoines, dont l'un était administrateur de l'hôpital. Après les avoir informés des faits parvenus à sa connaissance, il engagea chacun d'eux à proposer ce qu'il jugerait le plus utile de faire dans des circonstances aussi critiques. Tous parurent consternés; et, voyant le petit nombre de troupes dont ils pouvaient disposer, ils convinrent, ainsi que cela avait été arrêté peu d'instans auparavant par la Junte militaire,

qu'on se bornerait à maintenir avec ces troupes la tranquillité de la ville. En ce moment, l'administrateur de l'hôpital, prévoyant combien le désordre et la guerre pourraient être favorables aux intérêts de son parti et aux siens, se leva comme un furieux : accusa de faiblesse ceux qui opinaient pour des mesures de conciliation ; et, adressant la parole au comte de San-Roman lui dit, « que dans le cas où Vénégas serait au pouvoir des insurgés, lui, comte de San-Roman, était capitaine général ; qu'il fallait faire mettre sous les armes tous les régimens provinciaux, armer les habitans, faire des patrouilles, veiller à la sûreté publique ; et qu'avec ces mesures, il ne doutait pas que le saint apôtre Santiago (1) ne leur réservât une gloire immortelle. »

Enflammé par le discours prophétique du chanoine administrateur, le comte de San-Roman, qui l'avait peut-être inspiré lui-même, s'écria « qu'il était prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour la défense de son souverain Ferdinand VII (dont personne ne songeait à attaquer l'autorité légale et constitutionnelle). Tous les assistans manifestèrent

(1) Saint-Jacques.

le même vœu. Mais un des plus sage de l'assemblée, observa « que pour prendre les mesures proposées il fallait d'abord de l'argent. » Cette réflexion parut d'un grand sens, et on décida aussitôt qu'il fallait s'emparer des caisses des administrateurs et de celles de tous les dépositaires des fonds publics. On discuta quelque temps ensuite pour savoir si les sommes qu'on pourrait réunir suffiraient pour subvenir aux dépenses à faire ; mais le chanoine administrateur, toujours fécond en ressources, déclara « que chacun devait contribuer de sa bourse, car telle était la volonté de Dieu et de Santiago. » Convaincue et décidée par la force d'un tel argument, l'assemblée nomma au même instant le commissaire ordonnateur, D. Ramon Cajida, en qualité d'intendant de l'armée, et elle se sépara.

A dix heures du soir, San-Roman expédia un courrier à Madrid, pour informer le roi des événemens de la Corogne, et de ses propres dispositions pour attaquer les insurgés. Il forma son état major, nomma ses aides de camp, envoya des espions à la Corogne, et plaça, comme gardes avancées, à la porte de sa maison, un détachement de volontaires d'Aragon, destiné à poursuivre les malfaiteurs, et qui se trouvait alors à Santiago.

Le 23 février, San-Roman demanda une note des bagages nécessaires aux corps qui allaient entrer en campagne, fit reconnaître les chefs de son état major, et ordonna que le trésor public donnerait une solde à quiconque se présenterait, revêtu d'un uniforme d'officier, ce qui n'avait évidemment d'autre but que de se former un parti nombreux en prodiguant l'or. La troupe reçut ensuite l'ordre d'être prête à marcher au premier signal, et San-Roman dépêcha des officiers à Pontevedra, à Tuy et à Vigo, afin que ces villes dirigeassent, le plus promptement possible, leurs corps provinciaux sur Orenze. Il donna aussi, aux officiers, l'ordre de passer la nuit dans leurs casernes, et prévint l'administrateur des rentes et le caissier de se tenir prêts à suivre l'armée avec tous leurs employés. Le même soir, il publia deux proclamations adressées l'une à ses soldats, l'autre aux habitans de Santiago.

Le 24 au matin, tandis que le commandant général Acebedo, à la tête de sa petite division, approchait de cette ville, le comte de San-Roman mit ses troupes en marche, donnant ordre que les corps allassent se réunir à Sar, petit village contigu à la ville, et que l'on enlevât tous les uniformes et autres objets que l'on trouverait dans les magasins, ce que le manque de

temps pour charger les chariots rendit impossible à exécuter ; car on croyait que la colonne volante était déjà aux portes de la ville. Toute la force de San-Roman consistait en cent vingt hommes de Santiago ; quarante de Compostelle ; un même nombre de l'école militaire des Cadets ; et vingt du second bataillon de Vittoria ; car la plus grande partie des soldats, des caporaux, et des sergens de ce dernier corps était restée dans la ville pour se réunir à la division d'Acebedo ; en tout, l'armée de San-Roman se composait de deux cent vingt hommes. Il était onze heures lorsque ce général se mit en marche, laissant ainsi l'entrée de Santiago entièrement libre aux troupes nationales qui, en effet, arrivèrent dans les faubourgs, entre deux et trois heures de l'après-midi.

Les capitaines D. Lorenzo Alonzo et D. Juan Caballero, aide de camp du commandant général Acebedo, s'avancèrent avec quatre soldats et neuf habitans ; lesquels, armés et montés, suivaient la division avec le titre d'ordonnances d'honneur. Leur but était de reconnaître les principales rues et places de la ville, et de couvrir les avenues des routes de Padron et d'Orenze. Ces mesures prises, le premier soin d'Alonzo fut de se rendre aux prisons de l'inquisition,

et de faire mettre en liberté le comte de Montijo et tous les autres prisonniers.

Après avoir rempli, sans obstacle, la commission dont ils avaient été chargés, ces officiers vinrent en rendre compte au commandant général, qui ne tarda pas lui-même à entrer dans la ville. Les portes des maisons étaient fermées; et le peu d'habitans qu'on rencontrait dans les rues, remplis encore du souvenir de la catastrophe de Porlier, et des persécutions dont tant de citoyens paisibles avaient été victimes à cette époque, manifestaient, par l'expression de leurs physionomies, la crainte et l'effroi que leur inspirait une entreprise dont ils ne doutaient pas que l'issue ne dût être semblable à celle du malheureux général. Toutefois, peu de temps après, un assez grand nombre de personnes, attirées par la curiosité de connaître les événemens de la Corogne et les intentions de la division, arrivèrent successivement sur la place.

Le commandant général adressa au conseil de ville l'invitation de faire proclamer la Constitution; mais celui-ci ne fit qu'une réponse équivoque. Une seconde et une troisième invitation lui ayant été envoyées, on ne reçut encore de lui que des explications peu satisfaisantes. Enfin, le commaudant général, décidé à épuiser

tous les moyens de conciliation, ayant transmis au conseil général un quatrième message, la réponse de ce conseil fut « que se considérant en parfaite liberté, il reconnaissait et adoptait de son pur mouvement et de sa libre volonté le gouvernement constitutionnel, jusqu'à ce que la nation, réunie en Cortès, pût faire connaître celui dont elle jugeait l'adoption la plus convenable à ses intérêts. »

Pendant que ceci se passait, un officier du deuxième bataillon de Vittoria vint annoncer au commandant général « que la plus grande partie de son bataillon, avec cinq officiers, était restée à la caserne, après avoir refusé de suivre le comte de San-Roman, malgré les ordres de son commandant de bataillon, lequel était parti avec le général; et que tous, désirant avec ardeur de sacrifier leur vie pour la défense des augustes droits de la nation, demandaient, comme une faveur, d'être réunis à la Colonne volante. » Cette demande leur fut accordée au même instant; et ces fidèles défenseurs de la patrie furent accueillis par leurs nouveaux frères d'armes, avec le sentiment de la joie la plus vive. La suite des événemens a prouvé qu'ils étaient dignes, par leur fidélité, leur valeur, et leur constance dans les privations, de partager

les nobles travaux et la gloire de leurs aînés.

Le 25, au point du jour, San-Roman, après avoir confié le commandement de son armée au brigadier D. Juan Bautista Aguiar, se dirigea, à marche forcées, sur Orenze, où il espérait, ainsi qu'il m'en avait donné l'ordre, trouver réunis plusieurs corps de troupes provinciales.

Le même jour, le conseil de ville de Santiago se réunit. Les corporations, les chanoines et le peuple, furent convoqués; tous se rendirent à l'invitation, à l'exception des chanoines. Un conseil constitutionel fut nommé unanimement. A onze heures du matin la colonne se mit en bataille; un peuple immense couvrait la place. Les proclamations eurent lieu avec les solennités d'usage dans les mêmes circonstances; et la journée se termina par une illumination générale.

Le 26 au matin, on apporta au commandant général Acebedo une affiche qui avait été trouvée le matin à la porte de la cathédrale, et dans laquelle on excitait le peuple de Santiago à exterminer la division nationale. Trois individus, soupçonnés de ce crime, furent arrêtés; mais leur interrogatoire, qui fut mis sous les yeux du commandant général, ne fit pas con-

naître les auteurs de l'affiche. L'action de ces misérables méritait la mort; mais Acebedo ne laissa pas instruire la procédure, et les sauva ainsi du supplice.

Le 27, le bataillon de Vittoria partit pour Herbon, couvent de Franciscains, situé à quatre lieues de Santiago, avec ordre de mettre en liberté le vertueux et savant D. Diego Mugnos Torrero, aujourd'hui évêque élu de Guadix, et député pour la province d'Estremadure, à l'assemblée des Cortès; ce respectable ecclésiastique, honoré de la haine spéciale des tyrans, avait été arrêté dans le couvent même, comme l'un des défenseurs les plus ardens et les plus éclairés du dogme politique de la souveraineté des peuples. Dès le lendemain, le bataillon rentra à Santiago, ramenant avec lui Mugnos Torrero, et D. Manuel Acugna, archidiacre de San-Lès, et chanoine de Santiago, lequel était également prisonnier dans le couvent des Franciscains. Ainsi était successivement rendue à la liberté, cette foule de victimes, entassées dans les prisons d'état et dans celles de l'inquisition; et dont plusieurs terminaient journellement leur existence et leurs malheurs, sans que leurs amis, leurs parens, leurs familles, fussent instruits, non-seulement des crimes qui leur

étaient imputés, mais souvent même de leur détention (1).

Chaque jour, cependant, les forces de la division nationale s'augmentaient, autant par la défection de ses ennemis, que par les détachemens épars des défenseurs de la patrie qui venaient successivement se rallier à elle.

Le général Acebedo avait reçu avis le 29, que deux jours auparavant, le colonel du régiment provincial de Tuy, trahissant sa parole d'honneur, et se déshonorant par la plus insigne perfidie, venait de se réunir au comte de San-Roman, et que, selon l'itinéraire qu'il avait suivi, il devait passer, le 3 mars au matin, le bac de Barbantès sur le Migno. D'après ces renseignemens, le commandant général dirigea des troupes de ce côté pour l'atteindre, le combattre,

(1) Nous avons eu sous les yeux la preuve que des étrangers enlevés de leurs domiciles, à Madrid et dans plusieurs provinces d'Espagne, par les ordres de l'inquisition, sont morts au fond des cachots, tandis que les agens de cet horrible tribunal présentaient aux ministres des puissances, par lesquels ces malheureux étaient réclamés, de prétendus registres sur lesquels étaient portés les noms de ces victimes du plus exécrable pouvoir qui fut jamais, comme ayant reçu des passeports pour sortir du royaume.

s'il était nécessaire, et surtout empêcher sa jonction avec le comte de San-Roman.

Instruit, le 2 du même mois, que deux cent cinquante miliciens étaient réunis à Carballigno, il chargea les officiers Salazar, Peirona, D. José Molla, et D. Jaïme Mas, de se mettre à la tête des volontaires d'Arragon, et de trente chasseurs du premier bataillon de Grenade, et de s'avancer, sous les ordres de son aide de camp D. Joachim Cayuela. En même temps, Acebedo accompagné du lieutenant D. José Mugnoz, donna ordre à la division de se mettre en mouvement; se porta de sa personne, pour examiner le terrain, et rejoignit son aide de camp, avant d'arriver au pont de la rivière Arentejo. Il pensait, comme il était naturel de le croire, qu'il rencontrerait là une avant-garde de miliciens chargée de veiller à la sûreté de ceux qui étaient dans le village; mais, n'apercevant pas un seul soldat, Cayuela avait jugé qu'ils en étaient partis, et s'était avancé avec trois ordonnances, dont l'une reçut l'ordre d'aller chercher l'alcade, et de le prévenir qu'il eût à tenir prêt tout ce qui était nécessaire pour les chambrées de la division. Cependant, à l'approche des maisons, un groupe s'avança vers lui, en criant : « Aux armes! aux armes! »

Cayuela reconnut qu'il avait surpris les miliciens, et se décida, sur-le-champ, à ne pas leur donner le temps de se réunir; puis, enfonçant les éperons dans les reins de son cheval, toujours accompagné de ses ordonnances, et avec une intrépidité qui n'altérait en rien sa présence d'esprit, il se précipita au milieu des bataillons ennemis, proclamant *l'indépendance et la liberté nationales*.

Cette action d'une hardiesse inouïe, et à laquelle était attaché un si grand danger, était, néanmoins indispensable dans la circonstance, pour jeter l'épouvante chez l'ennemi. Le succès en fut complet; et, du moment où les troupes sous les ordres de Cayuela furent entrées sans résistance dans le village, les miliciens l'abandonnèrent précipitamment et en désordre. On les poursuivit sur toutes les routes, non comme des ennemis dont un vainqueur cruel et irrité veut tirer vengeance, mais comme des hommes égarés, à qui l'on désire faire connaître l'erreur dans laquelle ils étaient plongés. La consternation des fuyards était telle, que, seul avec deux artilleurs, le lieutenant D. José Mugnoz fit prisonniers trente de ces malheureux, et les força de retourner à Carballigno. Cayuela, suivi des volontaires et de trente chasseurs,

avec leurs officiers, reconnut les hameaux, les métairies voisines et les bois attenans au village, à une distance d'une lieue et demie; recueillit quelques-uns des siens qui s'étaient égarés, et s'assura qu'il n'y avait plus de miliciens aux environs. Cayuela ayant communiqué ces renseignemens au commandant général, la division reçut l'ordre de faire halte à Carballigno, où elle arriva vers midi. Une marche forcée du régiment provincial de Tuy, qui, ainsi qu'on vient de le voir, devait passer le bac du Migno, fut la cause de cette halte, parce que l'on venait de reconnaître qu'il serait impossible d'arriver à temps pour mettre obstacle à ce passage.

A deux heures et demie de l'après-midi, Acebedo envoya son aide de camp D. Juan Caballero, en courrier, jusqu'au bac de Barbantès, et le chargea d'une lettre pour le colonel du provincial de Tuy; il y reprochait à cet homme déloyal, dans les termes les plus énergiques, la perfidie et la mauvaise foi avec lesquelles, après avoir juré fidélité à la Constitution et donné sa parole d'honneur de ne pas sortir de Tuy, il avait trahi l'un et l'autre serment; mais l'aide de camp n'étant arrivé que lorque le colonel et sa troupe étaient déjà sur la rive oppo-

sée ; on lui refusa le passage, on le traita d'espion, et on le menaça de faire feu sur lui s'il ne se retirait promptement.

Cependant les communications étaient actives et continuelles, entre Santiago et les divers détachemens sortis de la ville ; tout concourait au même but ; et, malgré les contrariétés qu'éprouvaient souvent les amis de la patrie dans l'exécution de leurs plans, tout annonçait pour eux un succès, sinon prochain, du moins assuré.

La Colonne volante se porta le 3 mars, à dix heures du matin, sur Amoëyro, où elle trouva une partie des habitans en fuite, et l'autre effrayée par les infidèles récits de San-Roman et de sa troupe, qui publiaient partout que la division sortie de la Corogne se livrait sur son passage aux excès les plus horribles. Toutefois, ces bonnes gens ayant bientôt reconnu combien on les avait trompés, rentrèrent, quelques heures après, dans leurs maisons.

Le 3 au soir, tous les sergens de la division se présentèrent chez le général Acebedo, et l'un d'eux, D. Candido Santos, élevé depuis au grade d'officier, prenant la parole, s'exprima en ces termes (1) :

---

(1) On n'a pas oublié que ce fut un sergent (l'infâme

« Illustre et sage général, les Sergens de la division sous vos ordres se présentent en corps devant Votre Seigneurie, dans le dessein de lui faire connaître, ainsi qu'à tous ses officiers, l'ardent désir qui les anime, d'effacer dans leur sang l'opprobre dont se couvrirent, en 1815, à la face de toute la nation, ceux d'entre eux dont la trahison fit échouer la noble tentative de l'immortel Porlier, pour rendre la liberté à l'Espagne. Instruits que c'est demain que la division doit entrer dans Orenze, pour en chasser les miliciens qui s'y sont fortifiés; et que, dans l'attaque de cette ville, le pont est, à la fois, le point le plus important et le plus dangereux, je viens, au nom de mes camarades, supplier V. S. de permettre à tous les sergens de la division de former un corps particulier, à qui sera exclusivement confié le soin de s'emparer du pont et des retranchemens qui y ont été construits; et, dans le cas où les miliciens auraient pris position en avant d'Orenze,

---

Chacon) qui, corrompu par l'argent de l'archevêque de Santiago et des chanoines de cette ville, marcha le premier contre le général Porlier, le surprit sans défense, le livra à ses ennemis, et prolongea ainsi l'esclavage et l'agonie de l'Espagne.

de nous autoriser à les attaquer en tirailleurs. En un mot, notre général, nous demandons que, pour réparer, s'il est possible, les affreux malheurs qu'ont attirés sur la patrie les hommes criminels qui, en trahissant Porlier, ont trahi l'Espagne entière et répandu sur elle un deuil éternel, il soit permis au corps des sergens de votre division d'ouvrir le premier la route de la liberté nationale, et celle de la gloire de leur digne chef D. Felix Acebedo. »

Cette demande et l'assurance énergique avec laquelle elle fut prononcée, produisirent sur tous les assistans l'impression la plus profonde. Le général en fut attendri jusqu'aux larmes. Se plaçant alors au milieu des sergens, et cherchant à se rendre maître de l'extrême émotion qui s'était emparée de lui, il leur témoigna, avec une vive effusion de tendresse et de reconnaissance, en son nom, au nom du corps des officiers, de la suprême Junte de la province, et de toute la nation, « combien il était touché d'une preuve aussi noble, aussi généreuse, aussi sublime de leur héroïque dévouement; » mais il leur fit connaître en même temps « qu'une telle démarche pourrait avoir des inconvéniens graves; et qu'il était beaucoup plus convenable qu'ils

demeurassent au milieu des rangs et parmi leurs soldats, dans une attaque où l'ordre et la discipline n'étaient pas moins importans que la valeur elle-même, et où sans doute chacun d'eux trouverait facilement l'occasion de se distinguer. »

Le discours du brave D. Candido, n'a besoin ni de réflexions, ni de commentaires : quand une nation a reconquis sa liberté, et qu'elle renferme de tels hommes, aucune puissance sur la terre, et la réunion de toutes les puissances ensemble, ne peuvent lui rendre des fers.

Le 4 mars, à onze heures du matin, la division sortit d'Amoëyro, et, à demi-lieue de là, elle rencontra, formée en colonne, la seconde division de l'armée nationale, ayant à sa tête le commandant général D. Carlos Espinosa. Cette division, composée de deux compagnies de marine, deux de Castille, et quatre de Burgos, était sortie de la Corogne, le 29 février (6 jours après la première), et après avoir suivi, pendant quatre jours, des directions tout-à-fait différentes, elle se réunit enfin à celle-ci, pour la renforcer à l'instant d'entrer dans Orenze. La joie et l'enthousiasme que manifestèrent les soldats, dans cette

rencontre, est au-dessus de toute idée et de tout éloge. « Je te félicite, terreur du servilisme », disait la seconde colonne à la première; — « puisse la réunion des deux divisions de la patrie, être éternelle; puissent-elles ne former qu'un seul corps, pour la destruction de tous ses ennemis! » répliquait celle-ci. Ainsi se passait, dans des félicitations réciproques, qui n'étaient interrompues que par les cris de *Vive la Patrie! vive la Constitution! vive le Roi constitutionnel*, le temps nécessaire aux deux divisions unies pour arriver à Orenze.

On apprit à Castro de Veiro, que le comte de San-Roman avait rassemblé les régimens complets de Orenze, Monterey et Tuy; une partie de ceux de Santiago, Compostelle et Pontevedra; différens détachemens des corps de ligne, cent hommes du bataillon de Vittoria : et les Cadets de l'école militaire de Santiago. Le 28 février, il avait fait plusieurs promotions dans son armée; il avait aussi commencé à fortifier, ou plutôt à détruire le fameux pont d'Orenze, respecté dans la précédente guerre par les généraux français et espagnols, dont les connaissances militaires étaient sans doute fort supérieures à celles de San-Roman, et tout cela, pour fuir devant des

troupes, fort inférieures en nombre à celles qu'il commandait, mais animées toutefois d'un tel enthousiasme, et chargées d'exécuter des plans si bien conçus, que la victoire ne pouvait manquer de se déclarer pour elles, malgré les retranchemens et les autres mesures de défense prises par le général royaliste, au préjudice notable des propriétés des habitans d'Orenze.

D'après le plan arrêté, deux cents hommes, sous les ordres du capitaine Échaluce, devaient attaquer la place à revers; et deux cents autres, commandés par le capitaine Alonzo, devaient passer le Migno sur cinq barques, pour attaquer la ville par la droite. Ainsi, tandis que les ennemis croiraient n'avoir à défendre que le pont, ils devaient être forcés de porter leurs troupes sur trois points différens.

Cependant, les divisions nationales réunies, qui se disposaient à combattre valeureusement, ne rencontraient point d'ennemis; en effet, après avoir fait de grandes démonstrations de défense : après avoir publié deux proclamations, pour exciter la fureur du peuple contre ceux qu'ils appelaient les ennemis du roi, de la religion, et de la patrie, San-Roman avait abandonné tous ses postes à la première nouvelle

de l'approche des divisions nationales, et quelques heures avant leur arrivée. Aussi lâche dans sa fuite, qu'il avait été insolent dans ses menaces, il ne combattait maintenant ses ennemis qu'en continuant de répandre contre eux d'odieuses calomnies, pour épouvanter les timides habitans des campagnes qui, livrés à une funeste crédulité, fuyaient dans les bois pour y chercher un asile, emmenant avec eux ce qu'ils avaient de plus cher. L'évêque d'Orenze, ses chanoines, et quelques négocians, sortirent aussi de la ville.

Il serait difficile d'assigner les véritables motifs qui portèrent San-Roman à une retraite aussi prompte, après des préparatifs de défense si extraordinaires ; mais il est probable qu'elle fut décidée par l'arrivée inattendue du comte de Torrejon, colonel de la colonne des grenadiers provinciaux, qui, porteur d'ordres et d'instructions du ministre de la guerre, était parti de Madrid en courrier, et s'était rendu directement au quartier général de San-Roman avec lequel il avait eu une conférence dans la nuit précédente.

La ville présentait l'aspect le plus sombre. La plus grande partie des maisons était fermée ainsi que l'hôtel de ville, dont aucun membre

du conseil n'apportait les clefs. Le peu d'habitans qu'on rencontrait, paraissaient frappés de terreur. Le général Acebedo rendit et fit afficher une ordonnance portant : « Que toute autorité, tout employé ou habitant quelconque qui avait quitté son poste ou sa maison, depuis le jour précédent à onze heures du soir, eut à se présenter dans le terme précis de deux heures, sous peine d'être considéré comme ennemi de sa patrie, et d'encourir les peines portées contre ceux-ci. »

Cependant l'ordre et la discipline qui régnaient dans les divisions, ne tardèrent pas à ramener la confianee ; et les habitans, d'abord si craintifs, finirent bientôt par se mêler avec les troupes ; ils leur demandaient des nouvelles, se disputaient les proclamations que distribuaient les officiers, et, après les avoir lues, se félicitaient de l'arrivée des forces nationales et du nouvel ordre de choses qui commençait pour l'Espagne.

Dans l'impossibilité de se procurer les clefs de l'hôtel de ville, on en brisa les serrures, et l'on plaça sous le vestibule d'entrée, une réserve de quarante hommes. On établit des avant-postes ; on caserna la troupe ; et on fit chercher quelques-uns des membres du conseil de

ville de 1814, pour remplir provisoirement les fonctions municipales, jusqu'à ce que le peuple eût élu ses nouveaux magistrats.

Le 5, après avoir laissé au colonel D. Juan de Dios Alguer, le commandement des armes et quarante hommes du régiment de Burgos, avec trois officiers du même corps, les deux divisions prirent la route de Ginzo, à une heure après midi. Le capitaine Echaluce, ayant chassé les troupes qui couvraient l'arrière-garde du comte de San-Roman, se réunit à la colonne avec les siennes.

En partant de Ginzo, le général Espinosa, à la tête de la colonne de chasseurs, se plaça à l'avant-garde. Il commençait à faire nuit, lorsque les troupes arrivèrent à une chaussée qui conduit à de grands étangs, qu'on ne peut traverser qu'en passant, jusqu'à une certaine distance, sur de grosses pierres qui s'élèvent au-dessus de l'eau. L'obscurité de la nuit fit que les soldats, n'apercevant pas ces pierres, entrèrent dans l'eau jusqu'à la moitié de la cuisse; il faisait alors un froid rigoureux. Peu de temps après, quelques habitans donnèrent avis qu'il y avait dans le village de Ginzo, plus de trois cents hommes de milice et du bataillon de Vittoria, et qu'une garde

était placée à l'entrée. L'adjudant Elorza et le lieutenant Mugniz, s'avancèrent pour demander au commandant de cette garde, comment on se disposait à recevoir les troupes nationales; cet officier demanda la permission de rendre compte de cet incident au commandant de son bataillon; Acebedo, à qui Elorza fit part de cet obstacle, eut l'imprudente générosité de la lui accorder; mais cette condescendance fut cause, ainsi qu'on va le voir, qu'on ne put s'emparer de toute la troupe, qui était en quartier dans le village. Le commandant du bataillon de Vittoria, D. Manuel de Torres, n'ayant fait aucune réponse aux deux messages qui lui avaient été envoyés, Elorza, impatient de ne savoir à quoi s'en tenir, entra lui-même dans le village; fut trouver ce commandant, et lui demanda, de la part du général Acebedo, « quelles étaient ses intentions. » Torres lui répondit, « qu'il se félicitait sincèrement de l'arrivée des troupes nationales; qu'elles pouvaient entrer avec d'autant plus de confiance, que son intention était de se réunir à elles. »

Enchanté de cette réponse, Elorza revint sur-le-champ en rendre compte au commandant général, qui ordonna aussitôt à la Colonne de

continuer sa marche. Toutefois, on découvrit bientôt que Torres avait usé de supercherie pour s'échapper avec plus de facilité. Quoique la nuit fût fort sombre, Elorza se mit à sa poursuite, pour lui demander raison d'un procédé si peu honorable; il le rejoignit à peu de distance, et Torres lui ayant donné pour excuse « qu'il avait été contraint, par ses soldats, au parti qu'il avait pris, » un détachement fut chargé de conduire ce commandant devant Acebedo, pour répondre aux demandes qui lui seraient adressées. Pendant que ceci se passait, la Colonne qui poursuivait dans sa fuite le reste du bataillon de Torres, arriva à une traverse où le chemin se divise en trois branches; là, elle prit une fausse route, et ne reconnut son erreur que trop tard pour la réparer. Elorza, qui était à sa tête, considérant que la troupe avait fait sept lieues, et que l'obscurité de la nuit contrariait ses vues, se décida à rétrograder et revint prendre du repos à Ginzo.

Le résultat de cette surprise valut aux divisions nationales, huit mille cartouches, trois caissons de guerre, plusieurs chariots de pain, quelques chevaux et autres objets. Cinq officiers, parmi lesquels se trouvait le commandant Torrès, et plus de cinquante soldats, fu-

rent faits prisonniers; on donna des passeports aux premiers; les soldats, dont le plus grand nombre appartenait au bataillon de Vittoria, se réunirent avec joie, à ceux de leurs compagnons d'armes qui faisaient partie de la Colonne volante.

Les divisions, après avoir traversé Monterrey et autres villages, arrivèrent à Verin; le 6, instruit que l'arrière-garde de l'armée du comte de San-Roman, en était partie depuis peu, la colonne de chasseurs, aux ordres d'Espinosa, se mit à leur poursuite. En peu d'instans, les miliciens furent rejoints et mis en déroute; un grand nombre furent faits prisonniers, les autres se sauvèrent sur les hauteurs. Comme il fallait marcher de nuit, on allait beaucoup plus lentement; toutefois Espinosa, actif, serein, infatigable, et dirigeant sa marche à travers les montagnes, donnait aux officiers et aux troupes, l'exemple de la résignation à souffrir. Il était dix heures du soir, lorsque la colonne arriva au village de San-Christobal. Les maisons étaient remplies de miliciens, et il est impossible de concevoir comment plusieurs officiers se trouvant avec eux, personne n'eût songé à établir des postes avan-

cés; on leur fit quatre-vingts prisonniers, dont trois officiers.

Le 7, l'armée nationale fit de nouvelles recrues; le lieutenant Gasque, du deuxième léger d'Aragon, vint se réunir à elle, dans le village de Laza, et lui amena dix-sept hommes de ce corps.

Le 8, le capitaine Alonzo, qui allait toujours à l'avant-garde, avec quarante hommes d'Aragon, se mit à la tête de la colonne de chasseurs, après avoir passé la Cauda. En descendant un coteau qui conduit à Castille, il rencontra cent cinquante miliciens qui paraissaient disposés à défendre le passage; mais Alonzo leur ayant fait connaître qu'il était important qu'il exécutât l'ordre qu'il avait reçu de se rendre à Aciveros, où était le comte de Torrejon, avec lequel il devait se concerter sur les moyens de faire passer une lettre au comte de San-Roman, les miliciens se retirèrent. Toutefois, d'autres obstacles s'opposèrent depuis à ce qu'Alonzo remplît cette mission.

Le 9 mars, l'armée se mit en mouvement à midi. La première division fut dirigée sur le Requejo; mais en arrivant à Padornelo, on aperçut les troupes de San-Roman, comman-

dées par Torrejon, et placées dans une position avantageuse. Une partie de celles-ci couvrait la route royale, et l'entrée du village; l'autre partie, à la droite de ce même village, appuyait sa gauche sur lui; enfin, la troisième un peu plus avancée, avait sa droite appuyée sur une montagne assez élevée, mais cependant accessible. Les forces nationales s'élevaient à quatre cent cinquante hommes, répartis ainsi qu'il suit : Deux compagnies de Castille; deux de Grenade; une d'artillerie; une de Vittoria, et une autre d'Aragon. L'ennemi comptait dans ses rangs, cinq cents hommes, divisés en six compagnies choisies, de grenadiers, de chasseurs, et de fusiliers.

Le commandant général ordonna que les deux compagnies de Grenade s'emparassent immédiatement de la hauteur qui dominait l'ennemi, et que celui-ci, malgré l'extrême importance de ce point, avait négligé d'occuper. La compagnie d'artillerie fut placée sur une hauteur, à la gauche de la route, afin de soutenir la compagnie de Grenade. La compagnie d'Arragon, soutenue par celle de Vittoria, suivit le grand chemin; et la compagnie de Castille fut laissée en réserve, à la droite de l'artillerie. Le comte de Torrejon, après avoir observé tous ces

mouvemens, chargea, mais trop tard, une compagnie d'aller s'établir sur la hauteur; s'apercevant néanmoins qu'il serait nécessairement enveloppé s'il conservait la position qu'il occupait maintenant, il abandonna son projet et se retira. La compagnie de Castille continua à avancer par le chemin, et celle d'artillerie par la montagne, soutenant l'aile gauche de Grenade. En ce moment, Acebedo, que ses aides de camp venaient de quitter pour porter ses ordres, voyant fuir les miliciens, et emporté par l'excès d'un zèle qui allait devenir si funeste à lui-même et à la patrie, s'élance, seul, et traverse au galop le village de Padornelo. A peine en est-il sorti, qu'il rencontre les miliciens en désordre; son chapeau à la main et l'épée dans le fourreau, il s'écrie alors : « Enfans, ne sommes nous donc pas frères? Quelle fatalité nous divise! Abandonnez ces hommes qui, pour satisfaire leur coupable ambition, vous arrachent à votre patrie; entendez les cris de vos pères qui vous rappellent dans le sein de vos familles..... » Livré à ces douces illusions, et tout entier à la flatteuse espérance de ramener ces hommes à la raison et à la patrie, il était loin de soupçonner que sa confiance l'eût entraîné au milieu de ses assassins, lorsque plusieurs

d'entre eux, qui s'étaient cachés derrière une palissade vers laquelle il s'avançait seul et sans armes, firent feu sur lui et lui traversèrent la poitrine de trois coups de fusil; il était tombé de cheval et respirait encore, à l'instant où ces scélérats, accourant pour lui ôter un reste de vie, et pour le dépouiller, aperçurent les volontaires d'Arragon qui sortaient du village et arrivaient à toute bride; ces braves soldats ne pouvant contenir leur indignation et leur fureur, à l'aspect d'un forfait aussi lâche, se précipitèrent sur les brigands, en blessèrent plusieurs, dispersèrent les autres, et revinrent ensuite, livrés à la plus profonde douleur, donner à leur général expirant tous les secours qui étaient en leur pouvoir; mais, dès lors, tous ces secours étaient devenus inutiles; étendu à terre, baigné dans son sang, les yeux mourans et le visage décoloré, Acebedo ne put faire entendre que ces dernières paroles, qui exprimaient si bien l'unique pensée de toute sa vie : « En avant, mes enfans; ne vous occupez point de ma dépouille mortelle; vive la liberté nationale. » Ainsi mourut ce nouvel Épaminondas, sur le champ de bataille d'où fuyaient, au même instant, les ennemis de sa patrie. Cette journée du 9 mars 1820, sera

éternellement, et de plus d'une manière, célèbre dans les fastes de l'Espagne. A l'instant où s'accomplissait, à Madrid, la révolution qui lui a rendu sa liberté, sa gloire, et le rang qui lui appartient parmi les peuples civilisés, Riego, poursuivi par O-Donnel (1), fuyait à travers les montagnes. Freyre, Campana, Valdès, assassinaient à Cadix les citoyens paisibles et désarmés; et Acebedo, scellait de son sang généreux, la liberté, dont les fiers accens se faisaient entendre, pour la première fois, après plusieurs siècles, sous les murs du palais des rois d'Espagne.

---

(1) Des Espagnols, bien instruits des affaires de leur pays, pensent que les instrumens même du despotisme, connaissant bien, à cette époque, l'opinion nationale, et ne pouvant se défendre eux-mêmes d'une admiration secrète pour le sublime dévouement de ces premiers soldats de la liberté, ne voulurent jamais leur ruine; mais qu'obligés d'obéir aux ordres de la cour, ou de résigner leurs emplois, la conduite que quelques-uns d'entre eux tinrent alors, leur parut être un terme moyen entre ces deux nécessités. En effet, ce n'est guère qu'ainsi qu'il est possible d'expliquer comment existent encore ces trois cents héros de l'Espagne, qui, sans cesse environnés de six à sept mille hommes, pouvaient, à tout instant, être anéantis par une seule manœuvre de leurs ennemis.

Au bruit des coups de fusil qui venaient de priver la patrie d'un de ses meilleurs citoyens, la colonne d'attaque doubla le pas et entra dans le village. A l'instant où elle apprit la mort de son général, un seul cri, un cri terrible et unanime se fit entendre : « vengeance, vengeance ! » On fit vainement observer que le comte de Torrejon réunissait sur une hauteur voisine les miliciens dispersés : rien ne put arrêter l'impétueuse fureur des soldats; ils demandent, ils ordonnent le combat. Aussitôt les tambours battent la charge, et les trompettes et tambours de toute la ligne leur répondent. La colonne, en triplant le pas, est déjà arrivée à la moitié de la hauteur; avide de vengeance, elle est près d'en atteindre la cime; mais Torrejon, épouvanté de tant d'intrépidité et d'audace, et n'attendant plus son salut que d'une prompte fuite, abandonne à la fois, son poste et son armée. Le feu des bataillons d'Arragon et de Vittoria disperse, encore une fois, les miliciens qui ne songent plus qu'à sauver leurs jours. A l'exemple de leur général, ils prennent la fuite; mais une compagnie de Castille, commandée par le capitaine de grenadiers D. José Navas, et Alonzo avec ses quarante hommes d'Arragon, s'élancent à leur poursuite. Le

capitaine Aranda, à la tête de sa compagnie, et de concert avec le bataillon de Vittoria, commandé par le capitaine Solikouski, se place sur les hauteurs, dans le dessein de couper le passage à la compagnie ennemie, laquelle s'étant séparée du reste de son armée, ne pouvait plus se réunir à elle. Cette compagnie ainsi coupée, changea sa direction; passa le ruisseau du Requejo; et rendit les armes au moment où le lieutenant D. Jaïme Mas, et le sous-lieutenant D. José Mola, allaient la poursuivre, avec vingt hommes du bataillon de Grenade.

Cependant les deux compagnies de ce bataillon marchaient sur les traces de l'ennemi; bientôt elles rencontrèrent leurs camarades d'Arragon et de Castille sur les bords du Requejo; réunies à ceux-ci et à vingt soldats, commandés par un lieutenant et un sous-lieutenant, elles s'emparèrent ensuite de six chariots chargés de vivres, après avoir dissipé l'escorte qui les accompagnait.

De son côté, Espinosa ayant reconnu qu'il n'y avait plus de miliciens réunis, fit battre la générale sur toute la ligne; rassembla toute sa division en une heure; fit passer les prisonniers à l'arrière-garde; et dirigea sa marche sur le Requejo, avec toute la précaution possible. L'ar-

tillerie arriva cette même nuit; et cette division qui avait passé la nuit à Padornelo, se mit en marche, dès le lendemain, pour Pedralva, marchant à une petite demi-lieue de la première. Le commandant général donna ordre au capitaine Alonzo de partir en courrier pour la Corogne, afin d'instruire la Junte des mouvemens de la troupe; de la retraite de l'ennemi sur les Castilles; et de l'irréparable perte faite par l'armée, dans la personne de son général, tué à Padornelo. Toutefois, ne se croyant pas autorisé, sans un ordre exprès de la Junte suprême, à entrer dans les Castilles pour y poursuivre l'ennemi qui se retirait à Bénavente, il suspendit sa marche jusqu'à ce que cet ordre lui fût parvenu.

Le 12 mars au matin, on apprit, par des voyageurs qui arrivaient de Madrid, que les forces du comte de San-Roman s'élevaient à environ quatre mille cinq cents hommes, tous dans le plus grand désordre, et dont un grand nombre manquaient d'armes. On fut informé, par les mêmes voyageurs, des désertions et des pertes de tout genre qu'il avait éprouvées les jours précédens. Les forces de ce général étaient les mêmes que celles qu'il avait à Orenze, mais il fallait y ajouter les régimens de Lugo et

de Mondogniedo; le premier bataillon de Vittoria, et quatre-vingts hommes de cavalerie que lui avait envoyés le capitaine général de la Castille Vieille, quoique celui-ci eût, lui-même, besoin de conserver des forces, tant pour se défendre contre les mouvemens populaires qui commençaient à se manifester à Valladolid, que pour porter des secours à la Navarre, menacée d'un soulèvement général, depuis le retour de Mina.

Le comte de San-Roman, obstiné à défendre une cause qu'il avait déclaré naguère avoir en horreur, usait des moyens et des artifices les plus honteux pour rendre les troupes nationales suspectes et odieuses au peuple. Fidèle au système adopté dans tous les pays, par les ennemis de la liberté, tantôt il menaçait le peuple de l'intervention de l'étranger, tantôt il le flattait de ses secours; et ce fut sans doute dans l'intention de s'assurer un appui ou un asile dans le Portugal, qu'il entra sur le territoire de ce pays, et s'aboucha avec le capitaine général de la province de Tras-los-Montes; en un mot, il ne négligea aucun des moyens de priver de tous les bienfaits que devait lui assurer le régime constitutionnel, une nation à laquelle il avait déjà coûté tant de sang et de

larmes. En effet, c'était lui qui avait proposé de mettre sous les armes toutes les forces de la Galice, pour environner de toutes parts et détruire la colonne volante : c'était lui qui avait prodigué les noms les plus infâmes à ceux-là même dont il avait, dans d'autres temps, recherché avec empressement et cultivé l'amitié, et auxquels il a écrit ensuite pour essayer de se disculper; c'était lui qui, sous prétexte d'assurer la subsistance et l'entretien de ses troupes, s'était rendu coupable de nombreuses malversations, et avait dilapidé les fonds publics ; c'était lui qui avait allumé la guerre civile dans la Galice ; c'était lui enfin, qui, ayant pu se couvrir d'une immortelle gloire, en demeurant fidèle à ses anciennes opinions et à ses promesses, avait préféré, à l'honneur d'avoir proclamé, le premier, dans cette province, la liberté de sa patrie, l'opprobre et les remords qui, tôt au tard, sont le partage des traîtres.

Le bruit qui se répandait au quartier général et dans la plupart des villes et des villages de la Galice, qu'une nombreuse armée Portugaise se disposait à entrer en Espagne ; la certitude qu'on avait acquise, en effet, que le quartier général de cette armée avait été transféré à *Chaves*, et que des troupes s'approchaient des

frontières, déterminèrent le commandant général Espinosa à envoyer à Braganes son aide de camp D. Francisco Elorza, avec des dépêches pour le général portugais Silveyra, comte d'Abrantès, afin de connaître, d'une manière précise, la cause de ces mouvemens. Ce général reçut Elorza, avec les témoignages d'une extrême affection, et lui déclara, dans les termes les plus flatteurs, « que le commandant en chef de l'armée nationale espagnole n'avait rien à craindre de sa part; que les mouvemens qui avaient inquiété ce général n'avaient d'autre objet que de maintenir la tranquillité de la province dont le commandement lui était confié, et de défendre ses habitans des violences, déjà exercées contre quelques-uns d'entre eux, par plusieurs soldats de la division du comte de San-Roman. » Ces paroles de paix rassurèrent pleinement Elorza, qui se hâta d'en informer son général. En arrivant au camp portugais et en le quittant, il avait reçu des officiers et des soldats l'accueil le plus affectueux, ce qui confirma l'opinion où l'on était depuis long-temps, que les principes de l'insurrection espagnole étaient partagés par toute l'armée portugaise.

Le 12, à quatre heures de l'après-midi, et lorsqu'enfin les nouvelles de Madrid étaient pu-

bliques et qu'il ne restait aucun moyen de les dissimuler, on vit arriver en courrier, au quartier général, le marquis de Boveda, porteur d'une lettre du comte San-Roman au commandant général Espinosa, et de deux circulaires du ministre de la guerre, en date des 6 et 7 mars. Dès que cet envoyé parut, les troupes se mirent en bataille, et il leur fit savoir « que le roi avait résolu de prêter serment de fidélité à cette même Constitution pour laquelle elles combattaient depuis si long-temps et avec tant de vaillance ; qu'en conséquence, les hostilités devaient cesser à l'instant. » Cette nouvelle fut reçue avec les démonstrations de l'allégresse la plus vive et la plus unanime ; mais, toutefois, on était tellement en garde contre la perfidie de la cour, qu'on ne négligea, dans ces premiers momens, aucune des précautions que commandait la prudence, pour se préserver de toute surprise. Trois fois les cris de *vive le roi constitutionnel !* retentirent dans les intervalles des salves de l'artillerie. Un courrier fut dépêché sur-le-champ à la Junte suprême, pour l'informer d'un événement aussi inattendu, et lui demander ses ordres. Des dispositions nouvelles, plus actives et plus sévères qu'elles ne l'avaient été encore, furent prises ensuite,

et la vigilance extérieure des avant-postes fut redoublée.

Le lendemain 13, le comte de San-Roman, en réponse à une lettre que lui avait adressée, la veille, le commandant général Espinosa, manda à celui-ci, d'un ton assez impérieux et surtout assez ridicule, dans l'humiliante position à laquelle il était réduit : « que, puisque le roi avait prêté serment à la Constitution, il fallait que les troupes que lui, Espinosa, avait sous ses ordres, prêtassent le même serment, pour que la circulaire du ministre de la guerre reçût son entier effet. » C'était véritablement un inconcevable égarement d'amour-propre et d'impudence, que celui par lequel San-Roman, ayant perdu le droit de commander et celui d'être obéi, osait donner, à ceux qui l'avaient poursuivi jusqu'à Benavente, les armes dans une main et la Constitution dans l'autre, l'ordre de jurer fidélité à cette loi fondamentale de l'état, pour l'établissement de laquelle ils exposaient tous les jours leur vie, et que lui, San-Roman, n'avait cessé d'outrager depuis le 21 février.

Le 16 mars, le quartier général fut transféré à Sanabria, où la première division entra le 17, à onze heures du matin. Le gouverneur de

cette ville se présenta, dans l'après-midi, chez le commandant général Espinosa, pour lui offrir, « non comme gouverneur, disait-il, mais comme particulier, tout ce qui pourrait lui être utile. » Espinosa lui fit, aussi comme particulier, les mêmes protestations de services; mais, en sa qualité de commandant général de l'armée nationale, il lui ordonna de garder les arrêts chez lui, sans préjudice des poursuites auxquelles sa conduite pourrait avoir donné lieu. La seconde division demeura à Pedralva, et, cette même nuit, on reçut les ordres de la Junte, qui déterminaient les points qui seraient occupés par les deux divisions.

Les jours suivans elles continuèrent leur route jusqu'à Montfort de Lémos, où elles arrivèrent dans l'après-midi du 22; elles y furent accueillies avec des transports de joie, aux cris de *vive la Constitution*, et au bruit des cloches, car la terreur ne comprimait plus les âmes, et chaque citoyen osait librement exprimer sa pensée. La nuit se passa en feux d'artifice et en réjouissances. La troupe se reposa une journée entière dans ce village, où l'on voyait accourir de toutes parts les habitans voisins, et tous ceux qui, n'ayant point encore prêté le serment de fidélité à la Constitution, témoi-

gnaient le plus vif empressement de remplir ce devoir entre les mains du commandant général.

Après avoir marché pendant toute la journée du 24, l'armée entra, le 25, à une heure après midi, dans la ville de Lugo, dont la garnison, composée du sixième régiment de marine, de deux bataillons de Burgos, et d'une partie de celui de Grenade, s'était formée en bataille sur la route, pour y attendre l'armée nationale; elle y fut reçue avec les transports accoutumés, et saluée du nom de *Libératrice de la patrie.*

Le 26, l'armée fut passée en revue par le Commandant général, et termina ainsi les nobles et nombreux travaux qui avaient signalé sa courte, mais si glorieuse existence. L'Espagne a déjà placé les immortelles actions des Espinosa et des Acebedo à côté de celles des Quiroga, des Riego, des Arco-Aguero, etc.; et, tous ensemble, elle les a salués du nom de Héros de la Patrie. L'histoire et la liberté confirmeront cette éclatante marque d'honneur, qui, bien différente des monumens imposteurs élevés au despotisme par la servilité, attestera aux siècles à venir l'admiration qu'inspirèrent à leurs contemporains les vertus civiques de ces guerriers citoyens, et l'éternelle reconnaissance attachée à leurs importans services.

Un trait qui, s'il n'est pas le plus important en lui-même, l'est au moins par ses résultats, manque encore au tableau que nous venons de tracer; c'est celui des opérations de l'armée de la Manche, commandée par le comte de l'Abisbal, dont il a été si long-temps question au commencement de cet ouvrage. Le despotisme était ébranlé de toutes parts, mais il existait toujours; ne pouvant plus combattre, il assassinait encore. L'armée de la Manche lui porta le dernier coup, en décidant le mouvement de Madrid.

AFFAIRES
DE LA MANCHE.

On a vu dans quelle position se trouvait le comte de l'Abisbal, dans cette capitale, lorsqu'après avoir fait arrêter, le 8 juillet 1819, les chefs de la vaste conspiration dont il avait été long-temps lui-même le suprême directeur, il y était revenu pour réclamer le prix de l'important service qu'il venait de rendre. Extérieurement comblé d'honneurs par la cour qui redoutait son audace, ses talens, et, il faut le dire, l'inclination naturelle qui le portait vers les idées généreuses, ce général était en effet sacrifié par elle, et venait de perdre le commandement de l'armée. D'un autre côté, les citoyens à qui sa conduite avait toujours paru inexplicable, et qui ne voyaient dans les derniers événemens de l'île de Léon, que le résultat d'une double intrigue, tendant à la fois à tromper la cour et les amis de la liberté, ne lui rendaient ni

leur estime ni leur confiance. Il vivait au milieu de Madrid dans un état d'isolement et de déconsidération, qui ne pouvait convenir long-temps à un homme de ce caractère. Le petit nombre de personnes recommandables qu'il voyait à cette époque, s'accordent à reconnaître que ses opinions en faveur d'une révolution qui devait rendre la liberté à l'Espagne, et renfermer le pouvoir dans les limites constitutionnelles tracées par la loi fondamentale de 1812, n'étaient point équivoques; toutefois, il avait tellement eu l'art de n'en laisser pénétrer à la cour que ce qu'il fallait pour la laisser au moins dans l'incertitude sur ses vrais sentimens, que, dans le grand dénuement où se trouvait la faction servile d'hommes à talent, énergiques et jouissant d'une haute considération militaire, ce fut encore sur le comte de l'Abisbal qu'elle dut jeter les yeux pour soutenir une cause désespérée.

Appelé par le Roi, comme dernière ressource dans les dangers dont le despotisme était menacé, on n'imagine pas sans doute qu'il dut ressentir une reconnaissance bien vive d'un choix qui ne supposait pas même la confiance, et n'était dû qu'à la nécessité. A peine eut-il reçu le commandement des troupes de la Manche, que son premier soin fut de s'entendre

avec son frère *Alexandre* (1), sur les moyens à prendre pour hâter le moment de réunir toute l'armée espagnole sous les drapeaux de la liberté. Le colonel O'Donnel se rendit donc à Madrid, avec quelques officiers connus par leur dévouement à la cause constitutionnelle. Plusieurs réunions eurent lieu chez le comte de l'Abisbal; le colonel y fit connaître les bonnes intentions de son régiment, dont le premier bataillon se trouvait à Ocagna, et le second à Santa-Cruz de Mudela. Il répondit en même temps du premier bataillon du régiment des Asturies et de l'escadron de Calatrava, cantonnés dans ce dernier village. Ces forces parurent plus que suffisantes pour provoquer l'explosion générale, si ardemment, si unanimement désirée par la nation, et à laquelle elle était préparée depuis si long-temps. Il ne s'agissait donc plus que de concerter les mesures nécessaires pour commencer les premières opérations. Le 1er de mars, une réunion patriotique fut convoquée à Madrid, dans la maison même du général; un grand nombre d'officiers supérieurs

(1) Il ne faut pas confondre celui-ci avec le général José O'Donnel, autre frère du comte, lequel commandait alors dans le midi de l'Espagne.

y assistèrent; et chacun des membres de cette assemblée se porta garant de la coopération de plusieurs de ses amis. Le général y proposa : « de faire opérer le premier soulèvement des troupes, dans la province de la Manche, où sont situés les villages dans lesquels les corps ci-dessus désignés étaient cantonnés; et d'y former, jusqu'à la nouvelle de l'acceptation, faite par le Roi, du code constitutionnel, un gouvernement provisoire, sous la dépendance de la junte suprême de Galice. » Ces dispositions générales ayant été adoptées à l'unanimité, le comte proposa ensuite, comme mesures militaires et politiques : « 1°., d'occuper les gorges de la Sierra-Morena, afin d'intercepter toute communication entre l'armée de Freyre et la capitale; 2°., d'augmenter le corps qu'on allait faire agir, de tous ceux qui se trouvaient éparpillés dans la Manche et dans les provinces limitrophes, et qu'on savait être disposés à suivre l'impulsion nationale; 3°., d'appuyer tous les mouvemens que paraissaient décidés à faire les amis de la liberté, dans les royaumes de Cordoue et de Jaën; 4°. d'adresser au Roi un exposé de la situation de l'Espagne, et d'engager ce prince à céder aux vœux du peuple, en acceptant la constitution

promulguée en 1812 à Cadix par l'assemblée des Cortès. » Toutefois, pour ne courir aucune des chances auxquelles les perfides conseils dont le Roi était environné pouvaient exposer, par un refus, et l'État et lui-même, il fut décidé qu'avant tout, on s'assurerait des dispositions de la garde royale et de la garnison de Madrid.

Ces propositions ne furent pas arrêtées avec moins d'unanimité que les premières; mais l'exécution des unes et des autres paraissait extrêmement difficile. Les corps sur lesquels on pouvait compter étaient séparés par de grandes distances; mille obstacles pouvaient s'opposer à leur réunion. D'ailleurs la Manche est une province qui avait été soumise de tout temps, à l'influence des chanoines de Tolède, lesquels s'étaient toujours montrés défenseurs ardens du despotisme sacerdotal et ministériel. Il était donc plus que probable que, dans des circonstances où il s'agissait pour eux d'un intérêt aussi puissant, ces prêtres n'hésiteraient pas à prodiguer leurs immenses richesses pour séduire les habitans de la Manche, et les engager, par tous les genres de promesses et de menaces spirituelles, à faire aux régimens, désignés comme devant contribuer le plus efficacement au rétablissement de la liberté nationale, cette

guerre de partisans qu'ils avaient soutenue avec autant d'acharnement que de valeur et d'habileté, contre les armées françaises, pendant la guerre de l'invasion. Aucunes de ces considérations ne manquait de vérité et de force, mais la cause qu'il s'agissait de défendre était si éminemment juste : chacun considérait tellement comme le plus sacré de tous les devoirs de suivre le généreux exemple donné par les armées de l'île de Léon et de Galice; et la nécessité d'une prompte résolution paraissait tellement évidente, afin de déterminer toute l'Espagne à se décider en faveur du régime constitutionnel, que l'enthousiasme prit la place des délibérations, et qu'on ne songea plus qu'à mettre à exécution le plan si hardi, mais si sagement conçu, que le comte de l'Abisbal venait de développer. La journée du 4 mars fut fixée pour le commencement des opérations; le bataillon de l'impérial Alexandre, cantonné à Ocagna, devait ce jour-là même proclamer la Constitution; et les chasseurs de ce bataillon, commandés par D. Ylarion de Paros, officier d'une valeur à toute épreuve, et dont les principes étaient connus, devait s'avancer en même temps vers Arganda, pour protéger la réunion de quelques détachemens, qui n'at-

tendaient que ce signal, pour se mettre en mouvement et agir selon leurs instructions. Cette réunion opérée, la petite armée devait se diriger sur Temblèque, point le plus central de la Manche, d'où l'on pouvait se mettre en communication avec les troupes de Santa-Cruz de Mudela, et d'autres villages, dont les commandans qui avaient assisté aux conférences de Madrid, connaissaient le bon esprit et les dispositions favorables.

Le 3 mars 1820, le comte de l'Abisbal sortit de Madrid, accompagné de son frère Alexandre, de son aide de camp D. Cayetano Bola, et d'un autre officier. Quelques gardes du corps vinrent se joindre à lui à Aranjuez. Le 4, il arriva à Ocagna, et ce même jour, à cinq heures après midi, le premier bataillon de *l'impérial Alexandre*, se trouvant sous les armes dans la place publique, le comte fit reconnaître l'autorité de la Junte suprême de Galice; proclama la Constitution; et donna ordre à tout le corps de prêter serment de fidélité à ce code politique, déjà reconnu par la plus grande partie de l'armée espagnole. Cet ordre, reçu avec les plus vives acclamations, fut exécuté sur-le-champ; les trois cents hommes qui composaient le bataillon firent éclater les transports

du plus ardent enthousiasme; un grand nombre d'habitans suivirent cet exemple; se présentèrent armés; et demandèrent à être admis à l'honneur de verser leur sang pour la liberté. Le gouverneur de la place, et un ancien courtisan qui se trouvait dans la ville, furent mis en état d'arrestation; les autorités furent convoquées; et, comme le bataillon devait partir le lendemain pour se réunir à d'autres corps militaires, on ajourna à l'époque de son retour, la promulgation de la Constitution par les habitans, et l'inauguration de la pierre constitutionnelle.

Le 5, le bataillon sortit; il se dirigea sur Temblèque, où il devait se joindre aux autres corps dont les commandans étaient d'intelligence avec les chefs de l'insurrection; mais quel fut l'étonnement de ces militaires, quand ils ne trouvèrent qu'une seule compagnie de chasseurs. Un si faible secours était loin de suffire pour exécuter les grandes opérations qui avaient été projetées; d'ailleurs, ce petit nombre d'hommes d'infanterie, seuls dans une plaine immense, était exposé aux plus grands dangers, si l'événement d'Ocagna venant à être connu à Madrid, ce qui ne pouvait manquer d'arriver d'un moment à l'autre,

on envoyait de cette ville à leur poursuite, quelques corps de cavalerie. Il fallait donc se réunir en toute hâte, à quelqu'autre régiment dont l'esprit constitutionnel fût bien connu. Se rappelant alors que les officiers des troupes en garnison à Santa-Cruz de Mudela, l'avaient informé plusieurs fois des sentimens que professait le corps qu'ils commandaient, le général se décida, sur-le-champ, à ordonner qu'on se mit en marche vers ce village. Toutefois, le temps pressait; la distance était longue; et la troupe était accablée de fatigue. On prit la détermination de faire une réquisition de chariots; et la petite armée fut transportée, en peu de temps, jusque dans la place de Santa-Cruz, où les régimens, cantonnés dans ce village, l'accueillirent avec des transports de joie. Les habitans et les troupes prêtèrent le serment constitutionnel; et la population s'empressa, à l'envi, de fournir à ces braves militaires tous les genres de secours dont ils pouvaient avoir besoin pour continuer leur patriotique entreprise. Bientôt des circulaires furent adressées à toutes les troupes qui occupaient la province, et l'on n'apprit pas sans indignation que deux petits détachemens qui étaient au hameau de Santa-Elena, au pied des montagnes de

Sierra-Morena, loin de vouloir se joindre à l'armée qui s'approchait, se disposaient à défendre les défilés de Despegna Perros, dans le cas où le comte de l'Abisbal voudrait pénétrer dans l'Andalousie. Les forces que le comte commandait étaient tellement supérieures à ces deux détachemens que, sans doute, rien n'eût été plus facile que d'anéantir cette poignée de factieux, armés contre la volonté nationale; mais il aima mieux leur faire sentir que leur résistance entraînerait leur ruine; et, en effet, ces détachemens s'éloignèrent, sans toutefois se retirer tout-à-fait, et en conservant, comme on le verra bientôt, les mauvaises dispositions dont ils étaient animés.

Cependant le nombre considérable de militaires qui accouraient de toutes parts à Santa-Cruz, dédommageait amplement la petite armée du vide que laissait dans ses rangs la honteuse défection des deux détachemens. Des officiers, des soldats de toutes armes, arrivaient successivement, tantôt en pelotons, tantôt isolés, mais tous remplis d'enthousiasme, et pressés du besoin de faire diversion aux forces qui cernaient l'armée de l'île de Léon, et à celles qu'on destinait à s'opposer au mouvement de la Galice. Plusieurs militaires de la

garnison de Madrid, qui avaient abandonné leurs corps du moment où ils avaient été instruits des projets du comte de l'Abisbal, vinrent se présenter à lui, et lui demandèrent à servir sous ses ordres.

Les habitans de la Manche ne cessèrent, dans ces circonstances, de rivaliser de dévouement avec les troupes; et ce fut avec une grande satisfaction que l'on vit un grand nombre d'entr'eux, parfaitement montés, s'offrir volontairement pour le service de la cavalerie. Avec ces secours on put organiser un corps qui fut nommé *Colonne Volante de la Manche*, et dont le commandement fut confié au colonel O'Donnel.

Cette colonne se dirigea par Almagro sur Ciudad-Réal, capitale de la province, dont les habitans répondirent, avec le plus vif empressement, à l'invitation qui leur fut faite de proclamer la Constitution. Les soldats de la milice provinciale qui se trouvaient dans la ville et dans les alentours, se réunirent à la Colonne, et une nombreuse et brillante jeunesse se hâta de suivre leur exemple. On avait projeté d'abord de créer une Junte extraordinaire, mais on abandonna bientôt cette idée, parce que l'opinion se propageait avec une telle rapidité,

et toutes les autorités se montraient si empressées à se réunir au grand mouvement qui se développait, au même instant, sur plusieurs points de la péninsule, qu'on s'attendait à apprendre, sous peu de jours, le soulèvement de la capitale, et l'établissement du régime constitutionnel qui en était la suite. En effet, cet événement était devenu inévitable, depuis que l'on avait reçu à Madrid la nouvelle de l'insurrection des troupes de la Manche, dont la cour avait espéré se servir pour les opposer aux armées de l'île de Léon et de Galice. Obligée de renoncer à ce dernier moyen de guerre civile, elle reconnaissait enfin qu'il était temps de songer à son salut, en cédant à la volonté nationale, manifestée de toutes parts avec un tel éclat, que toute résistance, tout retard même, pouvaient entraîner pour elle les conséquences les plus funestes.

Telle était la situation de Madrid, à l'instant où le comte de l'Abisbal, pour arriver plus promptement au but qu'il se proposait, jugea convenable de se mettre en communication avec Riego. Toutefois, quelque favorable que fût l'aspect que prenaient alors les affaires, cette entreprise était audacieuse et environnée de dangers; car, pour l'exécuter, il fallait traver-

ser plusieurs corps de l'armée du général Freyre, qui couvraient la partie supérieure de l'Andalousie. Un riche propriétaire de Ciudad-Réal, qui avait déjà rendu de grands services à la cause constitutionnelle, fut chargé de cette difficile et honorable mission, et s'en acquitta avec beaucoup de zèle et d'intelligence. Une autre mission, non moins périlleuse, fut confiée à l'aide de camp du général en chef, D. Cayetano Bola; celui-ci devait se rendre à la division commandée par l'autre frère du comte, D. José O'Donnel, pour engager ce général qui, comme on l'a déjà vu dans l'itinéraire de la Colonne mobile de l'île de Léon, poursuivait alors Riego, à se réunir maintenant à ce dernier. José O'Donnel recevait en même temps pour instructions, de la part du comte de l'Abisbal, de répandre parmi les troupes sous ses ordres, les principes libéraux et constitutionnels auxquels se ralliait toute l'Espagne. Reconnu par les détachemens qui s'étaient portés à Santa-Elena, pour intercepter le passage de la Sierra-Morena, l'aide de camp Bola ne put remplir sa mission et fut contraint de revenir au quartier général. Dès lors, on conçut de plus vastes projets, et l'on décida de se rendre maîtres du château de Las Pegnas de San-Pedro, pour se

mettre en communication avec les libéraux de Murcie, et passer ensuite à Cordoue et à Séville. Ce projet était vaste et bien concerté; mais il resta sans exécution, la nouvelle étant parvenue au quartier général, que le roi venait de promettre solennellement de prêter serment à la Constitution. Peu de jours après, le général l'Abisbal ayant remis le commandement de la Colonne à ses lieutenans, partit lui-même pour se rendre à Madrid. Il n'ignorait pas que son ancienne conduite à l'île de Léon, avait donné lieu, dans la capitale, aux interprétations les plus défavorables et les plus fausses de ses sentimens et de sa conduite, dans les dernières circonstances; aussi s'y était-il fait précéder par quelques-uns de ses aides de camp, afin d'être bien informé de l'état de l'opinion publique à son arrivée, et de pouvoir rendre un compte fidèle de ses opérations, sans lesquelles il est maintenant bien démontré que les glorieux efforts des Quiroga, des Riego, des Acebedo et des Espinosa, n'eussent amené, de long-temps encore, le résultat important et décisif qui, seul, pouvait mettre un terme aux malheurs de l'Espagne.

Jetons maintenant un coup d'œil sur ce qui venait de se passer à Madrid.

Depuis quelque temps l'espérance et la crainte s'étaient succédées dans cette capitale, selon les nouvelles favorables ou fâcheuses qui parvenaient sur la Colonne mobile aux ordres du général Riego. Le gouvernement lui-même était livré à tous les genres d'incertitudes ; et si, d'une part, les événemens qui avaient eu lieu en Galice, depuis le 21 février 1820, lui causaient de vives alarmes; de l'autre, l'issue malheureuse de la tentative de Riego lui avait rendu quelque sécurité. Telle était la situation de Madrid, dans les premiers jours de mars 1820, à l'instant où l'on y apprit que le comte de l'Abisbal venait de faire proclamer la Constitution dans la province de la Manche; qu'il interceptait la correspondance de l'armée royale de l'Andalousie ; et que tout annonçait que l'armée allait se réunir à lui.

Ces événemens, aussi décisifs qu'ils avaient été imprévus, renversèrent en un instant le dernier espoir du ministère. Après avoir été informé par le général Ballesteros, qui ne s'exprima pas avec moins de franchise envers le Roi lui-même : « que le gouvernement ne pouvait plus compter sur un seul des corps qui formaient la garnison de la capitale, » ce ministère inepte et cruel sentit enfin qu'il ne lui

restait d'autre parti à prendre, pour sauver le trône et lui-même, que de décider le roi à reconnaître l'ordre constitutionnel, juré depuis six ans par la Nation. Quelque facile à effrayer que fût Ferdinand, il ne crut pas d'abord le danger aussi pressant; et, tandis que ceux de ses ministres qui voyaient de plus près, et appréciaient le mieux l'imminence des dangers, lui conseillaient une prompte acceptation de l'acte constitutionnel, d'autres, plus aveugles ou plus opiniâtres, le détournaient de ce dessein. Ainsi placé entre des avis contraires, ce prince prit un terme moyen, et fit des promesses évasives qui sans doute seraient restées sans exécution, si la défection de l'armée eût été moins soudaine et moins unanime. Le peuple ne se trompa point à des démonstrations dont le but était si mal caché; il vit que la cour ne voulait que gagner du temps; et la proposition faite par le roi d'adopter les bases d'une constitution libérale, tandis qu'on ne lui demandait que de reconnaître celle qui existait déjà, ne parut qu'un moyen adroit, employé par le ministère, pour laisser à l'effervescence populaire le temps de se calmer, et rester maître des événemens. Loin d'avoir rempli ce but, et les nouvelles des provinces devenant

de plus en plus décisives en faveur de la liberté, la cour sentit enfin qu'il fallait se résigner à la nécessité, et, dès le 7 mars, un décret, rendu dans la nuit même, annonça que le roi était résolu à prêter serment à la Constitution promulguée par les Cortès, à Cadix, le 19 mars 1812. Le lendemain matin 8, l'étonnement des citoyens fut au comble, lorsqu'ils apprirent par la gazette de la veille au soir, que le roi, à qui ceux qui n'étaient pas instruits de la marche rapide des événemens et de l'état actuel des affaires, étaient bien loin de supposer cette pensée, venait de déclarer qu'il était *décidé* à se soumettre à la loi constitutionnelle de la monarchie. Néanmoins, d'après tout ce qui s'était passé jusque-là et les preuves que l'on acquérait à chaque instant des nouvelles trahisons du ministère (1), il était permis de

(1) Ce ministère était composé ainsi qu'il suit : Le duc de San-Fernando avait le portefeuille des affaires étrangères; M. de Matta-Florida, celui de la justice; M. Alos, celui de la guerre; M. de Cisneros, celui de la marine; et M. de Salmon, celui des finances. Toutefois, le duc de San-Fernando et M. de Matta-Florida, soutenus de tout le crédit de la *Camarilla*, toujours soumise à l'influence secrète de Lozano de Torres, dirigeaient véritablement les affaires, agissant ensemble et toujours

n'ajouter foi, qu'avec une extrême circonspection, aux promesses royales. D'ailleurs, le peuple, parfaitement rassuré sur les dispositions de la garnison de Madrid, n'ignorait pas que les troupes, mises sous les armes dans leurs casernes, manifestaient hautement l'intention de faire cause commune avec lui. Fort de cette certitude : mécontent d'apprendre qu'au lieu de prêter serment à la Constitution, le roi s'était borné à promettre ce serment : redoutant tout des perfides conseillers qui entouraient ce prince, et convaincu que des magistrats, jouissant de l'estime générale, et choisis par lui-même, devaient être la garantie la plus sûre de sa liberté, il se porta en foule sur la place de l'hôtel de ville, pour y réclamer la prompte formation d'un conseil municipal, qui fut immédiatement organisé. Cette élection terminée, le peuple se rendit avec le même

---

de concert avec les ducs de l'Infantado et d'Alagon ; le confesseur Ben-Como ; et, en seconde ligne, le valet de chambre Ramirès, et Vargas, trésorier de la caisse particulière du roi. Il est donc de toute justice d'écarter de MM. Alos, Cisneros et Salmon, la terrible responsabilité qui pèse sur la tête des hommes qui gouvernaient l'Espagne à l'époque du 7 mars 1820.

ordre dans les cours du palais; et, peu d'instans après, Ferdinand, le livre de la Constitution à la main, ayant paru au grand balcon, accepta solennellement le code constitutionnel de la monarchie; jura de lui être fidèle; ratifia tous les choix que venait de faire le peuple; promit la mise en liberté, qui lui fut expressément demandée, de tous les individus détenus, pour leurs opinions, dans les prisons d'état, ou dans celles du saint-office; et, pressé par les plus vives instances, s'engagea à prêter, provisoirement et jusqu'à la réunion des Cortès, entre les mains de la Junte suprême de gouvernement, qui allait être nommée, le serment de fidélité et d'obéissance à la loi constitutionnelle de l'état (1).

---

(1) A la tête de cette Junte furent placés, comme président, le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, et comme vice-président, le général Ballesteros. Les autres choix, faits par le peuple, répondirent aux deux premiers. Il élut successivement membres du même conseil, l'évêque de Mechoaçan, D. Manuel Abad-y-Queypo, dont il a été déjà parlé si honorablement dans cet ouvrage; D. Manuel Lardizabal; D. Mateo Valdemores; D. Vicente Sancho; le comte de Taboado; Don Francisco Crespo de Tejada; D. Bernardo Tarrius; et D. Ygnacio de la Pézuéla.

Ce fut au moment où le peuple revenait du palais, qu'un courrier, arrivant à l'instant de Sarragosse, annonça la révolution qui s'était opérée trois jours auparavant dans cette ville; cet événement, qui, seul, eût suffi dans les circonstances présentes, pour déterminer le mouvement de la capitale, redoubla l'enthousiasme public. A peine toutes ces nouvelles furent-elles répandues dans Madrid, que l'ivresse y devint universelle; toutefois l'ordre n'y fut pas troublé un seul instant. Le souvenir des malheurs passés fut effacé tout à coup; et pas un acte de vengeance, exercé contre les anciens oppresseurs de la nation, ne troubla la joie qu'inspirait le grand événement auquel l'Espagne allait devoir une existence nouvelle. Les amis de la liberté ne perdirent pas un moment pour anéantir le plus honteux, comme le plus atroce des monumens de la tyrannie qui venait de finir; dans l'après-midi, ces hommes généreux s'étant présentés aux portes de l'inquisition, brisèrent les fers de tous les prisonniers; et, après avoir placé ces infortunés dans des voitures, ils les promenèrent en triomphe dans la ville, en commençant la marche par les cours du palais. Le même jour, et presque en même temps, le général D. Francisco Bal-

lesteros, envers lequel la patrie venait de contracter de si grandes obligations, recevait du roi, l'ordre de se rendre dans les diverses prisons de la capitale, et d'y faire mettre en liberté tous les individus, également détenus pour leurs opinions politiques, mesure qu'un décret royal, publié le lendemain 9, rendit commune à toute l'Espagne. Le soir, toute la ville fut spontanément et unanimement illuminée. Pendant tous ces événemens, l'ordre le plus parfait n'avait pas cessé de régner un seul instant, sur tous les points de la capitale, et l'étranger qui serait arrivé alors à Madrid, n'eût jamais imaginé, qu'en ce moment même, s'accomplissait une des plus mémorables révolutions dont les annales humaines eussent jamais fait mention, et que dix millions d'hommes venaient de passer, en quelques heures, de la servitude à la liberté, sans autre opposition que celle qui avait été préparée par la tyrannie elle-même : sans autre vengeance de la part du peuple, contre ses ennemis, que la nécessité à laquelle ceux-ci se trouvaient réduits de partager les transports de sa joie, et le délire de son bonheur.

Le lendemain 9, à six heures de l'après-midi, le roi, en présence de la Junte suprême et de

toutes les autorités, renouvela le serment qu'il avait prêté la veille devant le peuple rassemblé sous le balcon de son palais, et donna en même temps au général Ballesteros l'ordre de le faire prêter à l'armée, dont l'immense majorité, par sa conduite et ses principes bien connus, avait déjà prouvé comment elle saurait le remplir. Une illumination nouvelle et le bruit de toutes les cloches terminèrent encore cette grande journée. Le jour suivant, 10, les troupes de la maison du roi et celles de la garnison, ayant été réunies au Prado, où tout Madrid paraissait être rassemblé, y jurèrent obéissance et fidélité à la Constitution de la monarchie, et vinrent ensuite défiler sous les fenêtres du palais du roi. Le même jour, un décret royal prononça la suppression de l'horrible tribunal de l'inquisition, déjà anéanti par l'opinion publique, et déclara cette institution barbare, incompatible avec le régime constitutionnel. Un autre décret organisa la liberté de la presse, ce premier droit du citoyen; d'autres, enfin, ordonnèrent que les électeurs fussent promptement réunis pour nommer les conseils de ville et les alcades constitutionnels.

Ainsi s'est terminée, en Espagne, cette grande

lutte du despotisme et de la liberté, dont le résultat, en fondant le système représentatif dans ce pays, l'a assis sur la seule base solide qu'il puisse avoir : la souveraineté nationale, qui, malgré les déclamations de quelques écrivains, ou aveugles ou vendus, doit être considérée, bien moins comme une idée moderne que comme un fait, dont aucun paradoxe ne peut atténuer l'existence (1). L'unique état de l'Europe, où le gouvernement représentatif existe dans toute l'acception du mot, l'Angleterre, a tellement admis ce principe, sans qu'on se soit néanmoins encore avisé de dire

---

(1) Ce mot qui n'est, selon nous, un objet de discussion que pour l'esprit de parti, peut être réduit aux termes les plus simples. Soutenir que le pouvoir des rois est antérieur, et par conséquent supérieur à celui des nations, n'est-ce pas soutenir que l'effet existe avant la cause ? Or, nous ne pensons pas qu'une telle absurdité puisse tomber dans la tête d'aucun esprit raisonnable. Cette vérité de fait admise, la souveraineté nationale est donc établie ? Que, dans l'intérêt même des nations, cette souveraineté puisse, dans quelques circonstances, être déléguée au monarque (dans le droit de représenter la nation au dehors, par exemple), et dans quelques autres, partagée par lui (dans la proposition des lois, leur confection et leur sanction), c'est ce que l'esprit de dé-

que la sûreté des trônes y était compromise par lui et que la sainte-alliance devrait armer toutes ses forces pour l'y renverser, qu'on le retrouve dans toutes ses institutions, et que nous ne voyons pas que l'action du pouvoir exécutif en ait, dans ce pays, moins de force et moins d'activité. Les hommes éclairés de l'Espagne trouvaient, sans doute, dans leurs anciennes Cortès, plusieurs jalons propres à les guider dans la route de la liberté, qu'ils voulaient ouvrir à leur patrie; mais, quelque remarquables que fussent ces premiers aperçus, à une époque où le despotisme militaire et monacal avait envahi l'Europe, ils étaient tout-à-fait insuffisans dans un siècle où les lumières, répandues à grands flots par l'imprimerie, et jaillissant de toutes parts, ont inondé toutes

---

magogie et d'anarchie pourrait seul contester; mais prétendre que, parmi toutes les autorités, toutes les magistratures existantes au milieu d'une nation, il en est une seule qui ne rélève pas d'elle, qui en est indépendante, qui même, dans certains systèmes, lui est supérieure; voilà ce que le plus simple bon sens n'admettra jamais, et quoi que l'on fasse, avant un siècle, cette opinion sera devenue européenne, parce qu'il est de l'essence de la vérité et de la raison, de se répandre avec les lumières.

les classes de citoyens, sans pouvoir néanmoins pénétrer encore jusqu'à la plupart des hommes appelés à l'administration des affaires publiques. N'est-ce pas, en effet, un aveuglement déplorable, et dont les conséquences peuvent devenir bien désastreuses, que cette coupable opiniâtreté de quelques ministres, à ne pas vouloir reconnaître que le grand changement, graduellement opéré depuis trois siècles dans les esprits, par la dissémination des connaissances humaines, doit amener d'importantes modifications et des directions nouvelles dans la manière de gouverner les hommes? Nous concevons, sans peine, que c'est précisément ce changement qui est contesté, comme point de fait, par certains hommes d'état qui ont intérêt à le dissimuler aux princes qu'ils servent, et dont ils rendent ainsi l'autorité oppressive et odieuse; nous concevons encore qu'il est pénible pour quelques autres d'être arrachés à la douce et longue illusion dans laquelle s'est écoulée presque toute leur vie : mais comme la lumière ne cesse pas d'être lumière parce que les aveugles ne la voient point, ou parce que des individus, qui ont de très-bons yeux, s'obstinent à les tenir fermés, nous nous bornerons à interroger la bonne foi

des hommes éclairés et sages, qui fondent leur opinion sur la raison et sur l'expérience; tous, en reconnaissant l'importante vérité que nous proclamons ici, avoueront que, s'il est un moyen aussi assuré que loyal et facile de prévenir les révolutions, et les conséquences, quelquefois bien funestes qu'elles entraînent, c'est de faire, à la raison des peuples, à la justice, et peut-être à la nécessité, des concessions qui seraient tôt ou tard arrachées par la force, et qui, par cela seul, ne rempliraient plus qu'imparfaitement le but qu'on se serait proposé. Puisse notre voix être entendue; mais, nous l'avouons avec douleur, dans l'état actuel des cabinets de l'Europe, le vœu que nous formons est loin d'être une espérance!

Comme nous n'écrivons point en style de chancellerie, nous nous expliquerons franchement, et nous citerons l'Espagne en preuve de l'assertion que nous venons d'établir. N'est-il pas évident que, si l'ordre constitutionnel qui régit maintenant cette monarchie eût été l'effet de la volonté spontanée, sincère, irrévocable, fortement manifestée du prince, par ses instructions secrètes non moins que par ses actes publics, cinq années de tyrannie et trois mois de guerre civile eussent été épargnés à l'Es-

pagne. Les massacres de Cadix, exécutés au nom du roi, n'auraient pas couvert de sang quelques-unes des pages de l'histoire de sa glorieuse régénération; les conspirations de Burgos, d'Avila, de Valence, et cette foule d'intrigues de palais, que chaque jour voit naître et mourir, n'auraient jamais existé. Les sentimens secrets ou présumés du monarque sont toujours la règle de conduite des courtisans; leur zèle va rarement au delà de ce qu'ils supposent lui être agréable. Une marche franche, de la part de la cour, eût donc prévenu tous les malheurs qu'un système contraire a rendus inévitables; et lorsque, après avoir bien connu le caractère de cette nation, on apprend que quelques secrets conseillers du trône, non moins incapables que perfides, mais qui n'ont pas cessé de jouir d'une confiance qui peut devenir si fatale à ceux qui la leur accordent, aspirent au moment où une intervention étrangère et armée oserait tenter de se placer entre le peuple et le monarque, on ne peut que déplorer la triste condition des princes, qui ne sont ni assez habiles pour se diriger par eux-mêmes; ni assez éclairés pour distinguer, dans toutes les classes de citoyens, et appeler dans leurs conseils, des hommes dont l'expérience

et le caractère offrent d'égales garanties; ou enfin, assez heureux pour que le hasard ait placé ces hommes autour d'eux.

Toutefois, la destinée de l'Espagne ne dépend pas uniquement de ces circonstances. Les élémens de sa liberté, de sa gloire, de son bonheur avenir, sont en elle-même; ils sont dans un territoire qui, situé sous la plus belle latitude de l'Europe, en deviendra le plus fécond et le plus productif, du moment où il sera cultivé; ils sont, dans les lumières de la classe intermédiaire de la société, de cette classe qui a fait la révolution, et qui conçoit toute l'importance d'en maintenir les principes, mais d'en éviter les excès; ils sont, dans la docilité des classes ouvrières, industrieuses, vivant du travail de chaque jour, et qui ont le bon esprit de reconnaître qu'en s'occupant des affaires politiques, puisque ces affaires intéressent également tout ce qui porte le nom espagnol, il ne leur appartient cependant pas d'en diriger l'action; ils sont, dans l'appel de tous les étrangers, invités à venir chercher, en Espagne, la jouissance des droits attachés aux qualités d'homme et de citoyen, qui leur serait refusée par leurs gouvernemens, et la protection offerte à leur industrie; ils sont, enfin,

dans un caractère national fortement prononcé, qui attache profondément l'Espagne à ses institutions nouvelles, et qui, sans défendre néanmoins ce pays de quelques-unes des agitations inséparables de toutes les grandes commotions politiques, le met, pour jamais, à l'abri du retour d'un ordre de choses qu'il rougit d'avoir supporté trop long-temps, et dont le seul nom inspire une horreur égale à toutes les classes de ses citoyens (1).

Le caractère personnel des Espagnols n'offre ni de moindres garanties de la stabilité de leurs institutions, ni des obstacles moins insurmon-

---

(1) Il est hors de doute qu'il existe en Espagne des ennemis de l'ordre constitutionnel. Quand il ne faudrait compter parmi eux que les individus qui vivaient autrefois de tous les abus de l'ancien gouvernement, certes, le nombre en serait encore trop considérable ; mais ces ennemis manquent à la fois de lumières, de talens et d'audace; leurs intrigues sont aussi mal conçues que mal conduites; ils n'ont de point d'appui ni dans le peuple ni dans l'armée. Faction méprisable, qui se compose de quelques ex-généraux d'ordres religieux, et d'un très-petit nombre de grands d'Espagne, imbécilles millionnaires qui prodiguent leurs trésors à entretenir des légions de moines et de valets, et n'ont, ainsi que leurs soldats, jamais paru sur un champ de bataille.

tables à l'esprit de faction, que leur caractère national. Plus réfléchis, plus reconnaissans, plus justes, surtout, que ne se montrent tant de Français, qui, amis sincères, mais imprudens, de la liberté, méconnaissent le premier des devoirs que ce noble titre impose, et n'ont pas encore appris, par trente ans de proscriptions qui les ont frappés tour à tour, qu'il n'y a point de liberté sans justice et point de force sans union, les sages Espagnols n'accueillent pas avec une précipitation funeste et une crédulité coupable, ces calomnies, à la fois révoltantes et absurdes : ces diffamations systématiques, sourdement répandues et accréditées, en Europe, par les irréconciliables ennemis de l'ordre constitutionnel dont l'invasion menace toutes les monarchies absolues, contre les hommes dont le dévouement, le courage et les écrits ont utilement servi leur patrie. Déjà affermis dans les routes de la liberté, toujours prêts à soutenir, contre ses ennemis, une accusation publique fondée sur des faits positifs; mais toujours en garde contre celles qui sont l'œuvre de la haine ou de la prévention, les Espagnols savent ce qu'on paraît ignorer tout-à-fait en France, c'est qu'il est d'autant plus difficile de se défendre des traits empoi-

sonnés de la calomnie, que ceux qui les lancent se cachent dans l'ombre; qu'ils refusent, lors même que le défi le plus formel leur en est adressé, de se faire connaître, et d'apporter une seule preuve, un seul indice de leurs injurieuses et stupides allégations; qu'ils ne laissent ainsi, à la franchise et à l'honneur, aucun moyen de les repousser et de les confondre; et qu'enfin, ils trouvent pour échos, intéressés ou complaisans, tout ce que la société renferme de méchans, de fripons et de sots, toujours prompts à spéculer sur tous les genres de scandale, et à leur donner un éclat à la faveur duquel ils parviennent trop souvent à faire remarquer leur malfaisante et méprisable existence.

Après avoir rendu à la nation espagnole et à ses guerriers le juste tribut d'admiration et de reconnaissance que leur doit tout homme, aux yeux duquel la liberté civile et l'égalité devant la loi sont les premiers des biens (1), qu'il

(1) Ces deux mots, tels que nous les entendons, renferment tout le code du système représentatif, et méritent une définition particulière. Selon nous, la liberté civile, avec toutes ses conséquences, n'existe que là où il y a représentation nationale, responsabilité des mi-

nous soit permis, en partageant le respect religieux que tout citoyen Espagnol a voué au code politique auquel il doit sa liberté, de nous exprimer avec franchise sur quelques-unes de ses imperfections. En soumettant nos observations aux représentans de cette noble et grande nation, nous déclarons expressément reconnaître, autant qu'eux-mêmes, combien serait pernicieuse et fatale toute innovation immédiate dans sa Constitution, assurés, comme le seront sans doute avec nous tous les bons esprits, que dans les conjonctures où se trouve l'Espagne, toute proposition de ce genre ne pourrait être faite que par les ennemis de la liberté; néanmoins, comme des intérêts politiques de la plus haute importance peuvent se rattacher à cette discussion, et qu'il n'est pas sans vraisemblance que les bases de la Constitution espagnole deviendront un jour européennes, il est à propos de fixer l'attention de l'Espagne et celle de l'Eu-

---

nistres, jugement par jury, liberté de la presse; et où rien de tout cela n'est illusoire. Il n'y a d'égal devant la loi, que là où le prince ne peut reconnaître d'autre droit aux fonctions publiques, et d'autre titre à la munificence de l'état, que la vertu, les talens et les services.

rope, sur quelques-unes des améliorations dont cet acte nous paraît susceptible.

La première et la plus grave de toutes est relative à la représentation nationale, qui nous paraît imparfaite sous quatre rapports essentiels. 1°. Elle ne se compose que d'une chambre; 2°. cette chambre est trop peu nombreuse; 3°. elle se forme par trois degrés d'élection; 4°. les députés ne sont pas rééligibles.

Nous ne rappellerons pas tous les argumens par lesquels il a été prouvé qu'un intermédiaire entre les représentans du peuple et le trône, était, pour le peuple, une condition d'ordre; de repos et de bonheur : pour le trône, une condition expresse d'existence. Tout cela a été tellement démontré, que nous ne pensons pas qu'il existe un seul esprit éclairé et de bonne foi qui ne partage cette conviction au même degré que nous.

Il convient de savoir maintenant, de quels élémens serait formée la première chambre. Nous repoussons formellement toute idée de droit de naissance et d'hérédité : mais nous admettons toutes celles de grandes notabilités nationales; ainsi, si la naissance n'est point considérée comme un titre d'admission, elle ne le sera pas davantage comme un motif d'ex-

clusion. D'après ce système, dont le royaume des Pays-Bas offre déjà l'exemple, des listes triples de candidats, choisis parmi les grands de l'état, les propriétaires, les négocians, les banquiers, les manufacturiers, les plus riches et jouissant d'une meilleure réputation; les jurisconsultes les plus vertueux et les plus éclairés; les militaires les plus distingués par leurs services, etc. etc., seraient formées par les colléges électoraux, et adressées au roi, lequel nommerait définitivement.

En soutenant, de toute la force de l'expérience et de notre conviction personnelle, le principe préservateur de la division du pouvoir législatif, en deux chambres, nous ne nous faisons aucune illusion sur les grands obstacles qu'éprouvera son introduction dans le système constitutionnel de l'Espagne; mais les argumens sur lesquels se fondent ces obstacles nous paraissent manquer également de vérité historique et d'exactitude dans leur application; essayons de le prouver. C'est, disent les adversaires des deux chambres, pour conserver l'institution des Cortès dans toute sa pureté, et rétablir l'ancienne Constitution de la monarchie espagnole, sans mélange d'aucune innovation moderne, qu'ils s'opposent à l'idée de diviser le

corps législatif : mais cette allégation n'est pas fondée ; car, en premier lieu, dans l'ancienne législation espagnole, les Cortès n'étaient qu'une assemblée consultative, qui ne pouvait faire exécuter ses décisions avant qu'elles eussent été approuvées par la nation, tandis que, dans l'état actuel des choses, cette assemblée est délibérative et souveraine ; ce premier changement est déjà d'une grande importance. En second lieu, les trois ordres de l'état, le clergé, la noblesse et le peuple étaient distinctement représentés dans les Cortès d'autrefois ; ils ne le sont plus aujourd'hui, car la raison, l'esprit du siècle, et la volonté des peuples exigeant qu'il n'y ait dans une nation d'autre intérêt que celui de la nation elle-même, il ne pouvait plus exister et il n'existe plus, en effet, qu'une assemblée nationale, animée d'un seul esprit et d'un seul intérêt. Ce second changement ne paraîtra pas, sans doute, d'une moindre importance que le premier. Ainsi donc, nous concluons de ces deux faits, que les temps et les intérêts ayant rendu nécessaires de grandes modifications dans les principales bases de la Constitution espagnole, et ces modifications ayant été consenties sans difficulté, celle que nous proposons, entièrement conforme à

l'esprit et au principe qui a fait adopter les deux autres, mérite l'examen le plus approfondi. Au reste, les représentans et les hommes les plus éclairés de la nation espagnole n'auront pas oublié que c'est, après avoir rejeté, en 1789, avec une sorte d'indignation, l'idée d'une première chambre (1), que la France, dans sa Constitution républicaine de l'an 5 (1795), est revenue au principe conservateur de la division du corps législatif en deux sections, universellement reconnu alors, par les amis de la liberté les plus éprouvés, mais les plus sages, comme pouvant seule mettre un terme aux agitations politiques. En effet, la Constitution de 1795, sagement conçue dans ses dispositions les plus importantes, et qui pourrait servir de modèle en ce genre, n'a péri que par le concours de diverses causes qu'il serait trop long de rapporter ici (2), mais principalement par

(1) La première chambre proposée, à cette époque, à l'assemblée constituante de France, par MM. Mounier et Lally-Tollendal, était une chambre *de pairs héréditaires*, et l'on voit assez combien est immense la différence qu'il y a entre cette institution, contraire à toutes les bases de la constitution espagnole, et celle que nous proposons.

(2) La première et la plus active de ces causes était la faiblesse du *pouvoir exécutif*, divisé en cinq membres

la force des baïonnettes à laquelle aucun gouvernement, quelque *légitime* qu'on le suppose, ne résistera jamais.

La chambre des représentans (les cortès) est trop peu nombreuse; par-là sa considération extérieure est moindre; elle ressemble trop à un conseil d'état. Le peuple ne trouve pas en elle cette masse imposante et majestueuse qui commande le respect. Peut-être reconnaîtrait-on mieux cette vérité, si, ce qu'à Dieu ne plaise, l'Espagne était destinée à éprouver quelques-unes de ces terribles commotions populaires qui ont mis tant de fois la France sur le bord de l'abîme. « Quel mal n'ont pas fait les assemblées politiques, » diront quelques hommes, ennemis de toutes les institutions de la liberté! « Oui, sans doute; mais ils ne diront pas quels maux plus grands elles ont empêchés! Si, au 10 août et aux premiers jours de septembre 1792, l'assemblée législative de France, au lieu d'être composée de sept cent quarante

---

annuellement renouvelés, et surtout, dans le droit, refusé à ce pouvoir, de prononcer, dans de certaines occasions, la suspension, et peut-être même la dissolution de la chambre élective, avec l'obligation d'en convoquer immédiatement une nouvelle.

membres, ne l'eût été que de cent, elle eût été infailliblement dispersée ou égorgée; et les destructeurs du trône, réunis aux assassins de septembre, eussent formé un décemvirat de bourreaux, qui, dès ce moment, aurait organisé les massacres judiciaires qui n'ont commencé qu'un an après. Si, en octobre 1792 et en mars 1793, la convention nationale de France n'eût pas été composée du même nombre de députés que l'assemblée législative, le règne de Robespierre commençait à l'une et l'autre de ces époques (1). Il a commencé aussitôt après le 31 mai, parce que, dès lors, il n'a plus existé de convention nationale,

(1) On trouvera dans les moniteurs français de ces deux époques la preuve incontestable de ce fait. A la première (29 octobre 1792), Robespierre fut dénoncé par Louvet, comme ayant voulu s'emparer de la dictature; à la seconde, un plan d'assassinat, dirigé contre les membres du côté droit de la convention, devait donner le signal des crimes qui ne s'accomplirent que trois mois après (31 mai 1793.) Ainsi, la convention ayant été constituée le 21 septembre 1792, plus de huit mois, et une persévérance dont le seul génie du crime est peut-être capable, furent nécessaires aux factieux, à une époque où il n'existait plus ni morale publique ni autorités répressives, pour consommer les attentats qui anéantirent enfin la liberté.

mais seulement quelques tyrans et des esclaves. Quoique tout annonce que de semblables horreurs sont impossibles en Espagne, et qu'aucun danger ne menacera ses assemblées, il faut néanmoins se hâter de les rendre plus nombreuses; en premier lieu, pour les mettre plus en rapport avec la population; en second lieu, pour leur donner plus d'influence et de majesté dans l'opinion du peuple; enfin, parce que les grandes assemblées offrent à la corruption des obstacles beaucoup plus difficiles à vaincre, et que, dans les crises politiques, elles décident presque toujours la victoire en faveur de l'ordre et de la liberté.

Nous avouons que les trois degrés d'élection, exigés par la constitution espagnole, ont donné les plus heureux résultats pour les deux premières assemblées des Cortès. Les membres les plus populaires de ce congrès ne doutent même pas que ce mode d'élection ne soit plus en harmonie que tout autre système, avec les habitudes et les mœurs espagnoles; il semble à propos d'attendre une troisième épreuve pour fixer son opinion sur ce point important; quant à nous, il nous est évidemment démontré que, là où il n'y a point d'élection directe, il n'y a point de véritable représentation nationale. Si

l'on prétend que le peuple est légalement représenté par l'homme qui, pour exercer la qualité d'électeur, a passé lui-même par la filière de trois élections différentes, il n'y a pas de raison pour que celui qui aurait passé par trente, ne se crût, à plus forte raison, également investi du droit d'exprimer le vœu du peuple : or, qui a jamais songé à soutenir une absurdité pareille? Répétons donc, avec l'un des plus illustres amis de la liberté, Charles Fox, dont le nom se rattache avec tant d'éclat, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, aux plus imposantes discussions du parlement britannique, « qu'il n'y a de représentation vraiment nationale, et de liberté, qu'avec l'élection directe. » Au reste, nous serions tentés de trouver une preuve de plus de la vérité de cette assertion, dans l'ardeur passionnée avec laquelle nous avons vu, à une époque assez récente, certains hommes d'état accueillir et défendre la doctrine des deux degrés d'élection, en traitant de factieux et presque de conspirateurs, ceux qui soutenaient le principe de l'élection directe.

L'une des erreurs les plus graves dans lesquelles sont tombés, selon nous, les auteurs de la constitution espagnole, erreur dont il

nous semble que l'exemple d'un pays voisin devait les préserver, c'est d'avoir interdit aux députés, dont les fonctions sont expirées, la faculté d'être réélus. Cette disposition funeste de la constitution de 1791, a attiré sur la France une grande partie des malheurs qui l'ont accablée dans les premières années de sa révolution. L'assemblée constituante, en se séparant, après avoir décrété l'inégibilité de ses membres à l'assemblée législative, légua, en effet, à cette assemblée, par cette exclusion totale qui n'avait sa source que dans une délicatesse mal entendue, tous les maux qui ont résulté depuis de l'inexpérience de ses successeurs : la guerre civile; toutes les fureurs révolutionnaires; et, enfin, le despotisme militaire, qui a mis deux fois la France à la discrétion de l'étranger. Si la session de l'assemblée constituante se fût prolongée de deux ans, ou si ceux de ses membres que l'expérience avait le plus éclairés, eussent été élus membres de l'assemblée législative (ce qui n'eût pas été douteux d'après l'esprit qui animait alors la plupart des départemens), il est présumable que les convulsions qui ont agité cette dernière assemblée auraient été prévues et écartées, ou que, du moins, les erreurs, les fautes, et les perpé-

tuelles hésitations de l'infortuné Louis XVI, auraient eu des conséquences beaucoup moins désastreuses. Les Espagnols qui liront cet ouvrage ne s'étonneront pas, sans doute, qu'un Français, encore tout plein du souvenir de tous les événemens dont il a été le témoin, et souvent la victime, ait cherché, dans l'expérience des malheurs de son pays, les terribles exemples qu'il offre à leurs méditations.

L'institution du jury manque encore à la législation criminelle de l'Espagne, ou plutôt, cette législation elle-même n'existe point, s'il faut en juger par la marche lente, pénible, embarrassée des affaires. D'après ce que nous avons recueilli de la bouche de quelques-uns des hommes les plus recommandables du Congrès National, ce jury, lorsqu'il sera institué, répondra à la grandeur de son objet, et n'offrira pas un monstrueux mélange d'arbitraire et de légalité; d'apparence de liberté et de dépendance réelle, qui, en paraissant seulement le modifier, en détruiraient l'essence, et changeraient, dans les mains du pouvoir, en instrument de tyrannie, l'arme éminemment destinée à protéger la liberté. Un aussi grand malheur n'est pas à craindre en Espagne; et la manière

avec laquelle le jury de censure (1) a été composé, en décembre 1820, donne les plus heureuses espérances sur celle dont sera composé, plus tard, le jury appliqué à la procédure criminelle. En effet, l'empressement avec lequel les citoyens ont exercé leurs droits, dans cette première élection, démontre assez l'importance qu'ils attachent à l'exercice même du droit et à l'objet de l'élection. En réprimant de coupables ou de dangereux écarts, en veillant à ce que la religion, les lois, et les mœurs soient respectées, le jury de censure a déclaré qu'il repousserait ces doctrines, scandaleusement interprétatives, d'après lesquelles l'écrivain le plus sûr de ses sentimens et de ses intentions, se verrait, à tout instant, à la merci de tel homme sot, vénal, ou méchant, dont le hasard ou la faveur aurait fait un fiscal (2).

Lorsque l'époque sera arrivée où l'Espagne, éclairée par ses propres observations et déjà

---

(1) Cette institution qui, par le fait, est beaucoup moins effrayante que son nom, ne serait cependant pas sans de grands inconvéniens, si elle était confiée à des hommes moins recommandables que ceux qui l'exercent.

(2) Ces fonctions répondent, en Espagne, à ce qu'on nomme, en France, un procureur du roi.

affermie dans les voies constitutionnelles, voudra apporter à sa loi fondamentale les modifications dont l'expérience aura fait reconnaître la nécessité, elle aura senti sans doute que son *pouvoir exécutif* manque, en quelques parties, de l'ensemble et de la force, indispensables à son action pour rendre cette action aussi efficace qu'elle doit l'être. Comme il est probable qu'alors, un accord unanime entre tous les vœux et toutes les volontés aura succédé aux premières défiances; que les institutions ne seront plus jugées d'après le caractère personnel de quelques-uns des magistrats chargés de les mettre en œuvre, mais bien d'après le propre mérite de ces institutions : nous croyons devoir réserver, pour cette époque, les réflexions que nous a suggérées la lecture de cette importante partie du code constitutionnel de l'Espagne, convaincus, comme nous le sommes, qu'en ce moment ces réflexions se rattacheraient nécessairement à des considérations individuelles, qu'il serait impossible de discuter sans blesser trop vivement des intérêts que le peuple espagnol a identifiés avec les siens, et que les convenances publiques commandent de respecter. Un autre motif nous décide à retarder cet examen : une parfaite liberté doit régner dans des

discussions d'une aussi haute importance; et comme cette liberté n'existe pas à l'instant où nous écrivons, il nous paraît utile d'attendre qu'elle soit rétablie, et que ceux d'entre les cabinets de l'Europe qu'égarent encore de perfides conseils, aient enfin reconnu que ce serait une inconséquence indigne d'eux, qu'aucune raison politique, solide ou honorable, ne pourait justifier, et qui ne saurait être excusée par aucune subtilité ministérielle, que de proclamer, d'une part, l'indépendance des nations, alors que, de l'autre, ils anéantiraient les institutions de leurs choix; porteraient sur leur territoire la dévastation et la mort; et les asserviraient, par la puissance, toujours douteuse et jamais durable des baïonnettes, dont l'effet sur la conviction politique des peuples, n'est ni plus efficace ni moins odieux, que ne l'étaient, sur leur conscience religieuse, les bûchers de l'inquisition.

Nous reconnaissons combien la suppression des grands majorats, en divisant les propriétés et en multipliant le nombre des propriétaires, doit contribuer à l'augmentation de la population; au perfectionnement de la culture; à rendre les habitations plus nombreuses et les communications plus fréquentes, par l'échange

des besoins et des services mutuels; à donner de la sûreté aux routes; à introduire partout l'aisance et le bien-être; en un mot, à rappeler la vie dans toutes les parties du corps social, et principalement dans les campagnes, dont l'aspect inculte et dépeuplé présente la plus déplorable image. Cependant, en détruisant l'abus des majorats, c'est-à-dire, ce que cette institution avait de contraire à l'intérêt de l'état, par la concentration d'immenses capitaux sur un seul individu, n'eût-il pas été possible d'en conserver ce qu'elle avait d'utile à l'intérêt des familles, en perpétuant au milieu d'elles un fonds, médiocre et inaliénable, tel par exemple, qu'un revenu de soixante mille réaux (1), sans que cette somme pût être, en aucun cas, ni excédée ni cumulée par le fondateur? Une révolution comme celle de la France, où toutes les conséquences des principes de la liberté et de l'égalité, en dépassant de beaucoup, à une époque, ce que prescrivaient la raison, la justice et la prudence, ont amené une longue suite de réactions mortelles pour la liberté : une telle révolution ne devait pas épargner une institution de cette nature; mais il n'en est pas

(1) Quinze mille francs.

de même en Espagne, où le bon esprit national s'est contenté d'améliorer sans détruire; et où nous ne voyons pas que, dans les plus pressans besoins de l'état, les Cortès aient adopté une seule mesure réprouvée par la justice.

La dernière, mais non pas la moins importante de nos observations, porte sur l'absence presque totale de toute police, en Espagne; absence qui se fait sentir dans les campagnes, dans les villes, et jusque dans la capitale. Nous ne croyons pas nécessaire de dire qu'il n'est ici question que de cette police de sûreté, qui protége les citoyens, et non de cette odieuse police d'état, véritable inquisition politique, qui, dans la plupart des gouvernemens de l'Europe, ne vit que de délations obscures, de corruption, et de moyens souvent plus infâmes encore. La police dont nous entendons parler, est la sauvegarde des sociétés, comme l'autre en est la honte et l'effroi (1). Sa conception

(1) Le système d'un des ministres qui gouvernaient l'Espagne, et dont les nouvelles les plus récentes de ce pays annoncent la retraite (M. Arguellès), était d'accréditer l'idée qu'il gouvernait sans police. Nous aimons à rendre justice aux intentions vraiment philanthropiques qui ont dirigé, pendant la durée de son administration, les pensées de ce ministre, plus justement célèbre, selon nous, par

est aussi simple que ses moyens d'exécution sont faciles. Un magistrat, intelligent et honnête homme, suffirait pour l'organiser dans chaque province; il faudrait un mois à peine pour ce travail; et il nous est pénible de dire

---

toutes les qualités de l'excellent citoyen et du grand orateur, que par celles de l'homme d'état; mais il nous est impossible de ne pas combattre une erreur grave, séduisante au premier aspect, et qui tend, en effet, à encourager le crime, par la chance d'impunité qu'elle lui promet. Pour que la police (et l'on sait ce que nous entendons par ce mot) puisse s'accorder avec la liberté, il faut qu'elle soit presque uniquement préventive : or, pour qu'elle puisse atteindre ce but, il importe que la classe d'individus sur laquelle elle s'exerce, soit profondément frappée de l'idée de son existence, puisque cette idée doit être sa plus grande force. C'est donc se priver d'un puissant levier d'action, que de renoncer à une influence morale, qui peut, dans un grand nombre de circonstances, rendre inutiles les moyens de rigueur. Nous ne doutons pas que l'absence de cette influence et la lenteur des formes judiciaires ne soient les deux causes principales du grand nombre de délits, contre l'ordre public, qui se sont multipliés depuis quelque temps dans la péninsule; mais nous annonçons avec plaisir, à nos lecteurs, que la volonté ferme, invariable, bien connue des Cortès, est de s'occuper immédiatement de ce grand intérêt social; et cette volonté seule est une garantie certaine de succès.

que, dans un long voyage sur divers points de la péninsule, nous n'avons pas aperçu la moindre trace de cette institution salutaire, à laquelle on pense suppléer en établissant sur les grandes routes, des postes militaires, chargés de fournir des escortes aux voyageurs; moyen toujours insuffisant, dont les moindres inconvéniens sont d'assujettir le soldat à un métier indigne de lui, et d'accoutumer les citoyens à ne reconnaître, dans le gouvernement, que cette force matérielle, qui rappelle trop l'enfance des sociétés. Si quelquefois ce moyen est excusable, c'est seulement dans quelques circonstances graves, ou l'ordre général étant troublé, ceux qui gouvernent se voient contraints de substituer la force physique des baïonnettes à la force morale des institutions. Hors de là, l'usage de tels moyens nous paraît trahir le secret de la faiblesse de celui qui les emploie. C'est donc sur l'établissement immédiat d'une police de sûreté que doivent se fixer les regards des hommes d'état de l'Espagne. Tout leur en fait un devoir, dans un moment surtout où il paraît hors de doute que l'arrestation de certains malfaiteurs, instrumens reconnus des ennemis de l'ordre constitutionnel, conduirait, dans peu, le gouver-

nement à d'importantes découvertes. Pour se promettre un succès prompt et certain, il faudrait sans doute que l'organisation de la police et celle de l'ordre judiciaire marchassent de concert, car l'arbitraire nous est tellement en horreur, que nous ne nous pardonnons qu'à peine d'en conseiller l'emploi, même à l'égard des hommes que leur conduite place hors de l'ordre social; mais les circonstances sont si impérieuses, et le mal si grand, qu'on ne peut trop se hâter d'y porter remède (1).

---

(1) Nous le répétons encore, justice n'est faite nulle part. Les prisons de Burgos comptent près de cent détenus qui ne peuvent obtenir d'être jugés (dix à douze l'ont été depuis que ceci a été écrit); les assassins de Cadix sont, depuis près d'un an, sous la main de la loi; et les mêmes plaintes arrivent de divers points de l'Espagne. Nous avons fait connaître ailleurs la cause de ces retards; mais c'est précisément parce que cette cause peut subsister encore long-temps, qu'elle ne saurait servir de motif à une plus longue impunité des coupables. Certes, personne n'est plus éloigné que nous d'accuser les intentions du ministère espagnol, parce qu'il y aurait, en cela, ingratitude et absurdité; mais il ne saurait exister pour lui des obligations plus pressantes et plus sacrées, que de faire rendre la justice, et de maintenir la sûreté publique, journellement menacée sur quelques-unes des routes de la péninsule; car, de là dépendent l'établisse-

Nous n'étendrons pas plus loin nos observations; nous nous sommes bornés à celles qui nous ont paru d'un intérêt plus général, et elles nous sont dictées par un sentiment auquel plusieurs des hommes dont l'Espagne honore le plus les talens et le caractère ont déjà rendu justice. Sûrs de la parfaite identité de principes que nous avons reconnue entre ces illustres citoyens et nous, nous osons espérer que si la partie historique de cet ouvrage a droit à l'intérêt de quiconque, avec des nuances d'opinion différentes, sent battre son cœur aux noms de patrie et de liberté (1), les réflexions que nous

---

ment de la confiance, l'abondante circulation des étrangers qui en est la conséquence nécessaire, et l'augmentation progressive des relations.

N. B. Le ministère dont nous parlons vient d'être renouvelé. Nous avons expliqué notre pensée sur quelques-unes des fautes de son administration; mais nous souhaitons sincèrement que celui qui lui succède hérite de son amour pour la patrie, et surtout de son invincible opposition à toute intervention étrangère dans les affaires de l'Espagne.

(1) Ce n'est pas sans une intention formelle que nous employons ici ces mots : « Avec des nuances d'opinion » différentes. » Le cardinal de Retz a dit dans ses Mémoires, dont la lecture est si utile à la connaissance du cœur humain, et vingt-cinq ans d'expérience de la révo-

soumettons à l'auguste Congrès qui justifie avec tant d'éclat les espérances de l'Espagne, ne seront peut-être pas inutiles à cette nation, dont l'histoire a déjà buriné les glorieux travaux sur ses pages immortelles, et que ses efforts, son courage, et l'inébranlable persévérance de son patriotisme, appellent aux plus hautes comme aux plus heureuses destinées.

P. S. A l'instant où se termine l'impression de cet ouvrage, le bruit se répand que de nouvelles notes ont été adressées à l'Espagne, pour

---

lution française nous ont convaincu, « que rien n'est » plus funeste au succès d'une cause que les subdivisions » d'opinions et d'intérêts qui s'introduisent dans le parti » qui la défend. » Le premier soin, le premier devoir, nous dirions presque la première condition d'existence pour tous les Espagnols qui portent dans leur cœur l'horreur de l'arbitraire et l'amour de la liberté, quelles que soient d'ailleurs l'époque et les circonstances dans lesquelles ils aient manifesté ce sentiment, doit être de se réconcilier, de s'entendre, de faire à la raison, à la politique, au soin de leur conservation mutuelle, ces concessions réciproques qui, ne portant sur aucun des points fondamentaux de leurs institutions, doivent nécessairement amener parmi eux de salutaires rapprochemens, et par-là même rendre leur nouvel ordre social plus invulnérable. Dans notre pensée, nous n'exceptons de cette amnistie morale qu'un très-petit nombre d'individus; car

lui signifier les résolutions des cabinets réunis à Troppau et à Laybach. Quoique ce qui se passe maintenant en Italie rende tout vraisemblable en ce genre, il est néanmoins difficile de concevoir un tel degré d'aveuglement dans des ministres, qui peuvent bien fouler aux pieds toutes les lois de la raison, de la justice, de la morale, et d'une saine politique, mais qu'on ne saurait accuser d'imprévoyance quand il s'agit des intérêts de leur pouvoir. C'est donc en ce sens, et non dans la supposition que ces ministres seraient revenus à des principes plus conformes à la sûreté et à la gloire des princes dont ils exercent l'autorité, que nous nous refusons encore à croire à l'existence des notes

---

personne n'ignore que, même sous l'horrible despotisme dont elle était accablée, l'Espagne a compté deux ou trois ministres qui, pendant leur administration, ont osé faire entendre au monarque des paroles d'humanité, de justice et de paix, dont la disgrâce, la destitution, l'exil, et souvent même les traitemens les plus cruels, ont été la récompense. L'excellent esprit national des Espagnols, la justesse naturelle de leurs idées, et surtout la modération dont ils ont donné tant d'exemples, dans des circonstances critiques et récentes, permettent d'espérer que ces conseils, inspirés par le plus pur dévouement à leur noble cause, ne seront pas perdus.

dont il s'agit ; mais si le fait était vrai ; si, cédant une seconde fois à des conseils imprudens ou perfides, les mêmes hommes qui ont allumé une guerre impie contre la généreuse Nation Napolitaine, coupable du crime de vouloir conserver son indépendance et son honneur (1),

---

(1) Dans une des dernières discussions qui ont eu lieu dans le parlement britannique, au sujet des affaires de l'Italie, lord Liverpool a cru pouvoir établir une grande différence entre les causes qui avaient amené la révolution d'Espagne et celle de Naples. Cette distinction ne manque pas de quelque adresse, surtout, lorsqu'en dernière analyse, on finit par se résumer en faveur du plus fort. Or, c'est là ce qu'a fait le ministère britannique, en essayant de prouver que les alliés avaient bien le droit de renverser le gouvernement constitutionnel à Naples, mais qu'ils devaient le respecter en Espagne. Prouvons maintenant, ce qui ne sera pas difficile, que Naples avait un droit peut-être encore plus sacré que l'Espagne à changer la forme de son gouvernement. Sans doute la tyrannie sanglante qui opprimait ce dernier pays, n'étendait pas son bras de fer sur le royaume de Naples ; mais, depuis dix ans, la nation avait inutilement demandé, sous les rois Joachim et Ferdinand, de jouir des bienfaits du système représentatif ; et, depuis dix ans aussi, l'Autriche s'était constamment élevée, comme un mur d'airain, contre le vœu du peuple napolitain et les désirs même de ses rois, à qui les intérêts d'une sage po-

avaient conçu le chimérique espoir d'asservir l'Espagne à leur odieuse politique : qu'ils se désabusent ; ils auraient appelé sur eux une responsabilité nouvelle, plus terrible encore, s'il est possible, que celle qui menace déjà leurs têtes, et dont le poids ne tarderait pas à les écraser. Trompés sur la situation de l'Espagne, comme ils l'ont été pendant trente ans, comme

---

litique prescrivaient de souscrire aux justes demandes de leurs sujets. Pour ne pas régner par des échafauds, l'arbitraire n'existait pas moins à Naples qu'en Espagne ; et d'ailleurs, l'horrible souvenir des barbaries de 1799, et la possibilité de leur retour, n'agitaient-ils pas encore tous les esprits? Qu'a fait le cabinet de Vienne pour calmer d'aussi justes craintes ? pour adoucir d'aussi mortels ressentimens ? il a mis une garnison autrichienne dans Naples, son amie et son alliée, et a soumis le monarque et le gouvernement de ce pays à l'épée d'un général autrichien..... Nous demandons maintenant à lord Liverpool, s'il pense qu'il puisse exister, pour une nation, un plus juste sujet de prendre les armes, que lorsqu'il s'agit de chasser l'étranger de son territoire ; et, à défaut de réponse ministérielle, qui peut douter de l'indignation généreuse que manifesterait la noble nation anglaise, à la seule supposition qu'un tel excès d'humiliation pût un jour l'atteindre ; et de son adhésion unanime à l'héroïque conduite qu'ont dû tenir les Napolitains, pour s'y soustraire !....

ils le sont encore sur celle de la France, ils expieraient bien cruellement, un jour, leur criminelle et irréparable erreur. L'Espagne nous est bien connue ; il ne sera pas plus facile de la faire fléchir que de la briser ; mais nous n'hésitons pas à le dire : du parti que l'on prendra à son égard peut dépendre le sort de l'Europe, qui, cette fois, ne serait pas décidé par une bataille !

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Manifeste *de la Junte provinciale de Galice, présidée par le maréchal de camp D. Juan Diez Porlier, à la nation espagnole* (1).

(Page 16.)

Espagnols ! après six ans d'une lutte aussi obstinée que glorieuse, soutenue pour l'honneur et l'indépendance de la nation, outragée dans la personne de son chef; après avoir fait d'immenses sacrifices, avoir vu nos biens ravagés, et prodigué par torrens le sang espagnol, nous avions chassé l'ennemi qui se flattait de nous subjuguer; nous avions purgé notre sol de sa présence, et relevé le trône de nos rois; nous avions maintenu la gloire nationale, fait respecter notre nom, et assuré notre liberté : — la liberté, premier bien de tout peuple

(1) Cette pièce est devenue très-rare, surtout en Espagne. On ne l'y retrouve plus dans les dépôts officiels d'où le gouvernement tyrannique de ce temps-là avait eu grand soin de la faire disparaître; et la crainte des poursuites rigoureuses qui eussent été infailliblement dirigées contre quiconque eût été convaincu de l'avoir conservée, avaient décidé tous les particuliers qui l'avaient en leur pouvoir, à détruire un document aussi dangereux.

qui sait en connaître le prix, et qui veut le transmettre sans tache à sa postérité.

Non contens d'avoir défendu, au péril de nos jours, la terre qui nous a vus naître, nous cherchions à assurer sa prospérité future par des institutions nobles, à rétablir nos anciens droits, à écarter tout ce qui obstruait les sources de la félicité publique, et à garantir à toutes les classes de citoyens la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, ainsi que le libre exercice de leur industrie et de leurs talens.

Tandis que nos braves guerriers donnaient au monde les plus brillans exemples de constance et de courage, nos législateurs, réunis en Cortès, et munis des pleins pouvoirs que nous leur avions délégués, s'occupaient des réformes qu'exigeait la situation de l'état, et posaient les fondemens de notre bonheur à venir, en consacrant, dans une constitution nouvelle, nos anciens droits et prérogatives, oubliés et comme annulés par le temps, et en affranchissant, par les plus sages décrets, le pauvre laboureur, l'honnête artisan, le fabricant industrieux, du joug odieux des priviléges, de manière à donner à la nation plus de vie et de mouvement, en étendant son commerce et ses relations. Instruits par l'expérience, convaincus que les intentions droites des meilleurs rois et leurs institutions les plus sages sont insuffisantes, lorsqu'abandonnés à eux-mêmes ils servent d'instrumens à des conseillers perfides et à des favoris corrompus, nos représentans ne voulurent pas que la monarchie fût exposée de nouveau à devenir la proie d'un autre Alvarès ou d'un second Godoï. Ils voulurent que, fondée sur des lois stables, en harmonie à la

fois avec nos anciens usages, et avec les progrès qu'a faits en Europe la science du gouvernement, la sécurité de l'état pût se concilier avec celle des individus, et les droits des citoyens avec ceux du monarque.

Tels étaient nos vœux; et les représentans que nous avions choisis en furent les fidèles interprètes : ils en garantirent l'exécution par ces décrets auxquels nous avons tous juré obéissance devant Dieu et devant les hommes : et en affermissant nos droits, ils avaient également affermi le trône du souverain, et la religion de l'état.

Au milieu des dévastations produites par les malheurs de la guerre et des oppositions qu'avait rencontrées la réforme des abus, nous avions cependant joui de la tranquillité intérieure; aucun parti n'avait menacé de révolutionner l'Espagne; aucune proscription n'avait porté l'alarme et le deuil dans les familles; calmes et modérés, nous commencions à jouir des fruits d'une liberté sage, et à suivre ce mouvement doux et régulier, qui est la vie des nations : de sorte que voyant notre indépendance assurée par la valeur de nos soldats, et la liberté civile établie par les décrets des Cortès, nous n'avions plus à désirer que le retour de notre roi captif, au milieu de la nation qui avait si bien su venger les injures qu'il avait reçues d'un pouvoir étranger. Nos illustres guerriers s'attendaient à recevoir la récompense de leurs services, et à voir s'accomplir les décrets des Cortès en leur faveur, décrets dont leurs exploits réclamaient si hautement l'exécution. Tous les gens de bien désiraient que le pouvoir exécutif acquit la force dont il a besoin, et qu'il ne pouvait recevoir que d'un roi; ils désiraient

que l'on évitât à l'avenir toute déviation, ce dont on n'avait pu se garantir dans le cours de la révolution; que l'on consolidât les réformes décrétées, et que l'on y ajoutât les modifications dont la nécessité serait démontrée par l'expérience, et par la situation tant de l'Espagne que des autres pays. Enfin, après une longue attente, le roi entra dans Madrid, au milieu des bénédictions de tous les bons citoyens, convaincus qu'il allait aussitôt, de concert avec les députés de la nation, s'occuper des moyens d'assurer le bonheur de ses sujets, en sanctionnant quelques-uns des décrets rendus par les Cortès, en modifiant ceux qui seraient généralement jugés susceptibles de changement, et en ajoutant de nouvelles lois aux lois déjà existantes, lorsque la chose serait nécessaire. On refusait d'ajouter foi aux bruits qui n'avaient pas tardé à se répandre, que le roi ne voulait ni faire serment de fidélité à la Constitution, ni ratifier rien de ce qui avait été fait en son absence; on attribuait ces rapports à des intentions malveillantes et à des vues intéressées : et quoiqu'on vît le roi entouré de ceux dont l'imprudence ou la trahison l'avaient conduit à Bayonne, l'avaient remis au pouvoir de ses ennemis, et avaient livré la nation à toutes les horreurs de l'anarchie, on se plaisait à croire qu'éclairé par une pénible expérience, il ne se laisserait plus égarer par des conseillers pervers. Mais l'influence que ces traîtres exerçaient sur lui depuis son enfance continua à le dominer : il ne cessa point de leur prêter l'oreille, de se laisser guider par leurs avis, et bientôt il se plongea avec la nation dans l'abîme d'infortune où nous gémissons depuis une année.

C'est à ces misérables que sont dus les décrets qui ont anéanti les Cortès : c'est à eux qu'est dû le rétablissement de tous les genres d'abus : c'est d'eux que naissent les persécutions qu'ont éprouvées les représentans de la nation, et tant de braves soldats, et tant de loyaux citoyens : c'est d'eux que proviennent le désordre des finances, la misère des troupes, le trafic des emplois publics, et enfin l'avilissement de la nation, qui, loin d'être honorée et respectée comme elle l'a mérité par ses sacrifices, est aujourd'hui dégradé aux yeux de l'Europe.

Ce petit nombre d'Espagnols dégénérés, auteurs de tous nos maux, se sont prostitués, il y a six ans, à l'oppresseur de leur patrie, ont abandonné la cause commune, et foulé aux pieds leurs devoirs les plus sacrés. Avides de richesses et d'honneurs, ils se sont empressés de reconnaître celui qui paraissait pouvoir leur en assurer la possession; et loin de se joindre à ceux de leurs concitoyens qui dans la capitale et dans toutes les provinces avaient fait retentir le cri de l'indépendance, ils s'en sont montrés les plus cruels ennemis, jusqu'au moment où, désespérant du succès de la cause odieuse qu'ils avaient embrassée, ils crurent plus politique de l'abandonner. Infidèles à tous les partis, ils n'en gardèrent pas moins un esprit d'opposition et d'inimitié contre ceux qui n'avaient jamais cessé de défendre la cause nationale. A cette classe dangereuse, appartiennent tous ceux qui entouraient et dirigeaient le roi à Valence, tous ceux qui le dirigent encore aujourd'hui : les principales charges de l'état sont en leurs mains; et ceux mêmes qui en 1808 furent désignés par l'usur-

pateur pour comprimer le noble mouvement des provinces, figurent maintenant dans les tribunaux chargés de juger les constitutionnels, c'est-à-dire ceux qui, à l'époque dont nous venons de parler, avaient nourri dans ces mêmes provinces le feu sacré du patriotisme. Est-il dans l'histoire quelque chose que l'on puisse comparer à cette indignité ?

Les crimes, les affronts sans nombre dont les Espagnols ont été l'objet pendant le cours de cette année, leur auraient depuis long-temps arraché un cri de fureur, semblable à celui qui fut le signal de la guerre de l'indépendance, si leur sagesse et leur amour pour leur patrie ne les avaient engagés, avant de l'exposer à de nouvelles convulsions, à employer tous les moyens de conciliation possibles, dans l'espoir que le roi, ouvrant enfin les yeux, changerait de conduite, punirait ses conseillers perfides, et rendrait une justice éclatante à une foule de bons Espagnols injustement proscrits.

En vain, pendant une année, nous avons nourri cette espérance : En vain toute l'Europe a vu avec indignation la conduite du cabinet de Madrid : en vain plusieurs souverains ont adressé au roi des représentations sur le peu de politique de son système, et l'injustice dont il se rendait coupable en persécutant un si grand nombre de patriotes : en vain des citoyens généreux ont osé lui dire la vérité. Les conseils des uns n'ont point été écoutés, malgré les égards dus à des alliés si respectables, et les autres ont été persécutés.

Le roi est à tel point dominé par les traîtres qui l'entourent, qu'on ne lui permet pas d'écouter de si importantes remontrances, et qu'on ne lui laisse pas le temps

de réfléchir sur la fausseté des assertions de ses conseillers; ils lui disent que les Cortès et la régence avaient formé le dessein de le détrôner : ils s'efforcent d'égarer l'opinion publique, en répandant qu'il existe un plan secret pour propager l'irréligion et persécuter le clergé : bref, ils mettent en usage des calomnies de toute espèce, qui ne peuvent être inventées que par des hommes aussi pervers. C'est ainsi que s'est écoulée une année entière, pendant laquelle ils ont seuls tenus les rênes du gouvernement; les députés, les membres de la régence, les personnes qu'ils avaient intérêt de calomnier, ont été arrêtés au milieu des ténèbres : on a pu découvrir leurs secrets, connaître leurs entreprises, et cependant ces recherches n'ont servi qu'à manifester leur intégrité et leurs vertus. Toute l'Espagne est convaincue de cette vérité. Quelles preuves plus évidentes peut-on demander à cet égard, que leurs jugemens même et les sentences rendues contre eux? et si l'on envisage la chose sous le rapport des droits publics et particuliers, combien ne sera-t-on pas révolté de l'irrégularité de ces monstrueuses procédures, où les magistrats foulent aux pieds les lois mêmes qu'ils prétendent faire exécuter; où l'on interdit aux accusés le droit de se défendre; où tout se fait avec la plus violente précipitation; où la plupart des juges sont en même temps accusateurs et témoins; où enfin, attaquant eux-mêmes la validité des ordres qu'ils ont donnés du temps des Cortès, ils ont offert au monde un exemple inouï d'injustice et d'atrocité.

C'est ainsi que tant d'hommes vertueux et dignes d'estime : tant de prêtres, respectables par leur caractère et leurs dignités : tant de militaires distingués, couverts

de blessures, et illustrés par leurs services, maintenant chargés de chaînes et plongés dans des cachots, assouvissent la rage de leurs infâmes persécuteurs, qui jouissent de leur infortune, et espèrent leur arracher la vie à forces de tourmens et de douleurs. Et quelle en est la cause, Espagnols? quels sont les forfaits de ces victimes? d'avoir voulu nous rendre heureux. S'ils sont criminels, nous le sommes : nous leur avions donné nos pleins pouvoirs : nous avons reconnu, approuvé tout ce qu'ont fait les Cortès. Leurs députés n'avaient d'autre objet que la prospérité de l'Espagne; leurs décrets l'ont assez prouvé. La religion catholique avait été déclarée la seule religion de l'état : les priviléges de ses ministres avaient été respectés : le gouvernement veillait au bien-être des soldats. Il leur accordait d'honorables distinctions : des décrets avaient été portés pour qu'il leur fût distribué des terres, aussitôt que la paix serait conclue : il avait été créé des établissemens pour les invalides; et malgré la pénurie des finances, malgré la longue occupation d'une partie considérable du territoire par les forces ennemies, les troupes étaient beaucoup moins négligées qu'elles ne l'ont été depuis, en pleine paix, et après l'affranchissement total de la péninsule. Le paysan était délivré des gabelles et de beaucoup d'autres impôts onéreux; le manufacturier voyait son industrie dégagée des entraves d'un grand nombre de réglemens absurdes; le négociant pouvait commercer et spéculer librement, sans être assujetti à aucune de ces formalités outrageantes introduites par le système fiscal; le créancier de l'état avait l'espoir d'être remboursé. Bref, tout recevait une nouvelle vie, et la nation aurait recueilli le fruit de

ses souffrances et de ses pertes, si l'on eût suivi la route tracée par les Cortès. Mais combien en diffère celle que l'on a suivie, et quelle différence aussi dans les résultats!

Malgré une année de paix et de tranquillité, nos finances sont dans un état plus déplorable que jamais; le crédit public est anéanti; les braves défenseurs de la patrie sont nus, sans souliers, sans paie, méprisés ou proscrits; le laboureur gémit de nouveau sous le poids des gabelles; le manufacturier a vu reparaître ses anciennes entraves, et le commerçant a perdu tous moyens de circulation. Nos colonies d'Amérique sentent s'accroître chaque jour leurs ressentimens, en voyant leurs députés emprisonnés, et les promesses qu'on leur a faites indignement violées. D'un côté les cachots, de l'autre la vengeance; partout l'injustice et le désordre : tel est l'état de la malheureuse Espagne.

Concitoyens, il faut que notre patrie périsse, ou que nous trouvions un remède à tant de maux. L'Europe entière est intéressée à ce que ce pays soit bien gouverné : l'Europe entière doit désirer de voir rétablir un gouvernement qui a tant contribué à assurer l'indépendance des autres peuples; un gouvernement qu'ont reconnu les rois de Prusse et de Suède, ainsi que le magnanime empereur de Russie, et avec lequel ils ont traité. L'Angleterre, notre première alliée, qui doit son bonheur et sa richesse à sa constitution, et qui a vu avec indignation la destruction de notre système représentatif, et la persécution exercée envers leurs membres, sera la première à louer notre patriotisme et notre énergie, et à reconnaître les Cortès.

Chacun nous applaudira, si notre conduite conserve ce caractère de sagesse et de circonspection qui nous a toujours distingués, et si, instruits par l'expérience, nous améliorons nos institutions d'après celles de nos voisins.

Oui, concitoyens, nous agirons avec prudence : le bien de notre pays sera notre seul objet; devant cet objet si grand, si important, doivent se taire nos opinions, nos rivalités, nos intérêts personnels.

Contraints par la nécessité; voyant que la vérité ne peut parvenir aux oreilles du Roi, toujours assiégé par ses conseillers; à moins que cette vérité ne se présente d'une manière propre à la faire respecter; nous avons enfin pris la résolution terrible, mais indispensable, de réclamer les armes à la main ce qui a été refusé à nos sollicitations.

Notre but, et celui de toute l'Espagne, n'est autre qu'une monarchie soumise à des lois justes et sages, et constituée de manière à garantir également les prérogatives du trône et les droits de la nation. Nous demandons la convocation de Cortès nommées par le peuple, et qui puisse faire, à la constitution proclamée par les Cortès extraordinaires, les changemens qu'exige notre situation, que commande l'expérience, et que nous indiquent les lois constitutionnelles des monarchies limitées de l'Europe.

Elles rétabliront l'ordre dans nos finances; elles prendront soin du sort des militaires, récompenseront leurs services, assureront leur existence dans leurs vieux jours, et feront, au dehors, estimer et respecter la nation.

La noblesse, renonçant à une légère portion de ses

priviléges, trouvera l'indemnité de ce sacrifice dans es nouvelles dispositions constitutionnelles qui lui donneront une existence politique. Toutes les classes de la société verront s'améliorer leur situation ; les curés, dont l'influence peut être si utile, auront un traitement plus élevé; l'agriculteur, l'artisan, le commerçant, le manufacturier, jouiront de nouveau des avantages qu'ils avaient commencé à retirer des changemens faits en leur faveur par les Cortès; et, grâce à une sage administration des deniers publics, les créanciers de l'état pourront espérer d'être indemnisés des avances qu'ils ont faites et des pertes qu'ils ont encourues, soit par leurs sacrifices patriotiques, soit par leur confiance dans les promesses du gouvernement.

Espagnols ! tels sont nos vœux ; tels seront aussi sans doute ceux des Cortès, lorsqu'elles seront réunies. C'est pour atteindre ce but sacré que la Galice invite toutes ses sœurs à se joindre à elle. Nous adressons la même invitation aux intrépides défenseurs de la patrie, à leurs dignes officiers, à leurs illustres généraux, enfin aux Espagnols de toutes les classes.

Fermes dans notre résolution, nous ne quitterons pas les armes (si nous sommes obligés d'y avoir recours) avant d'avoir obtenu ce que nous demandons; et autant nous serons disposés à serrer dans nos bras tout Espagnol prêt à se ranger sous l'étendard national, autant nous serons implacables envers ceux qui, également ennemis de leur pays et de leur roi, aimeraient mieux laisser celui-ci entre les mains de ses vils conseillers, que de tenter de l'arracher à leur influence, et d'ouvrir ses yeux sur leurs perfides intentions. Notre conduite servira de

modèle à celle de nos adversaires. Les propriétés seront respectées, la liberté individuelle ne recevra aucune atteinte. Mais malheur à ceux qui, abusant de l'auguste nom du Roi, se permettraient envers qui que ce fût, l'insulte ou la persécution! Ils en répondraient sur leurs têtes, et à défaut d'eux, cette responsabilité retomberait sur ceux qui seraient jugés susceptibles d'être pris en otages. Nous sommes sûrs de la justice de la cause que nous défendons; et le monde verra que l'Espagne, qui a su déployer tant de valeur guerrière pour le maintien de son indépendance contre l'étranger, est disposée à la même énergie pour protéger, au dedans, ses droits et sa liberté.

21 septembre 1815.

Ordre du jour de l'armée de l'île de Léon, annonçant le choix fait par cette armée, du colonel Quiroga, pour son général en chef.

(Page 87.)

Les officiers de l'armée d'outre-mer, tout dévoués aux intérêts de la patrie et des troupes qu'ils commandent, ont résolu de prendre les armes pour empêcher l'embarquement, et pour établir *dans notre chère Espagne* un gouvernement juste et libéral, qui assure le bonheur du peuple et des soldats. Un général qui ne doit pas ses grades au gouvernement qui veut nous sacrifier, peut seul sauver l'armée et la patrie. Le général choisi par

l'armée elle-même, est le colonel D. Antonio Quiroga, qui sera solennellement reconnu comme général en chef; c'est à lui que chacun devra désormais obéir.

Les soldats de l'armée expéditionnaire doivent être convaincus des périls auxquels ils seraient exposés s'ils s'embarquaient sur des bâtimens à moitié pourris, avec des vivres corrompus, sans autre espérance pour ceux qui échapperaient aux tempêtes (quand bien même ils seraient vainqueurs), que de succomber à l'ardeur d'un climat dévorant.

Les troupes doivent se rappeler toutes les injustices d'un gouvernement, qui a contraint à rester au service ceux d'entre les soldats qui avaient accompli le temps pour lequel ils s'étaient engagés; qui a trompé des bataillons entiers, en les conduisant par astuce jusque sur les bords de la mer.

Elles doivent aussi être persuadées, que tant que l'Espagne sera sous l'empire de la tyrannie qui l'opprime, il n'y aura point de remède à tous les malheurs dont nous sommes témoins. Elles doivent enfin se convaincre, qu'étroitement unies, et décidées à délivrer leur patrie, elles ne seront heureuses que par l'établissement d'un gouvernement modéré et paternel, et d'une constitution qui assure les droits de tous les citoyens. Alors seulement les soldats, couverts de gloire, après une campagne aussi courte que décisive, rentreront dans leurs foyers, où ils recevront les honneurs et les récompenses dus aux services importans qu'ils auront rendus.

Les officiers ne sépareront jamais leur sort de celui des soldats qui, de leur côté, doivent, en observant la plus exacte discipline, développer la plus grande énergie.

Le général qui marche à la tête des troupes, plein de confiance dans les efforts de ses compagnons d'armes, saura punir avec justice ceux qui manqueraient à leurs devoirs, et récompenser avec munificence, ceux qui se signaleront dans une entreprise aussi noble dans son principe, que facile dans son exécution.

Vive la Nation! Vive la Liberté! Vive le général Quiroga.

Du 2 janvier 1820.

Proclamation du général Quiroga à l'armée.

(Page 117.)

« Soldats!

» Placé à votre tête par le choix des officiers de l'armée, je vais vous parler avec la franchise qui doit régner entre des compagnons d'armes. Notre Espagne allait se détruire, et votre ruine aurait entraîné celle de la patrie; vous étiez destinés à la mort, non pour réaliser, la conquête, *déjà impossible*, de l'Amérique, mais pour délivrer le gouvernement de la terreur qu'il a conçue de votre valeur. Cependant vos familles seraient restées dans l'esclavage le plus honteux, sous un gouvernement arbitraire et tyrannique, qui dispose à son gré des fortunes et de la liberté des malheureux Espagnols. Soldats! ce gouvernement devait s'anéantir avec la nation; il n'est pas possible que nous le souffrions plus long-temps.

Violent et faible à la fois, il ne pouvait inspirer que l'indignation ou le mépris; et pour que la patrie soit heureuse, il doit inspirer la confiance, il doit être aimé et respecté.

» Soldats! nous allons employer pour nous et pour nos frères, les armes qui assurèrent notre indépendance contre toute la puissance de Bonaparte. L'entreprise est facile et glorieuse. Se trouverait-il un soldat espagnol qui s'y opposât? Non! dans les rangs mêmes de ceux que le gouvernement s'efforce de rassembler, vous ne trouverez que des frères qui s'uniront à nous; et s'il s'y rencontrait quelques êtres, assez vils pour oser tourner leurs armes contre nos têtes, exterminons ces satellites de la tyrannie, indignes du nom espagnol. Soldats, je compte sur vous. Soyez les dignes fils de la patrie, et méritez ce nom. Je vous recommande l'union et la discipline. J'aurai le plus grand plaisir à récompenser ceux qui se distingueront; cependant, si quelqu'un de vous manquait à son devoir, il apprendra que l'autorité dont on m'a investi ne m'a pas été confiée en vain, et que l'énergie dans un gouvernement qui marche vers sa régénération, est supérieure à celle des despotes.

» Soldats! la victoire nous attend, et avec elle la gloire et les récompenses que la patrie nous dispensera avec munificence.

» Au quartier général de San-Fernando, 5 janvier 1820.

» Le général en chef de l'armée nationale,

» ANTONIO QUIROGA. »

Lettre du général Quiroga au Roi.

(Page 117.)

SIRE,

L'armée espagnole, dont le sang et les sacrifices inouïs replacèrent votre majesté sur le trône de ses ancêtres, et sous l'égide de laquelle la nation sanctionna le code qui devait fixer à jamais ses destinées, se sentit blessée dans son honneur et dans son patriotisme, le jour où, foulant aux pieds les lois de la reconnaissance et de la justice, votre majesté renversa ce monument de sagesse, et qualifia d'*attentat* ce qui n'était que l'expression des droits les plus légitimes.

Six années ne purent faire changer des sentimens aussi profonds. Des mouvemens insurrectionnels suscités à différentes époques, et en divers endroits, auront convaincu votre majesté que ces sentimens étaient gravés dans tous les cœurs, et que si sa personne auguste avait été un objet d'adoration, il n'en était pas ainsi de son système de gouvernement, et des personnages qui s'étaient indignement emparés de sa confiance. Le génie du mal étouffa partout le cri généreux de la patrie, et les braves qui les firent entendre furent immolés à l'iniquité, toujours inexorable à l'égard de quiconque ose déchirer le voile dont elle se masque, aux yeux fascinés du vulgaire ignorant et crédule.

Un sort aussi funeste n'épouvanta pas les corps de

l'armée expéditionnaire d'outre-mer, pour élever de nouveau une voix chère à tout Espagnol digne de ce titre précieux. Sire, ils l'ont élevée solennellement cette voix, le 1er. janvier 1820; ils l'ont élevée, bien décidés à ne point trahir le serment que reçut la patrie. Rien ne saurait ébranler leur fidélité; et leur sang n'est qu'un faible sacrifice pour couronner leur glorieuse entreprise. Rendre la vie à la Constitution de l'Espagne, voilà leur but: proclamer que c'est seulement à la nation, légitimement représentée, qu'appartient le droit de se donner des lois, voilà ce qui leur inspire les accens d'un sublime enthousiasme.

Les lumières de l'Europe, Sire, repoussent l'idée que les nations soient gouvernées comme si elles étaient la propriété des rois. Les peuples réclament d'autres institutions; et le gouvernement représentatif est regardé comme le plus analogue aux grandes sociétés, dont les individus ne sauraient se rassembler tous pour promulguer les lois: c'est le gouvernement des nations les plus éclairées, celui que toutes souhaitent, dont la possession a tant coûté de sang, et dont jamais peuple ne fut plus digne que l'Espagne.

Pourquoi donc cette nation, la plus favorisée de la nature, se voit-elle privée du don le plus précieux qu'on puisse recevoir de la main des hommes? Pourquoi lui est-il refusé de respirer l'air de la liberté civile, cet air pur, qui seul vivifie le corps d'un état? Eh quoi! de vieux préjugés, des systèmes avortés par la violence, des prérogatives vaines et frivoles, propres seulement à flatter l'orgueil de l'ignorance, des suggestions perfides, d'odieux favoris qui n'oppriment un instant que pour être

opprimés l'instant d'après, seraient-ils donc des motifs assez puissans pour violer les droits de la raison, de la justice?..... Les rois appartiennent aux nations : ils ne sont rois qu'autant que les nations le veulent. Les lumières ont converti en axiomes des vérités aussi simples; et si les gouvernemens affectent d'autres principes, c'est le langage de la fausseté, de l'hypocrisie, et non pas celui de l'erreur ou de l'ignorance.

Les vœux et les desseins de l'armée, Sire, sont de proscrire à jamais cet odieux langage : la nation partage ces mêmes sentimens, malgré la digue que la crainte et l'habitude de l'obéissance ont opposée à leur manifestation. Les braves viennent de la rompre, cette digue: la patrie la rompra de même. Les pays protégés par leur présence remplissent l'air de leurs acclamations, en promulguant de nouveau ce code sacré, qui n'aurait dû l'être qu'une seule fois. Ces cris retentiront dans toute la péninsule, convertie en théâtre de vertu et d'héroïsme. Mais si d'aussi flatteuses espérances devenaient illusoires, si des vœux aussi purs n'étaient point exaucés, l'armée n'aurait pas encore perdu le prix de ses travaux; et mourir pour la cause de la liberté lui semblera bien plus doux que de languir sous le joug et les caprices de ceux qui, séduisant le cœur de votre majesté, l'entraînent à sa perte.

Au quartier général de San-Fernando, le 7 janvier 1820.

SIRE,

Comme organe de l'armée,

ANTOINE QUIROGA.

Manifeste de l'Armée de l'île de Léon au Peuple Espagnol.

(Page 117.)

« Les soldats de l'armée espagnole, qui ont embrassé, au commencement de l'année, la cause de la patrie, croient devoir lui exposer les motifs de leur conduite, les démarches qu'ils ont faites jusqu'à ce jour, les sentimens qui les animent, et les espérances qu'ils nourrissent en faveur de la nation dont ils sont les fils.

» Ils ne rappelleront point ici au souvenir de cette nation la gloire qu'elle a acquise jadis par ses vertus; l'histoire l'a fait assez connaître; et les Espagnols d'aujourd'hui, quelque différens qu'ils soient de leurs ancêtres, se plaisent toujours à admirer les monumens de leur héroïsme.

» Le pays des Pélage, des Alphonse, des Fernand, des Gonzalez, des Cid était célèbre dans le monde; son beau sol, le plus fertile de l'Europe, s'enorgueillissait de la gloire dont le couvraient ses héros; il n'avait rien à envier aux autres nations, en fait de succès dans les armes, dans les arts, dans la législation, dans l'industrie, dans les sciences et la littérature; il était même pour plusieurs un modèle et un objet d'envie. Invincibles dans la guerre, généreux et aimables dans la paix, les Espagnols se distinguaient par leur esprit, par leur intelligence, par la profondeur de leur génie et les sen-

timens d'honneur qui étaient si profondément gravés dans leurs cœurs.

» Comment se fait-il que cette nation, jadis la première de l'Europe, soit descendue, depuis trois siècles, au rang des états subalternes et insignifians ? Comment se fait-il que la nation qui dominait jadis sur l'Italie, les Pays-Bas, la côte d'Afrique, les immenses et riches provinces de l'Amérique, ait commencé à décliner, du moment où elle eut acquis de si vastes états et une puissance si formidable ? Comment se fait-il que l'industrie, les sciences, les arts n'aient pas fait autant de progrès chez nous que chez les autres Européens? que le caractère national se soit profondément altéré, aux yeux de l'observateur, exercé à saisir les traits de la physionomie des nations? qu'un pays, en un mot, qui devrait jouer un rôle si important dans le monde, soit privé de tous les avantages dont il était si digne?

» Espagnols ! il est aisé de résoudre ce problème. Quand les nations deviennent une fois la propriété absolue d'un homme, elles sont condamnées au dépérissement; le bien public n'occupe plus les citoyens. Le désir de se dévouer à la seule grandeur du prince, remplace le patriotisme et le sentiment de la gloire. La séduction, l'intrigue, les vues sordides, l'imposture, la trahison et la perfidie sont autant de mauvais génies qui entourent les rois absolus et arbitraires. L'Espagne a plus souffert de ces fléaux qu'aucune autre nation, depuis l'époque où Ferdinand V commença à river ses chaînes. Les princes de la maison d'Autriche se sont efforcés d'élever le système du despotisme dont nous connaissons si bien les résultats. Depuis ce temps,

les peuples n'ont plus été comptés dans la politique; les représentans qui défendaient leurs droits ont disparu. Dès lors aussi, le principal but des ouvrages du génie a été de flatter les passions des rois, de les remplir de l'idée de leur toute-puissance; personne ne s'est plus inquiété des droits de l'homme, du bonheur des peuples, de l'énergie qui fait la force des états, des vertus qui assurent leur félicité et leur gloire.

» C'est en vain que la nation s'est montrée grande et digne de son nom, quand celui qui donnait des lois à l'Europe, a préparé, pour l'asservir, de perfides machinations; les armées qui portaient la terreur dans les autres pays, ne purent étouffer la voix généreuse de l'Espagne. Le feu, le fer, la destruction, tous les fléaux de cette guerre inouïe, ne parurent que de légers sacrifices quand il fallut venger l'honneur insulté. Non contente de combattre contre ses ennemis extérieurs, la nation voulut détruire des ennemis intérieurs encore plus dangereux, au moyen d'un gouvernement qui assurât la liberté civile et la propriété. La Constitution fut jurée en face des baïonnettes ennemies. Ces baïonnettes disparurent du territoire, et l'ennemi vit la fin de son pouvoir et de son triomphe.

» Mais quels avantages le peuple a-t-il tirés de ses sacrifices et de sa valeur? Qu'est devenu l'édifice dont la loi avait posé les fondemens, et qui aurait dû être inébranlable? Le roi, qui devait le plus à sa nation, fit le premier essai de sa force en le renversant; les pères de la patrie, qui l'avaient élevé, furent traités en criminels. Aimer et désirer le gouvernement le plus avantageux à l'Espagne, ce fut un crime de haute trahison. Les insti-

tutions repoussées par l'esprit humain, et qui avaient provoqué la dernière invasion, furent rappelées avec une sorte de fureur et exaltées avec une détestable hypocrisie. On inventa le crime de *mécontentement contre la personne royale*, crime inconnu en Europe jusqu'alors; les prisons, l'exil, furent la récompense de ceux qui avaient le plus mérité de leur patrie; des cœurs ouverts aux inspirations de la gloire, se remplirent de terreur; et, à l'esprit de la liberté qui donne la vie aux états, succéda le souffle empesté de l'esclavage, qui porte la mort civile partout où il se fait sentir.

» Non! jamais nation ne fut plus insultée, plus arbitrairement traitée. L'Espagne donna, dans ces circonstances, un exemple de patience qui étonna l'Europe. Ceux qui voulaient faire croire que son enthousiasme contre la France avait été l'effet de la superstition, triomphèrent alors de ceux qui lui attribuaient des sentimens plus généreux. En effet, quel soupçon cette apathie extraordinaire ne pouvait-elle pas faire naître? Avec quelle rapidité retomba cette nation qui avait pris un essor si sublime! Comment souffrit-elle que l'édifice qu'elle avait cimenté de tant de sang, qui avait coûté tant de travaux, fût renversé? Comment présenta-t-elle la tête au joug, après tous ses efforts pour le secouer?

» Espagnols! cette funeste faute vous a jetés dans l'esclavage; elle vous entraînera à votre perte si vous ne vous réveillez pas. Vous mettrai-je devant les yeux le triste tableau de ses conséquences? Mais pourquoi l'entreprendrai-je, puisque vous les avez vues vous-mêmes? Qui n'a pas ressenti douloureusement la faiblesse d'un gouvernement, sans caractère, sans principes, sous le-

quel la nation est nulle dans la balance politique de l'Europe? Qui n'a pas été indigné de la corruption de ses agens, des abus criminels que tant de fonctionnaires publics ont fait du pouvoir déposé dans leurs mains; enfin, de la métamorphose de l'Espagne en un théâtre de vol et de pillage, où celui qui faisait le plus de butin était le plus estimé? Qui n'a pas éprouvé une pénible tristesse en voyant ces scènes de calamités publiques, les champs incultes, le commerce détruit, l'industrie paralysée, les lois impuissantes, la licence impunie, la sûreté publique violée, les délateurs triomphans, et la misère traînant partout à sa suite une affreuse corruption; en un mot, une nation tombant comme une masse inerte, dès ses premiers pas, dans la route des prospérités que lui ouvrait une nouvelle vie?

» Ces maux, dont nous ne présentons qu'une faible esquisse, déchirent le cœur de tous ceux qui soupirent au doux nom de patrie. De généreux Espagnols qui se sont levés franchement pour les détruire, ont été victimes de la perfidie et de la force armée qui devient le fléau des nations, quand les nations sont dans la servitude. Les supplices, l'exil, ont été les tristes fruits de leurs efforts héroïques; le mécontentement croissait avec la misère; les honnêtes gens pleuraient leurs dignes défenseurs, et répétaient leurs noms avec les accens de l'admiration et de l'affection qui leur sont dues.

» Les malheurs de ces braves n'ont point intimidé le corps de l'armée nationale, qui s'est présentée hardiment dans une arène si fertile en célèbres catastrophes; les misères de la patrie ont arraché aux troupes la déclaration qu'elles ont faite de la rendre heureuse ou de

mourir pour elle. Rétablir le pouvoir des lois, et faire jouir la nation du droit de régler ses propres intérêts, tels ont été les motifs qui seuls les ont engagées à arborer l'étendard national. Leur première démarche, en prenant une telle résolution, a été de proclamer la Constitution politique de la monarchie espagnole, objet de prédilection et d'amour pour tous ceux qui veulent ardemment le triomphe de la justice ; toutes leurs autres actions ont été dirigées d'après cette règle sacrée.

» Les désordres, la violence, n'ont point souillé la gloire et la valeur qui distinguent les soldats de cette armée ; les propriétés ont été respectées ; la tranquillité publique a été maintenue par la plus exacte discipline ; et l'on devait attendre des cœurs espagnols le respect de toutes les institutions religieuses. L'armée elle-même n'a éprouvé d'autres changemens que ceux qui étaient absolument nécessaires pour son organisation. Soutiens et boulevarts de la patrie, les soldats ne sont pas législateurs ; ils consacrent leur valeur, leur énergie, leur sang à la noble ambition de se soumettre aux lois fondées sur l'équité et la raison.

» Peuple d'Espagne, peuple brave, généreux et grand, peuple appelé par votre destinée à être le premier sur le globe, unissez-vous à vos enfans ; posez les bases des lois qui constitueront votre prospérité et votre grandeur ; osez faire usage de vos droits, et rétablir ce que vous avez si solennellement promulgué. Sans lois, il n'existe plus d'état ; sans lois sanctionnées par des représentans, il ne peut y avoir de liberté civile, le plus grand bien dont puisse jouir un citoyen. Recueillez, aujourd'hui, les fruits des lumières et de l'expérience des siècles ;

donnez au monde ce grand spectacle qu'il attend de la nation, qui a communiqué le mouvement à l'Europe.

» Ne souffrez pas que l'on dise que l'apathie est votre élément, et que les fers de l'esclavage peuvent seuls vous convenir. Unissez-vous à vos fils qui n'aspirent qu'à l'honneur sublime de les briser. Leurs armes et leur sang sont à vous; et des milliers de bras n'attendent que votre signal. Qu'attendez-vous? Quel obstacle vous arrête? Qui s'opposera à la volonté de tout un peuple?

» Espagnols, si vous ne profitez pas d'une pareille occasion; si vous ne sentez pas tout le prix du rayonde bonheur qui commence à paraître, ne soupirez plus, ne ne vous plaignez plus : vous aurez mérité de souffrir les maux que vous éprouvez; les larmes que vous versez n'exciteront la compassion de personne. Si, par votre pusillanimité, nous ne réussissions pas dans une entreprise aussi noble, nous aurions du moins la glorieuse satisfaction de l'avoir commencée. Quel que soit notre sort, il devra être envié de ceux même qui sont abattus sous le souffle de la corruption, et qui, dans leur ignominie, n'échapperont pas aux poursuites d'un remords éternel.

» Comme chef et organe de l'armée,

» ANTONIO QUIROGA. »

13 janvier 1820.

Ordre du jour du général Campana à la garnison de Cadix.

(Page 207.)

Cadix, 11 mars.

Vive le roi! Vive la Religion! Honneur aux braves et loyales troupes de la garnison de Cadix! Leur fidélité et la manière décidée dont se sont conduites les troupes de la garnison de cette place, dans la journée d'hier, méritent toute la reconnaissance des sujets du Roi, et celle du général qui a l'honneur de les commander.

Au nom de Sa Majesté, j'offre à MM. les chefs, officiers, et autres individus de la garnison, les plus vifs remercîmens, pour leur brillante conduite militaire

Signé CAMPANA.

Manifeste de la Junte suprême de Galice...

(Page 226.)

Galiciens généreux, illustres Espagnols des deux mondes, déjà la perversité était parvenue à lasser votre patience, à mettre le comble à vos souffrances. Vous fûtes de tous temps, aux yeux des nations, un parfait modèle de fidélité envers vos rois. La loyauté castillanne passe en proverbe chez les nations étrangères, et ce renom glo-

rieux deviendra l'admiration des siècles, lorsque l'histoire leur retracera, en caractères de sang, l'héroïsme de tant de milliers de victimes, abandonnant, dans le deuil et la désolation, leurs pères, leurs épouses, leurs enfans et leurs frères, pour s'immoler sur l'autel de la patrie qui les inspirait, non pas dans un intérêt qui lui fût personnel, car les nations ne perdent rien au changement des dynasties, mais pour racheter un roi qui en était l'idole, autant par les heureuses dispositions qu'il annonçait, que par les persécutions auxquelles il avait été en but, lorsqu'il était encore presqu'au berceau. Combien de pères dont le fer de l'usurpateur moissonna les enfans, uniques et chers appuis de leur vieillesse! Combien de fortunes dévorées par les sacrifices inspirés par l'amour du prince! Rien ne fut épargné; et les sources de la prospérité publique, que l'insatiable cupidité du dernier gouvernement avait déjà essayé de tarir, s'épuisèrent dans les généreux efforts du patriotisme. Après tant de sacrifices, parmi lesquels on ne compte pas le danger qui menaçait à chaque instant votre existence et troublait votre repos, vous vous attendiez enfin à voir luire le jour de gloire qui, en vous rendant un roi, unique et digne objet de vos vœux, vous assurerait en même temps le prix de vos travaux dans le libre exercice de vos droits. Malheureux Espagnols, hélas! que vos espérances furent cruellement déçues! Une abominable faction d'égoïstes s'empara du sceptre pour le tremper dans le sang des hommes illustres, immortalisés, non moins par leurs vertus et leur sagesse, que par la modération et le désintéressement qu'ils avaient déployés, en renonçant, même aux récompenses dues aux services rendus par eux pendant et

quelque temps après l'exercice de leur pouvoir; et d'innombrables familles furent enveloppées dans la persécution élevée par des âmes cruelles, viles, et inaccessibles à tout sentiment d'honneur. La dictature d'un Sylla ne présente qu'une faible ébauche des odieuses proscriptions qui nous privèrent de tant de citoyens chers à la patrie, de riches capitalistes; d'individus de tout état; en un mot, de cette foule d'hommes rares, nés pour élever la nation au degré de prospérité et d'opulence marqué par la nature de son sol, et par sa position géographique. On chercherait en vain la raison d'une mesure aussi impolitique, aussi abominable: aucun publiciste ne l'a prévue ni consignée dans ses écrits; mais Locke, le plus célèbre peut-être de ceux du dernier siècle, nous apprend que lorsqu'une force ennemie s'empare de la cour ou de la métropole d'un état, le sang ne pouvant plus dès lors circuler du cœur aux extrémités du corps politique, celui-ci meurt, et les individus qui le composaient rentrent dans le droit naturel d'adopter le gouvernement qui leur convient le mieux. Quel est donc le crime de tant d'infortunés, victimes de la fureur d'une faction sanguinaire? Serait-ce d'avoir organisé un gouvernement après la dissolution de celui qui régissait l'Espagne, et lorsque les cohortes de l'usurpateur occupaient la capitale et presque toute la péninsule? Serait-ce d'avoir établi une constitution qui, bien qu'elle ne soit point l'ouvrage le plus parfait de l'esprit humain, ainsi qu'Adams qualifie avec exagération celle de l'Angleterre, est cependant une amélioration sensible de toutes celles des divers peuples qui composent aujourd'hui l'Espagne? Serait-ce enfin d'avoir reconnu la dynastie des Bourbons dans la per-

sonne et la descendance de Ferdinand VII, quand nous étions tout-à-fait libres d'en reconnaître un autre? C'en serait un plutôt, sans doute : oui, c'en serait un, que d'avoir prodigué tant de sang et de trésors pour rétablir le trône de ce prince, alors qu'à un prix bien moins onéreux on eût pu agréer Joseph Bonaparte. Cependant de perfides conseils portèrent Ferdinand à déchirer la Charte constitutionnelle du 19 mars 1812, où se trouvait consigné son premier, son unique droit à une couronne que son père et lui-même n'avaient pu conserver; c'est ainsi que sans d'autre titre que la force, et à la faveur de son décret du 4 mai, par lequel on annonçait une nouvelle convocation des Cortès, qui n'eussent jamais été, en effet, qu'un vain simulacre de cette auguste assemblée nationale, nécessaire pour voter l'impôt, Ferdinand franchit violemment les degrés du trône! Bientôt l'effet de ses promesses devint illusoire, et six années d'un gouvernement arbitraire fournirent la preuve qu'on n'avait voulu que tromper le peuple. D'abord, et contre les meilleurs principes d'économie, *on imposa* une contribution générale, directe, exorbitante, et sans équité : on l'exigea d'une manière injuste et vexatoire, et non-seulement il ne fut pas question d'apporter une réforme dans la fourmillière d'employés des finances (seul avantage attaché à la contribution directe); mais on en grossit considérablement le nombre, en envoyant dans les provinces, pour dévorer la subsistance du peuple, des troupes de commis, chargés de la formation d'une prétendue statistique qu'ils ne connaissaient pas, qui devenait dès lors impossible à établir, et qui, toujours imparfaite, par cela même qu'elle était sujette à

des variations qui se reproduisent à l'infini, à raison de l'altération des valeurs, du genre et de la qualité des cultures, de la transmission et de la division des domaines, et du changement physique du territoire, exigerait encore un siècle de travail, comme celle de Milan, la seule qu'on sache être parvenue au degré le moins imparfait qu'on puisse atteindre. En un mot, le désordre en matière de finances parvint à son comble, et donna la mesure de celui qui s'était introduit dans toutes les autres branches de l'administration publique. C'est ainsi que par l'ineptie de notre cabinet nous perdîmes toute considération chez les puissances étrangères, alors même que, par notre vaillance, il nous eût été permis de commander les égards de l'Europe. Nous nous trouvâmes ainsi sans trésor, sans crédit, et surtout sans marine, élément dont nous avions un si grand besoin pour conserver nos Amériques, et pourvoir à notre languissant commerce; notre armée était découragée et vouée à la misère, pour prix de l'héroïsme qu'elle venait de développer dans la guerre de l'usurpation; l'administration de la justice, ce premier bienfait de la société, le plus cher des intérêts qui présidèrent à sa naissance, et le seul qui puisse en garantir la conservation, fut confiée aux mains chancelantes de magistrats plongés dans la détresse, tandis que le luxe de la cour élevait de somptueux édifices qui engloutissaient les deniers publics. Les hommes de mérite furent écartés des affaires, et délaissés dans l'obscurité, tandis que les avenues du trône étaient obstruées par d'ineptes flatteurs qui accaparaient les emplois et les dignités de l'état: on vit alors les sicaires du despotisme jouir d'une faveur sans bornes: les corps dépositaires d'une autorité légale,

les fonctionnaires publics réduits à la nullité par la subrogation de ces *camarillas*, enfantées et nourries dans les ténèbres, et dont les membres, la plupart inconnus et sans caractère, bouleversaient impunément l'ordre public; le rétablissement des jésuites dans des circonstances où l'on pouvait à peine pourvoir à l'entretien indispensablement nécessaire au clergé: la provision des grands bénéfices ecclésiastiques vacans, lesquels formaient déjà une des plus riches ressources de l'état; l'aliénation d'une partie de nos possesions d'Amérique; la guerre contre nos frères, dans une vaste région du même continent: en un mot, la dissolution totale de toutes les branches d'administration, le relâchement de tous les liens de la société, l'épuisement et l'obstruction de tous les canaux de la prospérité publique, les manœuvres secrètes, les inquisitions; les cachots encombrés de victimes; les échafauds, toujours dressés pour éteindre les étincelles du feu du patriotisme, qui se manifestaient avec une ardeur et une activité, égales à la stupidité et à la barbarie d'un gouvernement qui s'obstinait à ne pas reconnaître qu'il fallait ou revenir sur ses pas, ou périr dans les flammes.....

Espagnols, tels ont été les fruits de tant de sang répandu, de tant de calamités supportées avec courage, et dans le seul espoir d'assurer le rétablissement de Ferdinand! Ce n'est pas lui toutefois qu'il faut accuser de pareils désordres: non, jamais les rois ne sauraient agir sciemment contre les intérêts des peuples, qui sont aussi les leurs. Des ministres pervers, ineptes et avides voilà les vrais, les seuls coupables, les seuls responsables des maux qu'ils ont causés à la nation. C'est aussi contre eux, braves

soldats, Galiciens courageux, que vous avez poussé le cri de l'humanité qui vous prescrit le devoir de la conservation. Oui, c'est cette loi éternelle, cette loi de la nature qui vous a inspiré le mouvement généreux, spontané, par lequel vous venez de proclamer votre liberté et votre fidélité au monarque, sous les auspices de la Constitution de 1812, promulguée, jurée et mise en vigueur par le vœu unanime de la nation à l'époque du retour de ce prince. Toute la Galice, cette vaste province qui compte deux millions d'habitans, vient de faire éclater ces sentimens, qui sont ceux de tous les Espagnols des deux mondes : ceux qu'a proclamés l'armée expéditionnaire qui, voyant augmenter journellement ses forces dans l'île de Léon, parcourt les Andalousies, et protége le système de liberté civile que les peuples brûlent de de rétablir. Cette explosion n'a pas coûté une goutte de sang, et le meilleur ordre règne dans toute l'étendue de cette vaste province; honneur à la civilisation et aux mœurs de ses habitans, à l'uniformité de leurs sentimens, et à la sainteté d'une cause marquée du sceau de la justice, de celui même de notre auguste religion ! Que pourrait désormais la perfidie contre des vœux si solennels ? Vainement tenterait-elle d'égarer encore la docilité du roi dans les sentiers de l'erreur. Lui-même peut aujourd'hui mesurer de ses propres yeux toute la profondeur de l'abîme qu'ont creusé sous ses pieds quelques misérables, qui n'ont cherché qu'à satisfaire leur cupidité personnelle, aux dépens de sa gloire et de l'amour de ses peuples. Vainement ces perfides tâcheraient-ils de dénaturer vos sentimens, et de les lui présenter comme des atteintes portées à l'inviolabilité de sa personne. Espagnols, ce

pacte consacre en principe que la personne du roi est inviolable et sacrée, et qu'elle n'est sujette à aucune responsabilité ; cet axiome, dont nous avions juré le maintien sur les saints Évangiles, est maintenant hors toute atteinte. Vainement enfin ces hommes cruels oseraient-ils nous résister, et se flatteraient-ils de la possibilité de maintenir avec leur puissance, le système de l'arbitraire et du désordre... Qu'ils se désabusent; toute la nation est prête, toute l'armée s'est unanimement prononcée. Malheur au misérable qui oserait opposer une résistance criminelle, à la volonté générale qui a proclamé l'ordre constitutionnel, pour assurer notre félicité avec celle du monarque, et consolider cette union précieuse dont l'incohérence de nos anciens règlemens avait relâché tous les liens! Qu'ils tremblent, les monstres qui seraient assez téméraires pour se montrer hostilement aux yeux de la nation! Et sous quel masque auraient-ils l'audace de paraître? Essaierait-on de révoquer en doute l'axiome inattaquable et sacré, « que les peuples s'appartiennent à eux-mêmes, qu'ils ne sont la propriété ni d'un homme, ni d'une famille? » Voudrait-on méconnaître le droit imprescriptible qu'ils reçurent de la nature de se donner la forme de gouvernement qui peut mieux leur convenir, sans toutefois porter atteinte au repos des autres peuples? Sous quel prétexte viendrait-on les troubler dans leur intérieur, quand ils se tiennent religieusement dans les bornes de la modération, qu'ils respectent le droit des gens? Leur contesterait-on la faculté de secouer le joug de l'arbitraire et du despotisme ministériel, les moyens d'arracher un roi qu'ils chérissent aux séductions de quelques conseillers per-

fides, en horreur à la nation, et la douce consolation de lui offrir un trône dans leurs cœurs? Espagnols, il n'y a que la force qui puisse fouler aux pieds des droits aussi sacrés : mais cette force n'existe point, et lors même qu'elle existerait, elle serait encore impuissante contre le vœu bien prononcé de quinze millions de braves, qui ne veulent que la Constitution qu'ils ont jurée il y a huit ans, qu'ils avaient mise alors en vigueur, et qu'ils veulent rétablir pour assurer le bonheur de la nation et du roi; mais qu'ils rétabliront sans effusion de sang, sans vexations et sans désordre, prenant toujours pour guides la modération, la douceur et la fraternité. C'est l'assurance que donne à tous les habitans des Espagnes le loyal et brave royaume de Galice, et en son nom la Junte de gouvernement qui le préside.

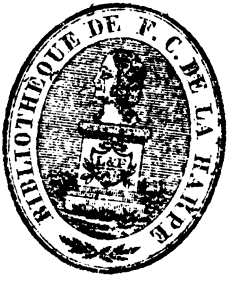
A la Corogne, le 3 mars 1820.

Pour la Junte Suprême,

PIERRE DE AGAR, *président.*

FIN.

ERRATA.

Page 74, lignes 6 et 7 : le souvenir de 1814 était redevenu présent à tous les souvenirs; *lisez :* Le souvenir de 1814 était redevenu présent à tous les esprits.

Page 86, ligne 12 : dès lors se renouèrent les liens; *lisez :* Dès lors se renouèrent, entre les officiers de tous les grades, les liens etc.